REPUBLIQUE FRANÇAISE

CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES

RAPPORT DU PRESIDENT

ORIENTATIONS BUDGETAIRES POUR 2020

18 ET 19 NOVEMBRE 2019

Liste des Conseillers départementaux par canton

CANTON	CONSEILLERS DEPARTEMENTAUX	
ATTIGNY	Mme Dominique ARNOULD	M. Noël BOURGEOIS
BOGNY-SUR-MEUSE	Mme Elisabeth BONILLO-DERAM	M. Erik PILARDEAU
CARIGNAN	Mme Sylvie TORDO	M. Marc WATHY
CHARLEVILLE-MEZIERES - 1	M. Michel NORMAND	Mme Nathalie ROBCIS
CHARLEVILLE-MEZIERES - 2	M. Pierre CORDIER	Mme Catherine DEGEMBE
CHARLEVILLE-MEZIERES - 3	M. Robert CHAUDERLOT	Mme Else JOSEPH
CHARLEVILLE-MEZIERES - 4	M. Jean-François LECLET	Mme Marie-José MOSER
CHÂTEAU-PORCIEN	M. Renaud AVERLY	Mme Bérengère POLETTI
GIVET	Mme Isabelle COQUET	M. Claude WALLENDORFF
NOUVION-SUR-MEUSE	Mme Brigitte LOIZON	M. Hugues MAHIEU
RETHEL	M. Joseph AFRIBO	Mme Michèle LARANGÉ-LOZANO RIOS
REVIN	Mme Dominique RUELLE	M. Benoît SONNET
ROCROI	Mme Noëlle DEVIE	M. Benoît HURÉ
SEDAN - 1	M. Jean GODARD	Mme Evelyne WELTER
SEDAN - 2	Mme Anne DUMAY	M. Thierry MALJEAN
SEDAN - 3	Mme Odile BERTELOODT	M. André DROUARD
SIGNY-L'ABBAYE	M. Patrick DEMORGNY	Mme Françoise JEANNELLE
VILLERS-SEMEUSE	M. Jérémy DUPUY	Mme Dominique NICOLAS-VIOT
VOUZIERS	M. Yann DUGARD	Mme Anne FRAIPONT

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Président	Noël BOURGEOIS
Première Vice-Présidente	Anne DUMAY
Vice-Présidents	Jean-François LECLET, Evelyne WELTER, Claude WALLENDORFF, Odile BERTELOODT, Yann DUGARD, Else JOSEPH, Renaud AVERLY, Noëlle DEVIE, Marc WATHY, Marie-José MOSER
Membres	Joseph AFRIBO, Dominique ARNOULD, Elisabeth BONILLO-DERAM, Robert CHAUDERLOT, Isabelle COQUET, Pierre CORDIER, Catherine DEGEMBE, Patrick DEMORGNY, André DROUARD, Jérémy DUPUY, Anne FRAIPONT, Jean GODARD, Benoît HURÉ, Françoise JEANNELLE, Michèle LARANGÉ-LOZANO RIOS, Brigitte LOIZON, Hugues MAHIEU, Thierry MALJEAN, Dominique NICOLAS-VIOT, Michel NORMAND, Erik PILARDEAU, Bérengère POLETTI, Nathalie ROBCIS, Dominique RUELLE, Benoît SONNET, Sylvie TORDO

COMMISSIONS DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

COMMISSION EDUCATION, SPORTS ET CULTURE

Présidente	**Nathalie ROBCIS**
Vice-Président	Yann DUGARD
Membres	Pierre CORDIER, Michèle LARANGÉ-LOZANO RIOS, Robert CHAUDERLOT, Patrick DEMORGNY, Joseph AFRIBO, Benoît SONNET, Jérémy DUPUY

COMMISSION AFFAIRES SOCIALES

Présidente	**Anne FRAIPONT**
Vice-Président	Jean GODARD
Membres	Anne DUMAY, Marie-José MOSER, Bérengère POLETTI, André DROUARD, Isabelle COQUET, Catherine DEGEMBE, Brigitte LOIZON, Dominique RUELLE

COMMISSION SOLIDARITE TERRITORIALE

Président	**Michel NORMAND**
Vice-Présidente	Sylvie TORDO
Membres	Noëlle DEVIE, Odile BERTELOODT, Claude WALLENDORFF, Renaud AVERLY, Else JOSEPH, Thierry MALJEAN, Dominique ARNOULD, Erik PILARDEAU

COMMISSION AFFAIRES FINANCIERES ET RESSOURCES

Président	**Marc WATHY**
Vice-Présidente	Dominique NICOLAS-VIOT
Membres	Jean-François LECLET, Evelyne WELTER, Françoise JEANNELLE, Benoît HURÉ, Hugues MAHIEU, Elisabeth BONILLO-DERAM

ORDRE DU JOUR DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU 18 Novembre 2019

Date: Lundi 18 Novembre 2019
Horaire: 10:00
Documents: **Convocation**

0 Début de Volume

SITUATION FINANCIERE - ORIENTATIONS BUDGETAIRES POUR 2020
RAPPORT

1 INFORMATIONS RELATIVES A LA STRUCTURE ET LA GESTION DE L'ENCOURS DE DETTE
RAPPORT

2 DEMARCHES STRATEGIQUES ET TRANSVERSALES
RAPPORT

3 RAPPORT ANNUEL SUR L'EGALITE PROFESSIONNELLE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES
RAPPORT
SCAN

1 Education, Sports et Culture

4 EDUCATION, SPORTS ET CULTURE
RAPPORT
SCAN

2 Affaires sociales

5 AFFAIRES SOCIALES
RAPPORT
SCAN

3 Solidarité territoriale

6 SOLIDARITE TERRITORIALE
RAPPORT
SCAN

4 Affaires financières et Ressources

7 AFFAIRES FINANCIERES ET RESSOURCES
RAPPORT
SCAN

République Française

**DIRECTION GÉNÉRALE
DES SERVICES DÉPARTEMENTAUX**

DIRECTION DES FINANCES

SITUATION FINANCIERE - ORIENTATIONS BUDGETAIRES POUR 2020

L'article L. 3312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que, dans un délai de deux mois précédant l'examen du Budget Primitif, le Président du Conseil départemental présente à l'Assemblée départementale un rapport sur les Orientations budgétaires de l'exercice, les engagements pluriannuels envisagés, la structure et l'évolution des dépenses et des effectifs ainsi que sur la structure et la gestion de la dette.

Selon le chapitre II de l'article 13 de la loi n°2018-32 du 22 janvier 2018 de programmation des finances publiques pour les années 2018-2022, de nouvelles règles concernant le débat d'orientation budgétaire s'imposent aux collectivités. En effet, chaque collectivité doit présenter ses objectifs concernant :

* l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement, exprimées en valeur, en comptabilité générale de la section de fonctionnement ;

* l'évolution du besoin de financement annuel calculé comme les emprunts minorés des remboursements de dette.

Ces éléments prennent en compte les budgets principaux et l'ensemble des budgets annexes.

LE CONTEXTE BUDGETAIRE

RAPPEL DU DISPOSITIF DE CONTRACTUALISATION

Le principe d'une contractualisation Etat-Collectivités a été inscrit dans La loi de Programmation des Finances Publiques 2018 – 2022 et repose sur un objectif d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement de 1,2 % par an en moyenne pour l'ensemble des collectivités territoriales.

Je vous rappelle que le Conseil départemental des Ardennes n'a pas donné suite aux propositions du Préfet de s'engager dans une démarche contractuelle encadrant l'évolution de ses dépenses de fonctionnement sur les années 2018 à 2020.

Cependant, bien que non signataire, le Département devra respecter les plafonds annuels de dépenses suivants, calculés **sur la base d'une évolution de + 1,15 %** (au lieu de 1,20 % au vu du critère démographique), notifiés par arrêté préfectoral en date du 28 août 2018.

DRF 2017	Niveau maximal des DRF 2018	Niveau maximal des DRF 2019	Niveau maximal des DRF 2020
296 462 876,59 €	299 872 199,67 €	303 320 729,97 €	306 808 918,36 €

Il est à noter que la collectivité ne doit pas dépasser, pour chacune des années, ces plafonds sous peine de sanctions financières.

LE PROJET DE LOI DE FINANCES (PLF) POUR 2020

☛ La suppression de la revalorisation forfaitaire des bases d'imposition pour 2020

Depuis 2018, la Loi de Finances prévoit une revalorisation des bases par rapport à l'inflation constatée (et non plus par rapport à l'inflation prévisionnelle comme c'était le cas jusqu'en 2017). Le Gouvernement souhaitait supprimer cette disposition pour l'année 2020, créant ainsi une incertitude au moment de la préparation budgétaire pour 2020. Si cette disposition était votée et s'appliquait aux bases de foncier bâti des Départements, l'impact pour notre collectivité serait une perte de recettes estimée à 0,850 M€.

Le 10 octobre 2019, la Commission des Finances de l'Assemblée Nationale a proposé de rétablir une revalorisation forfaitaire des bases pour 2020 de + 0,9 % (soit le niveau de l'inflation) ; cette mesure doit toutefois être votée définitivement pour être appliquée.

☛ La réforme de la fiscalité locale

Le Projet de Loi de Finances pour 2020 acte la suppression totale de la taxe d'habitation. En 2020, 80 % des foyers fiscaux ne paieront plus la taxe d'habitation. C'est en 2023 que plus aucun foyer fiscal ne paiera de taxe d'habitation. **La perte pour les communes sera compensée par <u>l'intégralité de la part départementale de taxe foncière sur les propriétés bâties.</u>**

En compensation de cette perte de la taxe foncière, **les Départements se verront affecter une fraction de TVA**, comme c'est déjà le cas pour les Régions. Toutefois, à l'inverse des Régions, les Départements ont de nombreuses contraintes sociales. Plusieurs inquiétudes émanent des Départements :

- **une perte du pouvoir de taux** : les exécutifs départementaux perdent leur seul levier fiscal et la possibilité d'augmenter le taux de la taxe foncière en cas de besoin. Les Départements craignent d'être pris en étau en cas de retournement de la conjoncture économique et sociale à cause des dépenses sociales contraintes comme le Revenu de Solidarité Active (RSA) ou les Mineurs Non Accompagnés toujours plus importantes.

Les Départements souhaitent que la compensation départementale s'accompagne d'un levier fiscal qui pourrait passer par une réforme des Droits de Mutation à Titre Onéreux avec un levier fiscal « DMTO », ce que vient de refuser le Premier Ministre par courrier en date du 9 octobre 2019.

- **le transfert de TVA** : les Départements s'inquiètent du choix de la TVA comme impôt de compensation. En effet, cet impôt est très dépendant de la conjoncture économique. Lorsque la TVA augmente, c'est que l'économie va bien. Or, c'est à ce moment-là que le financement des prestations sociales est au plus bas. A l'inverse, en cas de crise économique, les charges augmentent à cause de la hausse des dépenses sociales comme le RSA, mais les ressources diminuent. Et ce n'est pas le seul impôt départemental pouvant être impacté fortement par une crise économique. En effet, en cas de retournement de conjoncture sur les DMTO, la plupart des départements français se retrouveraient en très grande difficulté.

Le principe du transfert du foncier bâti des Départements est ainsi inscrit dans le PLF 2020 pour une application à partir de 2021. Le produit de la perte du foncier sera apprécié au niveau de chaque collectivité départementale, à partir des bases locatives 2020 et des taux 2019 par une fraction de TVA.

☛ Les simulations du Gouvernement transmises le 14 octobre 2019

Dans le cadre du transfert du Foncier Bâti (FB) aux communes, le Gouvernement a simulé le produit 2020 de FB qui servira de base pour la compensation de TVA.

Les bases TFB 2020 simulées sont de 290 223 000 €. Elles correspondent à nos bases effectives 2019 + 2,9% (+ 1,6 % au titre de l'évolution physique et + 1,3 % au titre du coefficient de revalorisation). Or, les bases de notre Département ont évolué de 0,02 % en 2016, de 0,85 % en 2017, de – 0,09 % en 2018 et de – 0,06 % en 2019 ; l'évolution physique simulée de 1,6 % est une moyenne, nos bases étant stables voire en diminution. Le coefficient de revalorisation forfaitaire de 1,3 % semble également surévalué, le Gouvernement l'ayant supprimé dans le PLF 2020, la Commission des Finances de l'Assemblée Nationale l'ayant rétabli à + 0,9 %.

☛ Les effets collatéraux sur la péréquation départementale

La nouvelle réforme fiscale devrait entraîner d'importantes variations des indicateurs de richesse des Départements, au détriment de ceux qui affichent un taux de Foncier Bâti élevé, et à l'avantage de ceux dont le taux est au contraire plus faible que la moyenne : ainsi, les Ardennes, comme l'Aisne, les Hautes Alpes, le Tarn… connaîtraient un enrichissement relatif à travers la hausse de leur potentiel fiscal, alors que Paris, les Hauts de Seine, les Alpes Maritimes, le Bas Rhin… seraient considérés comme plus pauvres !

Cet « enrichissement virtuel » pénaliserait durement les Ardennes, le potentiel fiscal (ou financier) étant utilisé dans le calcul de la DGF et de nombreux fonds de péréquation départementaux.

☛ L'absence de disposition traduisant l'approfondissement de la péréquation entre Départements

Le bureau de l'Assemblée des Départements de France avait adopté, en juin dernier, la proposition de la Commission des Finances de l'ADF visant à améliorer la solidarité entre Départements.

Cette proposition consistait en une péréquation horizontale opérée sur les trois fonds de péréquation existants basés sur les Droits de Mutation à Titre Onéreux (Fonds DMTO, Fonds de Solidarité des Départements et Fonds de Soutien Interdépartemental). Ce mécanisme aurait permis la remise à plat des 1,6 milliard de péréquation horizontale, et favorisait le Département des Ardennes.

Le texte transmis par l'ADF au Gouvernement avant l'été pour une traduction dans le Projet de Loi de Finances 2020 ne figure pas dans le projet présenté.

LES PROPOSITIONS DU PREMIER MINISTRE DANS LE COURRIER DU 9 OCTOBRE 2019

☛**Attribution d'une fraction supplémentaire de TVA d'un montant de 250 M€**, aux Départements « les plus fragiles et à ceux dont les dépenses sociales connaissent la dynamique la plus forte » ; le financement serait obtenu par une mise en réserve de la dynamique de TVA (donc de recettes potentielles qui devraient revenir aux Départements in fine) ; cette fraction de TVA supplémentaire remplacerait le fonds de stabilisation créé par le PLF 2019 et toujours non notifié à ce jour.

☛**Nouveaux mécanismes de contractualisation** (à l'instar du plan pauvreté) dans le domaine des dépenses sociales, sachant que ce mécanisme induit toujours une hausse des dépenses pour la collectivité (alors que les dépenses de fonctionnement sont censées être plafonnées).

☛**Refonte de la péréquation horizontale :** le Gouvernement s'engage à déposer un amendement au PLF 2020 pour intégrer la proposition de l'ADF de refonte de la péréquation entre départements ; les estimations qui avaient été faites à l'époque favorisaient le Département des Ardennes.

☛**Mineurs Non Accompagnés :** la clé de répartition doit prendre en compte un critère de population générale et non le critère des moins de 19 ans.

PREVISIONS DU COMPTE ADMINISTRATIF 2019

Une diminution des recettes de fonctionnement

Les recettes de fonctionnement 2019 devraient s'élever à 328 M€ contre 331,6 M€ en 2018. Cette baisse de recette trouve son origine notamment à travers la diminution de la dotation CNSA au titre de l'APA 2, la vente de la RDTA effectuée en 2018.

Il est toujours aussi difficile d'anticiper les montants de ces recettes et leur évolution, compte tenu de la volatilité de certaines d'entre elles, et d'une notification pour la plupart au cours du second semestre.

A la date de rédaction du présent rapport, le Conseil Départemental n'a pas encore été destinataire de la notification au titre de 2019 et du versement des deux fonds suivants :

☛ **Fonds de Stabilisation** créé pour les années 2019 à 2021, à destination des Départements connaissant une situation financière dégradée par rapport aux charges induites par le financement des Allocations Individuelles de Solidarité. Ce fonds est doté de 115 M€ et le **Conseil Départemental devrait être éligible à hauteur de 2 309 933 €.**

☛**Fonds de Solidarité au profit des Départements (FSD**) créé en Loi de Finances pour 2014 et habituellement notifié au mois d'août. Ce fonds a été institué afin de réduire les inégalités relatives aux charges en matière d'Allocations Individuelles de Solidarité. **Une recette prévisionnelle de 7 M€ a été inscrite au Budget Primitif pour 2019.**

Des dépenses de fonctionnement contenues

Les dépenses de fonctionnement 2019 devraient s'élever à 299,1 M€ contre 295,3 M€ en 2018, soit une légère augmentation de 1,3 %.

En poursuivant sa politique de maîtrise des dépenses, le Département devrait respecter le niveau maximal des dépenses de fonctionnement fixé par le Préfet dans le cadre de la contractualisation.

Une épargne brute en baisse

En 2019, l'épargne brute a diminué par rapport à 2018 compte tenu de la baisse de nos recettes et de la hausse de nos dépenses de fonctionnement.

L'évolution des recettes et des dépenses d'investissement (hors dette et hors reports)

Les recettes d'investissement seront stables, et les dépenses d'investissement seront en hausse de 15 M€.

L'évolution des dépenses d'investissement est à analyser avec précaution.

Une évolution maîtrisée de la dette

En 2019, 18,846 M€ d'emprunt seront encaissés mais 6,846 M€ serviront au refinancement de remboursements anticipés d'emprunt, soit un solde de recours à l'emprunt de 12 M€.

LES PROJECTIONS BUDGETAIRES 2020-2022

Dans ce contexte économique, politique et social fragile, se traduisant pour les collectivités par une visibilité extrêmement réduite, la prudence est de mise pour établir une étude financière prospective.

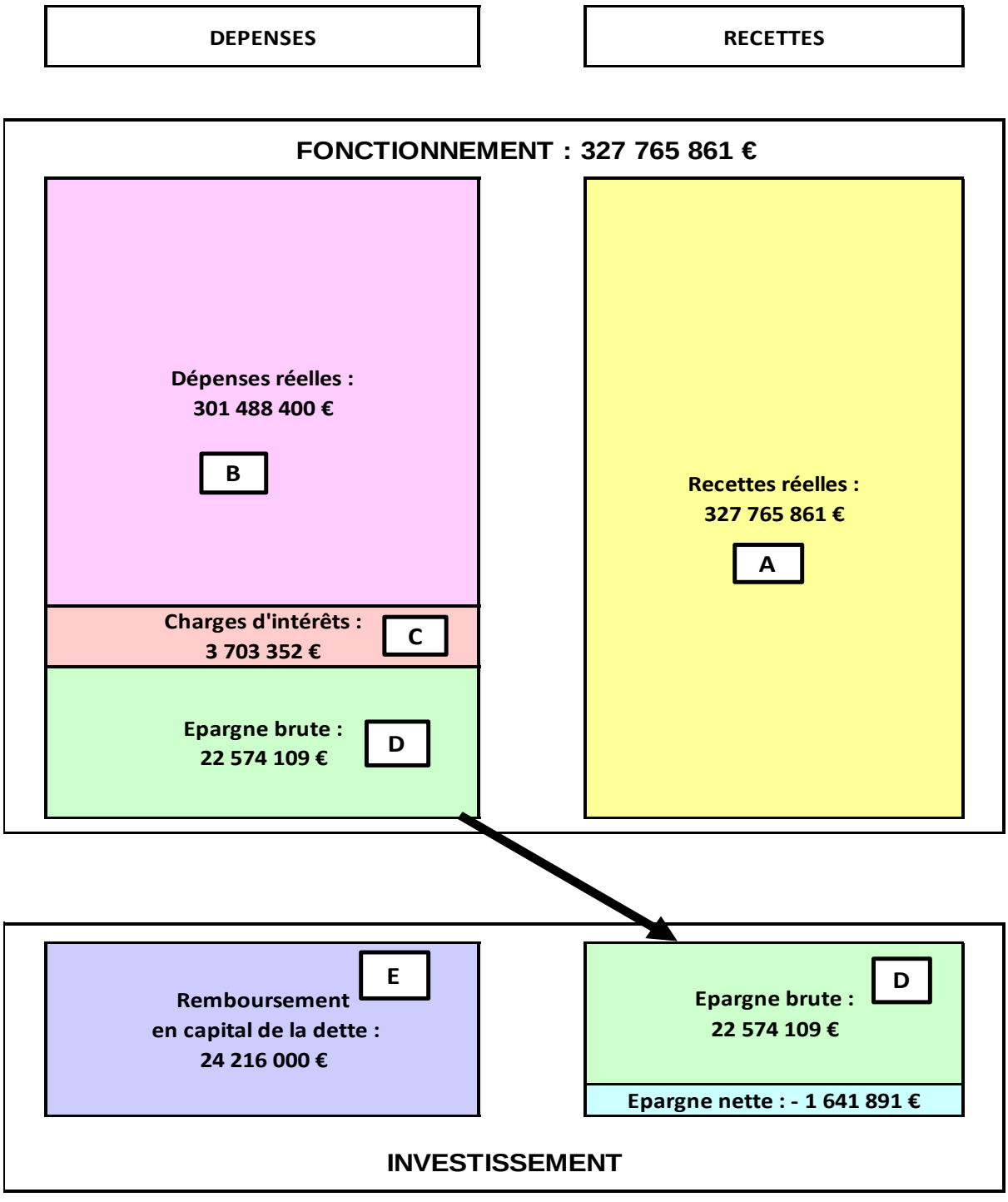
En effet, nous devons tenir compte d'un nombre croissant d'inconnues afin de préserver la santé financière du Conseil départemental, tout en consolidant nos efforts sur l'investissement local mais en respectant le plafond maximal des dépenses de fonctionnement fixé par le Préfet.

L'analyse prospective 2020 – 2022 repose sur les éléments suivants :

SYNTHESE FINANCIERE

		COMPTES ADMINISTRATIFS		PREVISIONS			
		2017	2018	CAA 2019	PROJET OB 2020	2021	2022
RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT (hors résultat n-1)	1	319 380 559,05	331 662 428,30	327 989 254,00	327 765 861,00	322 177 160,00	322 652 160,00
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	2	299 856 132,23	295 356 084,41	299 122 817,00	305 191 752,00	304 576 300,00	304 856 000,00
CHARGES D'INTERETS (661)	3	5 227 442,90	4 727 471,17	4 333 881,00	3 703 352,00	3 445 300,00	3 345 000,00
DEPENSES DE GESTION	4=2-3	294 628 689,33	290 628 613,24	294 788 936,00	301 488 400,00	301 131 000,00	301 511 000,00
EPARGNE DE GESTION	**5=1-4**	**24 751 869,72**	**41 033 815,06**	**33 200 318,00**	**26 277 461,00**	**21 046 160,00**	**21 141 160,00**
CHARGES D'INTERETS (661)	3	5 227 442,90	4 727 471,17	4 333 881,00	3 703 352,00	3 445 300,00	3 345 000,00
AUTOFINANCEMENT BRUT OU EPARGNE BRUTE	6=5-3	**19 524 426,82**	**36 306 343,89**	**28 866 437,00**	**22 574 109,00**	**17 600 860,00**	**17 796 160,00**
REMBOURSEMENT DU CAPITAL (1641+16441)	7	22 404 765,60	23 407 947,85	24 044 457,59	24 216 000,00	25 710 000,00	22 465 000,00
(Remboursement anticipé)			(5 999 999,92)	(6 846 109,70)			
AUTOFINANCEMENT NET OU EPARGNE NETTE	8=6-7	**-2 880 338,78**	**12 898 396,04**	**4 821 979,41**	**-1 641 891,00**	**-8 109 140,00**	**-4 668 840,00**
DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT HORS DETTE	9	40 308 216,00	23 541 136,56	38 493 776,25	41 661 735,00	37 500 000,00	37 500 000,00
DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT Report	9.1						
RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT HORS DETTE	10	12 055 360,07	13 832 844,83	14 110 953,10	12 420 952,00	11 862 544,00	10 862 544,00
RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT Report	10.1						
BESOIN DE FINANCEMENT	**11=(9+9.1)-(10+10.1)**	**28 252 855,93**	**9 708 291,73**	**24 382 823,15**	**29 240 783,00**	**25 637 456,00**	**26 637 456,00**
EMPRUNTS NOUVEAUX	12	25 000 000,00	14 000 000,08	12 000 000,30	**20 421 280,42**	**33 746 596,00**	**31 306 296,00**
(Remboursement anticipé)			(5 999 999,92)	(6 846 109,70)			
(Reprise anticipé excédent)					10 461 393,58		
RESULTAT DE L'EXERCICE	13 =8-11+12	-6 133 194,71	17 190 104,39	-7 560 843,44	0,00	0,00	0,00
RESULTAT ANTERIEUR	14	9 874 871,69	3 741 676,98	18 022 237,02	0,00	0,00	0,00
FONDS DE ROULEMENT FINAL	**15 = 13+14**	**3 741 676,98**	**20 931 781,37**	**10 461 393,58**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EVOLUTION DE L'ENCOURS DE LA DETTE (OB 2020)	**16**	**215 688 232,73**	**206 280 284,96**	**194 235 827,67**	**200 902 501,67**	**198 477 704,09**	**207 319 000,09**
EVOLUTION DE L'ENCOURS DE LA DETTE(après reprise de l'excédent CA 2019 DM 2020)	**16**	**215 688 232,73**	**206 280 284,96**	**194 235 827,67**	**190 441 108,09**	**198 477 704,09**	**207 319 000,09**
CAPACITE DE DESENDETTEMENT (OB 2020)	**17=16/6**	**11,0**	**5,7**	**6,7**	**8,9**	**11,3**	**11,6**
CAPACITE DE DESENDETTEMENT (après reprise de l'excédent CA 2019 DM 2020)	**17=16/6**	**11,0**	**5,7**	**6,7**	**8,4**	**11,3**	**11,6**

PROJET OB 2020
OPERATIONS REELLES

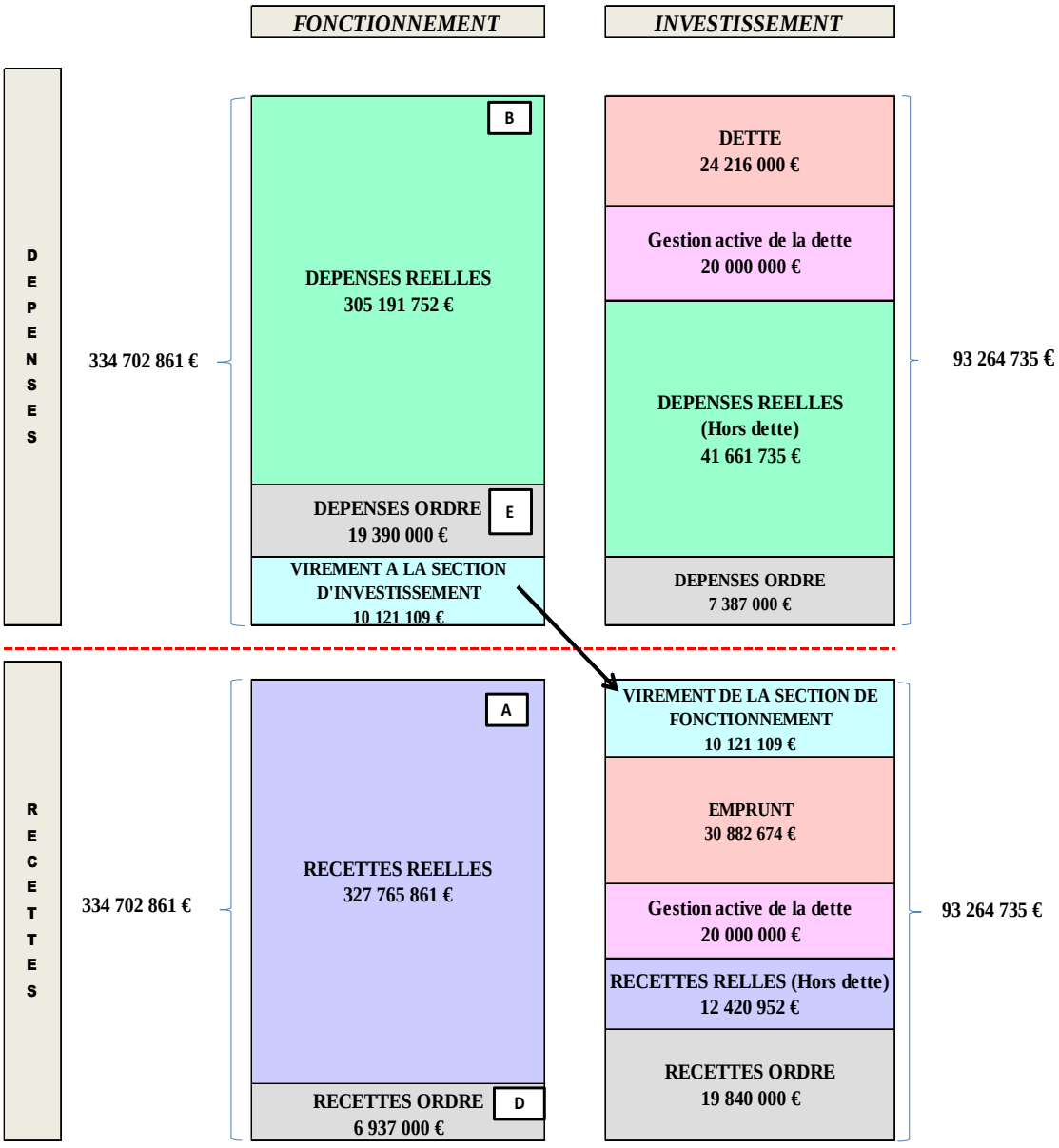


EPARGNE DE GESTION = Recettes réelles de fonctionnement - dépenses réelles de fonctionnement hors charges d'intérêts **(A- B) = 26 277 461 €**

EPARGNE BRUTE = Recettes réelles de fonctionnement - dépenses réelles de fonctionnement **(A - (B + C))** ou épargne de gestion - charges d'intérêts = **22 574 109 €**

EPARGNE NETTE = Epargne brute - remboursement en capital de la dette **(D - E) = - 1 641 891 €**

PROJET OB 2020
OPERATIONS REELLES ET D'ORDRE



EPARGNE BRUTE : recettes réelles de fonctionnement - dépenses réelles de fonctionnement
(C =A-B) = 22 574 109 €

VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT : épargne brute + recettes d'ordre en fonctionnement - dépenses d'ordre en fonctionnement
(C + D - E) = 10 121 109 €

Allocations Individuelles de Solidarité (AIS)

En M€	TOTAL APA - PCH - RMI/RSA				Encours de la dette
	Total des allocations	Total des Compensations	**Reste à charge**	Taux de couverture	
2002	8,8	3,2	**5,6**	36,37%	59,7
2003	14,6	6,7	**7,9**	46,17%	79,8
2004	45,0	34,4	**10,6**	76,46%	84,9
2005	47,7	31,2	**16,4**	65,52%	78,5
2006	53,1	37,2	**15,9**	70,00%	105,7
2007	57,4	39,5	**17,9**	68,79%	124,4
2008	62,7	40,1	**22,7**	63,90%	143,8
2009	70,2	43,4	**26,8**	61,80%	168,0
2010	78,7	46,3	**32,4**	58,78%	182,1
2011	79,9	45,7	**34,3**	57,14%	170,0
2012	81,9	47,9	**34,0**	58,47%	171,4
2013	86,9	46,2	**40,7**	53,12%	181,5
2014	91,7	61,1	**30,5**	66,69%	193,9
2015	96,0	62,1	**33,9**	64,67%	205,6
2016	98,6	63,4	**35,1**	64,34%	213,1
2017	107,7	66,0	**41,7**	61,31%	215,7
2018	103,8	67,9	**35,9**	65,45%	206,3
CAA 2019	102,9	67,8	**35,2**	65,84%	194,2
PROJET OB 2020	105,4	69,0	**36,4**	65,47%	200,9
TOTAL	**1 393,0**	**879,1**	**513,9**	**63,11%**	

PROSPECTIVE

Projet OB 2020

RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT

	2021	2022
TVA	69 M€	69,5 M€
CVAE	+ 0,1 M€	+ 0,1 M€
IFER	+ 0,1 M€	+ 0,1 M€
COMP FISCALES	- 0,155 M€	- 0,1 M€
DCRTP	-5%	-5%
FNGIR	0%	0%
DMTO	18,5 M€	18 M€
TAXE ELECTRICITE	0%	0%
TAXE D'AMENAGEMENT	0%	0%
TAXE ADD. TAXE SEJOUR	0%	0%
TSCA	+ 1,5 %	+ 1,5 %
FONDS DMTO	5,5 M€	5,5 M€
FONDS CVAE	+ 0,01 M€	0%
FONDS SOUTIEN INTERDEPARTEMENTAL	0%	0%
FONDS DE STABILISATION	0%	0%
DGF	- 0,18 M€	- 0,1 M€
DGD	0%	0%
FCTVA	0%	0%
DOTATION EXCEPTIONNELLE	0 €	0 €
CNSA PCH	-0,048 M€	0%
CNSA APA	12 M€	12,1 M€
Dotations cofinanceurs	-0,03 M€	0%
FMDI	0%	0%
TICPE	0%	0%
FONDS DE SOLIDARITE DMTO	5 M€	5 M€
DCP - FRAIS DE TFPB	+ 0,1 M€	+ 0,1 M€
AUTRES	10 M€	10 M€

RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT

	COMPTES ADMINISTRATIFS		PREVISIONS			
	2017	2018	CAA 2019	PROJET OB 2020	2021	2022
Bases d'impositions TFPB	271 475 164,00	276 121 148,00	282 043 390,00	282 043 390,00		
Taux d'imposition TFPB	23,33%	23,56%	23,80%	24,04%		
Produit - TFPB	63 335 652,00	65 063 865,00	67 120 000,00	67 800 000,00	0,00	0,00
TVA					69 000 000,00	69 500 000,00
CVAE	11 090 064,00	11 218 621,00	11 706 000,00	12 000 000,00	12 100 000,00	12 200 000,00
IFER	7 189 580,00	7 363 160,00	7 282 000,00	7 300 000,00	7 400 000,00	7 500 000,00
Rôles supplémentaires et complémentaires	164 924,00	191 973,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00
Contributions directes	**81 780 220,00**	**83 837 619,00**	**86 158 000,00**	**87 100 000,00**	**88 500 000,00**	**89 200 000,00**
Compensations fiscales	**2 569 416,00**	**2 559 947,00**	**2 491 700,00**	**2 355 000,00**	**2 200 000,00**	**2 100 000,00**
DCRTP	**7 948 545,00**	**7 927 984,00**	**7 775 400,00**	**7 500 000,00**	**7 125 000,00**	**6 700 000,00**
FNGIR	**6 841 903,00**	**6 841 903,00**	**6 842 000,00**	**6 841 903,00**	**6 841 903,00**	**6 841 903,00**
DMTO	18 410 297,80	20 089 904,14	19 500 000,00	19 500 000,00	18 500 000,00	18 000 000,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité	2 732 107,73	2 692 322,99	2 700 000,00	2 700 000,00	2 700 000,00	2 700 000,00
Taxe d'aménagement	1 124 074,42	1 218 028,46	1 100 000,00	1 100 000,00	1 100 000,00	1 100 000,00
Taxe additionnelle à la taxe de séjour	0,00	10 956,85	20 000,00	30 000,00	30 000,00	30 000,00
Fiscalité indirecte	**22 266 479,95**	**24 011 212,44**	**23 320 000,00**	**23 330 000,00**	**22 330 000,00**	**21 830 000,00**
TSCA - article 77	20 276 070,73	20 946 339,23	21 000 000,00	21 500 000,00	21 800 000,00	22 100 000,00
TSCA - art 52/53	27 517 671,06	28 275 469,48	28 000 000,00	28 500 000,00	28 900 000,00	29 300 000,00
Fiscalité transférée	**47 793 741,79**	**49 221 808,71**	**49 000 000,00**	**50 000 000,00**	**50 700 000,00**	**51 400 000,00**
FISCALITE	**169 200 305,74**	**174 400 474,15**	**175 587 100,00**	**177 126 903,00**	**177 696 903,00**	**178 071 903,00**
Fonds de Péréquation DMTO	5 539 630,00	5 651 226,00	5 824 000,00	5 600 000,00	5 500 000,00	5 500 000,00
Fonds de Péréquation de la CVAE	1 008 631,00	651 931,00	597 000,00	590 000,00	600 000,00	600 000,00
Fonds de soutien interdepartemental			1 650 000,00	1 600 000,00	1 600 000,00	1 600 000,00
Fonds de stabilisation			2 310 000,00	2 309 933,00	2 309 933,00	2 309 933,00
FONDS DE PEREQUATION	**6 548 261,00**	**6 303 157,00**	**10 381 000,00**	**10 099 933,00**	**10 009 933,00**	**10 009 933,00**

RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT

	COMPTES ADMINISTRATIFS		PREVISIONS			
	2017	2018	CAA 2019	PROJET OB 2020	2021	2022
DGF	58 591 393,00	58 189 907,00	58 098 000,00	57 980 000,00	57 800 000,00	57 700 000,00
DGD	3 137 114,00	3 137 114,00	3 137 000,00	3 137 114,00	3 137 114,00	3 137 114,00
FCTVA	333 030,00	370 868,00	175 887,00	90 000,00	90 000,00	90 000,00
Dotation exceptionnelle	3 152 767,00	4 619 865,00				
DOTATIONS DE L'ETAT	**65 214 304,00**	**66 317 754,00**	**61 410 887,00**	**61 207 114,00**	**61 027 114,00**	**60 927 114,00**
Dotation - PCH	2 658 752,16	2 737 738,44	2 700 000,00	2 748 208,00	2 700 000,00	2 700 000,00
Dotation - APA	14 660 953,60	16 116 156,59	14 427 527,00	15 542 413,00	12 000 000,00	12 100 000,00
Dotation - Conférence des financeurs	761 186,92	712 343,87	618 000,00	730 718,00	700 000,00	700 000,00
FMDI	2 929 458,00	3 582 172,00	3 500 000,00	3 500 000,00	3 500 000,00	3 500 000,00
TICPE	30 943 209,90	30 943 209,90	30 900 000,00	30 943 210,00	30 943 210,00	30 943 210,00
Fonds de solidarité - DMTO	5 894 742,00	5 635 188,00	6 500 000,00	7 000 000,00	5 000 000,00	5 000 000,00
DCP Transfert de Frais de gestion de la TFPB	7 825 855,00	7 917 565,00	8 921 000,00	8 500 000,00	8 600 000,00	8 700 000,00
FINANCEMENT AIS	**65 674 157,58**	**67 644 373,80**	**67 566 527,00**	**68 964 549,00**	**63 443 210,00**	**63 643 210,00**
AUTRES RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**12 743 531,73**	**16 996 669,35**	**13 043 740,00**	**10 367 362,00**	**10 000 000,00**	**10 000 000,00**
RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	**319 380 560,05**	**331 662 428,30**	**327 989 254,00**	**327 765 861,00**	**322 177 160,00**	**322 652 160,00**
Evolution en %	**-1,2%**	**3,8%**	**-1,1%**	**-0,1%**	**-1,7%**	**0,1%**

PROSPECTIVE

Projet OB 2020

DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT

	2021	2022
DEPENSES DE PERSONNEL	0%	0%
DEPENSES D'AIDE SOCIALE		
LES ALLOCATIONS APA	0%	0%
LES ALLOCATIONS PCH	0%	0%
LES ALLOCATIONS RSA	0%	0%
Autres dépenses d'aide sociale	86,9 M€	87,3 M€
Autres dépenses	37 M€	37 M€
Charges financières	3,8 M€	3,7 M€

DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT

	COMPTES ADMINISTRATIFS		PREVISIONS			
	2017	2018	CAA 2019	Projet OB 2020	2021	2022
DEPENSES DE PERSONNEL	**69 461 498,64**	**69 156 752,71**	**69 840 000,00**	**71 530 000,00**	**71 530 000,00**	**71 530 000,00**
évolution	2,1%	-0,4%	1,0%	2,4%	0,0%	0,0%
DEPENSES D'AIDE SOCIALE (hors personnel)	**188 348 104,55**	**185 679 909,55**	**188 222 789,00**	**191 988 050,00**	**192 200 000,00**	**192 600 000,00**
évolution	8,8%	-1,4%	1,4%	2,0%	0,1%	0,2%
Dont les allocations APA	37 660 446,07	35 627 623,13	34 330 000,00	36 162 977,00	36 100 000,00	36 100 000,00
Dont les allocations PCH	5 134 025,13	5 300 682,55	6 009 328,00	6 278 000,00	6 200 000,00	6 200 000,00
Dont les allocations RSA	64 904 534,66	62 846 762,17	62 603 620,00	63 000 000,00	63 000 000,00	63 000 000,00
Dont autres dépenses d'aide sociale	80 649 098,69	81 904 841,70	85 279 841,00	86 547 073,00	86 900 000,00	87 300 000,00
AUTRES DEPENSES	**36 584 236,22**	**35 391 431,15**	**36 258 287,00**	**37 519 350,00**	**37 000 000,00**	**37 000 000,00**
évolution	-31,3%	-3,3%	2,4%	3,5%	-1,4%	0,0%
CHARGES FINANCIERES (66)	**5 462 292,82**	**5 127 991,00**	**4 801 741,00**	**4 154 352,00**	**3 846 300,00**	**3 726 000,00**
évolution	-2,4%	-6,1%	-6,4%	-13,5%	-7,4%	-3,1%
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT TOTALES	**299 856 132,23**	**295 356 084,41**	**299 122 817,00**	**305 191 752,00**	**304 576 300,00**	**304 856 000,00**
évolution	**-0,1%**	**-1,5%**	**1,3%**	**2,0%**	**-0,2%**	**0,1%**

PROSPECTIVE

Projet OB 2020

RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT

	2021	2022
EMPRUNTS	33,746 M€	31,306 M€

DOTATIONS ET SUBVENTION

FCTVA	0%	0%
DDEC	0%	0%
DGE	- €	- €
DSID	0%	0%
RADARS	0%	0%
AUTRES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	2 M€	1,5 M€

AUTRES	5 M€	4,5 M€

RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT

	COMPTES ADMINISTRATIFS		PREVISIONS			
	2017	2018	CAA 2019	Projet OB 2020	2021	2022
EMPRUNTS	**25 000 000,00**	**14 000 000,08**	**12 000 000,30**	**30 882 674,00**	**33 746 596,00**	**31 306 296,00**
DOTATIONS ET SUBVENTIONS	**9 050 111,43**	**8 833 460,11**	**10 428 042,10**	**7 168 202,00**	**6 862 544,00**	**6 362 544,00**
FCTVA (10222)	4 179 205,00	4 870 845,00	3 133 911,00	2 000 000,00	2 000 000,00	2 000 000,00
DDEC (1332)	1 812 544,00	1 812 544,00	1 812 500,00	1 812 544,00	1 812 544,00	1 812 544,00
DGE 2ème part (1341)	1 198 524,00	851 842,00	225 488,00	0,00	0,00	0,00
DSID (1346)			860 685,00	700 000,00	700 000,00	700 000,00
Radars (1345)	561 244,00	561 307,00	350 000,00	350 000,00	350 000,00	350 000,00
Autres subventions d'investissement (131+132)	1 298 594,43	736 922,11	4 045 458,10	2 305 658,00	2 000 000,00	1 500 000,00
AUTRES	**3 005 248,64**	**4 999 384,72**	**3 682 911,00**	**5 252 750,00**	**5 000 000,00**	**4 500 000,00**
Gestion active de la dette	**0,00**	**0,00**		**10 000 000,00**		
Remboursement anticipé		**5 999 999,92**	**6 846 109,70**	**10 000 000,00**		
TOTAL HORS DETTE ET HORS REPORTS N-1	**12 055 360,07**	**13 832 844,83**	**14 110 953,10**	**12 420 952,00**	**11 862 544,00**	**10 862 544,00**

PROSPECTIVE

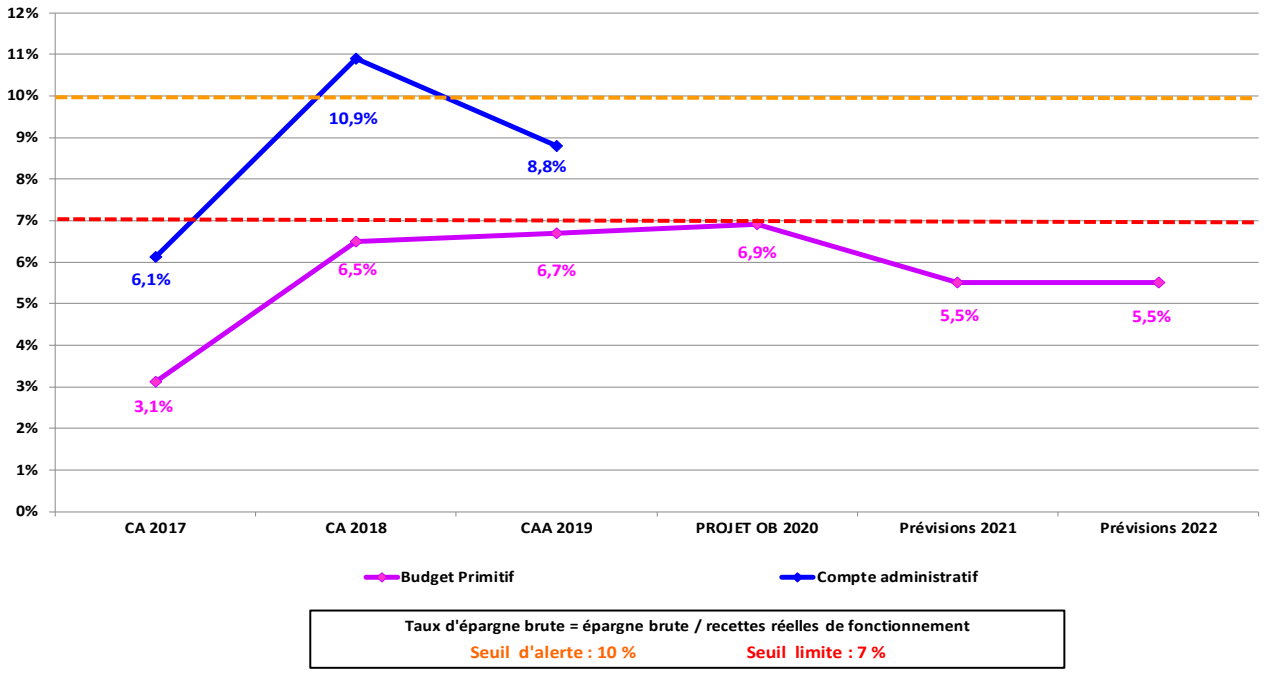
Projet OB 2020

DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT		
	2021	**2022**
REMBOURSEMENT DE CAPITAL DE LA DETTE	25,710 M€	22,465 M€
SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT	12 M€	12 M€
DEPENSES D'EQUIPEMENT DEPARTEMENTAL	25 M€	25 M€
PRETS	0	0
AUTRES	0,5 M€	0,5 M€

DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT

	COMPTES ADMINISTRATIFS		PREVISIONS			
	2017	2018	CAA 2019	PROJET OB 2020	2021	2022
REMBOURSEMENT DU CAPITAL DE LA DETTE	22 404 765,60	23 407 947,85	24 044 457,59	24 216 000,00	25 710 000,00	22 465 000,00
SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES	14 872 374,78	6 919 832,33	12 899 909,77	13 444 428,00	12 000 000,00	12 000 000,00
DEPENSES D'EQUIPEMENT DEPARTEMENTAL	24 777 189,62	16 558 668,38	24 885 907,36	26 902 526,00	25 000 000,00	25 000 000,00
PRETS	555 302,32	17 828,85	25 159,12	0,00	0,00	0,00
AUTRES	103 349,28	44 807,00	682 800,00	1 314 781,00	500 000,00	500 000,00
TOTAL HORS GESTION ACTIVE DE LA DETTE ET HORS REPORT	62 712 981,60	46 949 084,41	62 538 233,84	65 877 735,00	63 210 000,00	59 965 000,00
GESTION ACTIVE DE LA DETTE	0,00	0,00	0,00	10 000 000,00		
Remboursement anticipé		5 999 999,92	6 846 109,70	10 000 000,00		
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT	62 712 981,60	52 949 084,33	69 384 343,54	85 877 735,00	63 210 000,00	59 965 000,00
TOTAL HORS DETTE ET HORS REPORT	40 308 216,00	23 541 136,56	38 493 776,25	41 661 735,00	37 500 000,00	37 500 000,00

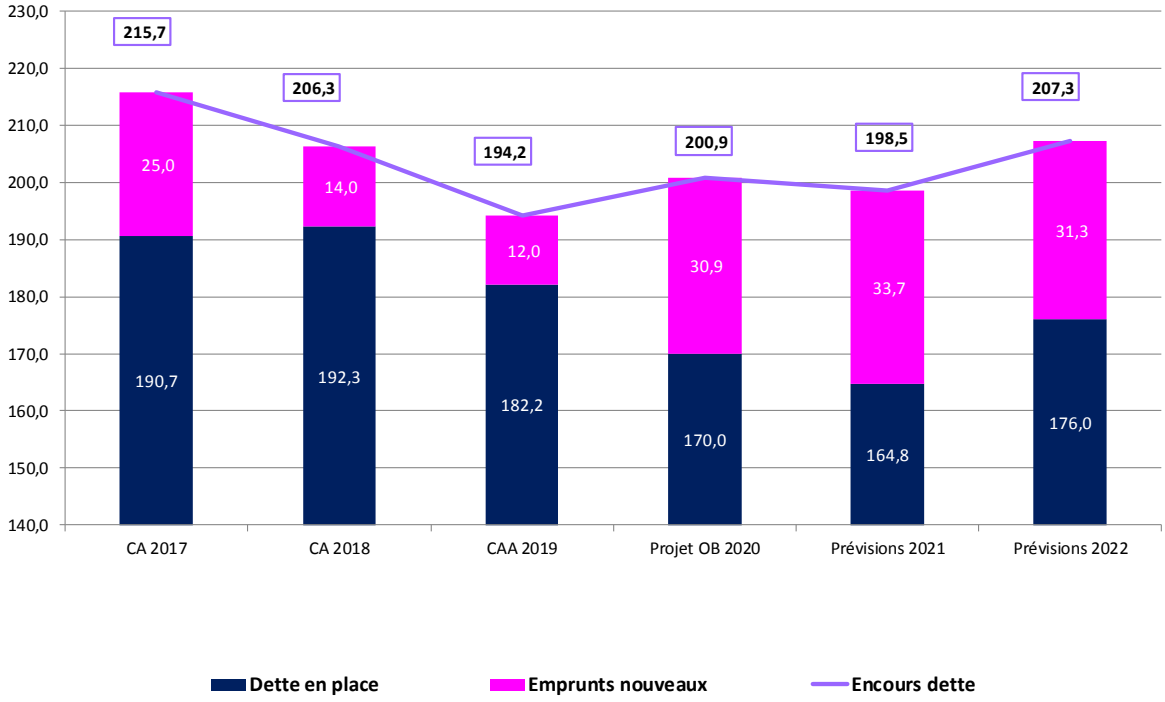
EVOLUTION DU TAUX D'EPARGNE BRUTE

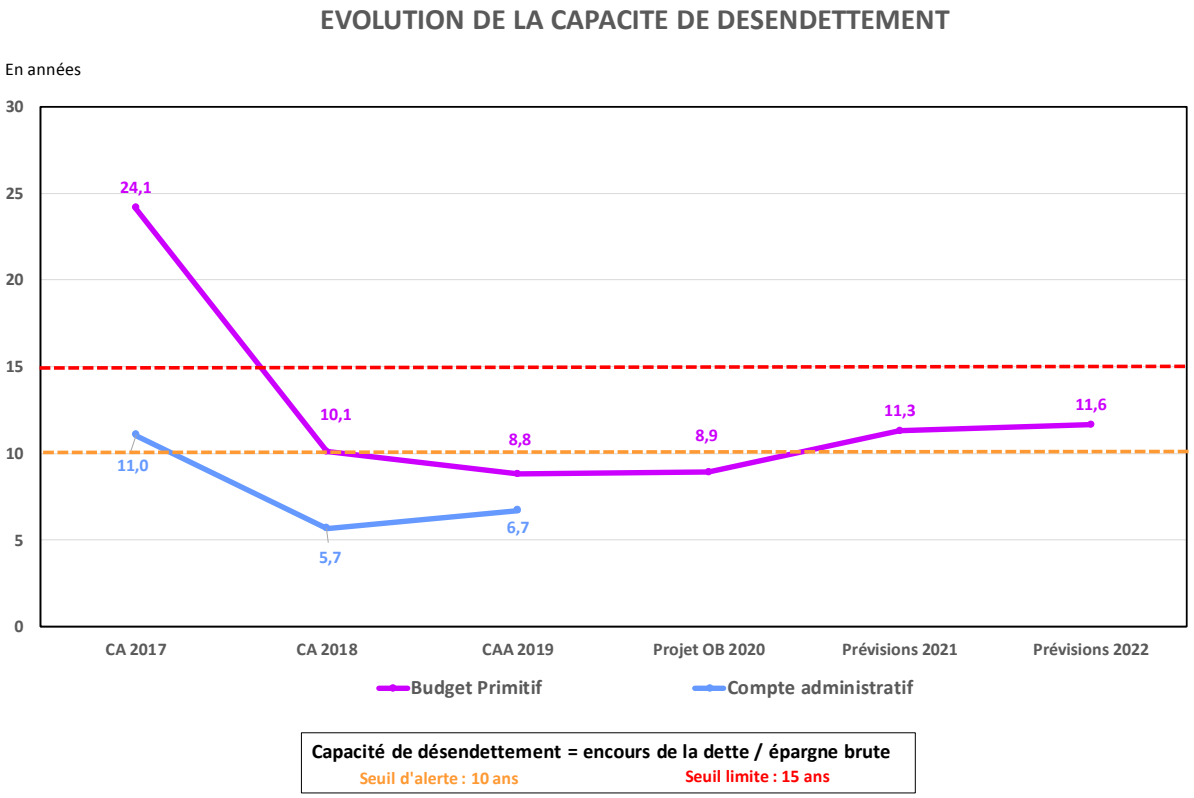


Taux d'épargne brute = épargne brute / recettes réelles de fonctionnement

Seuil d'alerte : 10 % Seuil limite : 7 %

EVOLUTION DE L'ENCOURS DE DETTE (en M€)





L'équilibre des Orientations budgétaires 2020

- Equilibre du Budget principal

L'équilibre du Débat des Orientations budgétaires est construit sur un montant d'emprunts en recettes de la section d'investissement de 30,9 M€.

- Equilibre des Budgets annexes

S'agissant des autres Budgets annexes, ils sont en équilibre au vu de la participation du Budget principal du Département.

Je vous serais obligé de bien vouloir en débattre.

République Française

**DIRECTION GÉNÉRALE
DES SERVICES DÉPARTEMENTAUX**

DIRECTION DES FINANCES

INFORMATIONS RELATIVES A LA STRUCTURE ET LA GESTION DE L'ENCOURS DE DETTE

I - EMPRUNTS

A – Bilan 2019

1 – Encaissement d'emprunts en 2019

Un crédit de 12 M€ a été inscrit au Budget primitif 2019 pour couvrir les besoins de financement de la section d'investissement. 10 M€ ont été également inscrits, en dépenses et en recettes, dans le cadre du refinancement de la dette. Au total, 18,846 M€ d'emprunt seront encaissés en 2019 mais 6,846 M€ serviront au refinancement de remboursements anticipés d'emprunt, soit un solde de recours à l'emprunt de 12 M€.

Banque	Montant	Date de signature	Date d'encaissement	Durée	Taux	Amortissement
Société Générale	5 000 000 €	27/12/2018	29/03/2019	* Phase mobilisation : de la date de signature jusqu'au 29/03/2019 * Phase d'amortissement : 10 ans	Taux fixe à 1 %	Trimestriel Constant Exact/360
La Banque Postale	5 000 000 €	06/02/2019	01/07/2019	* Phase mobilisation : 4 mois du 01/03/2019 au 01/07/2019 * Phase d'amortissement : 10 ans	Taux fixe à 1 %	Trimestriel Constant Exact/360
La Banque Postale	3 846 110 €	13/08/2019	30/09/2019	* Phase d'amortissement : 5 ans	Taux fixe à 0,21%	Trimestriel Constant Exact/360
La Banque Postale	5 000 000 €	06/02/2019	31/12/2019	* Phase de mobilisation : 9 mois du 07/03/2019 au 31/12/2019 * Phase amortissement : 15 ans et 1 mois	Taux fixe à 1,45 %	Trimestriel Constant Exact/360
	18 846 110 €					

2 – Remboursements anticipés d'emprunt en 2019

Banque	Année de signature du contrat	Montant du capital restant dû	Indexation	Date de remboursement	Montant de l'indemnité de remboursement anticipé	Montant estimé du gain
C.D.C.	2011	1 550 000,00 €	LEP + 1,35 % soit 2,6 %	01/10/2019	46 500,00 €	78 500,00 €
Crédit Agricole	2014	5 296 109,70 €	Taux fixe à 2,40 %	05/11/2019	219 463,99 €	67 489,52 €
		6 846 109,70 €			**265 963,99 €**	**145 989,52 €**

3 – Annuités 2019

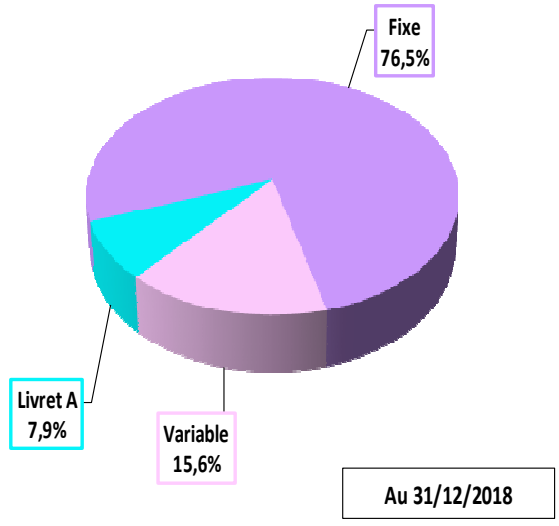
Le remboursement en capital des emprunts devrait s'élever à 24,044 M€ (hors remboursement anticipé d'un montant de 6,846 M€) et les charges d'intérêts à environ 4,961 M€.

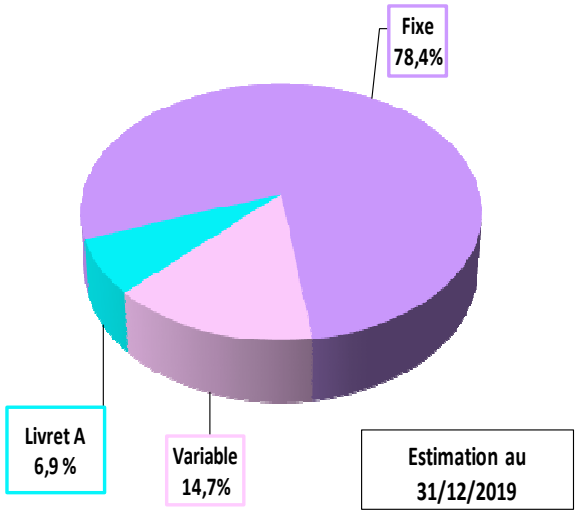
4 – Répartition de l'encours de la dette :

4.1 – Répartition par type de taux :

	Au 31/12/2018		Estimation au 31/12/2019	
Type	**Encours**	**% de l'encours**	**Encours**	**% de l'encours**
Fixe	157 703 597	76,5%	152 219 782	78,4%
Variable	32 247 410	15,6%	28 506 344	14,7%
Livret A	16 329 278	7,9%	13 509 702	6,9%
Total	**206 280 285**	**100,0%**	**194 235 828**	**100,0%**

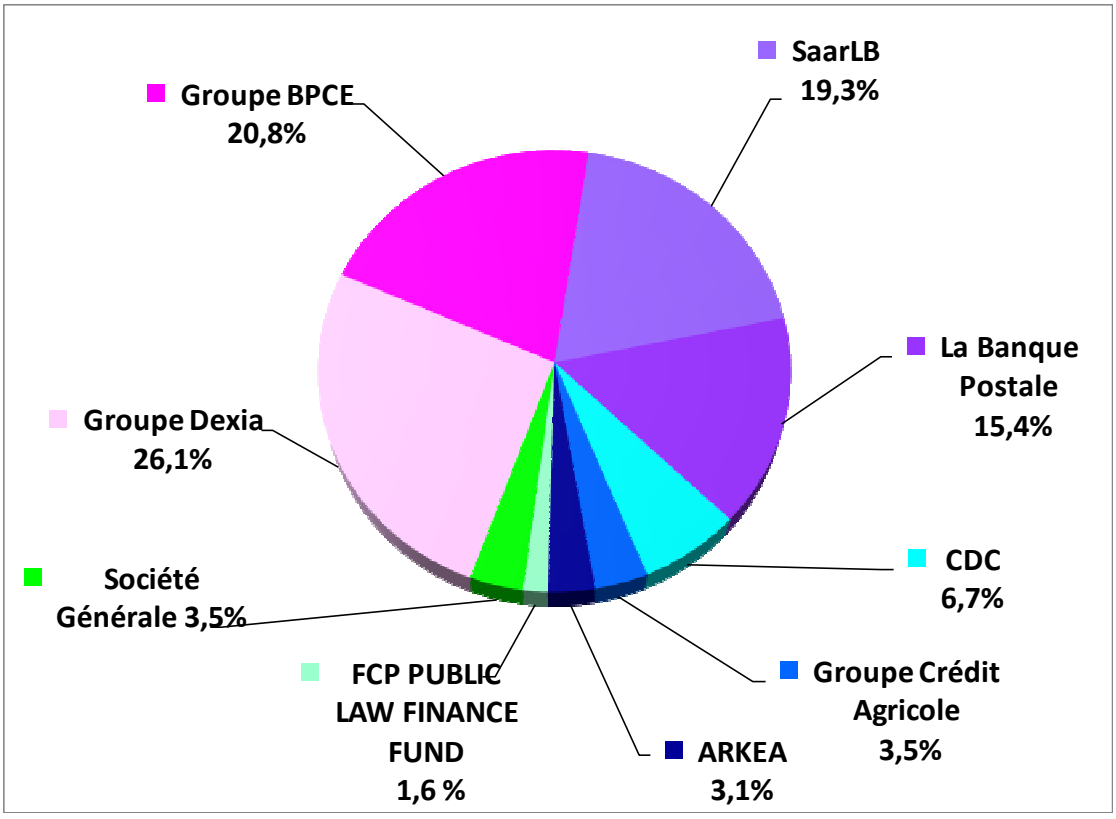
La dette est exposée à 78,4 % en taux fixe. Les emprunts dont le coût est connu et peu sensible aux variations des marchés financiers, offrent une vision et sécurisation partielle de l'encours de la dette.





4.2 – Répartition par établissement prêteur au 31/12/2019 :

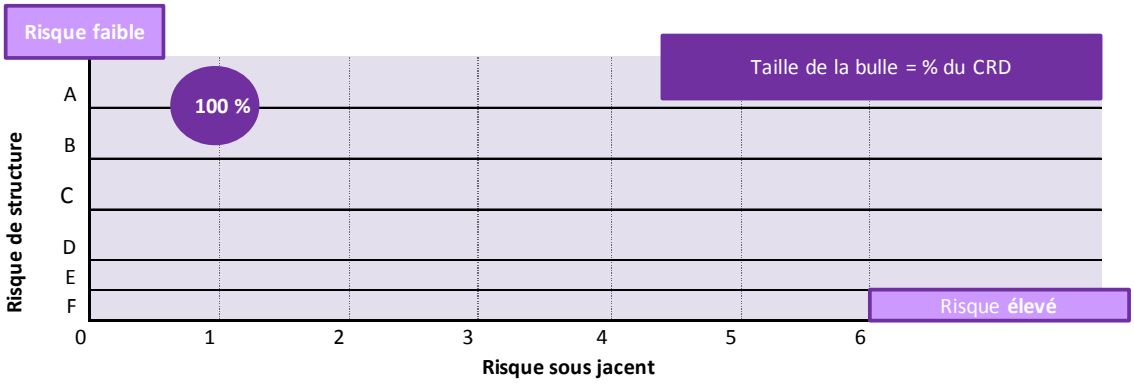
Prêteur	CRD	% du CRD
Groupe Dexia	50 668 616 €	26,1%
Groupe BPCE	40 347 018 €	20,8%
SaarLB	37 541 667 €	19,3%
La Banque Postale	29 929 443 €	15,4%
CDC	12 969 702 €	6,7%
Groupe Crédit Agricole	6 813 750 €	3,5%
ARKEA	6 000 000 €	3,1%
FCP PUBLIC LAW FINANCE FUND (reprise d'un prêt de la Caisse d'Epargne)	3 090 632 €	1,6%
Société Générale	6 875 000 €	3,5%
Ensemble des prêteurs	**194 235 828 €**	**100,0%**



4.3 – Répartition des risques (Charte de bonne conduite)

La charte de bonne conduite, document consensuel entre certaines associations nationales représentatives de collectivités locales et certaines banques, dresse une classification de la dette selon deux critères : d'une part, l'index ou l'indice de référence (de 1 à 5 et hors échelle), d'autre part, la structure des taux (de A à E et hors échelle). Plus le chiffre ou la lettre est élevé, plus le risque est important. Des emprunts, dits « hors charte », sont encore plus risqués.

Matrice de risque Charte de bonne conduite au 31/12/2019



La totalité de la dette départementale est classée, selon la charte Gissler, en dette non risquée (1A).

5 – Etat de la dette au 31/12/2019

N° de contrat	Durée résiduelle (en années)	Capital restant dû au 31/12/2019	Estimation annuité de l'exercice	
			Capital	Charges d'intérêt
00000432838-200326	4,85	0,00	985 922,65	374 264,60
CREDIT AGRICOLE		**0,00**	**985 922,65**	**374 264,60**
00095270892P-2002271	2	2 307 692,24	1 153 846,16	122 481,49
00095270892P-200320	2	1 692 307,76	846 153,84	56 473,67
0010087Y-2003122	6,08	14 654 744,37	2 013 297,37	79 915,68
00116249192V-2002251	1,92	2 857 142,72	1 428 571,44	118 958,63
00116249192V-200319	2	1 142 857,28	571 428,56	38 138,05
003402892Z-200305	9,5	4 907 602,69	490 760,26	208 376,81
732022A - 200339	11,53	3 916 666,71	333 333,32	55 687,50
CREDIT FONCIER DE France		**31 479 013,77**	**6 837 390,95**	**680 031,83**
08FCT17378795CG08-200322	8,08	5 999 999,98	666 666,67	260 666,67
ARKEA		**5 999 999,98**	**666 666,67**	**260 666,67**
1023/101/001-200325	4,44	2 250 000,00	500 000,00	61 042,88
200345-2213/001	9,24	4 625 000,00	375 000,00	37 243,05
SOCIETE GENERALE		**6 875 000,00**	**875 000,00**	**98 285,93**
1210192-200318	0	0,00	200 000,00	89 629,95
1222447-200313	2,33	602 500,00	241 000,00	13 117,80
5057083-200329	36,83	9 638 500,00	260 500,00	170 408,70
5057087-200328	14,83	993 750,00	66 250,00	17 997,54
5146973-200338	11,83	1 734 951,95	135 799,88	17 408,76
CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS		**12 969 701,95**	**903 549,88**	**308 562,75**

N° de contrat	Durée résiduelle (en années)	Capital restant dû au 31/12/2019	Estimation annuité de l'exercice	
			Capital	Charges d'intérêt
237603-2376032	3,08	3 733 333,37	933 333,33	166 983,69
237603-2376033	1,17	760 416,81	608 333,32	47 735,93
237603-2376034	3,92	2 320 000,00	580 000,00	113 932,50
C.A. CI.B.		**6 813 750,18**	**2 121 666,65**	**328 652,12**
6040026637-200327	9,66	6 666 666,70	666 666,66	69 181,94
6042995015-200323	8,16	8 500 000,00	1 000 000,00	314 248,62
SAARLB		**15 166 666,70**	**1 666 666,66**	**383 430,56**
6040077941-200344	18,08	9 250 000,00	500 000,00	162 662,50
6040077957-200343	17,37	13 125 000,00	750 000,00	214 893,75
LANDESBANK SAAR		**22 375 000,00**	**1 250 000,00**	**377 556,25**
8594488-200306	0	0,00	492 407,91	15 510,85
9343782-200324	4,05	2 274 951,76	501 826,63	40 692,78
9614022-200314	7,01	2 593 052,63	343 153,13	28 466,69
9768112 - 200340	11,76	4 000 000,04	333 333,32	63 125,00
CAISSE D'EPARGNE		**8 868 004,43**	**1 670 720,99**	**147 795,32**
9038054-200321	7,76	3 090 631,53	312 012,14	152 834,62
FCP PUBLIC LAW FINANCE FUND		**3 090 631,53**	**312 012,14**	**152 834,62**
MIN245264EUR-200228	7,92	5 207 981,56	517 198,94	254 674,05
DEXIA		**5 207 981,56**	**517 198,94**	**254 674,05**
MIN249071EUR-200302	8	2 833 343,03	246 713,22	151 145,20
MIN262692EUR-200303	20	4 069 989,96	116 486,03	201 635,10
MIN262694EUR-200304	20	4 069 989,96	116 486,03	201 635,10
MIN267770EUR-2003092	6	2 027 777,54	333 333,36	1 156,66
MIN504559EUR-200331	10,5	7 166 666,61	666 666,68	163 041,67
MIN509497EUR- 200333	11,17	7 499 999,95	666 666,68	157 541,67
MIN509499EUR- 200335	11,25	7 666 666,62	666 666,68	158 433,33
MIN528531EUR - 200349	9,5	4 875 000,00	125 000,00	12 777,78
MIR276009EUR-200315	6,58	2 564 102,72	384 615,36	33 646,20
MON267422EUR-200310	1	1 343 548,93	624 180,67	81 996,93
MON269797EUR-200311	1	1 343 548,93	624 180,67	58 455,23
SFIL CAFFIL		**45 460 634,25**	**4 570 995,38**	**1 221 464,87**
MIN509236EUR - 200337	12,08	8 166 666,63	666 666,68	137 333,93
MIN513881EUR-200342	13,33	8 999 999,98	666 666,68	175 150,00
MIN524614EUR - 200347	15	5 000 000,00		
MON509250EUR - 200336	11,5	3 916 666,71	333 333,32	60 637,50
MON528169EUR - 200348	4,75	3 846 110,00	0,00	0,00
BANQUE POSTALE		**29 929 443,32**	**1 666 666,68**	**373 121,43**
Total général		**194 235 827,67**	**24 044 457,59**	**4 961 341,00**

B – Prévisions 2020

Caractéristiques de la dette au :	31/12/2018	Estimation au 31/12/2019	Prévisions au 31/12/2020
L'encours de la dette est de :	206 280 285 €	194 235 828 €	200 902 502 €
Son taux moyen * s'élève à :	2,35%	2,18%	
Sa durée résiduelle moyenne est de :	11 ans et 11 mois	11 ans et 6 mois	
Sa durée de vie moyenne est de :	6 ans et 3 mois	6 ans	

1 – Contrats mis en place pour 2020

Tous les contrats de prêt conclus en 2019 seront encaissés au cours de l'exercice 2019. Une consultation sera lancée en fin d'année afin de répondre aux besoins pour 2020.

Un crédit de 10 M€ sera réservé en 2020, en dépenses et en recettes, pour d'éventuelles renégociations d'emprunts ou remboursements anticipés.

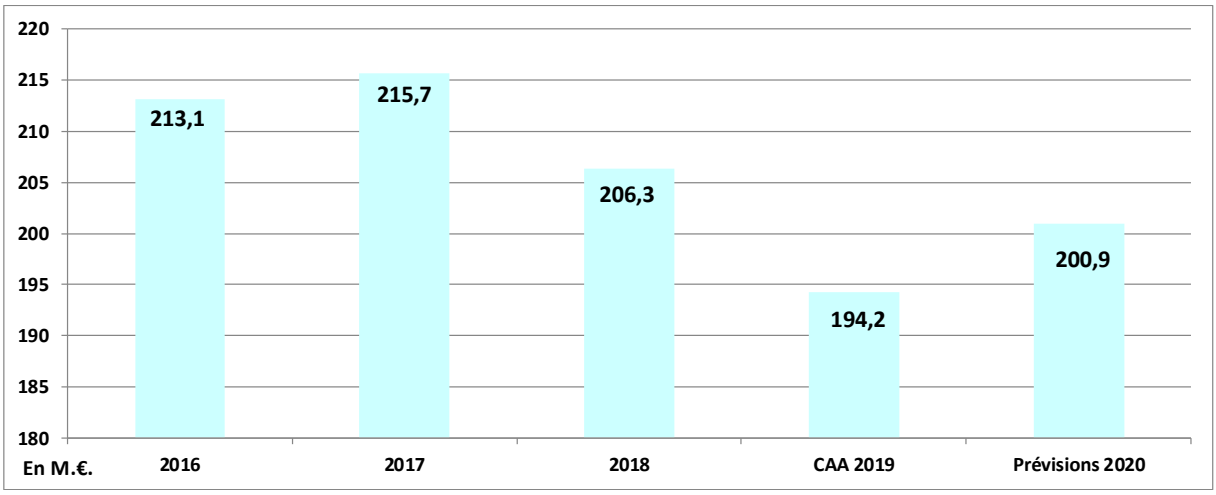
2 – Evolution de l'encours de la dette

L'encours de la dette départementale au 31/12/2019 sera composé de 42 emprunts dont un produit de couverture de risque de taux (swap). Cette dette est contractée auprès de 13 établissements bancaires.

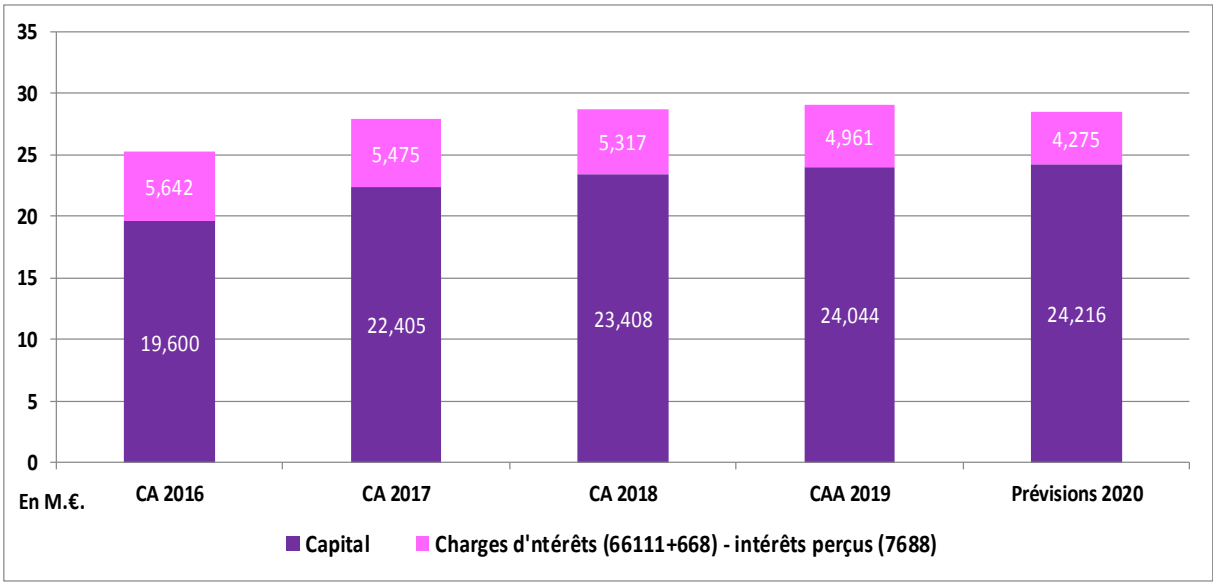
Au cours de l'exercice 2019, l'encours de la dette du département devrait diminuer de 12 M€ pour atteindre 194,236 M€ au 31/12/2019 soit 686 € par habitant (moyenne des départements BP 2019 : 504 €/habitant).

Compte tenu du besoin prévisionnel d'emprunt de 30,883 M€ pour équilibrer le budget en 2020, l'encours devrait atteindre 200,903 M€ au 31/12/2020 soit 710 €/habitant. Ce montant sera réduit du montant de la reprise de l'excédent de l'exercice 2019 lors de la décision modificative suivant le vote du compte administratif 2019. Cet excédent est estimé à ce jour à 10,461 M€. L'encours de la dette au 31/12/2020 serait alors ramené à 190,441 M€ soit 673 €/habitant.

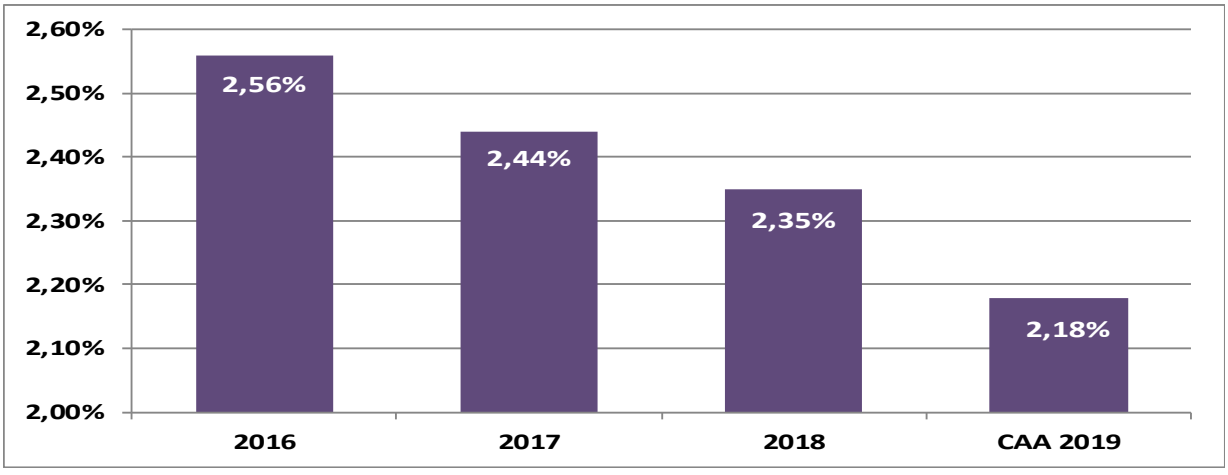
	2016	2017	2018	CAA 2019	Prévisions 2020
Encours de la dette au 31/12	213 092 998,33	215 688 232,73	206 280 284,96	194 235 827,67	200 902 501,67
Evolution de l'encours		1,2%	-4,4%	-5,8%	3,4%
Annuité de la dette (hors remboursements anticipés de capital)	25 242 300,22	27 879 750,46	28 724 897,93	29 005 798,59	28 491 000,00
Evolution de l'annuité		10,4%	3,0%	1,0%	-1,8%
Emprunts réalisés (hors remboursements anticipés de capital)	27 138 490,00	25 000 000,00	14 000 000,08	12 000 000,30	30 882 674,00
Remboursements anticipés de capital			5 999 999,92	6 846 109,70	
Capacité de désendettement	9,2	11,0	5,7	6,7	8,9



3 – Evolution des annuités

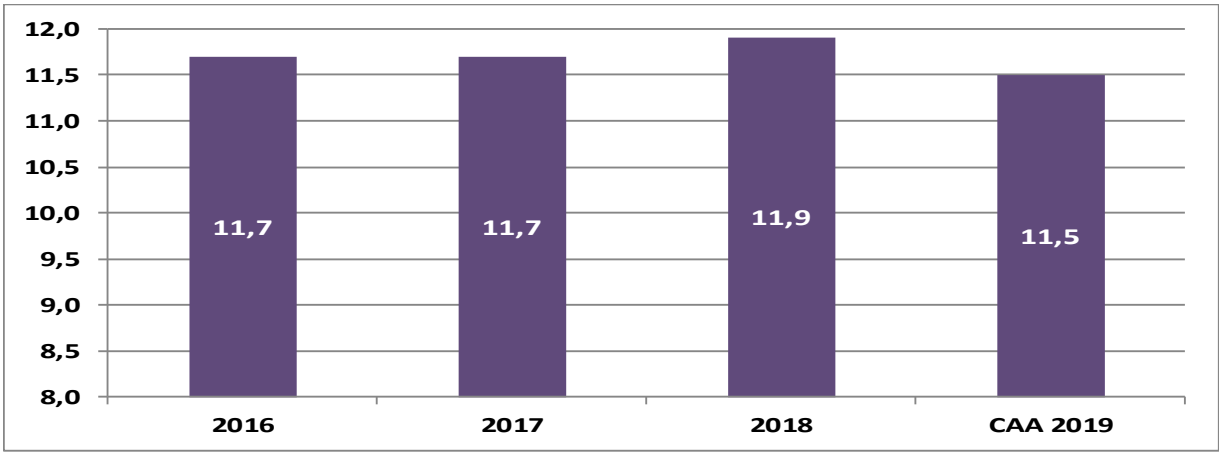


4 – Evolution du taux moyen de la dette (en %)



Le taux moyen de la dette 2019 du département est en baisse. Le taux 2018 est supérieur à la moyenne des taux moyens du panel Finance Active des départements (2,20 % en 2018).

5 – Evolution de la durée de vie résiduelle (en années)



La durée de vie résiduelle de l'encours du département est légèrement en baisse en 2019. Elle reste plus courte que celle des autres départements (12,8 ans en 2018 pour la moyenne des départements).

II - LIGNES DE TRESORERIE

A – Contrats mis en place pour 2019

Afin de couvrir les besoins de trésorerie en 2019, les deux contrats suivants ont été conclus pour un montant total de 20 M€.

Banque	Montant	Date de départ du contrat	Durée	Taux	Montant minimum des tirages	Périodicité	Base	Frais
Landesbank Saar	10 M€	18/01/2019	364 jours	Eonia (non flooré) + 0,49 %	50 000 €	Trimestrielle	Exact/360	* Commission de gestion : 5 000 € * Commission de non utilisation : 0,03 % l'an / montant non utilisé
La Banque Postale	10 M€	28/01/2019	364 jours	Eonia flooré à 0,0 % + 0,32%	10 000 €	Trimestrielle	Exact/360	* Commission d'engagement : 6 000 €
	20 M€							

B – Estimation de l'utilisation des lignes de trésorerie en 2019

Banques	Période	Nombre de tirages	Montant cumulé des tirages	Nombre de remboursements	Montant cumulé des remboursements	Encours cumulé	Encours moyen journalier
Landesbank Saar	01.01.19/03.01.19	0	0	0	0	0	0
La Banque Postale	01.01.19/28.01.19	0	0	0	0	0	0
Landesbank Saar	18.01.19/31.12.19	6	2 665 000	1	2 665 000	17 732 000	50 954
La Banque Postale	28.01.19/31.12.19	0	0	0	0	0	0
Total		**6**	**2 665 000**	**1**	**2 665 000**	**17 732 000**	**48 581**

C - Estimation du coût des lignes de trésorerie en 2019

Banques	Intérêts	Commission de non utilisation	Frais divers	Total
Landesbank Saar	60,44	3 079,66	5 000,00	8 140,10
La Banque Postale		2 527,78	6 000,00	8 527,78
Total	**60,44**	**5 607,44**	**11 000,00**	**16 667,88**

D – Contrats à conclure pour 2020

Une consultation à hauteur de 20 M€ est actuellement en cours afin de répondre aux besoins pour 2020.

Je vous serais obligé de bien vouloir en débattre.

République Française

**DIRECTION GÉNÉRALE
DES SERVICES DÉPARTEMENTAUX**

Direction de la Prospective, de l'Ingénierie et de l'Attractivité

DEMARCHES STRATEGIQUES ET TRANSVERSALES

Plusieurs démarches relevant du champ d'intervention de plusieurs commissions thématiques viennent orienter et organiser les différentes politiques mises en œuvre par la collectivité.

I – PLAN STRATEGIQUE 2018-2025

Il s'agit en premier lieu du Plan Stratégique 2018-2025 qui doit permettre à la collectivité d'évaluer ses politiques publiques et d'inscrire les programmations budgétaires dans un cadre pluriannuel.

Approuvé par le Conseil départemental en avril 2019, cet outil de stratégie pour la collectivité présente 5 axes et 17 priorités permettant d'orienter l'ensemble des politiques menées. Un ensemble de 184 actions y figurent aujourd'hui et doivent concourir aux objectifs définis pour chaque priorité.

Les cinq comités de suivi se sont réunis au cours du mois d'octobre afin de dresser un bilan des actions, d'évaluer l'atteinte des objectifs et d'envisager de nouvelles actions.

Je vous propose de poursuivre et d'améliorer cette démarche d'évaluation continue en 2020, dans la perspective de corréler le Plan Stratégique et le Budget de la collectivité.

II – PACTE ARDENNES

Le Pacte Ardennes signé par l'ensemble des collectivités partenaires le 15 mars 2019, présente aujourd'hui plus de 130 fiches actions ou fiches projets.

Le Département, à travers la participation d'élus et de cadres de l'administration contribue de manière active à la mise en œuvre du Pacte Ardennes. Il assure la maîtrise d'ouvrage de projets dans le champ social (insertion, handicap, prévention et lutte contre la pauvreté), mais aussi dans les domaines du tourisme, des circuits-courts alimentaires et des mobilités.

III - MISSIONS DE SOLIDARITE TERRITORIALE AUPRES DES COMMUNES ET LEURS GROUPEMENTS

A – LES CONTRATS DE TERRITOIRE

En 2017, le Conseil départemental a décidé de s'engager dans la mise en œuvre de contrats de territoire pluriannuels avec les EPCI. Une enveloppe de 19,5 M€ a été votée et des contrats ont été signés avec les huit EPCI.

Lors du vote du Budget Primitif 2019, le Conseil départemental a décidé de prolonger la durée des contrats de territoire jusqu'en 2025. Les programmations sont en cours de révision (suppression, modification, ajouts de projets) et des avenants pourront être proposés à l'Assemblée départementale lors de la séance du Budget Primitif 2020.

B – L'INGENIERIE DEPARTEMENTALE

Lors du vote du Budget Primitif 2019 et conformément au Plan Stratégique, il a également été décidé de développer l'ingénierie départementale en créant un « guichet unique » chargé de coordonner et d'animer un réseau d'expertise à l'échelle de notre territoire.

Cette action qui correspond à l'une des principales missions du Département comme chef de file de la solidarité territoriale (article 94 de la loi NOTRe et son décret d'application du 14 juin 2019) a pour objectifs d'accompagner les communes et groupements de communes à dominante rurale dans l'exercice de leurs compétences et la réalisation de leurs projets et de mutualiser et optimiser les ressources en mettant en réseau l'ingénierie délivrée par les partenaires institutionnels.

La construction de cet outil d'ingénierie est actuellement en cours : qualification de l'offre existante en interne dans l'ensemble des domaines d'interventions et de compétences de la collectivité (aménagement/urbanisme/foncier, eau/assainissement, tourisme, bâtiment/performance énergétique, culture/patrimoine/archives/bibliothèques, systèmes d'information/protection données, finances, juridique/commande publique, social/insertion/santé/sport …), organisation du dispositif et des moyens, élaboration du plan de communication.

Je vous propose en 2020, de poursuivre sa construction en vue de le mettre en service à compter du mois d'avril 2020, date de renouvellement des municipalités. Le calendrier prévisionnel est le suivant :

- 2020 :

  - ✓ Mise en place du guichet unique et lancement du dispositif
  - ✓ Communication auprès des nouvelles équipes municipales

- 2020/2021 :

  - ✓ Constitution du réseau de partenaires
  - ✓ Mise en place de la plateforme numérique

Je vous propose d'ores et déjà d'acter les principes suivants :

- proposer un accès simple, lisible (guichet unique) et gratuit à une offre de services (conseil et accompagnement),

- respecter le principe de subsidiarité avec l'offre existante dans le secteur public et assurer la complémentarité des interventions des partenaires dans le cadre du réseau d'ingénierie,

- ne pas intervenir sur le champ concurrentiel et ne pas réaliser de mission de maîtrise d'œuvre,

- garantir un haut niveau d'expertise dans le champ des services proposés, en cohérence avec les stratégies départementales et avec le souci d'optimiser la dépense publique.

Je vous propose également d'étudier la poursuite et d'élargir le champ d'application de cet outil aux associations afin de réaffirmer la place du Conseil départemental auprès de ces dernières, et de les accompagner dans la recherche de soutien auprès de l'Europe, l'Etat, la Région et les fondations et mécènes.

IV – PLATEFORME DEPARTEMENTALE DES MOBILITES

Le Département intervient depuis de nombreuses années dans le domaine des mobilités inclusives en apportant des financements en direction des publics en insertion professionnelle et des jeunes en difficulté.

En 2019, le Département a initié une réflexion en vue d'élaborer un schéma directeur départemental des mobilités alternatives. L'objectif de ce schéma est d'apporter de la cohérence entre l'ensemble des actions à venir entreprises par les différents opérateurs publics et privés. La question des mobilités dépassant les limites administratives des EPCI, cette action doit permettre de créer un espace de dialogue avec l'ensemble des acteurs du territoire concerné par la mobilité, à l'échelle départementale.

En 2020, je vous propose de poursuivre cette démarche en impliquant les acteurs publics et privés des mobilités, d'élargir nos périmètres d'action et les publics cibles, et pour tenir compte de ces évolutions, de travailler à la construction d'une nouvelle gouvernance de la mobilité à l'échelle départementale associant les acteurs publics et privés.

28381 - 04/11 - 09:11

République Française

DIRECTION GÉNÉRALE
DES SERVICES DÉPARTEMENTAUX

RAPPORT ANNUEL SUR L'EGALITE PROFESSIONNELLE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

Conformément aux dispositions du Décret n°2015-761 du 24 juin 2015 et du nouvel article D.3311-9 du CGCT, un rapport annuel sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes pour 2018 vous est présenté.

Le Président nous demande de bien vouloir en débattre.

CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES

Rapport annuel sur l’égalité professionnelle entre les femmes et les hommes

INTRODUCTION

Plus de 70 ans après l'obtention du droit de vote et d'éligibilité des femmes en France, qu'en est-il de l'égalité entre femmes et hommes en matière professionnelle ?

Force est de constater que les femmes sont de plus en plus nombreuses dans le monde du travail et notamment dans la Fonction Publique.

Suite à la parution d'un décret n°2015-761 du 24 juin 2015 portant élaboration d'un rapport sur la situation en matière d'égalité entre femmes et hommes dans les collectivités territoriales, un nouvel article D.3311-9 a été ajouté au chapitre 1 du titre I du livre III de la 3ème partie du Code Général des Collectivités Territoriales. Cet article stipule que le Président du conseil départemental présente à l'assemblée départementale un rapport annuel sur la situation en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans le département, préalablement aux débats sur le projet de budget.

En ce qui concerne le Conseil départemental des Ardennes, la collectivité porte ses efforts sur deux grands domaines, à savoir :
- D'une part, les ressources humaines du département au travers des actions menées par la Direction des Ressources Humaines en matière de gestion du personnel,
- D'autre part, les actions menées sur son territoire via la gestion des activités de loisirs, de la santé, du tourisme, de l'économie, des marchés publics, et de la solidarité.

Le rapport développera les diverses actions menées à ce titre.

SOMMAIRE

TITRE 1 / Politiques des ressources humaines du département des Ardennes en matière d'égalité professionnelle entre femmes et hommes	**Page 1**
TITRE 2 / Politiques menées par le département sur son territoire en faveur de l'égalité entre femmes et hommes :	**Page 15**
CHAPITRE 1 - Clauses d'égalité dans les marchés publics	**Page 17**
CHAPITRE 2 - Politiques menées dans le domaine des loisirs, de l'économie et du tourisme **2-a)** Le service des Bases de Loisirs : Présentation des politiques menées par le Département dans les secteurs de la culture, des sports et loisirs **2-b)** L'insertion sociale et professionnelle	**Page 24** ***Page 24*** ***Page 25***
CHAPITRE 3 - Les chiffres de la solidarité dans le département des Ardennes	**Page 26**

Titre 1

POLITIQUE EN MATIERE DE RESSOURCES HUMAINES DU DEPARTEMENT DES ARDENNES

A/ Rapport de situation comparée au 31 décembre 2018

Le présent rapport de situation comparée reprend les données, présentées en comité technique comme prévu à l'article 51 de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012, relative au recrutement, à la formation, au temps de travail, à la promotion professionnelle, aux conditions de travail et à l'articulation entre vie professionnelle et vie personnelle.

1°) Conditions Générales d'emploi :

a) Effectifs

- Effectifs physiques et en ETP des titulaires et non-titulaires, répartition par catégorie hiérarchique :

	2018			
Catégories	A	B	C	T
Titulaires /stagiaires H	49	97	325	471
Titulaires /stagiaires F	107	267	428	802
TOTAL Titulaires/ stagiaires	**156**	**364**	**753**	**1273**
Non titulaires H	11	6	4	21
Non titulaires F	11	43	5	59
TOTAL Non titulaires	**22**	**49**	**9**	**80**
TOTAL	**178**	**413**	**762**	**1353**

- Âge moyen et médian par statut, par catégorie hiérarchique :

	2018			
Catégories	A	B	C	T
Âge moyen H	49	45	49	49
Âge moyen F	47	44	49	47
Âge moyen	47	44	49	47
Âge médian H	49	45	50	49
Âge médian F	46	45	51	49
Âge médian	47	45	51	49

b) Durée et organisation du travail

-Répartition des effectifs selon la durée de travail :

	2018			
Catégories	**A**	**B**	**C**	**T**
Nb agents TC H	59	99	319	477
Nb agents TC F	82	213	323	618
Nb total agents TC	**141**	**312**	**642**	**1095**
ETP TP H	0,8	2,7	6,1	9,6
ETP TP F	26,2	77,3	71,6	175,1
ETP TP total	**27**	**80**	**77,7**	**184,7**
Nb agents TP H	1	4	10	15
Nb agents TP F	33	97	91	221
Nb total agents TP	**34**	**101**	**101**	**236**
ETP TNC H	*	*	*	*
ETP TNC F	1,94	*	11,17	13,11
ETP agents TNC	**1,94**	*****	**11,17**	**13,11**
Nb agents TNC H	*	*	*	*
Nb agents TNC F	3	*	19	22
Nb total agents TNC	**3**	*****	**19**	**22**
ETP total agents H	59,8	101,7	325,1	486,6
ETP total agents F	110,14	290,3	405,77	806,21
ETP total d'agents	**169,94**	**392**	**730,87**	**1292,81**

- Répartition des effectifs selon l'organisation du travail

Les 23 veilleurs de nuit (10 femmes et 13 hommes) du FDE sont les seuls agents devant effectuer un travail de nuit.

c) Comptes épargne-temps

- Nombre d'agents ayant ouvert un CET ; nombre de jours stockés ; nombre de jours utilisés

	Hommes	**Femmes**	**Total**
Nb d'agents ayant ouvert un CET	17	19	36
Nb de jours stockés	5655	7207	12 862
Nombre de jours utilisés	180	464	644

d) Embauches et départs

- Répartition des agents recrutés selon le statut par type de recrutement et par catégorie hiérarchique

	Hommes			Femmes			Total
	A	**B**	**C**	**A**	**B**	**C**	
Concours externe	0	0	0	0	1	0	***1***
Sans concours			9			8	***17***
Contrat	2	6	6	4	14	2	***34***
Mutation / détachement	1	2	3	3	5	1	***15***
Total entrées	***3***	***8***	***18***	***7***	***20***	***11***	***67***

- Répartition des départs par motif et par catégorie hiérarchique

	Hommes			Femmes			Total
	A	**B**	**C**	**A**	**B**	**C**	
Départ à la retraite	0	1	13	4	5	14	***37***
Fin de contrat	0	1	1	0	2	0	***4***
Autres (mutation, dispo, démission)	4	4	3	10	12	3	***36***
Total Départs	***4***	***6***	***17***	***14***	***19***	***17***	***77***

- Effectifs d'agents titulaires dont la pension est entrée en paiement en 2018 et âge moyen de départ à la retraite

Sexe	**Homme**	**Femme**
Nombre	14	23
Moyenne d'âge de départ	61 ans et 4 mois	61 ans et 10 mois

e) Positionnement

- Répartition des effectifs des emplois supérieurs et dirigeants

	Hommes	Femmes
Directeur général	0	1
Directeur général adjoint	3	0

- Flux annuel de nomination aux emplois supérieurs et dirigeants

	Hommes	Femmes
Directeur général	0	0
Directeur général adjoint	0	0

f) Promotions (agents FPT)

- Répartition des agents promus/remplissant les conditions par grade

Grade	Agents remplissant les conditions	H	F	Agents promus	H	F	Ratio
Adjoint adm pp 1ère cl	63	6	57	3	1	2	5 %
Adjoint adm pp 2nde cl	45	5	40	4	-	4	10 %

Grade	Agents remplissant les conditions	H	F	Agents promus	H	F	Ratio
Rédacteur principal 1ère cl	26	6	20	2	1	1	14 %
Rédacteur principal 2nde cl	Pas de tableau (absence d'examen)	-	-	-	-	-	-

Grade	Agents remplissant les conditions	H	F	Agents promus	H	F	Ratio
Attaché hors classe	7	6	1	-	-	-	75 %
Attaché principal	17	4	13	-	-	-	20 %

Grade	Agents remplissant les conditions	H	F	Agents promus	H	F	Ratio
Adjoint tech pp 1ère cl	87	83	4	6	6	-	9 %
Adjoint tech pp 2nde cl	47	15	32	3	3	-	4 %

Grade	Agents remplissant les conditions	H	F	Agents promus	H	F	Ratio
Agent de maîtrise ppal	15	15	-	1	1	-	7%

Grade	Agents remplissant les conditions	H	F	Agents promus	H	F	Ratio
Technicien ppal 1ère classe	18	15	3	2	1	1	20 %
Technicien ppal 2ème classe	6	6	-	-	-	-	20 %

Grade	Agents remplissant les conditions	H	F	Agents promus	H	F	Ratio
Ingénieur hors classe	-						
Ingénieur principal	4	3	1	-	-	-	

Grade	Agents remplissant les conditions	H	F	Agents promus	H	F	Ratio
Adjoint tech pp 1ère cl EE	144	50	94	6	4	2	6 %
Adjoint tech pp 2nde cl EE	55	9	46	3	2	1	4 %

Grade	Agents remplissant les conditions	H	F	Agents promus	H	F	Ratio
Infirmier sg HC	11	-	11	-	-	-	-
Infirmier sg classe sup	3	-	3	-	-	-	-
Infirmier classe sup (en voie d'extinction)	1	-	1	-	-	-	

Grade	Agents remplissant les conditions	H	F	Agents promus	H	F	Ratio
Sage femme hors classe	4	-	4	-	-	-	-
Sage femme classe sup	1	-	1	-	-	-	-

Grade	Agents remplissant les conditions	H	F	Agents promus	H	F	Ratio
Puéricultrice classe sup	2	-	2	-	-	-	-
Puéricultrice hors classe	9	-	9	-	-	-	-
Grade	Agents remplissant les conditions	H	F	Agents promus	H	F	Ratio
Médecin hors classe	1		1	-	-	-	-
Médecin 1ère classe	1		1	-	-	-	-

Grade	Agents remplissant les conditions	H	F	Agents promus	H	F	Ratio
CSE Sup.	5	1	4	-	-	-	-
Grade	Agents remplissant les conditions	H	F	Agents promus	H	F	Ratio
ASE principal	38	5	33	1	-	1	3 %

Grade	Agents remplissant les conditions	H	F	Agents promus	H	F	Ratio
Moniteur Educateur princ	-	-	-	-	-	-	-

Grade	Agents remplissant les conditions	H	F	Agents promus	H	F	Ratio
Educ chef de jeunes enfants Educ princ de jeunes enfants	2	2	-	-	-	-	-

Grade	Agents remplissant les conditions	H	F	Agents promus	H	F	Ratio
Opérateur des APS ppal	1	1	-	1	1	-	100 %

Grade	Agents remplissant les conditions	H	F	Agents promus	H	F	Ratio
Conseiller des APS de 2nde cl	1	-	1	-	-	-	-

- Répartition des agents bénéficiant d'une promotion interne par cadre d'emploi
Aucune promotion interne en 2018.

- Taux de mobilité géographique et fonctionnelle

	Hommes			Femmes			Total
	A	B	C	A	B	C	
Fonctionnelle	6	4	5	8	13	9	45
Géographique	1	3	22	3	3	10	42
Total	7	7	27	11	16	19	87
Taux de mobilité	12 %	7 %	8 %	9 %	5 %	4 %	6 %

2°) Rémunérations

- Rémunérations brutes mensuelles moyennes par catégorie hiérarchique (A+, A, B et C).

	2018				
Catégories	A+	A	B	C	Total
Hommes	-	3 910 €	2 669 €	2 075 €	2 375 €
Femmes	-	5 150 €	2 612 €	1 856 €	2 392 €
Total	-	4 590 €	2 598 €	1 955 €	2 389 €

- Part des primes des indemnités dans la rémunération brute par catégorie hiérarchique (A+, A, B et C).

	2018				
Catégories	A+	A	B	C	Total
Hommes	-	26 %	21 %	18 %	20 %
Femmes	-	20 %	16 %	15 %	17 %
Total	-	22 %	18 %	17 %	18 %

3°) Formation

- Nombre de jour de formation par catégorie hiérarchique

	Hommes			**Femmes**			**Total**
	A	**B**	**C**	**A**	**B**	**C**	
	135	381	653	299	700	757	
Total	1169			1756			2925

4°) Conditions de travail

- Nombre d'accidents de travail, de maladies professionnelles et d'allocations temporaires pour invalidité

	Hommes	**Femmes**
Accident de travail	37	53
Accident de trajet	1	4
Maladie professionnelle	1	-
ATI	-	-
Total	**39**	**57**

5°) Congés

- Nombre d'agents ayant pris un congé paternité par catégorie hiérarchique et nombre de jours de congés de paternité pris par agent par catégorie hiérarchique

	A	B	C	Total
Nb d'agents	0	4	9	13
Nb de jours	0	44	106	150

- Nombre d'agents agents ayant pris des congés d'une durée supérieure à 6 mois (congé parental, disponibilité) : 41

- Nombre et type d'actions menées pour accompagner l'agent partant en congé parental : aucune action n'est menée pour accompagner l'agent partant en congé parental.

6°) Organisation du temps de travail

a) Organisation

*- Nombre de charte du temps : l*a collectivité ne possède pas une charte du temps de travail.

b) Temps partiel

- Nombre d'agents à temps plein bénéficiant d'un travail à temps partiel à leur demande par catégorie hiérarchique : 236 bénéficient d'un travail à temps partiel (dont 221 femmes).

c) Services de proximité

- Dépenses d'action sociale pour garde d'enfants : 69 agents ont bénéficié de la prestation par le biais du comité national d'action sociale représentant une somme de 10 366 euros.

B/ Plan d'actions annuel 2020 visant à assurer l'égalité femmes/hommes

Le plan d'actions égalité femmes-hommes prend en considération les apports de la récente loi n°2019-828 du 6 août 2019 dite de transformation de la fonction publique qui crée de nouvelles obligations à la charge des collectivités afin de tendre à l'égalité réelle entre les femmes et les hommes. Certaines dispositions de la loi d'application immédiates, comme l'indication dans les **tableaux d'avancement de grade** de la part respective des femmes et des hommes susceptibles d'être promus, seront mises en application lors de l'élaboration des prochains tableaux d'avancements.

La loi oblige également les collectivités d'une certaine taille, comme les Conseils Départementaux, à élaborer un **plan d'action pluriannuel relatif à l'égalité professionnelle** après avis du Comité Technique comportant des mesures permettant notamment de traiter les écarts de rémunération, de garantir l'égalité dans le déroulement de carrière, de favoriser l'articulation entre vie professionnelle et vie personnelle. Son absence d'élaboration pourra être sanctionnée par une pénalité financière égale au maximum à 1 % de la rémunération brute annuelle globale de l'ensemble des personnels. La loi prévoit également la création d'un **dispositif de signalement** des violences, discriminations, des actes de harcèlement moral, sexuel et des agissements sexistes, avec le cas échéant, le concours des centres de gestion. Les modalités de mise en œuvre de ces dispositions sont conditionnées à la parution d'un décret d'application attendu **avant le 31 décembre 2020.**

Dans l'attente de précisions sur les modalités de mise en œuvre de ces nouvelles dispositions, le plan d'actions d'égalité femmes-hommes 2020 constitue une transition. Il est organisé autour de la réduction des inégalités salariales (1), l'évolution des parcours professionnels et le rôle de la formation dans la promotion de la parité (2), de l'articulation vie professionnelle-vie personnelle (3) et de la réduction des violences faites aux agents féminins de la collectivité (4). Il reprend les échanges récents avec les Organisations syndicales représentatives réunies sur ce thème le 6 mars 2019.

Ce plan d'actions a été présenté lors du Comité Technique du 14 novembre 2019.

1°) Réduction des inégalités salariales

L'Assemblée Départementale sera invitée à délibérer sur la mise en œuvre d'un nouveau régime indemnitaire (RIFSEEP) à compter du 1er janvier 2020. Sur l'année 2020, seule la part relative à l'indemnité de fonction, de sujétion et d'expertise sera versée aux agents. La mise en place du nouveau régime indemnitaire vise l'objectif d'une équité interne à fonctions équivalentes : les 1300 emplois permanents de la collectivité seront classifiés dans des groupes de fonctions et des emplois repères qui sont indépendants du critère du genre.

La mise en place de ce nouveau régime indemnitaire serait également réduite dans les mêmes conditions que pour le traitement indiciaire s'agissant des congés statutaires et des quotités réduites de temps de travail, ce qui est plus profitable aux agents exerçant sur des quotités réduites de 80 et 90% (6/7ème et 30/35ème), qui est un public féminin et jeune.

Il est à noter également que le complément indemnitaire annuel qui serait versé en 2021 en tenant compte des résultats obtenus l'année précédente intégrerait une prime d'assiduité qui serait calculée à partir des seuls congés de maladie ordinaire. Les congés maternité et de paternité ainsi que les congés statutaires de longue durée ne seraient pas impactés, dans le calcul de cette prime d'assiduité.

Action prioritaire 2020 : mettre en application les décisions individuelles de versement du régime indemnitaire selon les modalités définies par l'Assemblée Départementale afin de prendre en considération les fonctions occupées par l'agent.

2°) L'évolution des parcours professionnels et la promotion de la parité dans le cadre des actions de formation

La collectivité respecte les quotas fixés par la réglementation sur l'encadrement supérieur des collectivités s'agissant des emplois fonctionnels. Le comité de direction élargi de la collectivité est représenté à plus 66 % des directeurs par des hommes. Le critère du genre est davantage réparti sur les fonctions de chef de service ou de chef de pôle, avec des tendances contrastées par Direction qui reflètent la représentation des hommes et des femmes dans les différents métiers de la collectivité. A titre d'illustration, les métiers du technique (bâtiment, voirie, informatique) sont plus masculinisés que les métiers du social (PMI, Action Sociale, Protection de l'Enfance).

Le bilan annuel des actions de formation suivies par les agents de la collectivité permet de constater que la collectivité incite tous ses agents à s'engager tout au long de leur carrière, voire de leur contrat de travail, en différentes circonstances de leur vie professionnelle (formations de perfectionnement, reclassement professionnel, préparations aux concours et examens professionnels).

Le plan de formation regroupant beaucoup d'actions de formation collectives organisées dans les locaux de la collectivité, permet de limiter les contraintes de déplacement et de mobilité géographiques. Elles sont également planifiées en dehors des journées sensibles de temps partiel (mercredi) et hors périodes de vacances scolaires. Elles garantissent une bonne participation de l'ensemble des agents aux sessions planifiées.

Au titre des actions de formation, il importe de mettre en application la nouvelle réglementation qui crée un droit pour les agents dont l'état de santé ne permet plus d'occuper leurs fonctions à l'obtention d'une période préparatoire au reclassement d'une durée maximale de 12 mois. Ces situations qui concernent un public plutôt féminin occupant des emplois de travailleurs sociaux ou d'agents d'entretien.

Action prioritaire 2020 : Mettre en application les conventions résultant du droit à une période préparatoire au reclassement initiées avec les services du Centre de Gestion, afin de permettre aux agents concernés de pouvoir bénéficier d'un reclassement professionnel sur d'autres emplois de la fonction publique territoriale, idéalement dans la collectivité.

3°) Pour une meilleure articulation vie professionnelle - vie personnelle

La collectivité a initié depuis plusieurs mois le télétravail, dans les nouvelles dispositions permises par le cadre réglementaire du télétravail dans la fonction publique, elle s'est dotée d'un règlement de télétravail qui définit les modalités d'octroi et de renouvellement, afin d'examiner les demandes individuelles au regard des nécessités de service. A ce jour, la collectivité recense une vingtaine de télétravailleurs. Un bilan du télétravail est en cours de réalisation : ce bilan pourra conduire à des ajustements

Tout agent sollicitant un congé familial dispose de la possibilité d'en échanger préalablement avec son gestionnaire de carrières. Préalablement à la reprise des agents dans leurs fonctions à l'issue d'une longue période d'absence, un entretien hiérarchique de reprise de fonctions doit être organisé par l'encadrement de proximité pour définir les modalités de la reprise (définition des objectifs de l'année, accompagnement de formation).

Action prioritaire 2020 : organiser à l'issue d'une longue période statutaire d'absence conséquente (congé familial, congé statutaire maladie), un entretien hiérarchique de reprise de fonctions.

4°) La prévention de la violence au travail et la lutte contre le harcèlement sexuel et moral

La collectivité a défini une procédure spécifique de traitement des situations présumées de harcèlement moral dans le cadre de la prévention des risques psycho-sociaux. Elle a également conduit des actions de sensibilisation par des campagnes d'information, sous forme d'affichage sur le risque pénal associé. La collectivité s'est dotée récemment d'un guide interne de prévention des situations de risques psycho-sociaux intégrant la déclaration des situations de travail à problèmes et de traitement des signalements individuels. Dans le cadre d'une campagne de prévention, des actions de formation interne ont été organisées sur l'année 2019 auprès de l'encadrement de proximité, afin de les former à la connaissance des procédures internes définies.

La circulaire du 9 mars 2018, prise en application du protocole d'accord relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans la fonction publique du 8 mars 2013, précise la mise en œuvre des engagements pris dans le cadre de la lutte contre les violences sexuelles et sexistes dans la fonction publique. Elle recommande la mise en place d'une formation initiale et continue dédiée à la prévention et à la lutte contre les violences sexuelles et sexistes, prioritairement destinée aux agents en situation d'encadrement qui pourront amplifier l'action des médecins de prévention, des assistants et conseillers de prévention, ainsi que des représentants du personnel, notamment des membres des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT). Des actions de formation sont intégrées au plan de formation 2019-2020 afin que les acteurs concernés disposent des compétences nécessaires à l'identification, la qualification et le traitement des différents types de situations de violences rencontrés ainsi qu'à l'écoute et l'accompagnement des agents victimes.

Constatant également que les agressions externes d'usagers sur les lieux de travail étaient concentrées dans les Maisons des Solidarités ou lors d'interventions à domicile des travailleurs sociaux, la prévention des agressions des agents des services sociaux est intégrée dans le cadre des groupes de travail conduits dans le cadre des projets de direction, au-delà de l'accompagnement mis en œuvre au titre de la protection fonctionnelle (accompagnement juridique et suivi psychologique si nécessaire).

La collectivité s'est dotée de la mise en place d'une fiche de signalement d'une situation de travail dégradée comportant des risques psycho-sociaux, d'un dispositif de signalement et d'orientation vers les autorités compétentes en matière d'accompagnement des victimes et de traitement des faits signalés. La fiche de signalement transmise par les agents fait l'objet d'une étude et d'un traitement par une commission spécialisée pilotée par la Direction Générale des Services.

Action prioritaire 2020 : traiter les fiches de signalement qui sont portées à la connaissance de la commission des agents en difficultés.

Titre 2

POLITIQUES MENÉES PAR LE DEPARTEMENT DES ARDENNES SUR SON TERRITOIRE

CHAPITRE 1 CLAUSES D'EGALITE DANS LES MARCHES PUBLICS

Au travers de l'article L. 2141-4 du Code de la commande publique, sont exclus de la procédure de passation des marchés les opérateurs économiques qui, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la procédure de passation du marché, n'ont pas mis en œuvre l'obligation de négociation relative à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, portant notamment sur les mesures visant à supprimer les écarts de rémunération et la qualité de vie au travail, prévue par les dispositions de l'article L. 2242-1 du Code du travail.

Cette exclusion n'est pas applicable à la personne qui établit qu'elle a régularisé sa situation.

Par exemple, la discrimination à l'embauche ou sur la rémunération, ayant fait l'objet d'une condamnation pour méconnaissance de l'égalité professionnelle entre femmes et hommes, est un motif à part entière pour écarter tout candidat souhaitant obtenir un contrat de marché public.

En application des dispositions de l'Article R2143-3 du Code de la commande publique, pour permettre à l'acheteur de vérifier le respect de cette obligation, les opérateurs économiques doivent produire, à l'appui de leur candidature, une déclaration sur l'honneur visant notamment l'article L. 2242-1 du Code du travail.

Ainsi, le service de la commande publique du CD08 exige cette déclaration sur l'honneur pour toutes les procédures de consultation liées aux marchés. Elle prend la forme du formulaire « DC1 » édité par le ministère de l'économie et des finances - Direction des Affaires Juridiques.

(cf. DC1 ci-joint).

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
Direction des Affaires Juridiques

MARCHES PUBLICS **DC1**

LETTRE DE CANDIDATURE

DESIGNATION DU MANDATAIRE PAR SES CO-TRAITANTS[1]

Le formulaire DC1 est un modèle de lettre de candidature, qui peut être utilisé par les candidats aux marchés publics (marchés ou accords-cadres) pour présenter leur candidature.
En cas d'allotissement, ce document peut être commun à plusieurs lots.

En cas de candidature groupée, chaque membre du groupement renseigne le formulaire, et produit les renseignements ou documents demandés par l'acheteur (formulaire DC2).

Il est rappelé qu'en application du code de la commande publique, et notamment ses articles L. 1110-1, et R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-7 à R. 2162-12, R. 2162-13 à R. 2162-14 et R. 2162-15 à R. 2162-21 (marchés publics autres que de défense ou de sécurité), ainsi que R. 23612-1 à R. 2362-6, R. 2362-7, R. 2362-8, R. 2362-9 à R. 2362-12, et R. 2362-13 à R. 2362-18 (marchés de défense ou de sécurité), le vocable de « marché public » recouvre aussi les marchés de partenariat et les marchés de défense ou de sécurité ainsi que les marchés subséquents et les marchés spécifiques, indépendamment des techniques d'achats utilisées (accords-cadres s'exécutant par la conclusion de marchés subséquents ou par l'émission de bons de commande, concours, systèmes d'acquisition dynamiques, catalogues électroniques et enchères électroniques), qu'ils soient ou non soumis aux obligations relatives à la préparation et à la passation prévues par ce code. Dans tous ces cas, le présent formulaire type est utilisable.

A - Identification de l'acheteur

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l'avis d'appel à la concurrence ou l'invitation à confirmer l'intérêt ; en cas de publication d'une annonce au Journal officiel de l'Union européenne ou au Bulletin officiel des annonces de marchés publics, la simple indication de la référence à cet avis est suffisante ; dans tous les cas, l'indication du numéro de référence attribué au dossier par l'acheteur est également une information suffisante.)

B - Objet de la consultation

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l'avis d'appel à la concurrence ou l'invitation à confirmer l'intérêt ; en cas de publication d'une annonce au Journal officiel de l'Union européenne ou au Bulletin officiel des annonces de marchés publics, la simple indication de la référence à cet avis est suffisante ; dans tous les cas, l'indication du numéro de référence attribué au dossier par l'acheteur est également une information suffisante.)

1 Formulaire non obligatoire disponible, avec sa notice explicative, sur le site du ministère chargé de l'économie.

C - Objet de la candidature

(Cocher la case correspondante.)

La candidature est présentée :

☐ pour le marché public *(en cas de non allotissement)* ;

☐ pour tous les lots de la procédure de passation du marché public ;

☐ pour le lot n°……. ou les lots n°……. de la procédure de passation du marché public *(en cas d'allotissement ; si les lots n'ont pas été numérotés, indiquer ci-dessous l'intitulé du ou des lots tels qu'ils figurent dans l'avis d'appel à la concurrence ou l'invitation à confirmer l'intérêt).*

D - Présentation du candidat

(Cocher la case correspondante.)

☐ Le candidat se présente seul :

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du candidat individuel, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET ; à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine du candidat issu d'un répertoire figurant dans la liste des ICD.]

- Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation :

- Adresses postale et du siège social (si elle est différente de l'adresse postale) :

- Adresse électronique :

- Numéros de téléphone et de télécopie :

- Numéro SIRET, à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine de l'opérateur économique issu d'un répertoire figurant dans la liste des ICD :

☐ Le candidat est un groupement d'entreprises :

☐ conjoint OU ☐ solidaire

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire :

☐ Non OU ☐ Oui

E - Identification des membres du groupement et répartition des prestations

(Tous les membres du groupement remplissent le tableau ci-dessous. En cas de groupement conjoint, les membres du groupement indiquent également dans ce tableau la répartition des prestations que chacun d'entre eux s'engage à réaliser. Ajouter autant de lignes que nécessaires.)

N° du Lot	Nom commercial et dénomination sociale, adresse de l'établissement (*), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie, numéro SIRET des membres du groupement (***)	Prestations exécutées par les membres du groupement (**)

(*) Préciser l'adresse du siège social du membre du groupement si elle est différente de celle de l'établissement.
(**) Pour les groupements conjoints. Lorsque la candidature est présentée sous forme de groupement solidaire, le renseignement de cette rubrique est inutile.
(***) A défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine du candidat issu d'un répertoire figurant dans la liste des ICD.

F - Engagements du candidat individuel ou de chaque membre du groupement

F1 – Exclusions de la procédure

Le candidat individuel, ou chaque membre du groupement, déclare sur l'honneur :

a) dans l'hypothèse d'un marché public autre que de défense ou de sécurité, ne pas entrer dans l'un des cas d'exclusion prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 ou aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique (*) ;

b) dans l'hypothèse d'un marché public de défense ou de sécurité, ne pas entrer dans l'un des cas d'exclusion prévus aux articles L. 2341-1 à L. 2341-3 ou aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique.

Afin d'attester que le candidat individuel, ou chaque membre du groupement, n'est pas dans un de ces cas d'exclusion, cocher la case suivante : ☐

(*) Lorsqu'un opérateur économique est, au cours de la procédure de passation d'un marché, placé dans l'un des cas d'exclusion mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5, aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 ou aux articles L. 2341-1 à L. 2341-3 du code de la commande publique, il informe sans délai l'acheteur de ce changement de situation.

F2 – Documents de preuve disponibles en ligne (applicable également aux MDS, lorsque l'acheteur a autorisé les candidats à ne pas fournir ces documents de preuve en application de l'article R. 2343-14 ou de l'article R. 2343-15 du code de la commande publique)

Le cas échéant, adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :
(Si l'adresse et les renseignements sont identiques à ceux fournis plus haut se contenter de renvoyer à la rubrique concernée.)

- Adresse internet :

- Renseignements nécessaires pour y accéder :

F3 - Capacités

Le candidat individuel, ou les membres du groupement, produisent, aux fins de vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles :
(Cocher la case correspondante.)

☐ le formulaire DC2.

☐ les documents établissant ses capacités, tels que demandés dans les documents de la consultation (*).

(*) **Attention**, dans le cadre d'un marché public de défense ou de sécurité, certains documents de preuve sont à fournir au stade de la candidature ; il convient alors de vérifier attentivement les exigences fixées dans les documents de la consultation. Dans les autres marchés publics, les candidats ne sont tenus de fournir que des informations ; dans ce cas, s'ils peuvent décider de fournir les documents de preuve de la satisfaction aux conditions de participation au stade de la candidature, ils n'y sont en aucun cas tenus et l'acheteur ne peut juridiquement les y obliger.

G - Désignation du mandataire *(en cas de groupement)*

Les membres du groupement désignent le mandataire suivant :
[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du mandataire, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET ; à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine du candidat issu d'un répertoire figurant dans la liste des ICD].]

■ Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation :

- Adresses postale et du siège social (si elle est différente de l'adresse postale) :

- Adresse électronique :

- Numéros de téléphone et de télécopie :

- Numéro SIRET, à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine de l'opérateur économique issu d'un répertoire figurant dans la liste des ICD :

Le mandataire devra fournir, si le groupement est désigné attributaire, un document d'habilitation par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation. Pour les marchés publics de défense ou de sécurité, ce document est à fournir dès le dépôt de la candidature.

Date de la dernière mise à jour : 01/04/2019.

CHAPITRE 2 POLITIQUES MENEES DANS LE DOMAINE DES LOISIRS, DE L'ECONOMIE ET DU TOURISME

2 – a) Le service des Bases des Bases de Loisirs : Présentation des politiques menées par le Département dans les secteurs de la culture, des sports et loisirs

Le service Prévention, Sport et Loisirs propose chaque été des stages sportifs à destination des jeunes ardennais de 6 à 17 ans sans distinction de genre tout en encourageant les enfants à participer à toutes les activités proposées y compris celles considérées principalement féminines ou masculines : sports collectifs de ballon, activités gymniques, danses, VTT… à ce titre, nous investissons régulièrement dans des équipements (combinaisons nautiques, matériels pédagogiques, jeux….) adaptés à la pratique d'activités au féminin.

En 2019, dans le cadre des stages d'été, nous avons accueilli 986 enfants, dont 487 jeunes femmes, à part égale avec les jeunes hommes.

En matière de personnel pour l'encadrement de ces stages (BAFD, BAFA), 41 animateurs ont été recrutés pour les mois de juillet et août dont 19 femmes.

En matière de saisonniers recrutés dans le cadre du nettoyage du site et l'aide à la cuisine, 11 étudiants ont été employés pour les mois de juillet et août dont 6 femmes.

Concernant le recrutement des nageurs sauveteurs pour la période du 15 juin au 31 août 2018, la proportion des femmes reste inférieure à celles des hommes avec seulement 1/3 des effectifs.

Si aucune action spécifique n'a été mise en place en direction du public féminin, le service Prévention, Sport et Loisirs a procédé, au moment des inscriptions, au respect d'une mixité à part égale dans les internats. Ainsi, chaque semaine aux Vieilles Forges, nous avons hébergé, pendant les 7 semaines de stage, 122 filles sur un total de 280 places disponibles pendant la même période. Sur le site de Bairon, nous n'avons pas pu obtenir de statistiques.

Tout au long de l'année, le service Prévention, Sport et Loisirs entretient et met à disposition des associations et des entreprises des locaux et des équipements sportifs équipés pour recevoir conjointement ou séparément des usagers féminins ou masculins : vestiaires et sanitaires multiples et répartis sur tout le site au bord du lac des Vieilles Forges et de Bairon.

2 – b) L'insertion sociale et professionnelle

Au 31/12/2018 dans le département des Ardennes, 10 659 bénéficiaires du RSA étaient soumis aux droits et devoirs, parmi lesquels 58% de femmes et 42% d'hommes.

Sur ces 10 659 personnes, seulement 49% étaient orientés vers un accompagnement (49% des femmes orientées / 48% des hommes orientés).

Une différence apparait dans l'analyse des types d'orientation selon le sexe de l'allocataire :

- Les hommes sont équitablement répartis entre les 3 principaux types d'accompagnement :
  - Pôle emploi (35%),
  - Un organisme du service public de l'emploi hors pôle emploi (35%)
  - Un organisme d'accompagnement social (30%).
- Les femmes sont réparties de façon plus hétérogène dans les différents modes d'accompagnement :
  - Pôle emploi (20%)
  - Un organisme du service public de l'emploi hors pôle emploi (32%)
  - Un organisme d'accompagnement social (48%).

Ce taux d'orientation important des femmes vers les organismes d'insertion sociale (48%) peut s'expliquer par le fait que plus de 90% des foyers monoparentales au RSA sont des femmes et que ces foyers rencontrent souvent des problématiques liés à la parentalité (problématique travaillées dans le cadre de l'accompagnement social, notamment les questions de modes de garde).

Malgré tout, un travail sur l'image de la femme reste encore à mener auprès de certains publics (milieu rural, public issu de l'immigration, …).

CHAPITRE 3 LES CHIFFRES DE LA SOLIDARITE DANS LE DEPARTEMENT DES ARDENNES

Chef de file dans le domaine du social, le département accompagne un public diversifié dans de nombreuses étapes de la vie : naissance et petite enfance, protection de l'enfance, insertion sociale et professionnelle, accompagnement des personnes âgées et des personnes handicapées.

Si cet accompagnement est autant à destination des femmes que des hommes, c'est souvent la population féminine qui est la plus accompagnée par les services du département. Suivant les mêmes tendances générales que dans la société française, le département des Ardennes est cependant confronté à des phénomènes d'inégalités femmes-hommes plus marqués qu'ailleurs. Prise en charge de famille monoparentale, difficultés d'insertion sociale et professionnelle ou encore accompagnement des parents dépendants, les femmes sont souvent à la fois les principales destinataires de l'accompagnement du conseil départemental et les principaux appuis dans la prise en charge familiale.

La population ardennaise se compose d'une quasi égalité hommes (48,6 %) / femmes (51,4 %). La structure démographique fait apparaître une population vieillissante, avec une accentuation de la représentation des femmes à partir de la tranche des + de 60 ans.

Structure démographique par sexe et par tranche d'âge
de la population ardennaise au 31 décembre 2018 (Source INSEE)

	Hommes	Femmes	Ensemble
Total	**129 961**	**137 448**	**267 409**

Tranche d'âge	Part en %
0 – 24 ans	27,4
25 – 59 ans	43,5
60 ans et +	29,2
dont 75 ans ou plus	***10,0***

I. PROTECTION MATERNELLE INFANTILE

Le département a en charge la protection maternelle et infantile. Il accompagne ainsi les femmes enceintes, le développement des enfants en bas âge et soutient l'exercice de la parentalité.

1. Les mères ardennaises plus jeunes que la moyenne nationale

La présence de jeunes enfants et les possibilités de garde ont un impact majeur sur l'insertion sociale et professionnelle des mères.

Dans les Ardennes, l'âge moyen de la mère au moment de la naissance est de 29,1 ans alors qu'il est de 30.6 ans en France métropolitaine.

En 2018, le service PMI a reçu **2 535** avis de naissance contre 2 655 en 2017.

L'âge des mères au moment de la naissance

	Ardennes	CMCA	NAT	Sedanais	SA
Age moyen	29,1	29,4	29,4	28,7	28,8
< 18 ans	20	7	3	8	2
> 37 ans	162	65	35	32	30

2. Le soutien à la parentalité dans le département

Le service de P.M.I met en œuvre des actions médico-sociales préventives à domicile pour les femmes enceintes et les enfants de moins de 6 ans requérant une attention particulière. En 2018, sur l'ensemble du département, 64 familles ont bénéficié d'une intervention sociale et familiale, soit 1 522 heures et 30 familles ont bénéficié d'une aide à domicile, soit 359 heures.

Par ailleurs, le service PMI anime différentes actions collectives pour les parents et/ou les assistants maternels avec enfants de moins de 3 ans. Ce sont des lieux d'accueil conviviaux, d'échanges entre parents et professionnels de la petite enfance.

Les actions collectives participent à l'éveil et à la socialisation des enfants et peuvent aider les parents en difficultés dans leur relation avec leur enfant.

3. Le taux d'équipement en modes de garde

Le département des Ardennes comptait, au 31 décembre 2018, 55 structures d'accueil qui offraient 1 122 places pour des enfants de moins de 6 ans. On dénombrait par ailleurs, 1 786 assistants maternels pour 6 370 places concernant des enfants de 0 à 18 ans.

Conclusion

L'évolution démographique du département des Ardennes fait apparaître une diminution du nombre des naissances. Les actions de soutien à la parentalité, destinées également à favoriser l'égalité femmes-hommes dans l'implication aux côtés du jeune enfant, sont présentes sur l'ensemble du département.

II. PROTECTION DE L'ENFANCE

Les accompagnements et prises en charge en protection de l'enfance s'élaborent à partir des besoins fondamentaux des enfants pour favoriser leur développement sur les plans physique, psychique, affectif, intellectuel et social, sans distinction de sexe de ceux-ci. Les réponses apportées concernent donc un public mixte.

Le service de l'aide sociale à l'enfance conduisant son action en faveur de tous les publics, aucune action relative à l'égalité hommes/femmes n'est donc directement menée par ce service, ni par les Délégations Territoriales des Solidarités.

Toutefois, il est possible de communiquer certaines données permettant d'obtenir un aperçu des mesures de protection de l'enfance en prenant en compte le sexe des bénéficiaires.

1. Analyse des familles bénéficiaires de l'aide sociale à l'enfance

➢ Les familles monoparentales

Ce sont 304 hommes (soit 32 %) et 642 femmes (soit 68%) qui bénéficient des prestations ou mesures de l'aide sociale à l'enfance au 31 décembre 2018.

2. Analyse des enfants bénéficiaires des mesures

➢ Les informations préoccupantes au 31 décembre 2018

Tableau n°3 : Sexe des enfants concernés par les informations préoccupantes

	Enfants			
	Masculin	%	Féminin	*%*
Informations préoccupantes	715	***55***	586	***45***

Les informations préoccupantes concernent davantage les garçons que les filles.

- **Les mesures ASE au 31 décembre 2018**

Enfants bénéficiaires				
	Masculin	**%**	**Féminin**	**%**
Allocations mensuelles	**1739**	**56**	**1387**	**44**
Techniciens de l'intervention sociale et familiale	**106**	**41**	**152**	**59**
Actions éducatives à domicile + AED renforcée	**179**	**60**	**119**	**40**
Actions éducatives en milieu ouvert + AEMO renforcée	**348**	**56**	**274**	**44**
Placement en établissement	**141**	**54**	**120**	**46**
Placement à domicile	**32**	**56**	**25**	**43**

Globalement, les mesures ASE concernent davantage les garçons (55,06%) que les filles (44.94%).

- **Analyse des Contrats Jeunes Majeurs (CJM) par sexe**

Tableau n°5 : Contrats jeunes majeurs par sexe

Contrats jeunes majeurs	Masculin	%	Féminin	*%*
	120	63	72	37

Au 31 décembre 2018, 192 jeunes majeurs bénéficiaient d'un contrat jeune majeur dont 120 garçons et 72 filles. La proportion des garçons dans le cadre des contrats jeunes majeurs est supérieure à celle des filles.

3. Comparaison régionale et nationale

Enfants 0-18 ans	Masculin	%	Féminin	%	Totaux
France	7 384 700	51	7 051 025	49	14 435 725
Champagne-Ardenne	149 074	51	142 461	49	291 535
Ardennes	33 064	52	31 064	48	64 128

Population mineur, Source INSEE, Année 2012

La part des filles et garçons connaît un écart de 1% par rapport à la région Champagne-Ardenne et la France. En Aide Sociale à l'Enfance, il existe un écart de 3% quant à la répartition de la prise en charge des filles et des garçons.

Conclusion

Le département des Ardennes comprend plus de garçons que de filles mineures comparativement à la moyenne nationale et régionale. En matière de protection de l'enfance, même si le critère du sexe de l'enfant ne préside pas à la décision, les mesures ASE concernent davantage les garçons que les filles, dans une proportion supérieure à la moyenne statistique départementale.

Presque la moitié des familles concernées par une mesure de l'ASE sont des familles monoparentales prises en charge par une femme seule.

III. ACCUEIL, ACCOMPAGNEMENT ET DEVELOPPEMENT SOCIAL

Le Département est en charge de l'accompagnement social et professionnel des bénéficiaires du RSA. Pour se faire, il s'appuie notamment sur un Programme Départemental d'Insertion (PDI) construit avec l'ensemble des partenaires départementaux.

1. Un taux d'activité féminin parmi les plus bas de France

Le département des Ardennes est marqué par un taux d'activité des femmes parmi les plus faibles de France. Le taux d'activité concerne la population active ou au chômage. Dans les Ardennes, le taux d'activité des hommes, toutes catégories d'âges confondues (15-64 ans) est de 76,1 %, ce qui est sensiblement équivalent à la moyenne nationale (76,5 %). Cependant, le taux d'activité des femmes dans le département des Ardennes est de 64,9 %, ce qui est inférieur à la moyenne nationale de 69,9 %. Les femmes actives ardennaises occupent principalement des postes peu qualifiés d'employés ou d'ouvriers (61 %).

Comme au niveau national, les inégalités relatives au sous-emploi, à l'accès aux professions « supérieures », à la ségrégation professionnelle et aux salaires se réduisent depuis ces dix dernières années.

2. Une sensible baisse du chômage qui profite majoritairement aux hommes

Si l'ensemble de la population est concerné par une légère baisse du chômage, on peut constater que le nombre de femmes demandeuses d'emploi, toutes catégories confondues augmente légèrement (+1.1%).

Dans le détail, en proportion, ce sont les jeunes de moins de 25 ans (hommes et femmes) qui profitent le plus de la baisse du chômage en 2016. Leur nombre recule de 17.5 % pour les hommes sur un an et de 11.3 % pour les femmes.

	Mai 2015	NOV 2016	Variation sur 1 an ½
Hommes	13 560	13 100	- 3.5 %
Femmes	11 890	12 030	+ 1.1 %
Hommes de moins de 25 ans	2 350	2 000	- 17.5 %
Hommes de 25 à 49 ans	7 980	7 820	- 2 %
Hommes de 50 ans et plus	3 230	3 280	+ 1.5 %
Femmes de moins de 25 ans	1 860	1 670	- 11.3 %
Femmes de 25 à 49 ans	6 990	7 190	+ 2.7 %
Femmes de 50 ans et plus	3 040	3 170	+ 4 %
Ensemble demandeurs d'emploi catégories A, B et C inscrits à Pôle emploi	**25 450**	**25 130**	**- 1.2 %**

Source : Direccte Grand Est / Pôle Emploi, Dares

3. L'insertion des jeunes

475 jeunes ardennais ont bénéficié d'un secours financier dans le cadre du Fonds d'Aide aux Jeunes en Difficulté (FAJD) du Conseil départemental, parmi lesquels 47% de femmes et 53% d'hommes.

Au-delà des 113 CJM, 10 jeunes ont sollicité un contrat jeune majeur de plus de 21 ans au Conseil départemental, parmi lesquels 50% de femmes et 50% d'hommes.

Conclusion

Les femmes du département des Ardennes sont plus souvent en position d'inactivité que dans les autres départements français. Par conséquent, elles ont plus souvent recours aux minimas sociaux que les hommes. Même si le nombre de demandeurs d'emploi masculins a baissé en 2015, le chômage touche plus fréquemment les femmes.

Le département, grâce notamment à la mobilisation de Fonds Sociaux Européens, développe l'observation des inégalités femmes-hommes dans le domaine de l'insertion sociale et professionnelle dans l'objectif de réduire les écarts et de mieux comprendre les phénomènes observés.

IV. PERSONNES AGEES ET PERSONNES HANDICAPEES

1. Personnes Agées

- Une espérance de vie en 2018 inférieure aux moyennes nationales creusant les différences entre hommes et femmes :

	Femmes		Hommes		Ecart F/H	
	France	Ardennes	France	Ardennes	France	Ardennes
Espérance de vie à la naissance	85,3 ans	83,2 ans	79,4 ans	77,5 ans	5,9 ans	5,7 ans
Espérance de vie à 60 ans	27,6 ans	26,3 ans	23,2 ans	22 ans	4,4 ans	4,3 ans

- Une large prédominance des femmes parmi les personnes âgées ardennaises surtout chez le public dépendant bénéficiaire de l'APA :

  Parmi les 60 ans et plus (26,25 % de la population ardennaise), on dénombre 55,80 % de femmes alors qu'elles ne représentent que 51,23 % du total des habitants du Département.

  Cette prédominance s'accroit dans les strates les plus âgées : 3 ardennais âgés de 90 ans et plus sur 4 sont des femmes. Au 31 décembre 2018, ces dernières représentent 74,38 % des bénéficiaires APA (4 846 pour 6 515) avec un écart de presque 2 ans au niveau de leur âge moyen (Hommes : 82,01 ans, Femmes : 83,9 ans). De la même façon, les femmes accueillies en établissement pour personnes âgées sont surreprésentées puisqu'on ne dénombre que 33 ,63 % d'hommes parmi les bénéficiaires de l'Aide Sociale accueillis en EHPAD.

  Concernant les suivis mis en place auprès des personnes âgées dans le cadre de la gestion de cas MAIA, on dénombre, sur les 184 accompagnements actifs en 2018, 38,04 % d'hommes et 61,96 % de femmes.

2. Personnes Handicapées

- Une répartition hommes/femmes parmi les bénéficiaires des aides à domicile en direction des personnes handicapées relativement proche de celle de la population globale ardennaise …

  La Prestation de Compensation du Handicap (PCH), principale aide à domicile en direction des personnes handicapées est caractérisée par une répartition assez proche de celle observée sur l'ensemble des Ardennais avec 49,25 % de femmes parmi les bénéficiaires de la PCH (contre 51,23 % au niveau des habitants du département). L'Allocation Compensatrice Tierce Personne, prestation remplacée en 2005 par la PCH, mais comportant encore droits ouverts au 31/12/2016 comporte quant à elle 53,46 % de femmes comme bénéficiaires.

- Mais des inégalités en faveur des hommes en matière d'hébergement en établissements pour personnes handicapées :

  Les personnes hébergées dans les établissements pour personnes handicapées adultes (hors MAS) bénéficient presque toutes de l'aide sociale du Département. 58,89 % des 630 personnes disposant de cette aide financière sont des hommes. La seule exception à cette forte présence masculine hors domicile est l'accueil familial des personnes handicapées, solution alternative aux établissements, qui ne concerne que 38 personnes mais dont presque 68,42 % sont des femmes.

République Française

**DIRECTION GÉNÉRALE
DES SERVICES DÉPARTEMENTAUX**

DIRECTION DE L'EDUCATION ET DE LA CULTURE

EDUCATION, SPORTS ET CULTURE

I – EDUCATION, COLLEGES ET CARTE SCOLAIRE

La politique du Département en faveur des collèges poursuit l'objectif d'offrir des conditions d'accueil et d'études de qualité, ce qui correspond à l'un des principaux objectifs de notre plan stratégique. C'est ainsi que le Département assure l'accueil, la restauration, l'hébergement des 10 967 collégiens, ainsi que l'entretien général et technique, des 35 collèges ardennais sur 37 sites. Il dote également les collèges privés sous contrat d'association, et leurs 1 977 collégiens, des moyens de fonctionnement correspondant à ceux fournis aux collèges publics.

Au-delà de ces missions que la loi lui confie, il intervient au bénéfice des collégiens pour accompagner et soutenir leurs projets éducatifs.

Il traduit notre volonté d'accompagner les élèves du département vers la réussite, tout en ayant le souci du respect du principe d'équité et d'une gestion rigoureuse et efficace des moyens consacrés à l'éducation.

A - RESEAUX DES COLLEGES

L'évolution de la carte des collèges a fait l'objet d'une phase de concertation au sein des territoires organisée autour de 26 réunions auxquelles 1400 personnes ont été invitées et a permis de recueillir de très nombreuses contributions.

Compte tenu de l'importance et de la richesse des contributions recueillies lors de cette phase de concertation, la Commission permanente a unanimement décidé, lors de sa réunion du 25 octobre dernier, d'engager la phase d'élaboration des nécessaires évolutions du réseau des collèges ardennais. La commission « Education, Sports et Culture » est chargée d'engager sans délai la phase d'élaboration de la future carte des collèges ardennais dont l'objectif premier est d'offrir à tous les collégiens les meilleures conditions d'enseignement et de vie scolaire, aux enseignants et aux personnels administratifs et techniques, les meilleures conditions de travail et, aux parents d'élèves, les meilleures garanties sur les conditions d'accompagnement de leurs enfants.

Cette phase d'élaboration menée par la Commission Education, Sports et Culture sera conduite avec l'ensemble des acteurs concernés et notamment l'Education Nationale qui devra préciser les moyens dédiés à l'enseignement dans chaque collège et la Région s'agissant de l'organisation des transports scolaires. Le calendrier de travail, pour chacun des territoires, sera établi avec l'Education Nationale et la Région, puis sera validé par l'Assemblée départementale qui suivra chaque étape des travaux.

COLLEGES NUMERIQUES

Pour la reprise de la compétence « gestion des moyens informatiques des collèges » par le Département, un schéma directeur des collèges numériques sera voté au 1er trimestre 2020. Ce schéma pourrait s'étendre sur une période de quatre à cinq ans.

Trois chantiers ont été identifiés :

- bureautique, sécurité, infrastructure réseau et téléphonie
- applications administratives et pédagogiques
- organisation de la fonction informatique

Pour chacun d'entre eux, des groupes projets ont été constitués avec les services de l'Académie de Reims, des représentants des collèges et du département. Des réunions se sont déroulées en 2019 afin de définir les enjeux, un plan d'actions et les rôles de chacun.

Un audit de l'existant a été réalisé pour effectuer un état des lieux.

INVESTISSEMENT

L'objectif du département est de mettre en place une infrastructure réseau homogène sur le territoire et de rationaliser les dépenses de fonctionnement en utilisant les marchés de la collectivité. Il est important et indispensable d'investir dans des nouveaux matériels informatiques et réseaux pour ensuite limiter les coûts de fonctionnement.

La remise aux normes du câblage de 8 collèges est en cours et l'ENT KOSMOS (Espace Numérique de Travail) était accessible à la rentrée scolaire 2019 pour tous les collèges ardennais.

Le principal objectif est d'uniformiser les équipements numériques dans chaque collège pour que tous les établissements disposent des mêmes infrastructures et services.

1 - Câblage

La remise aux normes du câblage informatique des collèges se poursuit pour 14 nouveaux établissements.

L'objectif étant de finaliser la mise aux normes du câblage en 2021 qui permettra ainsi de superviser les réseaux à distance.

2 - Raccordement à la fibre optique et réseau

Dans le cadre du déploiement de la fibre optique avec l'opérateur Losange (DSP Grand Est) sur le territoire ardennais, 6 collèges sont déjà éligibles à la fibre. Des travaux de mise en service sont prévus à cet effet. En complément, d'autres collèges pourront être raccordés en fibre optique par l'opérateur Orange avec les marchés de la collectivité.

Il est également prévu d'installer des réseaux wifi et filaire dans 17 collèges.

3 – Equipements bureautique et téléphonique

Une partie du parc informatique des collèges sera renouvelé comme cela a été fait pour la collectivité en déployant des ordinateurs fixes et portables dans les salles de classe et dans les services administratifs avec une garantie de 5 ans.

Un budget est prévu pour remplacer les vidéoprojecteurs ainsi que les Tableaux Blancs Interactifs (TBI) en panne.

Des classes mobiles seront déployées dans les collèges afin de permettre l'utilisation de la solution pour l'école numérique Wizzbe qui a été retenue suite à une expérimentation.

4 - Logiciel

Le groupement de commandes constitué avec la région Grand Est et tous les Départements de la région a permis d'acquérir un espace numérique de travail (ENT) commun à tous les collèges de la région.

Il est prévu de renouveler l'abonnement à la solution KOSMOS pour tous les établissements.

FONCTIONNEMENT

Cette année, le département va reprendre progressivement les frais de transmission de données, les abonnements téléphoniques, les communications téléphoniques, la maintenance de la téléphonie sur IP ainsi que l'acquisition de petits matériels informatiques.

B - ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET PARTENARIATS EDUCATIFS

Afin de continuer à œuvrer pour la structuration scolaire du territoire, je vous propose de nous concentrer sur nos engagements décidés concernant les pôles scolaires. Je vous propose également de soutenir l'Atelier Canopé des Ardennes.

C - ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Je vous propose de poursuivre le dispositif des aides exceptionnelles à la scolarité.

Egalement, afin de répondre à nos engagements contractuels et réglementaires, je vous propose de maintenir notre soutien aux frais de fonctionnement de l'Institut National Supérieur du Professorat et de l'Education (I.N.S.P.E.) et aux frais communs d'occupation dont l'I.F.T.S. doit s'acquitter auprès du Syndicat Mixte du Moulin Le Blanc. Je vous propose également de prévoir l'aide allouée pour 2020 au Grand Campus de Charleville-Mézières.

II – CULTURE ET PATRIMOINE

La politique culturelle mise en place par le Conseil départemental vise à soutenir le développement et l'attractivité du territoire ainsi que l'accès à la culture pour tous, ambition confirmée dans le plan stratégique du Département. Nous intervenons en outre en faveur de l'aménagement du territoire et du développement économique en menant des opérations d'archéologie préventive.

A – SOUTIEN A L'ACTIVITE CULTURELLE ET AU PATRIMOINE DEPARTEMENTAL

Pour 2020, je vous propose :

- d'élaborer un schéma culturel départemental qui permettra de définir et d'affirmer nos priorités dans cette politique essentielle au vivre ensemble ;

- de poursuivre notre accompagnement aux manifestations culturelles ;

- de poursuivre notre soutien aux « Associations de Jeunesse et d'Éducation Populaire » et de « Devoir de mémoire » au sein du dispositif « Vie associative culturelle » ;

- de poursuivre notre soutien en faveur des écoles de musique associatives et publiques en proposant un nouveau mode de répartition des crédits qui attribuera un montant de participation par élève ;

- de continuer la mise en œuvre du projet de valorisation des Thermes de Warcq, pour lequel nous sommes accompagnés par l'Etat, la Région, la Communauté d'Agglomération Ardenne Métropole, la commune de Warcq, la mission Bern, la Fondation du Patrimoine ainsi que plusieurs entreprises privées.

En ce qui concerne l'investissement (Patrimoine, Equipement culturel, Devoir de mémoire), je vous propose de nous concentrer sur les engagements en cours.

B – BIBLIOTHEQUE DEPARTEMENTALE DES ARDENNES (BDA)

Avec l'appui financier du Contrat Territoire Lecture 2017-2019 (CTL) cofinancé par le Ministère de la Culture, et dans le cadre du Schéma Départemental d'Amélioration de l'Accessibilité des Services aux Publics (SDAASP), la Bibliothèque Départementale des Ardennes (BDA) a mis en place depuis 3 ans une offre numérique inclusive, une politique de prévention et de lutte contre l'illettrisme, et une stratégie de maillage territorial adaptée à l'échelon intercommunal.

Les actions de la BDA figurent dans les axes 1, 2 et 4 du plan stratégique du Département des Ardennes 2018-2025.

Avec le renouvellement du soutien de l'Etat via trois dispositifs de cofinancement triennal (CTL, Contrat Départemental Lecture Itinérance (CDLI), Plan Pauvreté), la BDA s'engage à poursuivre les actions déjà engagées et à réaliser les engagements suivants :

Concernant l'investissement, il est prévu :

- de solder notre engagement concernant la médiathèque de Rethel ;
- de renouveler et d'augmenter l'offre de matériel d'animation itinérante très demandées par les partenaires culturels et socio-éducatifs, conformément aux dispositifs de cofinancements précités.

Concernant le fonctionnement, il est prévu de :

- de renforcer l'ingénierie culturelle et l'accompagnement des intercommunalités et des communes dans le développement de la lecture publique, en lien avec le déploiement de la plateforme d'ingénierie départementale.
- de renouveler et d'augmenter l'offre de matériels d'animation culturelle itinérante très demandés par les partenaires culturels et socio-éducatifs, conformément aux dispositifs de cofinancements précités.
- de créer une mission départementale de lutte contre l'illettrisme avec la mise en place d'une offre de ressources et de formations à destination des bénévoles et salariés qui accompagnent les personnes en difficulté avec la langue française.

Je tiens à vous préciser que toute augmentation des dépenses, tant en fonctionnement qu'en investissement, correspondra à une augmentation équivalente des recettes.

C – ARCHIVES DEPARTEMENTALES

Compétence obligatoire du Conseil départemental des Ardennes, les Archives départementales contrôlent, collectent, classent, conservent et communiquent au public la mémoire et le patrimoine écrit des Ardennes, bien commun à tous les habitants du département.

En 2020, deux grands projets structurants sont à prévoir pour les Archives départementales des Ardennes dans la continuité de ceux entrepris en 2018 et 2019 et déclinés ci-après.

Ces axes s'articulent selon 2 versants directement déclinés de leur cœur de métier :

1 - CONSERVER ET RESTAURER LES ARCHIVES

1.1 – Acquisition de matériel de conservation préventive

La conservation préventive du patrimoine est une mission essentielle des Archives départementales. Pour les besoins quotidiens du classement des archives, on continuera à acquérir le matériel très spécifique dédié à la conservation. Une nouvelle consultation sera lancée dans le courant du premier semestre 2020.

1.2 – Restauration d'archives

Des crédits sont prévus pour la restauration des archives, en fonction de trois critères : leur état de détérioration avancée, leur consultation répétée, et leur utilisation dans le cadre d'une action culturelle.

Les Archives départementales programment des opérations de restauration de registres du cadastre (états de section et matrices) qui feront également l'objet d'une consultation dans le cadre de la commande publique.

1.3 – Numérisation

La numérisation est un axe structurant du travail de valorisation et de communication du patrimoine écrit en préservant les originaux en les diffusant sur de nouveaux médias comme le site internet des Archives départementales, le plus consulté de la collectivité avec 400 000 visites pour 25 000 0000 de pages vues annuellement.

Cette année, en plus de la poursuite du travail entamé en 2019 de numérisation des registres des Hypothèques, deux opérations exceptionnelles et innovantes vont jalonner l'année :

- La numérisation des manuscrits du fonds André Dhôtel, écrivain majeur, natif des Ardennes, dont le fonds est conservé aux Archives départementales, en partenariat avec la Bibliothèque départementale et l'Association la Route inconnue ;
- La numérisation d'une partie des registres paroissiaux conservés au diocèse de Reims, en lien avec les Archives départementales de la Marne, permettant de combler les lacunes de l'état civil, fortement endommagé par les guerres et invasions qu'a connues notre territoire.

Le concours financier de l'État sera demandé pour ces deux opérations.

2 - ENRICHIR LES COLLECTIONS

2.1 - Achat d'archives ou d'œuvres d'art en vente publique

Le Département continuera à mener une politique active d'acquisition de documents pour enrichir les fonds d'archives et collections patrimoniales, notamment par l'achat de documents en vente publique.

2.2 - Enrichissement de la bibliothèque patrimoniale

La bibliothèque des Archives départementales, véritable conservatoire de l'édition ardennaise, se verra augmentée de toutes les publications relatives aux Ardennes qui paraîtront en 2020. Une veille active sera également assurée sur les publications plus anciennes qui seraient mises en vente aux enchères, en librairie ou par des particuliers, afin de ne pas manquer une occasion d'accroître l'intérêt des collections départementales.

D – MUSEE GUERRE ET PAIX EN ARDENNES

Le Musée Guerre et Paix en Ardennes, lieu d'éducation, de culture et de tourisme, s'inscrit pleinement dans les axes du plan stratégique 2018-2025. En 2020, son action sera poursuivie et valorisée dans ce sens.

L'amélioration des services rendus aux usagers sera orientée en direction des scolaires, tous niveaux confondus. En 2020, de nouveaux outils de visite seront proposés, en complément de ceux mis en place en 2019 : livrets de visite, ateliers pédagogiques… Le musée se positionnera, conjointement avec le Mémorial Charles de Gaulle, comme centre

de ressources pour le Concours National de la Résistance et de la Déportation à l'échelle de l'Académie de Reims. Enfin, dans le cadre de la politique d'éducation à la paix et à la citoyenneté du musée, un projet pédagogique destiné aux collèges ardennais sur l'enseignement de la Shoah sera élaboré, en partenariat avec le Rectorat et la Fondation pour la Mémoire de la Shoah.

Le musée participera également à l'attractivité du département, en organisant des évènements d'ampleur en lien avec les grands rendez-vous mémoriels de l'an prochain : 150e anniversaire de la guerre de 1870-1871, 80e anniversaire de la campagne de France et de l'exode des Ardennais, 75e anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale. Un programme ambitieux d'expositions temporaires et d'animations sera mis en place en direction de différentes catégories de public. D'importants partenariats en France (Etat, Région Grand Est, musées…) mais aussi en Allemagne seront mobilisés et sont d'ores et déjà engagés.

La politique d'amélioration des services offerts aux visiteurs sera poursuivie, afin de développer l'attractivité du musée et la satisfaction de ses visiteurs. La découverte de la gastronomie locale sera privilégiée à la cafétéria. Les présentations de l'exposition permanente seront complétées, afin de renouveler l'intérêt du musée et fidéliser le public en place.

Enfin, la politique d'enrichissement des collections sera poursuivie, pour combler les manques mais aussi pour anticiper la fin de certains dépôts.

E - CELLULE DEPARTEMENTALE D'ARCHEOLOGIE (budget annexe)

Depuis 2009, la cellule départementale d'archéologie intervient directement auprès d'aménageurs publics ou privés et constitue l'un des vecteurs de l'ingénierie départementale. Elle a ainsi réduit leur délai d'attente de 24 à 6 mois. L'habilitation pour cinq ans a été renouvelée en 2019 par l'Etat, le Département s'étant engagé à mettre en œuvre un plan d'apurement des rapports de fouilles en cours.

En 2020, les archéologues départementaux conduiront de nouvelles opérations, notamment sur des projets éoliens, d'extension de carrières, de modernisation de l'habitat et d'installations économiques.

En parallèle, la cellule d'Archéologie des Ardennes poursuivra des actions de médiation et de promotion croisées des équipement culturels et touristiques liés à l'archéologie notamment à travers le micro-projet Interreg « Vallus » : moissonneuse gauloise, dont des éléments archéologiques ont été découverts pour la première fois à Warcq.

III – PREVENTION, SPORT ET LOISIRS

Les grandes orientations du département en matière de politique sportive et de loisirs, s'inscrivent dans un contexte national de redéfinition de la gouvernance du sport avec la mise en place de l'Agence Nationale du Sport, et doivent répondre aux objectifs et aux enjeux posés dans le cadre du plan stratégique 2019-2025 de la collectivité :

- ❖ Le Sport et les loisirs comme moyen d'action pour assurer ses compétences obligatoires :
    - Favoriser l'accès au sport pour tous,
    - Favoriser la prévention,
    - Créer du lien et réduire les inégalités sociales,
    - Améliorer le bien-être et la santé de la population.

- ❖ Le Sport et les loisirs comme vecteur d'une politique volontariste, c'est-à-dire contribuer au rayonnement du Département et à son attractivité

Dans la continuité des projets engagés en 2019, pour 2020, je vous propose de travailler sur les grands axes suivants.

A – LA POLITIQUE SPORTIVE DEPARTEMENTALE

En cohérence avec les orientations 2019 et en lien avec l'objectif du Plan Stratégique « Recentrer nos actions sur nos domaines de compétences », pour 2020, je vous propose de poursuivre les travaux de révision concernant les subventions aux associations sportives, en précisant nos critères, en révisant les grilles et en leur donnant une meilleure lisibilité.

Le Conseil départemental assure un accompagnement financier dans les 3 domaines suivants :

1. le sport de niveau national et au plus haut niveau régional,
2. le soutien au sport amateur et à la formation,
3. les plans départementaux de développement de disciplines sportives.

4 dispositifs sont révisés comme suit :

- ➢ regroupement des 3 dispositifs « Clubs phare », « Clubs de renom national » et « Clubs de renom régional » en un seul dispositif « Niveau national et régional »,
- ➢ actualisation et simplification des critères d'attribution de subvention pour le dispositif « Aide au fonctionnement des clubs et des comités départementaux »

Les 5 autres dispositifs pourront connaître des évolutions mineures selon les études menées en 2020.

1 – Le sport de niveau national et au plus haut niveau régional

Je vous propose de poursuivre notre soutien en faveur des clubs de niveau national et ceux évoluant au plus haut niveau régional.
Une nouvelle grille de subvention sera proposée lors du vote du Budget Primitif.
Des conventions pourront être signées avec certains clubs dans le cadre de la réalisation de missions d'intérêt général.
Les Flammes Carolo Basket Ardennes et le Roller Ardennes du Pays Rethélois seront soutenus en cas de participation à une Coupe d'Europe.

2 - Le soutien au sport amateur et à la formation

Je vous propose de maintenir l'ensemble des 5 dispositifs d'accompagnement financier :

- Organisation de manifestations sportives …… 56 projets soutenus en 2018
- Sportifs de haut niveau ..... 9 sportifs soutenus en 2018
- Fonctionnement des clubs sportifs et..... 80 clubs soutenus en 2018
  Comités départementaux ..... 24 comités soutenus en 2018
- Sections sportives scolaires..... 17 sections soutenues en 2018
- Formations BAFA, BAFD et BNSSA ..... 49 bénéficiaires pour 2018.

Je vous propose de faire évoluer les dispositifs et notamment les critères d'attribution comme indiqué ci-dessous :

- l'organisation de manifestations sportives : proposer une grille de calcul de subvention établie essentiellement sur des critères financiers eu égard des projets déposés,

- l'aide aux sportifs de haut niveau : augmenter notre soutien financier pour les sportifs classés en catégorie « Espoirs », l'objectif étant de mieux accompagner ces jeunes pour la découverture du sport de haut niveau,

- l'aide au fonctionnement des clubs sportifs et comités départementaux : simplifier les critères de calcul pour une meilleure compréhension des associations et promouvoir l'accès des jeunes aux clubs sportifs,

- les 2 dispositifs « sections sportives scolaires » et « formations BAFA, BAFD et BNSSA » semblent en adéquation avec les attentes des demandeurs (associations sportives et particuliers).

3 - Les plans départementaux de développement de disciplines sportives

Ce dispositif relève d'un partenariat fort entre la Collectivité, les comités sportifs départementaux et les clubs sportifs « phare » du département.

En contrepartie des subventions attribuées par la Collectivité, les comités et clubs signataires d'une convention d'objectifs doivent développer des actions en direction des publics les plus fragiles.

Ils sont aussi des partenaires importants dans le cadre de la mise en place de manifestations par le service Prévention, Sports et Loisirs :

- manifestations événementielles (exemple : Journées Marcassins),
- programmes d'animations sportives (exemple : Bien manger, bien bouger et bien s'informer dans les collèges).

En lien avec les orientations du projet social de la direction, il est attendu qu'ils jouent un rôle important dans les futurs projets d'animation sportive, en direction des publics séniors, ou en parcours d'insertion sociale, par exemple.

Par ailleurs, sous réserve de l'accord de l'Assemblée Départementale, de nouveaux projets portés par les comités départementaux de pétanque et de cyclisme vous seront proposés en 2020.

En 2019, 17 comités départementaux, 10 clubs sportifs et 3 associations omnisports ont été soutenus.

Pour 2020, je vous propose d'orienter plus particulièrement notre soutien vers les comités sportifs départementaux, dont le rôle est bien de soutenir la mise en œuvre de la politique

sportive au niveau départemental et d'assurer la coordination et le soutien des clubs sportifs affiliés.

Afin d'accentuer et de faciliter la lisibilité de nos actions vers les particuliers et les associations sportives, je vous propose d'actualiser le site internet du Conseil départemental, partie « Prévention, Sports et Loisirs » et de créer des formulaires spécifiques propres à chaque dispositif de soutien financier.

B – MAINTENIR NOS MODALITÉS D'INTERVENTION

Le service Prévention, Sports et Loisirs déploie des projets d'animation sportive sur l'ensemble du département en collaboration avec les associations sportives et les collectivités.

Les thèmes et publics suivants seront privilégiés :

- le sport handicap avec par exemple la « Frapp' à Boutancourt », course à obstacle et « La Farandole », course d'orientation, qui réunissent l'ensemble des établissements spécialisés en un même lieu,
- l'insertion par le sport avec des journées sportives organisées en faveur des bénéficiaires du RSA,
- le sport au sein de notre Collectivité avec des rencontres interservices pour favoriser l'esprit d'équipe et de cohésion,
- le sport féminin avec des journées exclusivement réservées à la gente féminine,
- le public sénior avec le projet « Sénior Ardennes Game », qui va réunir à plusieurs reprises autour d'une même activité des adolescents du Foyer départemental de l'enfance (FDE) et des personnes âgées fréquentant les EHPAD de Château-Porcien et Saint-Germainmont,
- les jeunes confiés au Département, avec des animations sportives à destination des enfants du Foyer Départemental de l'Enfance (stages sportifs pendant les vacances scolaires par exemple),
- les collégiens avec la reconduction des journées « Bien manger, bien bouger » (20 au cours de l'année scolaire 2018-2019).

Je vous propose également de poursuivre le partenariat engagé depuis plusieurs années avec les centres sociaux avec l'organisation de journées sportives pour les jeunes, les familles et les séniors.

Enfin, je vous propose de poursuivre l'organisation des projets d'envergure et populaires et de réfléchir à l'organisation d'autres manifestations, qui au-delà de contribuer à faire pratiquer une activité sportive, contribue à renforcer le rayonnement départemental :

- Ardenn'K-Naille
- Ardenn'Orientation
- Réflexion autour d'un projet transfrontalier : « Rando des 2 châteaux » dont l'idée est de relier les châteaux médiévaux de Bouillon et de Sedan à pied ou à vélo par les chemins forestiers. Ce trajet sera agrémenté de stands mêlant savoir-faire et gourmandises franco-belges.

C – LES JO PARIS 2024

Paris accueille les Jeux Olympiques & Paralympiques d'été 2024 qui réuniront 15 000 athlètes et 13 millions de spectateurs.
Les Jeux Olympiques se préparent bien en amont, effectivement une Olympiade s'étend sur 4 ans.
Notre département doit profiter de cette proximité géographique avec cet événement planétaire. A ce titre, je propose que notre Collectivité s'inscrive dans les 2 appels à candidatures suivants :

- Les Ardennes : Centre de préparation aux Jeux,
- Les Ardennes : Label « Terre de Jeux ».

Le service Prévention, Sports et Loisirs suivra la candidature de la Maison départementale des sports pour accueillir des délégations sportives de judo et de boxe.

D – RENFORCER L'ATTRACTIVITE DES BASES DE LOISIRS DEPARTEMENTALES

Le service Prévention, Sports et Loisirs, renforcé par la fusion des services Prévention - vie associative - sports et Bases de loisirs a permis depuis 2018 de maintenir et de renforcer l'offre de service au sein de ces 2 sites d'exception.

Cette mutualisation des moyens techniques et humains s'intensifiera en 2020 et permettra de développer de nouveaux projets.

Le dispositif de surveillance des baignades des Vieilles-Forges et de Bairon sera reconduit selon les mêmes modalités que les années précédentes.
Comme pour le site des Vieilles Forges, la plage de Bairon se verra équipée d'un tapis d'accès pour les personnes à mobilité réduite.

Une première phase d'investissements a été réalisée sur les 2 sites avec l'acquisition de tables de pique-nique, de poubelles et de jeux pour enfants, permettant de renforcer l'attractivité et l'offre des aires dédiées aux nombreux vacanciers.
En 2020, je vous propose de poursuivre l'aménagement des 2 sites.

1 – Le site du lac de Bairon

- **La Base d'animation**

Durant la période estivale 2019, cette structure a été gérée par l'Association Profession Sport et Culture Ardennes (A.P.S.C.A.) qui a assuré 4 semaines de stages.
Le bilan fait apparaitre un résultat inférieur aux prévisions, conséquence d'une invasion de chenilles urticantes et d'une mauvaise qualité des eaux due à la présence de cyanobactéries, qui a obligé, sur demande de l'Agence Régionale de la Santé (ARS), à fermer provisoirement la baignade.

Un retour sur expérience devra permettre de tirer des conclusions et de faire des préconisations en matière de traitement préventif et/ou de travaux à réaliser afin de prévenir ce genre de problématiques pour l'année à venir.

- **La Salle polyvalente du lac de Bairon**

De nombreux aménagements ont été réalisés, et je vous propose d'achever nos efforts d'investissement. En effet, le nombre de demandes de réservations démontre tout l'intérêt de cet équipement de qualité pour le secteur sud Ardennes.

2 – le site du lac des Vieilles-Forges

- **La base d'animation :**

Pour 2020, je vous propose de reconduire le fonctionnement global et l'organisation de nos stages d'été à l'identique.

3 – Les projets de développement

Pour 2020, je vous propose d'étendre notre offre de service et de réfléchir à de nouvelles activités sur les 2 sites :

- l'implantation d'un point information touristique avec la mise à disposition de supports (flyers, documentation) ainsi qu'un espace de prêts de livres, en lien avec la Bibliothèque Départementale,
- l'organisation de séances de sport sur la plage,
- une opération de ramassage de déchets et mégots en lien avec l'Education Nationale pour la protection de l'environnement,
- l'organisation d'un marché du terroir avec la présence de producteurs locaux permettant de promouvoir le savoir-faire de notre département.

Concernant plus particulièrement le Centre des congrès, une nouvelle orientation pour la location des salles pourrait être prise comme suit :

- la recherche de prestataires permettant de s'inscrire dans le cadre des saisons culturelles,
- le développement d'une offre de service alliant réunions et activités sportives.

Enfin, pour permettre une sécurisation accrue des bâtiments, il serait souhaitable d'adapter, comme à la Maison des Sports, un système de lecteur de badge.

- **La Maison des Sports**

Dans un souci d'harmonisation du fonctionnement des différents sites je vous propose de mener une réflexion sur les modalités de mise à disposition de la Maison des Sports et de proposer une tarification.

Je vous serais obligé de bien vouloir en débattre.

PROJET OB 2020
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT

TOTAL DES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	**305 410 700,00**	**306 166 580,00**	**299 122 817,00**	**305 191 752,00**

INTITULE	OPERATION	NUMERO ET LIBELLE DE LA NATURE ANALYTIQUE	2019 Budget primitif	2019 Total BP + DM	2019 CAA	PROJET OB 2020
COMMISSION EDUCATION, SPORTS ET CULTURE						
EDUCATION	Collèges privés	727 - Participation charges fonctionnement étab. privés - Matériel	854 152,00	854 152,00	854 152,00	867 131,00
		2982 - Participation charges fonctionnement étab.privés - Personnel	431 121,00	431 121,00	431 121,00	440 954,00
		3639 - Fonctionnement des collèges - Natation	8 400,00	8 400,00	8 136,00	8 400,00
		Total	**1 293 673,00**	**1 293 673,00**	**1 293 409,00**	**1 316 485,00**
	Collèges publics	2797 - Dotation exceptionnelle	30 000,00	30 000,00	25 000,00	28 250,00
		623 - Habillement	0,00	8 000,00		
		726 - Particip. aux charges de fonct.des éts d'enseignement	4 719 696,00	4 719 696,00	4 719 700,00	4 810 234,00
		1944 - Subvention collèges pour frais de déplacements	36 000,00	36 000,00	33 000,00	36 000,00
		3626 - subvention de fonctionnement - département	13 000,00	13 000,00	13 000,00	13 000,00
		1946 - Fonctionnement des collèges - Réserves - Apprentissage natation	42 500,00	42 500,00	40 517,00	42 500,00
	EPI Equipe mobile collèges	21 - Acquisition de petit matériel	10 000,00	2 000,00	10 000,00	15 000,00
		Total collèges publics	**4 851 196,00**	**4 851 196,00**	**4 841 217,00**	**4 944 984,00**
	Ecole Supérieure du Professorat et de l'Education (ESPE)	3693 - dotation à E.S.P.E. de Charleville-Mézières	5 000,00	5 000,00	5 000,00	5 000,00
		Total	**5 000,00**	**5 000,00**	**5 000,00**	**5 000,00**
	Subventions de fonctionnement Education	279 - Actions culturelles départementales - collèges	20 000,00	10 000,00	10 000,00	30 000,00
		130 - Bourses (AES)	10 000,00	10 000,00	10 000,00	10 000,00
		728 - Participation au fonctionnement de l'I.F.T.S.	78 670,00	78 670,00	78 700,00	79 000,00
		273 - Subventions - Fonctionnement C.D.D.P.	8 000,00	8 000,00	8 000,00	8 000,00
		296 - Subventions - U.N.S.S.	12 500,00	12 500,00	12 425,00	12 500,00
		276 - Subventions Foyers Socio-Educatifs	2 000,00	2 000,00	2 000,00	2 000,00
		Total	**131 170,00**	**121 170,00**	**121 125,00**	**141 500,00**
	TOTAL EDUCATION		**6 281 039,00**	**6 271 039,00**	**6 260 751,00**	**6 407 969,00**
SPORTS	ANIMATIONS SCOLAIRES	2776 - Autres fournitures non stockées	4 900,00	3 900,00	2 500,00	4 500,00
		2607 - Prestations diverses	100,00	100,00	100,00	500,00
		3054 - Publicités, publications, relations publiques		1 000,00		0,00
		Total	**5 000,00**	**5 000,00**	**2 600,00**	**5 000,00**
	Subventions de fonctionnement Sport de haut niveau	262 - Subventions - Clubs de renom national - Clubs phares	274 500,00	274 500,00	180 000,00	183 500,00
		271 - Subventions athlètes de haut niveau	18 500,00	18 500,00	12 000,00	20 000,00
		266 - Subventions Autres clubs de renom national	51 000,00	53 460,00	51 000,00	88 000,00
		Total	**344 000,00**	**346 460,00**	**243 000,00**	**291 500,00**

PROJET OB 2020
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT

TOTAL DES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT		**305 410 700,00**	**306 166 580,00**	**299 122 817,00**	**305 191 752,00**

INTITULE	OPERATION	NUMERO ET LIBELLE DE LA NATURE ANALYTIQUE	2019			PROJET OB 2020
			Budget primitif	Total BP + DM	CAA	
SPORTS	Subvention de fonctionnement Sport de Masse	272 - Fonctionnement Associations sportives et Comités Départementaux	78 000,00	57 540,00	60 000,00	80 000,00
		2800 - Formations BAFA et BAFD	7 000,00	7 000,00	5 500,00	6 500,00
		3605 - Manif service sports - Participation aux transports	1 000,00	1 000,00	1 000,00	1 000,00
		2977 - Sections sportives scolaires et école d'arbitrage	14 000,00	14 000,00	14 000,00	15 000,00
		1284 - Subventions Associations pour manifestations sportives except.	160 000,00	160 000,00	150 000,00	160 000,00
		263 - Subventions - Clubs de renom régional	49 000,00	49 000,00	49 000,00	50 000,00
		281 - Subventions Plans départementaux de disciplines sportives	325 000,00	325 000,00	322 900,00	340 000,00
		Total	**634 000,00**	**613 540,00**	**602 400,00**	**652 500,00**
	Total subventions sport		**978 000,00**	**960 000,00**	**845 400,00**	**944 000,00**
	Subventions Sport de haut niveau	321 - Missions sportives d'intérêt général	41 000,00	41 000,00	41 000,00	41 000,00
	TOTAL SPORTS		**1 024 000,00**	**1 006 000,00**	**889 000,00**	**990 000,00**
CULTURE	Culture Hors Subventions	3305 - Cult - prestations diverses	16 000,00	16 000,00	16 000,00	16 000,00
		Total	**16 000,00**	**16 000,00**	**16 000,00**	**16 000,00**
	Subventions de fonctionnement Culture	2700 - Activités régulières des associations culturelles	30 000,00	29 000,00	25 000,00	30 000,00
		3132 - Schéma dpt enseignements artistiques - écoles communales	28 000,00	28 000,00	28 000,00	28 000,00
		1219 - Schéma dpt enseignements artistiques - associations	27 500,00	27 500,00	27 500,00	27 500,00
		1837 - Soutien à la chambre d'agriculture	4 500,00	4 500,00	4 500,00	4 500,00
		1299 - subventions aux assoc. pour manifestations culturelles except.	400 400,00	421 400,00	421 400,00	524 600,00
		3208 - subventions devoir de mémoire - Associations	1 000,00	0,00		0,00
		Total	**491 400,00**	**510 400,00**	**506 400,00**	**614 600,00**
	Site antique de Warcq	664 - Location de matériel	15 000,00	15 000,00	10 000,00	15 000,00
		Total	**15 000,00**	**15 000,00**	**10 000,00**	**15 000,00**
	Subv fct Culture - Conventionnements 2017	2995 - Conventionnement des associations culturelles	158 100,00	158 100,00	150 000,00	54 900,00
		Total	**158 100,00**	**158 100,00**	**150 000,00**	**54 900,00**
	TOTAL CULTURE		**680 500,00**	**699 500,00**	**682 400,00**	**700 500,00**
MUSEE GUERRE ET PAIX	Administration générale	2166 - Achat marchandises boutique Musée (Fct 2018)	1 000,00	1 000,00	1 000,00	
		2166 - Achat marchandises boutique Musée (Musée fct A/C 2019)	40 000,00	33 000,00	30 000,00	30 000,00
		2157 - Acquisition de petit matériel -	6 000,00	6 000,00	6 000,00	6 000,00
		2145 - Autres fournitures - Musées	4 000,00	4 000,00	4 000,00	4 000,00
		2784 - Catalogues et publications	15 000,00	15 000,00	10 000,00	15 000,00
		2325 - Expositions temporaires	44 000,00	51 000,00	51 000,00	75 000,00
		1320 - Frais de transport de biens	500,00	500,00		500,00
	TOTAL MUSEE GUERRE ET PAIX		**110 500,00**	**110 500,00**	**102 000,00**	**130 500,00**

PROJET OB 2020
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT

TOTAL DES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT			**305 410 700,00**	**306 166 580,00**	**299 122 817,00**	**305 191 752,00**

INTITULE	OPERATION	NUMERO ET LIBELLE DE LA NATURE ANALYTIQUE	2019			PROJET OB 2020
			Budget primitif	Total BP + DM	CAA	
BASES DE LOISIRS DEPARTEMENTALES	Moyen des bases de loisirs (2008-2015)	101 - Autres prestations de service	3 200,00	3 200,00		3 200,00
		3571 - autres reversements sur autres impôts locaux ou assimilés	2 000,00	2 000,00	2 000,00	1 500,00
		606 - Frais de transport - personnes extérieures	24 000,00	24 000,00	20 000,00	24 000,00
	TOTAL BASES DE LOISIRS DEPARTEMENTALES		**29 200,00**	**29 200,00**	**22 000,00**	**28 700,00**
B.D.A.	B.D.P. Administration Fonctionnement	4 - Abonnements	40 000,00	41 600,00	41 500,00	40 000,00
		21 - Acquisition de petit matériel	2 500,00	2 500,00	1 500,00	3 000,00
		57 - Animations et formations Bibliothèque	40 000,00	40 000,00	40 000,00	70 000,00
		75 - Autres achats non stockés	3 000,00	3 900,00	3 500,00	12 000,00
	TOTAL B.D.A.		**85 500,00**	**88 000,00**	**86 500,00**	**125 000,00**
ARCHIVES DEPARTEMENTALES	Fonctionnement	2776 - Autres fournitures non stockées		1 500,00	1 000,00	
		1068 - Autres Prestations diverses	17 000,00	14 666,00	14 000,00	47 000,00
		2185 - Contrats de maintenance	6 000,00	6 000,00	6 000,00	6 000,00
		1295 - Fonds de livres		834,00	800,00	
		1198 - Petites fournitures	4 000,00	4 000,00	3 500,00	4 000,00
	TOTAL ARCHIVES DEPARTEMENTALES		**27 000,00**	**27 000,00**	**25 300,00**	**57 000,00**
ARCHEOLOGIE	Archéologie	A créer - Dotation d'équilibre budget annexe				93 760,00
	TOTAL ARCHEOLOGIE		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**93 760,00**

TOTAL 1ERE COMMISSION	**8 237 739,00**	**8 231 239,00**	**8 067 951,00**	**8 533 429,00**

PROJET OB 2020
RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT

TOTAL GENERAL RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT				**345 425 320,00**	**347 159 640,00**	**327 989 254,00**	**327 765 861,00**

Intitulé	Programme	Opération	Numéro et Libellé de la nature analytique	2 019			Projet OB 2020
				Budget primitif	Total BP + DM	CAA	
COMMISSION EDUCATION, SPORTS ET CULTURE							
EDUCATION	COLLEGES PUBLICS		3074 - F.D.R.P.H.	700 000,00	700 000,00	700 000,00	700 000,00
		Remboursement MDPH - Enseignants référents	115 - Autres recouvrements	10 000,00	10 000,00		11 250,00
	TOTAL EDUCATION			**710 000,00**	**710 000,00**	**700 000,00**	**711 250,00**
SPORTS	Animations sportives	Manifestations sportives	3742 - Manifestations sportives - recettes	12 000,00	12 000,00	10 000,00	12 000,00
	TOTAL SPORT			**12 000,00**	**12 000,00**	**10 000,00**	**12 000,00**
MUSEE GUERRE ET PAIX	Musées et sites touristiques	Administration générale	2249- Droits d'entrée	120 000,00	120 000,00	110 000,00	120 000,00
			3097 - Redevances pour concessions			10 000,00	
			2491- Ventes boutique	25 000,00	25 000,00	20 000,00	25 000,00
			3716 - Ventes cafétéria	30 000,00	30 000,00	30 000,00	30 000,00
			??? - Financement extérieur				20 000,00
	TOTAL Musée Guerre et Paix			**175 000,00**	**175 000,00**	**170 000,00**	**195 000,00**
BASES DE LOISIRS	BASES DE LOISIRS	Moyens des bases de loisirs (2008-2015)	921 - Indemnités pour sinistres	500,00	500,00		500,00
			908 - Location de matériel	1 000,00	1 000,00	500,00	1 000,00
			666 - Location bâtiments divers	20 000,00	20 000,00		28 000,00
			913 - Redevances commerces ambulants	26 000,00	26 000,00		0,00
			906 - Stages bases d'animation	60 000,00	60 000,00	40 000,00	60 000,00
			1100 - Stages d'été	160 000,00	160 000,00	175 500,00	160 000,00
			907 - Structures d'hébergement (gîtes + Centre de congrès)	20 000,00	20 000,00	36 000,00	0,00
			xxx - Locations Centre de congrès				20 000,00
			757 - Produits des coupes de bois				
			3097 - Redevances pour concessions				
	TOTAL BASES DE LOISIRS			**287 500,00**	**287 500,00**	**252 000,00**	**269 500,00**
BDA	Lecture	B.D.P. Administration Fonctionnement	115 - Autres recouvrements	12 000,00	12 000,00		14 401,00
			872 - Participation de l'Etat	37 000,00	37 000,00	75 500,00	52 000,00
			1818 - Produits except (ouvrages perdus BDP)			300,00	0,00
			737 - Participation de fonctionnement des régions			10 900,00	
			93 - Autres participations (CAF)				2 000,00
	TOTAL BDA			**49 000,00**	**49 000,00**	**86 700,00**	**68 401,00**

PROJET OB 2020
RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT

TOTAL GENERAL RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT				**345 425 320,00**	**347 159 640,00**	**327 989 254,00**	**327 765 861,00**

Intitulé	Programme	Opération	Numéro et Libellé de la nature analytique	2 019			Projet OB 2020
				Budget primitif	Total BP + DM	CAA	
ARCHIVES	Archives	Fonctionnement	737 - Participation de fonctionnement des régions (numérisation				30 000,00
	Archives	Fonctionnement	1293-Vente de reproductions et d'ouvrages	1 000,00	1 000,00	800,00	1 000,00
TOTAL ARCHIVES				**1 000,00**	**1 000,00**	**800,00**	**31 000,00**

TOTAL DE LA 1ERE COMMISSION	**1 234 500,00**	**1 234 500,00**	**1 219 500,00**	**1 287 151,00**

PROJET OB 2020
DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT

TOTAL DES DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT	96 531 120,00	97 664 410,00	69 384 343,54	85 877 735,00

POLITIQUE	LIBELLE	2019 BUDGET PRIMITIF	2019 TOTAL BP + DM	2019 CAA	Projet OB 2020
COMMISSION EDUCATION, SPORTS ET CULTURE					
ARCHIVES	Conserver et restaurer les archives / 3589 - Acquisition de matériel de conservation préventive	12 000,00	12 428,00	12 427,06	12 000,00
	2129 - Restauration d'œuvres d'art	20 000,00	17 870,00	15 000,00	20 000,00
	Enrichissement de la bibliothèque / 6 - Enrichissement de la bibliothèque	5 000,00	6 702,00	6 500,00	5 000,00
	TOTAL ARCHIVES	**37 000,00**	**37 000,00**	**33 927,06**	**37 000,00**
BDA	investissement bibliothèque / 2979 - Subventions - construction et réhabilitation de bâtiments - Médiathèque Pays Rethélois	0,00	0,00		335 720,00
	507 - Subv aux communes - équipement biblio médiathèque Pays Rethélois				79 134,00
	Total investissement bibliothèque Prog 2016				**414 854,00**
	Investissement direct / 1297 - Œuvres exposées				10 000,00
	3653 - Fonds de livres	88 000,00	88 000,00	88 000,00	98 000,00
	3654 - Fonds documentation sonore et visuelle	7 000,00	7 000,00	7 000,00	7 000,00
	TOTAL Investissement direct	**95 000,00**	**95 000,00**	**95 000,00**	**115 000,00**
	TOTAL BDA	**95 000,00**	**95 000,00**	**95 000,00**	**529 854,00**
EDUCATION	COLLEGES PRIVES / 122 - Collèges privés : investissement - AP 2017	42 650,00	0,00	0,00	42 650,00
	122 - Collèges privés : investissement - AP 2018	100 000,00	196 940,00	196 940,00	35 977,00
	122 - Collèges privés : investissement - AP 2019				130 726,00
	122 - Collèges privés : investissement - AP 2020 (240 000 € en crédits d'engagement)				0,00
	TOTAL COLLEGES PRIVES	**142 650,00**	**196 940,00**	**196 940,00**	**209 353,00**
	PÔLES SCOLAIRES / construction pôle scolaire Poilcourt-Sydney 328 - Pôles scolaires / programme 2017	189 092,00	189 092,00	189 092,00	0,00
	construction pôle scolaire Vouziers : travaux 328 - Pôles scolaires / programme 2017	600 000,00	600 000,00	600 000,00	600 000,00
	TOTAL PÔLES SCOLAIRES	**789 092,00**	**789 092,00**	**789 092,00**	**600 000,00**
	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR Construction du campus / 3700 - Campus universitaire de charleville-Méz.	1 000 000,00	1 000 000,00	1 000 000,00	852 219,00
	TOTAL EDUCATION	**1 931 742,00**	**1 986 032,00**	**1 986 032,00**	**1 661 572,00**
CULTURE	EQUIPEMENT CULTUREL / 500 - subventions aux communes trav. Com. Agglo. : Réhabilitation Troussel	363 433,00	363 433,00	363 433,00	0,00
	500 - subventions aux communes trav. Com com Pays Rethelois - musée				193 146,00
	500 - subventions aux communes trav. Montcornet: construction village historique	296 411,00	296 411,00	296 411,00	0,00
	500 - subventions aux communes trav. Sedan : Monument St Charles		20 000,00	20 000,00	
	500 - subventions aux communes trav. Ch-Méz : Trésor Basilique		42 550,00	42 550,00	
	TOTAL EQUIPEMENT CULTUREL	**659 844,00**	**722 394,00**	**722 394,00**	**193 146,00**

PROJET OB 2020
DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT

TOTAL DES DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT	96 531 120,00	97 664 410,00	69 384 343,54	85 877 735,00

POLITIQUE		LIBELLE	2019 BUDGET PRIMITIF	2019 TOTAL BP + DM	2019 CAA	Projet OB 2020
CULTURE	PROTECTION DU PATRIMOINE	2953 - Patrim. - communes et struct interc Remmily Aillicourt	89 808,00	89 808,00	89 808,00	0,00
		2953 - Patrim. - communes et struct interc Rocroi : restauration des remparts		15 822,00	15 822,00	
		2953 - Patrim. - communes et struct interc Divers dossiers communes (Boulzicourt)	1 674,00	1 674,00	1 674,00	0,00
		TOTAL PROTECTION DU PATRIMOINE	**91 482,00**	**107 304,00**	**107 304,00**	**0,00**
	DEVOIR DE MÉMOIRE	3635 - Comm. Gde Guerre - tx communes Gespunsart				300,00
		3218 - devoir de mémoire aide à des tiers pour acquisitions Chatel Loisirs		1 200,00	1 200,00	0,00
		3218 - Devoir de mémoire - aide à des tiers pour acquisition Divers dossiers asso	1 530,00	1 530,00	765,00	510,00
		3218 - Devoir de mémoire - aide à des tiers pour acquisition Divers dossiers asso Credits engagement 1 020 €				1 020,00
		TOTAL DEVOIR DE MÉMOIRE	**1 530,00**	**2 730,00**	**1 965,00**	**1 830,00**
	SITE ANTIQUE DE WARCQ	2873 - travaux site Warcq	157 200,00	157 200,00	100 000,00	125 000,00
		TOTAL SITE ANTIQUE DE WARCQ	**157 200,00**	**157 200,00**	**100 000,00**	**125 000,00**
TOTAL CULTURE			**910 056,00**	**989 628,00**	**931 663,00**	**319 976,00**
MUSEE GUERRE ET PAIX		3206 - Aménagement muséographique	82 400,00	82 400,00	80 000,00	30 000,00
		12 - Acquisitions de collections d'intérêt dép.	30 000,00	30 000,00	30 000,00	30 000,00
		3043 Matériel et outillage technique	5 000,00	5 000,00	2 500,00	5 000,00
		13 - Achat de matériels divers		1 604,00	1 000,00	
		1135 - Mobilier (vestiaire personnel)	10 000,00	8 396,00	5 000,00	20 000,00
		1135- Mobilier (centre de documentation)				
		2129 - Restauration d'œuvres d'art cpte 21				5 000,00
		TOTAL MUSEE GUERRE ET PAIX	**127 400,00**	**127 400,00**	**118 500,00**	**90 000,00**
BASES DE LOISIRS	Travaux digue de Bairon	511 - Fonds de concours	200 000,00	200 000,00	200 000,00	200 000,00
	cautionnement Centre de congrès	2632 - cautionnement reçu	4 000,00	4 000,00	1 500,00	3 000,00
	2019 - Achat d'un tapis PMR pour accès baignade	909 - Acquisitions diverses	5 200,92			
	2019 - Achat volets roulants pour poste de secours		1 500,00			1 500,00
	2019 - Remplacement ligne d'eau de baignade		2 030,00	17 030,00	10 000,00	7 000,00
	2018 - Matériel SONO pour centre de congrès		501,00			
	2018 - Aérotherme chantier		298,08			
	2020-Remplacement mobilier salle Bairon	909 - Acquisitions diverses				5 000,00
	2020 - Achat de matériel scénique pour Bairon et CC	909 - Acquisitions diverses				18 000,00
	2020 - Matériel nautique	396 - Matériel de transport		10 000,00		10 000,00
	2020 - Matériel de musculation MDS	909 - Acquisitions diverses				10 000,00
	2020 - Remplacement tapis TATAMI Dojo et matériel	909 - Acquisitions diverses				30 000,00
	Achat de 10 colonnes de tri Bairon VF	1823 - Matériel et outillages techniques				12 000,00
	2020 - Tapis PMR Bairon					5 000,00
	Prévision achats matériel thermique			500,00		5 000,00
TOTAL BASES DE LOISIRS			**213 530,00**	**231 530,00**	**211 500,00**	**306 500,00**

PROJET OB 2020
DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT

TOTAL DES DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT	96 531 120,00	97 664 410,00	69 384 343,54	85 877 735,00

POLITIQUE		LIBELLE	2019 BUDGET PRIMITIF	2019 TOTAL BP + DM	2019 CAA	Projet OB 2020
SPORT	Prévention, vie associative et sports	509 - Equipement sportif - Communes - Travaux	400 000,00	400 000,00	400 000,00	400 000,00
		509 - Equipement sportif - Communes - Travaux	200 000,00	200 000,00	200 000,00	200 000,00
	TOTAL SPORT		600 000,00	600 000,00	600 000,00	600 000,00

TOTAL 1ERE COMMISSION	3 914 728,00	4 066 590,00	3 976 622,06	3 544 902,00

PROJET OB 2020
RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT

	TOTAL RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT	**56 516 500,00**	**56 671 350,00**	**40 350 827,74**	**63 303 626,00**

Intitulé	Numéro et Libellé de la nature analytique	2019			PROJET OB 2020
		Budget primitif	Total BP + DM	CAA	

COMMISSION EDUCATION, SPORTS ET CULTURE

Site antique de Warcq	241 - Subventions d'équipement transférables de l'Etat	70 000,00	70 000,00		70 000,00
	244 - Subvention d'équipement de la Région	32 000,00	32 000,00		32 000,00
	2182 - Participations diverses	38 000,00	38 000,00		38 000,00
TOTAL Site antique de Warcq		**140 000,00**	**140 000,00**	**0,00**	**140 000,00**
Musée Guerre et Paix	2182 - Participations diverses	0,00	0,00		
TOTAL Musée Guerre et Paix		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
BDA Lecture	2824 - produits de cessions (vente de livres)	5 000,00	5 000,00		5 000,00
	241 - Subventions d'équipement transférables de l'Etat				5 000,00
TOTAL BDA		**5 000,00**	**5 000,00**	**0,00**	**10 000,00**
Bases de loisirs Moyens	2632 - dépôts de garantie, cautionnement reçu	0,00	0,00	1 711,00	
TOTAL Bases de loisirs		**0,00**	**0,00**	**1 711,00**	**0,00**
TOTAL DE LA 1ERE COMMISSION		**145 000,00**	**145 000,00**	**1 711,00**	**150 000,00**

République Française

**DIRECTION GÉNÉRALE
DES SERVICES DÉPARTEMENTAUX**

DIRECTION SOLIDARITES ET REUSSITE

AFFAIRES SOCIALES

S'appuyant sur le plan stratégique du Conseil départemental, cette année donnera lieu à la définition des contours du futur observatoire de l'action sociale. L'accent sera mis sur la prévention et la recherche d'alternatives aux placements pour une société plus inclusive. Priorité sera donnée au maintien à domicile, à l'accueil familial et à la place de l'usager comme acteur de son parcours. La DGA SR prolongera le virage entamé visant à inscrire ses équipes dans une dynamique de projet pour favoriser l'expérimentation et les actions innovantes.

L'année 2019 aura été consacrée à la réorganisation de la Direction générale adjointe Solidarités – Réussite. Elle aura également porté sur la redéfinition du projet social de la Collectivité et l'élaboration des 3 projets de directions, Enfance-Famille, Action sociale et Territoires, de l'Autonomie. L'exercice 2020 sera consacré aux 1ers développements de ces projets de Directions.

Enfin, la recherche d'un juste équilibre entre la qualité du service rendu à l'usager et l'optimisation de nos moyens nous conduiront à interroger notre organisation en territoires en renforçant les partenariats avec les acteurs locaux.

I – ENFANCE-FAMILLE

Fort d'un investissement dans le développement de mesures alternatives et dans l'adaptation des services aux besoins des enfants accompagnés et confiés et de leurs familles, le département a connu en 2019 une légère inflexion du nombre d'enfants confiés. Cette amélioration se traduit par une meilleure fluidité du dispositif d'accueil et une nette diminution du nombre d'enfants accueillis au foyer départemental de l'enfance qui a désormais retrouvé sa vocation d'accueil d'urgence et d'évaluation.

A l'appui d'un projet de direction renouvelé et d'une organisation des services renforçant le pilotage départemental, les orientations 2020 visent principalement à finaliser le déploiement de nouveaux services décidés en 2019 par l'Assemblée départementale et à centrer l'action de la collectivité autour de 3 enjeux majeurs :

- améliorer la coordination de la politique de prévention et garantir un accompagnement préventif de qualité pour les enfants et leurs familles,
- finaliser les projets d'évolution de l'offre d'accueil et d'accompagnement engagés en 2019,
- renforcer la qualité de l'accompagnement éducatif et du suivi médical des enfants confiés en agissant auprès des lieux d'accueil et des professionnels de la protection de l'enfance.

ORIENTATION 1 : AMÉLIORER LA COORDINATION DE LA POLITIQUE DE PRÉVENTION ET GARANTIR UN ACCOMPAGNEMENT PRÉVENTIF DE QUALITÉ POUR LES ENFANTS ET LEURS FAMILLES

- Action 1 : Maintenir l'action de la PMI au plus près des besoins dans un contexte de raréfaction de la ressource médicale

Les actions menées par la PMI sont essentielles pour favoriser l'accompagnement à l'arrivée de l'enfant et à la parentalité des familles (visites à domicile pré et post natales, actions collectives), la prévention en santé de l'enfant (bilan de santé en école maternelle) et le suivi médical des enfants de moins de 6 ans (consultations).

Les actions collectives développées par les professionnels de la PMI sont nombreuses et diversifiées (gestion des émotions, éducation bienveillante, développement psychomoteur, massage, langage des signes, portage…) et soulignent le fort dynamisme des travailleurs médico-sociaux (puéricultrices, sages-femmes, conseillères conjugales, éducatrices de jeunes enfants), malgré la difficulté à assurer la continuité du suivi médical du fait d'une diminution du nombre de médecins territoriaux. En effet, en 2019, deux médecins territoriaux ont quitté leurs fonctions. Un travail de redéploiement de consultations et de complémentarité avec des médecins vacataires a été effectué pour maintenir un maillage départemental des consultations de nourrissons.

L'augmentation du temps de travail d'un professionnel conseiller conjugal sur le territoire en 2019 permet désormais d'assurer cette mission auprès des établissements scolaires et au sein des CPEF sur l'ensemble du département.

Enfin, il est prévu en 2020 un travail sur un nouveau contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens du CAMSP pour une durée de 5 ans.

Propositions 2020 :
Poursuivre les actions de prévention et d'accompagnement individuelles et collectives ainsi que les actions visant à favoriser l'attractivité des postes de médecins de PMI.

- Action 2 : Favoriser la prévention auprès des femmes enceintes et le repérage précoce

Depuis de nombreuses années, le service PMI travaille en partenariat avec le Réseau Périnatal de Champagne-Ardenne, au travers de différents groupes de travail ou conseil scientifique. C'est ainsi qu'à l'initiation du Réseau, une nouvelle action partenariale est prochainement mise en place avec les partenaires locaux intervenant autour de la grossesse visant à mettre en œuvre une réunion de Concertation Pluridisciplinaire Parentalité et Périnatalité (RC3P) entre les maternités de Charleville-Mézières, de Sedan et la PMI. Cette réunion régulière permet de faciliter le repérage des femmes en situation de vulnérabilité et de coordonner l'action des professionnels auprès de la famille.

Depuis quelques années, deux sages-femmes de PMI animent des actions de prévention dans le cadre du mois sans tabac. Dès cette année, l'ensemble des sages-femmes de PMI animeront des actions sur les quatre territoires. Dans le cadre d'un appel à projet de la CPAM des Ardennes, le service PMI a obtenu une subvention de 600 € pour l'intervention d'une diététicienne et l'achat de 2 roll'up.

Les sages-femmes de PMI ont également le projet de mettre en place des actions autour de l'activité physique des femmes enceintes. Un document de communication est en cours de réalisation et une réflexion est menée sur le type d'activités à développer sur l'ensemble du département.

-Action 3 : Soutenir les associations concourant à accompagner la prévention et la protection de l'enfant et de sa famille

De nombreuses associations à caractère social, par leurs actions en direction des familles et des enfants, concourent à l'accompagnement de la parentalité dans divers domaines (petite enfance, soutien aux démarches, médiation, parrainage, départ en vacances).

Propositions 2020
- Envisager le soutien à une demande formulée par l'UDAF relatif au développement de la médiation familiale et de poursuivre notre soutien aux aides aux vacances et aux associations à caractère social relevant du domaine de la prévention et de la protection de l'enfance.

- Action 4 : Implanter le nouveau service de prévention spécialisée

Pour repérer et aller à la rencontre des jeunes qui présentent des signes de mal-être et de marginalisation, la prévention spécialisée est un mode d'intervention spécifique et complémentaire aux actions déjà conduites sur le terrain. Suite à un appel à projets lancé en 2019 visant à la création d'un service départemental de prévention spécialisée à titre expérimental, l'association « L'Espérance » a été retenue pour sa mise en œuvre effective à compter du mois d'octobre 2019 et jusqu'en 2022. Le budget de fonctionnement du service est complété par une subvention des villes de Charleville-Mézières et de Sedan ainsi que par des crédits dédiés de l'Etat dans le cadre de la stratégie de lutte contre la pauvreté favorisant ainsi le déploiement des actions auprès du public 11-25 ans.

- Action 5 : Déployer la stratégie départementale visant à favoriser l'insertion des jeunes issus de l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE)

En 2019 a été amorcée une réflexion partenariale sur des actions à développer pour favoriser l'insertion des jeunes issus de l'aide sociale à l'enfance. A partir du référentiel visant à éviter les « sorties sèches » de l'ASE travaillé dans le cadre de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté, le département a entrepris ou accompagné plusieurs actions, en lien étroit avec ses partenaires :

- soutien à l'initiative d'implantation du parrainage de proximité dans le département dès le second semestre 2019 pour permettre aux jeunes parrainés de nouer des liens relationnels structurants,

- organisation d'un évènement de valorisation de la réussite des jeunes sous toutes ses formes et de mise en lien avec les partenaires de l'insertion sociale et professionnelle le 31 octobre 2019,

- étude de l'ODPE sur le regard des adolescents sur l'accompagnement proposé par l'ASE et leur vision de l'avenir en septembre 2019,

- ouverture d'une « Touline » par la fondation d'Auteuil à Charleville-Mézières, lieu d'ancrage et d'accompagnement des jeunes sortis de l'ASE en septembre 2019,

- travail partenarial avec les membres de l'ODPE sur l'élaboration d'une cartographie des ressources au dernier trimestre 2019.

Propositions 2020 :
Poursuivre ce travail par l'élaboration d'un référentiel départemental partagé de l'accompagnement des adolescents et des jeunes sortants de l'aide sociale à l'enfance et la poursuite de notre soutien aux projets développés avec les partenaires.

ORIENTATION 2 : FINALISER LES PROJETS D'ÉVOLUTION DE L'OFFRE D'ACCUEIL ET D'ACCOMPAGNEMENT ENGAGÉS EN 2019

- Action 1 : Mettre en œuvre le projet renouvelé du Foyer départemental de l'Enfance (FDE)

Le Foyer Départemental de l'Enfance et les services de l'Aide Sociale à l'Enfance maintiennent leur implication dans les projets qui permettent au FDE de se recentrer sur sa mission d'urgence. Dans ce cadre, plusieurs projets seront travaillés au cours de l'année 2020 :

- **Le redéploiement du placement à domicile vers des prestataires externes (30 mesures)**

Comme voté par l'Assemblée départementale en 2019, le redéploiement du placement à domicile vers des prestataires est en cours afin de finaliser l'objectif de recentrage du FDE sur ses missions d'urgence. Ce redéploiement fera l'objet d'un appel à projet au dernier trimestre 2019 et devrait être opérationnel au premier trimestre 2020.

- **La mise en place de l'accueil séquentiel au FDE**

Décidé en 2019 par l'Assemblée départementale, la mise en place de l'accueil séquentiel au FDE a été travaillé cette année. Ce nouveau dispositif d'accueil séquentiel permettra de travailler avec les familles et éviter les ruptures entre parents et enfants pour certaines situations pour lesquelles cet accompagnement devrait être bénéfique. Il doit également permettre de faciliter les retours en famille pour certains enfants. Sa mise en place sera concomitante au transfert des mesures de placement à domicile (premier trimestre 2020).

- **La création d'un centre parental**

Inscrit dans la loi du 14 mars 2016 relative à la protection de l'enfant, le dispositif de centre parental permet d'accompagner les mères ou pères ou parents en situation de vulnérabilité lors de la grossesse et de l'arrivée d'un jeune enfant jusqu'à 3 ans. Le projet a été travaillé en 2019 pour faire évoluer le dispositif actuel d'« accueil mère-enfant » qui ne correspond pas aux besoins. Il doit permettre de favoriser la guidance parentale et un hébergement sécurisé et accompagné sur un temps déterminé. La mise en place de ce centre parental sera concomitant au redéploiement du placement à domicile (premier trimestre 2020).

- **Recentrage de l'activité Insertion**

Suite à l'appel à projet sur le dispositif d'accompagnement des mineurs non accompagnés, les transferts vers les prestataires retenus sont effectifs. Le FDE ne conserve que la mission de mise à l'abri des primo arrivants et d'évaluation de la minorité des jeunes se présentant comme mineurs non accompagnés. Au terme de l'évaluation, les MNA sont réorientés vers les dispositifs associatifs. Une réorganisation interne est donc prévue pour adapter le service à sa nouvelle mission.

- **Finalisation des investissements sur le site du FDE**

Après un an de fonctionnement et d'usage du nouveau site du FDE, des ajustements et compléments nécessaires ont été identifiés pour améliorer la prise en charge quotidienne des jeunes et des agents du FDE. En 2020, les priorités proposées pour améliorer le site concernent le renfort d'espaces de stockage, la mise en place d'un système de badges, le déploiement d'un système de climatisation et des aménagements extérieurs pour renforcer les aménités à disposition des enfants (jeux, mobiliers extérieurs).

- Action 2 : Favoriser la stabilité du parcours des enfants confiés

Les mineurs confiés à l'Aide Sociale à l'Enfance connaissent pour un certain nombre d'entre eux de multiples changements de lieu d'accueil en raison des troubles du comportement le plus souvent externalisés qu'ils présentent et qui mettent à mal leur entourage (famille, famille d'accueil, établissement). Ces ruptures successives fragilisent leur processus de socialisation. Leur stabilité est un gage d'une meilleure insertion sociale et professionnelle.

- **Prévenir les ruptures en famille d'accueil**

Pour prévenir les ruptures et veiller à la stabilité des mineurs confiés, une expérimentation sera poursuivie avec la fondation des Apprentis d'Auteuil en 2020 visant à apporter un soutien intensif au domicile des assistants familiaux qui accueillent des enfants souffrant de troubles de l'attachement. Ce service dénommé SAMFA (service d'accueil modulable pour les familles d'accueil) sera déployé dans un rayon de 30 kilomètres autour de Monthermé avec une capacité d'accompagnement de 8 familles d'accueil.

- **Création d'une unité d'hébergement pour mineurs en situation de handicap**

22 % des mineurs confiés sont en situation de handicap. Leur accompagnement en famille d'accueil ou en établissement se conjugue le plus souvent à une prise en charge médico-sociale et/ou sanitaire. Pour répondre à leurs besoins spécifiques, un projet conjoint avec l'Agence Régionale de Santé visant à la création d'une unité d'hébergement et d'accompagnement spécialisée pour des mineurs en situation de handicap sera travaillé au dernier trimestre 2019 pour une mise en œuvre en 2020. Cette unité sera déployée avec les moyens existant actuellement sur l'unité temporaire mise en œuvre par la Sauvegarde.

- **Améliorer l'articulation avec le secteur sanitaire**

Accueillis en famille d'accueil ou en maisons d'enfants à caractère social, de nombreux mineurs et jeunes majeurs confiés à l'Aide Sociale à l'Enfance nécessitent des prises en charge sanitaires combinées à l'accompagnement éducatif. Des conventions de partenariat et protocoles d'intervention visant à clarifier le parcours d'hospitalisation et le rôle de chaque acteur sont en préparation avec les pédiatries de Charleville-Mézières et de Sedan et le Centre Hospitalier de Bélair. Dans le cadre des travaux du Projet Territorial de Santé Mental (PTSM) dont les arbitrages sont attendus en fin d'année 2019, le service de l'ASE a contribué à la rédaction d'une fiche action sur la création d'une équipe mobile de liaison en pédopsychiatrie qui pourrait intervenir auprès des mineurs confiés relevant de ce type d'intervention.

- **Soutenir la diversification des accompagnements par des séjours de remobilisation**

Pour répondre à des besoins spécifiques de jeunes en rupture de prises en charge, le recours à des séjours spécialisés de remobilisation en France ou à l'étranger est proposé pour trois projets en 2020.

- **Renforcer le pilotage des orientations d'enfants vers des familles d'accueil ou en Maison d'enfants à caractère social**

Après une période d'observations au FDE, une commission départementale d'orientation hebdomadaire, animée par le service de l'ASE, validera l'orientation des mineurs confiés vers un lieu d'accueil adapté à ses besoins.

ORIENTATION 3 : RENFORCER LA QUALITÉ DE L'ACCOMPAGNEMENT ÉDUCATIF ET DU SUIVI MÉDICAL DES ENFANTS CONFIÉS EN AGISSANT AUPRÈS DES LIEUX D'ACCUEIL ET DES PROFESSIONNELS DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE

- Action 1 : Finaliser les procédures relatives à l'accompagnement des Mineurs Non Accompagnés (MNA)

A la suite de l'appel à projets relatif à l'externalisation de l'accompagnement des Mineurs Non Accompagnés lancé en 2018, deux porteurs de projets ont été retenus. 150 MNA, mineurs et jeunes majeurs, ont intégré progressivement le nouveau dispositif.

Pour préparer leur sortie du dispositif et favoriser leur insertion sur le territoire, un travail collaboratif et partenarial est conduit notamment avec la Préfecture des Ardennes, les centres hospitaliers de Charleville-Mézières et de Sedan et les partenaires de l'insertion sociale et professionnelles, dans le cadre de la stratégie d'insertion des jeunes issus de l'ASE.

La création en octobre 2019 d'un poste de référent MNA au sein du service de l'ASE va permettre de faciliter la coordination des orientations et de veiller à la qualité de l'accompagnement.

- Action 2 : Accompagner les restructurations et projets des établissements et services

Pour répondre aux besoins des mineurs confiés et améliorer leurs conditions d'accueil, les établissements de la protection de l'enfance se doivent de faire évoluer leur projet d'établissement et leur offre de service. Deux comités de pilotage par an et par établissement permettent d'accompagner les projets de restructuration et de fixer les orientations du département aux établissements et services habilités. Pour s'assurer de leur effectivité et de la qualité du service rendu, un plan de contrôle départemental est à l'étude pour une mise en œuvre en 2020.

Concernant les mesures d'accompagnement éducatif en milieu ouvert (AEMO), la diminution importante du nombre de mesures ordonnées par les juges des enfants conduit le département à engager avec le service habilité un travail sur le contenu de l'intervention à domicile et sur l'optimisation des moyens. Ainsi, une capacité de modulation des interventions plus importantes est demandée au service ainsi qu'une optimisation de ses moyens humains. Pour cela, le nombre de mesures d'AEMO pourrait être diminué (685 autorisées actuellement) afin de renforcer la qualité et l'intensivité des mesures. Une optimisation des moyens, avec notamment le transfert vers des mesures alternatives, plus fortement sollicitées, est également à l'étude.

- Action 3 : Un renforcement de la lisibilité et de la qualité d'accompagnement de l'accueil familial

La collectivité emploie près de 340 assistants familiaux pour l'accueil de plus de 600 mineurs et jeunes majeurs. Le redécoupage des secteurs des référents professionnels des assistants familiaux favorisera la proximité et l'accompagnement à domicile. Au mois d'octobre 2019, ceux-ci disposeront d'un poste de travail dans les Maisons des Solidarités ainsi que de nouveaux outils d'évaluation des conditions d'accueil des mineurs.

- Action 4 : Un suivi médical renforcé

Le recrutement d'un médecin référent de la protection de l'enfance favorise la coordination des actions de santé des mineurs confiés et l'expertise médicale des situations complexes.

Pour améliorer le parcours de santé de ces jeunes, des conventions et protocoles de partenariat sont finalisés ou en cours d'élaboration avec les professionnels de santé (centres hospitaliers et pédiatries de Charleville-Mézières et Sedan, centre d'examen de santé de la CPAM, CHS Bélair). Un passeport santé à l'intention des MNA sera finalisé et mis en œuvre au dernier trimestre 2019.

- Action 5 : Des repères communs et un accompagnement renforcé pour les professionnels de la prévention et de la protection de l'enfance

Afin de favoriser le déploiement harmonisé de projets et de pratiques professionnelles en prévention et en protection de l'enfance, la nouvelle mission « animation territoriale et ressources » mise en place au sein de la Direction Enfance Famille, travaillera à partir d'une feuille de route sur des projets prioritaires identifiés pour 2020 : renforcement du déploiement du Projet Pour l'Enfant (PPE), référentiels partagés sur les droits de visite, les actes usuels et non usuels, les écrits professionnels et l'accompagnement des adolescents et jeunes majeurs.

L'organisation régulière d'ateliers de réflexion et de partage d'expérience entre les professionnels de la prévention et de la protection de l'enfance vise également à renforcer l'indispensable culture commune des professionnels pour des interventions cohérentes et coordonnées auprès des enfants et de leurs familles.

II – ACTION SOCIALE ET TERRITOIRES

En lien avec la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté, le plan stratégique 2019-2025 du Conseil Départemental et donc des orientations 2020 de la Direction des Solidarités, il est attendu que la collectivité porte un effort accru sur la prévention pour tous les publics et garantisse une réponse adaptée aux besoins de chaque ardennais.

ORIENTATION 1 : PILOTER ET METTRE EN ŒUVRE LE PLAN DEPARTEMENTAL D'ACTION POUR LE LOGEMENT ET L'HEBERGEMENT DES PERSONNES DEFAVORISEES

Le Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD) est issu de la loi ALUR (24 mars 2014) qui procède à la fusion du Plan Départemental d'Accueil, d'Hébergement et d'Insertion (PDAHI) et du Plan Départemental d'Action pour le Logement des Personnes Défavorisées (PDALPD).

La vocation de ce plan est de mettre en œuvre des dispositifs permettant de répondre aux besoins de logement et d'hébergement des personnes et familles prioritaires.

Elaboré pour 5 ans et signé le 12 juillet 2019, le PDALHPD est structuré autour de 3 axes stratégiques :

- conforter les outils partagés d'observation, aides financières et accompagnements,
- soutenir les parcours vers le logement et prévenir les ruptures,
- poursuivre l'action de lutte contre l'habitat indigne et dégradé et la précarité énergétique.

En 2020, le Conseil Départemental co-pilotera et coordonnera la mise en œuvre du PDALHPD avec les services de l'Etat.

Les Directions du Conseil Départemental sont mobilisées pour piloter certaines actions et seront impliquées dans la mise en œuvre des différents projets.

Action 1 - Le Fonds de Solidarité Logement

Le Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) s'adresse aux personnes et familles rencontrant des difficultés particulières en raison de l'inadéquation de leurs ressources ou de leurs conditions d'existence. Il a pour objectif de permettre l'accès ou le maintien dans un logement décent, le maintien des fournitures d'eau, d'énergie et de service de télécommunication par le biais de mesures d'accompagnement, d'aides financières et/ou de financement d'actions à Intérêt Collectif.

A ce titre, ce dispositif s'inscrit pleinement en tant qu'outil du PDALHPD.

Au terme de travaux d'actualisation du Règlement Intérieur ayant mobilisé les services de la DGASR, mais aussi les partenaires œuvrant dans le domaine du logement et de l'hébergement, le Règlement Intérieur du FSL version 2018 a intégré la notion de Reste à Vivre, a permis d'étendre l'aide à la téléphonie à tous les dispositifs de télécommunication, a réaffirmé le principe de responsabilisation des usagers et a acté la mise en place du provisionnement des dépôts de garantie.

Au terme d'une année de mise en application, une évaluation du dispositif a été menée. Il apparaît en effet une baisse significative des demandes, alors que le besoin est prégnant, surtout auprès des publics prioritaires : jeunes, primo-accédants, familles monoparentales, et public sortant d'hébergement.

Propositions 2020 :
Poursuivre la réflexion sur l'évolution du Règlement pour répondre aux besoins constatés :

- étudier l'opportunité de faire évoluer l'aide à l'accès en remplaçant l'aide au titre du dépôt de garantie par un renforcement des dispositifs d'accompagnement vers et dans le logement,
- explorer la possibilité de rattacher le Fonds d'Aide à l'Installation au dispositif FSL et proposer un « pack » d'accès au logement en conventionnant avec les ressourceries,
- développer les actions en faveur de la lutte contre la précarité énergétique, conformément aux conventions signées avec les fournisseurs d'énergie,
- lancer un appel à candidatures afin d'orienter les actions à intérêt collectif en faveur des publics prioritaires du PDALHPD,

- valoriser l'aide à la télécommunication (abandon de créance de l'opérateur) en lien avec l'axe 4 du plan stratégique (favoriser l'inclusion numérique en accompagnant et éduquant les publics concernés par la fracture numérique).

Action 2 - La prévention des expulsions locatives

Identifiée comme un axe fort du Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD) des Ardennes, la prévention des expulsions locatives constitue une priorité conjointe du Département, de l'Etat, et des partenaires locaux dans le domaine de la lutte contre les exclusions.

Propositions 2020 :
Poursuivre :
- la formalisation des engagements de la Collectivité dans le cadre de la charte de prévention des expulsions en caractérisant les mesures prévues en matière d'accompagnement social lié au logement,
- le travail de coordination des acteurs et préciser nos interventions dans le cadre de la Commission de Coordination des Actions de Prévention des Expulsions (CCAPEX) et du Service Intégré d'information et de coordination (SIAO).

Action 3 - Le Fonds d'Aide à l'Auto-amélioration des Logements (FAAL)

Le FAAL s'inscrit dans le cadre des actions développées par le Conseil Départemental des Ardennes au titre du Programme Départemental d'Insertion, en faveur des bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active, pour les aider à financer des travaux d'amélioration du logement dont ils sont propriétaires.

Le Conseil Départemental a chargé SOLIHA (SOLIdaires pour l'HAbitat) de la maîtrise d'ouvrage et de l'accompagnement des bénéficiaires pour le suivi des travaux.

Compte tenu du fort engagement du Conseil Départemental dans le programme d'amélioration de l'habitat privé « habiter mieux en Ardennes » porté au sein de la Direction de la Prospective, de l'Ingénierie et de l'Attractivité (DPIA) qui permet aux propriétaires de bénéficier de conseils gratuits et personnalisés, d'aides financières (sous conditions d'éligibilité) et d'avantages fiscaux et compte tenu du peu de demandes sollicitées (3 pour 2018 et 1 en 2019),

Propositions 2020
Je vous propose de ne pas reconduire le dispositif FAAL pour l'année 2020.

ORIENTATION 2 : GARANTIR UN ACCUEIL INCONDITIONNEL ET UNE MEILLEURE COORDINATION DES PARCOURS

Action 1 – Améliorer l'accueil dans les maisons de solidarités

Dans la continuité des travaux engagés en 2016 sur l'amélioration de l'accueil au sein de nos Maisons Des Solidarités, qui ont conduit le Conseil départemental à décliner un plan d'action selon plusieurs axes, notamment :

- l'équipement de nos professionnels,
- l'adéquation des moyens matériels aux nécessités de l'accueil,
- la communication à destination des usagers,

- la signalétique extérieure,
- ou encore la prévention de l'agressivité,

Propositions 2020 :
Poursuivre nos actions :

- professionnaliser davantage le métier d'agent d'accueil en continuant d'animer un réseau métier, espace d'échanges entre professionnels ayant pour finalité l'adaptation des réponses données à l'usager,

- répondre aux engagements pris dans le cadre de la stratégie de lutte contre la pauvreté, en coordonnant et contribuant à la mise en œuvre du 1er accueil social inconditionnel de proximité,

- réinterroger notamment le maillage territorial des services de la DGASR, au regard des besoins, mais également de la complémentarité avec nos partenaires institutionnels.

Les exigences relatives à l'accueil social inconditionnel de proximité et la méthodologie requise mettent en avant la nécessité du développement d'une ingénierie sociale au sein de la DGA Solidarités et Réussite, porteuse de ce projet.

Action 2 - Une meilleure coordination des parcours

Garantir un accompagnement social global, de qualité et sans rupture, permettant aux personnes d'accéder à leurs droits et de s'engager dans un projet est un des enjeux de notre collectivité.

La complexité et l'extension des dispositifs d'aide et des mesures qui s'y rattachent peuvent aboutir à une multiplication des interlocuteurs sociaux, des démarches et des objectifs spécifiques. La réflexion sur nos interventions demeure alors un enjeu majeur et permet de préserver la légitimité de l'action sociale territoriale.

Faire évoluer les postures professionnelles des acteurs du secteur social, médico-social et socio-professionnel mais aussi assurer une meilleure coordination des partenaires devient incontournable.

Propositions 2020 :

- poursuivre l'expérimentation de la commission unique territoriale des aides sociales départementale sur le territoire du sedanais et étudier l'opportunité de son déploiement sur l'ensemble du territoire,
- expérimenter la fonction « référent de parcours » selon les recommandations du référentiel élaboré dans le cadre de la stratégie de lutte contre la pauvreté, et à cet effet de recourir à un chargé de mission,
- poursuivre les travaux d'élaboration du schéma d'action sociale de proximité,
- définir et décliner une démarche de développement social local en identifiant et en capitalisant les initiatives locales.

Action 3 - L'accompagnement social des personnes en situation de vulnérabilité

Conformément à l'article L.271 du Code de l'Action Sociale et des Familles, le Conseil Départemental a pour obligation de mettre en œuvre les Mesures d'Accompagnement Social Personnalisé (dispositif de prévention de la vulnérabilité sociale).

La MASP peut également être ouverte à l'issue d'une mesure d'accompagnement judiciaire (MAJ) arrivée à échéance, au bénéfice d'une personne répondant aux conditions prévues par la loi. Ce dispositif est un des outils fondamentaux de la lutte contre les expulsions locatives.

Le Département a fait le choix, depuis 2013, de déléguer la mise en œuvre des accompagnements à l'UDAF des Ardennes, candidat retenu au terme de procédure d'appels à projet.

En 2019, cette délégation a été prorogée par la convention liant le Conseil départemental à l'UDAF.

Propositions 2020 :

- lancer un nouvel appel à projet pour une mise en œuvre pluriannuelle du dispositif MASP,
- dans le cadre d'une optimisation et d'une meilleure lisibilité de ce dispositif, engager une démarche de réflexion et de coordination avec l'Etat et les acteurs ciblés, concernant les dispositifs d'accompagnement social, budgétaire et administratif.

ORIENTATION 3 - EVALUER ET ADAPTER NOS DISPOSITIFS DE SOUTIEN ET D'AIDE SOCIALE

Des dispositifs d'aide sociale mieux ciblés

- **le Fonds d'Aide aux Jeunes en Difficulté (FAJD)**

Le FAJD est un dispositif destiné aux jeunes de 18 à 25 ans permettant de mobiliser des aides financières individuelles et/ou de faire appel à des actions à intérêt collectif.

Au regard de la baisse de mobilisation de ce dispositif et en réponse aux besoins de ce public « jeune », il apparaît opportun de poursuivre le travail engagé sur le règlement intérieur en définissant une nouvelle complémentarité du FAJD aux dispositifs de droit commun en vigueur auprès de nos partenaires.

- **les Contrats Jeunes Majeurs de plus de 21 ans (CJM)**

Dans le cadre de sa politique de soutien aux jeunes en difficulté, la collectivité a mis en place, depuis 1986, ce dispositif volontaire d'appui aux jeunes en situation d'insertion scolaire ou universitaire. Il s'adresse aux jeunes ne pouvant bénéficier de soutien familial dans la réussite de leur parcours.

En 2019, le Département a accompagné 12 jeunes majeurs de plus de 21 ans. Ces derniers ont tous obtenu leur qualification ou leur passage au niveau supérieur.

L'accompagnement à la réussite demeure un outil éprouvé, approuvé et nécessaire pour ces jeunes ardennais, orientation soulignée par la stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté.

Propositions 2020
Poursuivre ce travail de clarification, de restructuration et de communication du dispositif, en vue de soumettre ces nouvelles dispositions à l'Assemblée départementale.

- **le Fonds Social de Transition**

L'objectif de ce dispositif est d'assurer un secours financier à des personnes en attente d'un versement rapproché de prestations légales et dépourvu de ressources.

Ce dispositif est une action volontaire du Conseil départemental règlementée par une délibération de l'Assemblée Départementale datée du 7 novembre 1983.

Propositions 2020 :
- étudier le besoin des ardennais, au regard des dispositifs de droit commun existant,
- rédiger un Règlement Intérieur du Fonds Social de Transition.

- **les Centres Sociaux et la Fédération Ardennaise des Centres Sociaux**

Implantés au cœur des quartiers, dans les grandes villes et en milieu rural, les 16 centres sociaux du Département disposent d'une offre de service polyvalente. Chaque Ardennais peut y trouver une réponse à ses besoins qu'ils soient sociaux, culturels, administratifs et cela s'ajoutant aux services destinés à l'enfance et à la famille. Chaque centre social a son identité propre et c'est à travers celle-ci que les délégations territoriales des solidarités ont su établir un partenariat local solide et pertinent. Les centres sociaux mobilisent l'ensemble des fonds publics possibles et sont réactifs lorsque de nouveaux financements privés, publics, expérimentaux apparaissent.

L'évaluation du partenariat met en exergue l'utilité sociale de ces structures complétant l'offre de solidarité du Département. L'accompagnement social des usagers est dépendant du bon fonctionnement de ce partenariat réciproque.

Par souci de lisibilité et de fléchage des financements alloués, la collectivité a construit, depuis 2016, un financement en deux parties : la part fixe correspondant au financement du fonctionnement global de la structure et la part variable correspondant à un ciblage des actions jugées utiles à l'atteinte des objectifs en lien avec les champs de compétences du Conseil départemental.

Afin d'accompagner les centres sociaux dans la réalisation de ces objectifs, la Fédération Ardennaise des Centres Sociaux a bénéficié jusqu'alors d'un soutien financier de la part de la collectivité. Son rôle d'expertise, d'appui et de soutien est un maillon essentiel dans la mise en œuvre de cette politique sociale complémentaire. Elle apporte méthodologie, technicité, observation sociale ; éléments essentiels à l'efficacité des projets menés.

Propositions 2020
Reconnus d'utilité sociale par le Plan Pauvreté, je vous propose de poursuivre notre soutien envers ces structures en priorisant les actions apportant une réponse aux objectifs fixés par la collectivité et par le Plan Pauvreté.

- **la Fédération Départementale des associations de Familles Rurales**

Depuis 2013, le Département finance la Fédération Départementale des associations de Familles Rurales. Cette structure vise à accompagner les associations locales dans l'animation des territoires essentiellement ruraux.

Propositions 2020
Afin d'apporter une aide sociale complémentaire aux projets de la Fédération pour 2020, je vous propose :

- de poursuivre la méthodologie de subventionnement adoptée en 2019 à savoir :
  - un conventionnement de soutien financier global de la Fédération Départementale Familles Rurales,
  - de rédiger un appel à candidatures des Associations Locales Familles Rurales dans lequel elles pourront déposer des projets à intérêt collectif en soutien de nos politiques de solidarités,

- d'ouvrir l'appel à candidatures aux projets spécifiques pilotés et animés par la Fédération. Les projets seront retenus sur la base de critères prédéfinis et validés par l'Assemblée Départementale lors du vote du Budget Primitif.

Les projets seront retenus sur la base de critères prédéfinis et validés par l'Assemblée Départementale lors du vote du Budget Primitif.

- **les acteurs de l'aide alimentaire**

Dans le cadre de sa politique de lutte contre la pauvreté, le Conseil départemental finance de multiples acteurs de l'aide alimentaire dont les épiceries solidaires. Ces structures, subventionnées par le Département ont permis à plus de 12 000 personnes d'accéder à l'aide alimentaire en 2019.

Enjeu primaire d'action sociale, l'aide alimentaire constitue une réponse élémentaire d'aide sociale.

Propositions 2020
Mener un travail d'expertise et de réflexion autour de l'aide alimentaire, les objectifs étant :

- de pouvoir identifier les besoins,
- d'avoir une meilleure lisibilité des acteurs de l'aide alimentaire et donc du parcours de l'usager entre les associations caritatives (Restos du cœur, Secours Populaire, etc) et les épiceries solidaires,
- de proposer des critères de soutien financier.

- **les autres associations à caractère social**

Le Conseil Départemental mène depuis plusieurs années une politique volontariste en matière de soutien financier aux associations à caractère social du département. Il s'agit d'associations intervenant sur le champ de l'aide alimentaire, du lien social, de l'aide sociale, de l'aide budgétaire.

Propositions 2020
Poursuivre notre soutien financier envers ces structures et porter une réflexion afin de mieux identifier la complémentarité de l'offre proposée, d'analyser le partenariat en cours et d'élaborer de nouvelles perspectives en corrélation avec les besoins sociaux identifiés.

III – AUTONOMIE

La politique d'action sociale du Département en matière d'Autonomie est menée en faveur des personnes âgées, des personnes handicapées et de leurs aidants.

Orientations stratégiques de la politique de l'Autonomie :

- rénover notre politique en faveur des personnes âgées et handicapées au travers d'un schéma départemental de l'Autonomie conjoint avec l'ARS,
- s'engager dans une politique plus inclusive pour sortir du tout établissement,
- soutenir l'action en faveur du maintien à domicile dans une recherche d'équité et de qualité des réponses sur l'ensemble du territoire,
- développer l'accueil familial,
- accentuer notre action de prévention de la perte d'autonomie,
- soutenir l'activité des établissements en contractualisant sur la base d'objectifs partagés.

Les allocations aux personnes âgées et handicapées :

L'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA)

Le Département comptait 9 035 bénéficiaires de l'APA au 31 août 2019 dont :
- 6 673 prestations à domicile (61 % sont en GIR 4),
- 2 362 bénéficiaires de l'APA en établissement.

La Prestation de Compensation du Handicap (PCH)

Au 31 août 2019, 2 143 aides PCH ont été attribuées pour 1 316 bénéficiaires dont :
- 1 203 âgés de 20 ans et plus
- 113 de moins de 20 ans.

ORIENTATION 1 : RÉNOVER NOTRE POLITIQUE EN FAVEUR DES PERSONNES ÂGÉES ET HANDICAPÉES AU TRAVERS D'UN SCHÉMA DÉPARTEMENTAL DE L'AUTONOMIE CONJOINT AVEC L'ARS

- ***Action 1 : Elaborer un schéma départemental Personnes Agées – Personnes Handicapées conjoint avec l'Agence Régionale de Santé (ARS) pour les années 2020-2024, fédérant tous les acteurs du département en vue de prioriser nos actions, en favoriser la cohérence et la complémentarité avec celles des partenaires***

Le schéma départemental visera notamment à améliorer l'accès des personnes âgées et handicapées à leurs droits sur l'ensemble du territoire, prévenir la perte d'autonomie, améliorer le maintien à domicile, développer des solutions alternatives au placement ainsi qu'à améliorer la qualité des prises en charge des personnes par les établissements et services.

- ***Action 2 : Développer une observation conjointe des populations et leurs besoins en mutualisant nos compétences et connaissances avec les partenaires (ARS, collectivités, institutions…)***

Identifier les sources de données, les collecter et les analyser aux fins d'alimenter le prochain schéma départemental conjoint. Sur la base des éléments recueillis, élaborer la prochaine programmation pluriannuelle des places en établissements et services. Rendre compte de l'évolution des publics et leurs besoins à l'Assemblée départementale.

Propositions 2020 :

Rendre compte du schéma départemental PAPH 2015 – 2019, partager le diagnostic des besoins avec les professionnels, institutionnels et associations, développer un programme d'actions en faveur de la prévention de la perte d'autonomie, d'une démarche inclusive, développer les outils et procédures à même d'améliorer la qualité des prises en charge.

Finaliser le recensement des sources de données, prolonger les travaux débutés avec le service Système d'Information Géographique (SIG) pour la localisation et la mise en cartographie des besoins et de l'offre dans le champ du handicap et du vieillissement, élaborer des tableaux de bord rendant compte de l'offre et des besoins PAPH.

ORIENTATION 2 : S'ENGAGER DANS UNE POLITIQUE PLUS INCLUSIVE POUR SORTIR DU TOUT ÉTABLISSEMENT

- ***Action 1 : être le garant de la qualité de prise en charge dans les établissements et services accueillant des ardennais***

Au 31/08/2019, 1 160 personnes sont bénéficiaires de l'ASH dans le département dont :

- 472 personnes en établissement pour personnes âgées,
- 647 en établissement pour personnes en situation de handicap,
- 41 en accueil familial.

Au titre de l'hébergement, le Département exerce quatre missions majeures :

- l'autorisation et le contrôle des établissements médico-sociaux PA et PH en compétence exclusive ou en compétence conjointe avec l'ARS,
- l'habilitation à l'aide sociale de l'intégralité ou d'une partie des places d'hébergement,
- la tarification des structures,
- le financement et la mise en œuvre de l'Aide Sociale à l'Hébergement (ASH) destinée à permettre l'accès en établissement (ou en accueil familial) des personnes âgées et des personnes handicapées.

Action en faveur des personnes handicapées

Répartition des places en établissements de la compétence du Conseil départemental :

	Foyer d'hébergement attenant à un ESAT	Foyer de Vie	Foyer d'Accueil Médicalisé (FAM)
Hébergement permanent	133	102	99
Accueil de jour		73	3

Au 31/08/2019, 237 Ardennais étaient hébergés dans un établissement belge.

Le tarif moyen journalier est de 170,65 € en foyer de vie, de 98,31 € en foyer d'hébergement et de 153,83 € en Foyer d'Accueil Médicalisé.

Propositions 2020 :
Anticiper les besoins en accompagnement et en hébergement des personnes en situation de handicap ;

- créer un **Comité Départemental unique de sélection des projets innovants** co-piloté par le Conseil départemental et l'ARS,
- élaborer un diagnostic sur le besoin des publics spécifiques : amendements Creton, personnes handicapées vieillissantes, géronto-psy…,
- développer une réponse au besoin des personnes sous amendement Creton en veillant à une meilleure couverture du territoire,
- qualifier pour soutenir l'émergence de filières en lien avec les EHPAD,
- faire évoluer notre offre de service pour éviter les départs en Belgique et favoriser les retours souhaités,
- favoriser les projets d'habitat inclusif.

Actions en faveur des personnes âgées

Les établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes **(EHPAD**) :

- 33 EHPAD ardennais pour 2 560 places autorisées, 1 898 places financées. 1 960 places habilitées à l'ASH dont 1 471 en établissement public, 425 en privés associatifs, et 64 en privés lucratifs.
- 47 places d'hébergement temporaire et 52 places d'accueil de jour.

Le coût mensuel moyen pour les résidents ardennais est de 1 892 € contre 1 949 € sur l'ensemble du territoire national (données 2016).

Le prix de journée moyen de l'hébergement dans les EHPAD ardennais est de 54,74 € contre 55,65 € au plan national.

Le ratio départemental d'encadrement dans les EHPAD est de 0,63. En matière d'emplois, l'hébergement relevant du Conseil Départemental représente 827,80 ETP.

120 places sont actuellement inoccupées, avec des variations fortes entre les établissements.

Les Résidences autonomie offrent à des personnes âgées non dépendantes un logement associé à des équipements ou des services collectifs (restauration, blanchissage, infirmerie, animation...). Ces établissements ne sont généralement pas médicalisés. 6 résidences autonomie sont implantées dans les Ardennes, représentant 359 logements.

Propositions 2020 :

EHPAD :

- accompagner les établissements dans la mise en œuvre de projets adaptés, diversifiés et développer les solutions graduées et complémentaires afin de fluidifier les parcours,
- poursuivre la **contractualisation** via les Contrats Pluriannuels d'Objectifs et de Moyens (CPOM) de manière conjointe avec ARS,
- apporter notre concours aux EHPAD au titre de la Conférence des financeurs.

Résidences Autonomie :

- veiller au respect des exigences de la loi, et accompagner les résidences autonomie dans l'élaboration de leur projet d'établissement et dans les projets de conventionnement avec des EHPAD.

Alternatives au placement :

- favoriser les projets d'habitat inclusif.

- ***Action 2 : impulser une dynamique de transformation et de diversification de l'offre en faisant prendre au département un virage dit « inclusif »***

Le Conseil départemental a été retenu dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêt lancé par Madame la Ministre en charge des personnes handicapées, fin 2018. Une feuille de route conjointe avec l'ARS a été déposée auprès du Ministère.

Cette feuille de route devra prévoir la mobilisation de l'ensemble des acteurs du département dans un objectif de promotion de la citoyenneté et d'accessibilité universelle (logement, culture, mobilité, sport, formation et scolarisation, accessibilité, …), et autour de 5 axes :

- *Axe 1 : accéder à ses droits plus facilement*
- *Axe 2 : être accueilli et soutenu dans son parcours, de la crèche à l'université*
- *Axe 3 : accéder à un emploi et travailler comme les autres*
- *Axe 4 : vivre chez soi et se maintenir en bonne santé*
- *Axe 5 : être acteur dans la cité.*

Ces orientations sont proposées dans le cadre du PACTE ARDENNES :

- *faire du département des Ardennes le premier territoire inclusif du Grand Est (action Pacte Ardennes)*
- *penser l'EHPAD du futur pour une réponse graduée aux différents degrés de la dépendance (action Pacte Ardennes)*
- *favoriser le pluri-agrément Maison d'accueil Spécialisée/Foyer d'Accueil Médicalisé pour fluidifier les parcours (action Pacte Ardennes).*

ORIENTATION 3 : SOUTENIR L'ACTION EN FAVEUR DU MAINTIEN À DOMICILE DANS UNE RECHERCHE D'ÉQUITÉ ET DE QUALITÉ DES RÉPONSES SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE

- ***Action 1 : assurer une couverture de l'ensemble du territoire par les services d'aide à domicile***

Dans le département, 15 SAAD sont autorisés à intervenir auprès des publics fragilisés, cinq d'entre eux sont habilités à l'aide sociale. Au 31 août 2019, ces cinq services habilités se partagent 92,7 % du montant des heures APA payées en mode prestataire.

Propositions 2020 :

Améliorer la couverture territoriale en ciblant les zones blanches et fragiles, en vue de permettre une meilleure équité entre bénéficiaires, une continuité dans l'intervention à domicile des SAAD, un accès de tous à un tarif limitant la charge financière pour le bénéficiaire et le respect de son libre choix de l'intervenant. Pour ce faire, il est proposé :

- de revaloriser de 17,77 € à 18,88 € le tarif horaire APA versé aux SAAD autorisés mais non-habilités pour réduire le reste à charge des bénéficiaires,
- de mettre en œuvre un dispositif d'aide à la gestion des situations de rupture d'intervention,
- d'expérimenter la « préfiguration du futur modèle de financement des SAAD » portée par la CNSA au travers d'un appel à candidature et de la signature d'un CPOM. Cet appel à candidature lancé dès 2019, est proposé à l'ensemble des SAAD et bénéficie d'une enveloppe de crédits de 560 880 €. Les critères d'éligibilités reposent notamment sur :
  - le profil des personnes prises en charge,
  - l'amplitude horaire d'intervention,
  - les caractéristiques du territoire d'intervention.

L'étape suivante est l'établissement, pour le 30 mars 2020 au plus tard, d'une convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens (CPOM) avec les SAAD retenus dans le cadre de l'appel à candidature.

- ***Action 2 : améliorer la qualité de service des SAVS-SAMSAH par un contrôle renforcé et assurer une meilleure répartition des moyens sur les territoires***

Propositions 2020 :

- ajuster l'offre à la demande sur les 4 territoires d'action sociale,
- accompagner les services à l'élaboration de procédures et d'outils communs,
- établir les procédures permettant un meilleur contrôle de la qualité du service rendu par ces services.

- ***Action 3 : améliorer la coordination autour du traitement des situations complexes et mesurer l'efficience des dispositifs pour en améliorer l'efficacité***

La MAIA des Ardennes est portée par le Conseil Départemental des Ardennes et financé par l'ARS comme porteur. Elle est composée d'un pilote et d'une équipe pluridisciplinaire de cinq gestionnaires de cas.

De son côté, la Direction de l'Autonomie accompagne la MDPH dans l'appréhension des situations complexes traitées dans le cadre de la démarche « Réponse Accompagnée Pour Tous » (RAPT).

Propositions 2020 :

- Préciser la place et le rôle de la MAIA au sein du réseau de santé et sa contribution à la Plateforme Territoriale d'Appui en affirmant et préservant ses missions,
- Renforcer notre capacité de diagnostic et d'accompagnement du **public dit des « jeunes malades »,**
- Étendre son action au public de moins de 60 ans,
- Envisager l'accueil des gestionnaires de cas dans des locaux mieux adaptés à leur activité,

- Observer les publics du dispositif RAPT, capitaliser sur les solutions proposées et leur efficacité pour les intégrer dans l'offre de service,
- en collaboration avec l'ARS, mettre en place une **commission départementale d'étude des situations** des personnes sans solution pour prévenir la détérioration des situations conduisant à la mise en place de Groupements Opérationnels de Synthèse (GOS).

ORIENTATION 4 : DÉVELOPPER L'ACCUEIL FAMILIAL ET SOUTENIR LES AIDANTS

- ***Action 1 : développer le dispositif Accueil Familial adulte***

Le Département agrée, forme les accueillants familiaux, fixe les montants des éléments de rémunération de ces derniers, organise et verse l'ASH.
En 2019, 36 familles dont 4 couples agréés accueillent 48 personnes (contre 52 en 2009).

Propositions 2020 :

- **poursuivre** la **mise en œuvre du plan de formation** des accueillants familiaux adulte.
- **élaborer une politique de l'accueil familial** pour le département des Ardennes :
    - promotion et valorisation pour un développement du nombre d'agréments,
    - développement de dispositifs qui complètent l'offre d'hébergement pour des personnes âgées et personnes handicapées, et particulièrement des publics prioritaires PH ciblés,
    - développement de 5 places d'accueil pour personnes Handicapées,
    - développement de 3 places d'accueil pour personnes âgées.

L'enjeu de cette politique de développement de l'accueil familial est double :

- qualitatif, par la mise à disposition d'une solution alternative au domicile et à l'hébergement en réponse au projet de vie et aux besoins de certaines personnes âgées ou personnes handicapées s'intégrant dans la Politique Départementale de développement du 100 % inclusif,

- complémentaire, offrant une solution supplémentaire et complémentaire aux besoins des personnes en attente de solution.

- ***Action 2 : soutenir les aidants familiaux***

Les aidants familiaux constituent souvent la première alternative au placement et la solution pour maintenir la personne âgée ou handicapée dans son environnement naturel. Pour s'assurer de la durabilité des prises en charge par les proches, il nous faut étayer le dispositif pour permettre aux aidants de se ressourcer.

Propositions 2020 :

Finaliser la mise en œuvre de la loi ASV :

- mise en place de l'enveloppe « aide aux aidants » et des forfaits pour hospitalisation de l'aidant,
- mise en application des tarifs FEPEM pour les particuliers employeurs,
- renforcement et communication sur le dispositif d'aide aux aidants.

ORIENTATION 5 : ACCENTUER NOTRE ACTION DE PRÉVENTION DE LA PERTE D'AUTONOMIE

Poursuivre le développement d'actions de prévention par le biais de la Conférence des Financeurs de la Prévention à la Perte d'Autonomie

La conférence des financeurs a été instituée par la loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement du 28 décembre 2015. Elle est financée par la CNSA.

Sur la base d'un diagnostic, cinq axes pour la période de 2017 à 2021 ont été identifiés :

- Axe 1 : favoriser et améliorer l'accès aux aides techniques individuelles,
- Axe 2 : développer la mobilité,
- Axe 3 : lutter contre l'isolement et favoriser le maintien du lien social et intergénérationnel,
- Axe 4 : mettre en œuvre sur le territoire ardennais, le « vieillir en bonne santé »,
- Axe 5 : soutenir les actions de prévention santé pour les proches aidants.

Propositions 2020 :

Poursuivre la mise en œuvre du dispositif en :

- Finançant les aides techniques individuelles et en promouvant leur utilisation,
- ciblant les personnes isolées et fragilisées grâce à l'appel à projet dédié,
- couvrant les besoins de la population en matière de déficiences sensorielles,
- développant le volet « habitat inclusif » en lien avec la loi ELAN,
- mettant en œuvre le forfait Autonomie dédié aux résidences autonomie *(axe de soutien aux aidants inscrit dans la fiche action n° 78 du PACTE ARDENNES « Répit des aidants des personnes en situation de handicap : se séparer pour mieux se retrouver »),*
- mesurant la plus-value de nos actions et en les accompagnant pour les pérenniser.

- ***La MDPH***

Créée en 2006, la MDPH s'attache depuis maintenant 13 ans à mettre en œuvre les objectifs de notre Collectivité au service des ardennais en situation de handicap et de leurs familles.

Evolution des principaux indicateurs d'activité en 2018 (données au 31/12/2018)

- Personnes connues + 5,5 % / 2017 (24 262 personnes)
- Demandes déposées + 2,1 % / 2017 (20 372 demandes)
- Décisions et avis + 16,9 % / 2017 (23 451 demandes)
- Délai de traitement 6,2 mois (6,6 mois en 2017)

Propositions 2020 :

- **Le dispositif « Réponse Accompagnée Pour Tous »** verra, également, la poursuite des axes mis en œuvre : *axe 1* (Dispositif d'Orientation permanent) et *axe 3* (Pair Aidance). *L'axe 2* (déploiement d'une réponse territorialisée) se constituera sous la forme d'un comité territorial piloté conjointement par l'Agence Régionale de Santé et le Conseil départemental. La MDPH sera associée à tous les travaux du comité territorial. Ce travail conjoint, mené en lien avec l'ensemble des partenaires devraient permettre de cheminer vers la rénovation de l'offre médico-sociale.
- **Le SI harmonisé MDPH** constitue, depuis 2019 un chantier majeur, et, mobilisera la MDPH à court et moyen terme, de nouveaux paliers de déploiement étant prévus à compter de 2020. Cette mise en œuvre est également corrélée à la mise en œuvre d'autres outils tel que l'outil CAT MDPH (pseudonomysation de toutes les données en vue des extractions effectuées directement par la CNSA sur le SI), déploiement du téléservice à destination des usagers.

- L**'outil VIA TRAJECTOIRE** devra être rendu plus opérant afin de nous apporter une lisibilité réelle des parcours de nos usagers, des possibilité d'accueil sur chacun des établissements et services ardennais. Cet outil corrélé au dispositif « Réponse Accompagnée Pour Tous » permettra d'avoir une lecture à l'instant T de l'offre disponible et de pointer les besoins d'adaptation de l'offre médico-sociale territoriale.

- La MDPH s'inscrira dans **des projets en lien avec différents partenaires institutionnels** : projet territorial de Santé mentale (pilotage de l'axe 4 : accompagnement des usagers dans leur parcours de soins, contrat local de Santé Ardennes Métropole (co-pilotage avec la Délégation territoriale ARS de la fiche action « Accès aux Soins des Personnes en situation de Handicap ».

- La MDPH s'inscrira dans les **travaux de la Direction générale des Solidarités et Réussites, dans le cadre de sa Direction de l'Autonomie** à plusieurs titres : Territoire 100 % inclusif, Pacte Ardennes 2022, Conférence des Financeurs, Schéma départemental de l'Autonomie.

IV – INSERTION ET RETOUR A L'EMPLOI

Chef de file de l'insertion, le Conseil départemental se mobilise aux côtés de ses partenaires dans le plan de lutte contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale en finançant, d'une part, la prestation du Revenu de Solidarité Active (RSA) et d'autre part, les actions d'accompagnements social et professionnel en faveur du retour à l'emploi de ses bénéficiaires.

L'accès à l'emploi reste au cœur de la politique d'insertion et la mise en œuvre du Pacte Départemental d'Insertion et de Retour vers l'Emploi 2015-2020 se poursuit en 2020.

1) LA PRESTATION RSA

La loi du 1er décembre 2008, généralisant le Revenu de Solidarité Active, a confié aux Conseils départementaux la gestion financière et administrative du dispositif. Les départements ont donc la charge du financement du RSA socle et socle majoré.

Au 31 août 2019, la prestation RSA représentait un coût total de 41 636 656 € (soit une dépense mensuelle moyenne de 5 204 582 € contre 5 236 893 € en 2018), en faveur 9 870 foyers ardennais et représentant 11 329 personnes soumises aux droits et devoirs.

Le RSA est une prestation différentielle calculée au regard de la composition familiale et sur la base des revenus perçus au titre du trimestre précédent la déclaration. Il peut donc se produire un décalage entre les ressources réelles de l'allocataire et les ressources prises en compte pour le calcul du RSA. Ainsi, si un bénéficiaire du RSA exerce une activité salariée saisonnière, les revenus issus de cette activité seront pris en considération dans le calcul du RSA des 3 prochains mois. Ces dispositions sont peu encourageantes à la reprise d'une activité. Un mécanisme de neutralisation des ressources peut donc être mis en place pour permettre à l'allocataire de percevoir des revenus saisonniers sans incidence financière sur le calcul de son RSA. Ce dispositif leur permettra également de développer des compétences et savoir-faire transférables vers des activités professionnelles plus pérennes.

A partir de 2020, je vous propose d'appliquer la neutralisation des ressources tirées d'activités salariées saisonnières dans les secteurs agricoles (vendanges en particulier), du tourisme, de l'hôtellerie et de la restauration.

2) LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE DEPARTEMENTALE D'INSERTION : LES ACTIONS EN FAVEUR DU RETOUR A L'EMPLOI

A – Le Programme Départemental d'Insertion

Pour 2020, il est proposé de faire évoluer le contenu des appels à projets PDI pour inscrire les actions dans une véritable logique de parcours tout en répondant aux obligations réglementaires et aux orientations du Plan Pauvreté.

Phase 1 Repérage et orientation → Phase 2 Remobilisation → Phase 3 Perspectives de retour à l'emploi

Les réunions d'informations collectives sur les droits et devoirs des bénéficiaires du RSA sont suivies d'un premier diagnostic permettant d'orienter rapidement le participant en fonction de ses potentialités. En cas de détection de freins sociaux qualifiés de « lourds » (santé et logement), l'usager est orienté vers un travailleur social (ou l'accompagnement est mis en veille si une problématique « santé » importante le justifie).

Par conséquent, la mission d'accompagnement social des bénéficiaires du RSA sera, à partir de 2020, réservée aux seuls Centres Communaux d'Action sociale (CCAS) et Missions Accueil Accompagnement et Développement Social (MAADS) du Département. La durée de l'accompagnement est ramenée à 6 mois, éventuellement renouvelable, avec une proposition de réorientation ou de maintien soumise à l'Equipe Pluridisciplinaire à l'issue de ce délai. Par ailleurs, les modalités de financement des structures référentes seront

harmonisées avec les autres dispositifs d'accompagnement (les modalités de calcul actuelles sont basées sur le nombre de jours d'accompagnements réalisés et au-delà d'être chronophage pour les agents en charge du contrôle, elles n'encouragent pas la sortie des portefeuilles de suivi).

En matière d'accompagnement des jeunes bénéficiaires du RSA de moins de 26 ans, il est proposé le maintien du partenariat avec les Missions Locales et une automatisation des orientations vers ces partenaires sur la base du critère d'âge de l'allocataire.

Concernant les actions collectives, il est proposé de mettre un terme à l'appel à projets « actions collectives d'insertion sociale – vie sociale ». Ces actions, majoritairement portées par les centres sociaux, ne sont pas spécifiques au PDI et représentent en 2019 13 conventions passées pour un total de subventions allouées de 70 413 €, dont les agents de la Direction de l'Insertion et du Retour à l'Emploi (DIRE) assurent le suivi, le contrôle et l'évaluation. Ces actions ont une faible portée en matière d'insertion professionnelle, toutefois, elles assurent un véritable rôle social. Il est donc proposé la réintégration de ces actions dans les « conventions de soutien financier global » en faveur des centres sociaux, gérées par la Direction des Solidarités et de la Réussite. Limitant ainsi le risque de double financement d'une action, la structure peut disposer d'un unique interlocuteur au sein de la collectivité.

Par ailleurs, l'éligibilité au PDI pourra être élargie à des actions d'insertion initiées par les agents de la Direction des Solidarités et de la Réussite (Direction Action sociale et Territoires), reconnaissant leurs compétences en ingénierie de projet.
Enfin, parmi les actions financées au titre de la « vie sociale », le Conseil départemental apporte son soutien financier à l'association « Initiales », pour la réalisation de l'action « Sur les Chemins de l'Ecrit » dont l'objectif est de valoriser l'expression écrite des personnes vivant des difficultés d'inclusion sociale dues à la non maîtrise de la langue française (12 000 € alloués en 2019). Le « Festival de l'écrit » consacre et concrétise le travail d'écriture effectué par les stagiaires. Les productions sont examinées par le Jury du Festival et donnent lieu à une remise de prix devant les acteurs locaux, les élus et les organismes financeurs. Dès 2020, il est proposé que cette opération soit valorisée dans la fiche action relative à la lutte contre l'illettrisme, portée par la Bibliothèque départementale (Direction de l'Education et de la Culture), au titre du Plan pauvreté.

Dans le cadre de la phase de « remobilisation » du parcours d'insertion, il est proposé le lancement d'un appel à projets permettant d'assurer une offre de service répondant à la résolution de problématiques sociales (hors problématiques lourdes prises en charge par les CCAS et les MAADS) tout en mobilisant des actions favorisant le retour à l'emploi. A l'instar du dispositif d'insertion active expérimenté en 2019, le porteur du projet sera désigné comme référent unique du participant et construira son action autour d'entretiens individuels et d'ateliers collectifs.

La phase de perspectives de retour à l'emploi permet, quant à elle, de finaliser le projet professionnel du participant en adéquation avec ses envies, ses aptitudes et en tenant compte de la réalité économique du territoire et des attentes des employeurs locaux. Elle se construit également autour d'entretiens individuels et collectifs et repose principalement sur des immersions, des stages et des formations qualifiantes. Le dispositif d'accompagnement intensif (« référents insertion active ») se poursuit donc en 2020 compte tenu des résultats très encourageants en terme de remobilisation vers le retour à l'emploi.

Pour terminer en matière d'accompagnement au titre du PDI, il est proposé pour 2020, le lancement d'un appel à projets consacré à l'accompagnement des auto-entrepreneurs et des travailleurs indépendants bénéficiaires du RSA. En effet, 600 bénéficiaires du RSA soumis aux droits et devoirs possèdent ce statut et ne jouissent pas d'un suivi spécifique à leur situation. Cet appel à projets sera ouvert aux coopératives d'employeurs, qui permettent aux

travailleurs indépendants de mutualiser un maximum de moyens et de sécuriser leur rémunération.

Afin de poursuivre le soutien financier d'actions pertinentes en matière de retour à l'emploi mais qui ne s'inscrivent plus dans les appels à projets PDI 2020 (école « Simplon », Digitale Académie, Made in Métal du CFAI…), il est proposé la création d'une enveloppe destinée à participer financièrement à ces projets (100 000 €).

B – L'accompagnement global

Le dispositif d'accompagnement global, mis en place depuis avril 2017, permet d'augmenter d'environ 27 % les perspectives de retour à l'emploi durable. En 2019, ce dispositif est monté en puissance suite à la création de 6 postes de conseillers Pôle Emploi dans le cadre du Pacte Ardennes, et de 6 postes de travailleurs sociaux au sein de la DIRE, afin de renforcer les moyens humains affectés au traitement des problématiques sociales des publics accompagnés dans ce cadre.

Au 30 septembre 2019, 688 personnes sont entrées dans cet accompagnement sur un objectif de 920, soit un taux de réalisation 74 % (75 % de ces usagers sont des bénéficiaires du RSA).

Les résultats qualitatifs en terme de retour à l'emploi sont les suivants :

- 15 CDI
- 53 CDD d'une durée supérieure ou égale à 6 mois
- 24 CDD d'une durée inférieure à 6 mois
- 2 formations qualifiantes
- 1 création d'entreprise

C – L'Insertion par l'Activité Economique : les Ateliers et Chantiers d'Insertion

Un travail de réflexion en 2018 a engagé une diminution du niveau de financement des ACI dans le cadre du PDI. En 2019, le financement est passé de 6 000 € par ETP de bénéficiaire du RSA à 4 500 €. Pour 2020, il est proposé d'acter un financement par ETP de bénéficiaire du RSA à hauteur de 3 500 €.

Par ailleurs, en 2019, une part variable correspondant à une « prime » au résultat a été mise en place à hauteur de 1 500 € par sortie de bénéficiaire du RSA en emploi durable. Il est proposé de maintenir cette même part variable en 2020. Ces niveaux de financement se rapprochent de ceux pratiqués par les autres Départements. Aussi, les travaux préparatoires d'élaboration de la maquette FSE 2020 prévoient une augmentation des financements en faveur des structures de l'IAE en 2020.

Enfin, les chantiers d'insertion d'Ardennes Patrimoine Insertion (API) sont présents sur les sites de la Cassine et du Fort des Ayvelles et œuvrent à l'entretien réguliers des espaces verts et de l'équipement, à la réfection du bâti, et au développement de leur aspect touristique. Depuis 2019, API intervient également sur le site du Musée Guerre et Paix et au Lac de Bairon. Ces prestations sont réalisées conformément à un programme de travaux établi par la Direction des Infrastructures et de l'Equipement (DIE), qui en assure le contrôle. Il est donc proposé à partir de 2020 de ne plus inclure au titre du PDI, l'entretien et la valorisation des propriétés départementales, et de transférer ce dossier à la DIE.

D – Ardennes Compétences Territoriales (ACT) / Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi des Ardennes (PLIE) / Organisme Intermédiaire (OI)

En 2018, le PLIE s'est doté de 4 référents emploi territoire dont la mission est d'assurer le retour vers l'emploi des bénéficiaires du RSA, d'assurer l'intermédiation avec leurs employeurs potentiels et de les accompagner dans leur parcours. Ils ont également un rôle d'animation de réseaux, de mise en relation, et de collaboration aux évènementiels et job dating déclinés par le Département sur le territoire. Ces postes sont financés par le FSE et par le Département au titre de la prise en charge des dépenses inéligibles au FSE.

Pour 2020, il est proposé la réintégration par voie de recrutement de 2 de ces référents au sein du Service Opérationnel de Retour à l'Emploi Durable de la DIRE, sur les postes ouverts en 2019 de « Conseiller Emploi Insertion » restants à pouvoir.

Aussi, une réflexion a été engagée avec le PLIE sur la création d'un fonds d'aide individuelle à la reprise d'activité destiné aux personnes ne pouvant pas prétendre à des aides de droit commun (Pôle Emploi, Région, PLIE). Ces aides financières ont pour objet la prise en charge de frais liés à la reprise d'une activité (emploi, formation), de types frais de transport, de garde d'enfants, d'hébergement… Pour le financement de ce fonds, des crédits européens seront mobilisés à hauteur de 100 000 € par le PLIE, qui assurera l'instruction administrative des demandes et la gestion de l'enveloppe en lien avec le Conseil départemental.

Enfin, il est proposé de reconduire le soutien financier alloué au PLIE et à l'Organisme Intermédiaire (pour mémoire, 551 714 € en 2019).

E – Les contrats aidés

Je vous propose de poursuivre et d'accentuer notre politique de soutien financier aux contrats aidés et de renforcer la mobilisation des partenaires pour sa mise en œuvre. Ces propositions pour 2020 sont les suivantes :

- Enveloppe contrats aidés secteur non marchand : 180 contrats
- Enveloppe contrats aidés secteur marchand : 100 contrats
- Projet de convention de partenariat avec Pôle Emploi comprenant la délégation par le Département à Pôle Emploi de la prescription d'une partie de l'enveloppe des contrats aidés secteur non marchand et la délégation par Pôle Emploi au Département de la prescription des Périodes de Mise en Situation en Milieu Professionnel (PMSMP). En termes d'impact budgétaire, il conviendra de prévoir une enveloppe financière pour la prise en charge des cotisations liées aux risques « accident du travail » et « maladie ».

3) LA MOBILISATION DU FONDS SOCIAL EUROPEEN (FSE)

La mobilisation des fonds européens en faveur des actions à visée professionnelle se poursuit en 2020, dernière année de programmation du Programme Opérationnel National 2014-2020. La programmation des opérations en 2020 est estimée entre 1,4 et 1,5 M€ conformément à la maquette financière et compte tenu des crédits disponibles.

Le remboursement de l'avance de trésorerie consentie dans le cadre de ce programme 2014-2020 se poursuit à un rythme régulier et il est prévu, au titre des recettes 2020, le recouvrement de la somme de 1,5 M€.

Le prochain programme FSE va couvrir la période 2021-2027. Il appartiendra à l'Assemblée départementale de se prononcer, au cours du premier semestre 2020, sur les modalités de gestion de ce futur programme.

En résumé, je vous propose pour l'année 2020 :

- d'appliquer dans le cadre du calcul du RSA, la neutralisation des ressources tirées d'activités salariées saisonnières dans les secteurs agricoles (vendanges en particulier), du tourisme, de l'hôtellerie et de la restauration.

- de faire évoluer le contenu des appels à projets PDI pour inscrire les actions dans une véritable logique de parcours tout en répondant aux obligations réglementaires et aux orientations du Plan Pauvreté, à savoir :

- Réserver la mission d'accompagnement social des bénéficiaires du RSA aux seuls Centres Communaux d'Action sociale (CCAS) et Missions Accueil Accompagnement et Développement Social (MAADS) du Département, et d'en harmoniser les modalités financement avec les autres dispositifs d'accompagnement PDI, à savoir un calcul de la subvention correspondant à au coût d'un poste (45 000 € à 50 000 € pour un ETP, charges indirectes comprises) ;
- Maintenir le partenariat avec les Missions Locales pour l'accompagnement des jeunes de moins de 26 ans et automatiser les orientations vers ces partenaires sur la base du critère d'âge de l'allocataire ;
- Mettre un terme à l'appel à projets « actions collectives d'insertion sociale - Vie sociale » et intégrer le financement des actions portées par les centres sociaux dans les « conventions de soutien financier global » gérées par la Direction des Solidarités et de la Réussite ;
- Soutenir au titre du PDI des actions d'insertion initiées par les agents de la Direction des Solidarités et de la Réussite (Direction Action sociale et Territoires) ;
- Valoriser l'action « Sur les chemins de l'Ecrit » de l'association Initiales dans la fiche action relative à la lutte contre l'illettrisme, portée par la Bibliothèque départementale, au titre du Plan pauvreté. Ce transfert de dossier vers la Direction de l'Education et de la Culture s'accompagne du transfert des crédits correspondants, à hauteur de 12 000 € ;
- Lancer un appel à projets au titre de la « remobilisation » des bénéficiaires du RSA, permettant d'assurer une offre de service répondant à la résolution de problématiques sociales tout en mobilisant des actions favorisant le retour à l'emploi ;
- Reconduire le dispositif d'accompagnement intensif des bénéficiaires du RSA ;
- Lancer un appel à projets au titre de l'accompagnement des auto-entrepreneurs et travailleurs indépendants bénéficiaires du RSA et l'ouvrir aux coopératives d'employeurs ;
- Réserver une enveloppe (100 000 €) destinée à participer financièrement à des projets pertinents en matière de retour à l'emploi mais qui ne s'inscrivent plus dans les appels à projets du PDI 2020 (école « Simplon », Digitale Académie, Made in Métal du CFAI…).

- Ramener la part fixe de la subvention PDI allouée aux Ateliers et Chantiers d'Insertion à 3 500 € par ETP de bénéficiaire du RSA et conserver le niveau de financement au titre de la part variable (1 500 €) ;

- De ne plus inscrire au titre du PDI le financement de l'entretien des propriétés départementales par Ardennes Patrimoine Insertion, et de transférer ce dossier à la Direction des Infrastructures et de l'Equipement (DIE) compétente pour élaborer les programmes de travaux et les réceptionner ;

- De réintégrer par voie de recrutement 2 des référents emploi territoire du PLIE au sein du Service Opérationnel de Retour à l'Emploi Durable de la DIRE, sur les postes ouverts en 2019 de « Conseiller Emploi Insertion » restants à pouvoir ;

- De prendre acte de la création d'un fonds d'aide individuelle à la reprise d'activité destiné aux personnes ne pouvant pas prétendre à des aides de droit commun et dont l'objet est la prise en charge de frais liés à la reprise d'une activité. Cette opération, portée par le PLIE en lien avec le Conseil départemental, sera financée à 100 % par le FSE ;

- De reconduire le soutien financier alloué au PLIE et à l'Organisme Intermédiaire ;

- D'accentuer notre politique de soutien financier aux contrats aidés et de renforcer la mobilisation des partenaires pour sa mise en œuvre, à savoir :

  - Enveloppe contrats aidés secteur non marchand : 180 contrats
  - Enveloppe contrats aidés secteur marchand : 100 contrats
  - Projet de convention de partenariat avec Pôle Emploi comprenant la délégation par le Département à Pôle Emploi de la prescription d'une partie de l'enveloppe des contrats aidés secteur non marchand et la délégation par Pôle Emploi au Département de la prescription des Périodes de Mise en Situation en Milieu Professionnel (PMSMP). En termes d'impact budgétaire, il conviendra de prévoir dans le cadre du Budget Primitif 2020 une enveloppe financière pour la prise en charge des cotisations liées aux risques « accident du travail » et « maladie ».

- De consentir une avance de trésorerie de 1,5 M€ (crédits de paiement 2020 : 750 000 €) pour le préfinancement des opérations FSE 2020, dernière année de programmation du PON FSE 2014-2020, et d'inscrire en recettes attendues la somme de 1,5 M€ au titre des exercices antérieurs ;

- De se prononcer, au cours du premier semestre 2020, sur les modalités de gestion du futur programme FSE 2021-2027.

V – HABITAT

MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME DÉPARTEMENTAL D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT PRIVÉ 2018-2021

Le Département s'est engagé en 2018 dans la mise en œuvre d'un nouveau programme d'amélioration de l'habitat privé « Habiter mieux en Ardennes 2018-2021 ».

Le lancement de cette opération a été officialisé en septembre 2018 avec la signature de deux conventions de programme d'intérêt général entre notre collectivité, l'État, l'Anah, la CAF des Ardennes, la Région Grand Est et les huit EPCI. La première porte sur la lutte contre l'habitat indigne, l'adaptation des logements à la perte d'autonomie et les copropriétés fragiles et la seconde sur la lutte contre la précarité énergétique.

Le programme a pour ambition d'accompagner la rénovation de plus de 2 000 logements sur les différentes thématiques sur la période 2018-2021.

Le Département, maître d'ouvrage du programme, a confié le suivi-animation au groupement URBAM CONSEIL – ENERCOOP Ardennes Champagne – SOLIHA Ardennes. Le groupement a pour missions la communication et l'information sur le programme, le repérage et l'accompagnement des propriétaires de la phase diagnostic jusqu'au solde des dossiers de subventions.

Le montant du marché s'élève à 2 189 424 € TTC. Au bout d'une année de mise en œuvre, plus de 1 000 propriétaires ont bénéficié d'un diagnostic et 466 dossiers ont été déposés auprès de l'Anah.

Propositions 2020
Afin de poursuivre le suivi-animation du programme, il est proposé d'inscrire un crédit de paiement de 730 000 € pour 2020.

Je vous rappelle que le Département en tant que maître d'ouvrage avance la totalité des dépenses. L'Anah, la CAF et les huit EPCI participent au financement du suivi-animation ; la participation de l'Anah est fonction des objectifs réalisés.

Je vous serais obligé de bien vouloir en débattre.

PROJET OB 2020
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT

TOTAL DES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT			**305 410 700,00**	**306 166 580,00**	**299 122 817,00**	**305 191 752,00**

INTITULE	OPERATION	NUMERO ET LIBELLE DE LA NATURE ANALYTIQUE	2019			PROJET OB 2020
			Budget primitif	Total BP + DM	CAA	
COMMISSION AFFAIRES SOCIALES						
PMI	CENTRE DE PLANIFICATION FAMILIALE	558 - Frais d'analyses de biologie médicale - Centres de planification	1 500,00	1 500,00	1 100,00	1 000,00
		634 - Honoraires et frais paramédicaux - Centres de planification	500,00	500,00	500,00	500,00
		810 - Remboursement aux hôpitaux - Centres de planification	150 000,00	150 000,00	150 000,00	150 000,00
		Total	**152 000,00**	**152 000,00**	**151 600,00**	**151 500,00**
	PMI- PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE	29 - Acquisition de petit matériel - P.M.I.	450,00	450,00	400,00	400,00
		43 - Alimentation P.M.I.	1 800,00	1 800,00	1 500,00	1 500,00
		82 - Autres fournitures - P.M.I.	3 500,00	3 500,00	2 500,00	3 000,00
		2776 - Autres fournitures non stockées	30,00	30,00		30,00
		2973 - Autres participations - PMI	2 500,00	2 500,00	2 000,00	2 000,00
		101 - Autres prestations de service	4 000,00	4 000,00	2 000,00	2 000,00
		1068 - Autres prestations diverses	200,00	200,00	200,00	200,00
		111 - Autres produits pharmaceutiques - P.M.I.	7 000,00	7 000,00	6 500,00	6 500,00
		879 - Contrat maintenance	2 000,00	2 000,00	2 000,00	2 000,00
		1196 - Déchets	800,00	800,00	600,00	600,00
		3520 - Frais de formation (personnel extérieur à la collectivité)	50 000,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00
		1287 - Frais de transport de personnes extérieures	400,00	400,00	400,00	800,00
		570 - Frais d'impression - P.M.I.	10 000,00	10 000,00	10 000,00	8 500,00
		575 - Frais d'intervention des travailleuses familiales - P.M.I.	74 000,00	74 000,00	74 000,00	74 000,00
		3671 - Livres, disques, cassettes, ...	200,00	200,00	100,00	200,00
		2645 - Sérums et vaccins - PMI	15 000,00	15 000,00	11 000,00	11 000,00
		95 - Services divers - CAMSP	210 000,00	210 000,00	210 000,00	210 000,00
		100 - Services divers - P.M.I.	500,00	500,00		500,00
		Total	**382 380,00**	**382 380,00**	**373 200,00**	**373 230,00**
	TOTAL PMI		**534 380,00**	**534 380,00**	**524 800,00**	**524 730,00**
PROTECTION DE L'ENFANCE	ACTIONS COLLECTIVES DE PREVENTION	736 - Participations aux clubs et équipes de prévention	200 000,00	200 000,00	200 000,00	340 000,00
		Total	**200 000,00**	**200 000,00**	**200 000,00**	**340 000,00**
	ACTIONS INDIVIDUELLES DE PREVENTION	1130 - Allocations jeunes majeurs	300 000,00	322 001,00	350 000,00	300 000,00
		3733- Allocations jeunes majeurs MNA	80 000,00	57 999,00	80 000,00	120 000,00
		745 - Primes à l'installation	20 000,00	20 000,00	21 000,00	25 000,00
		Total AIDES AUX JEUNES MAJEURS	**400 000,00**	**400 000,00**	**451 000,00**	**445 000,00**
		52 - Allocations principales	400 000,00	380 000,00	350 000,00	400 000,00
		565 - Frais d'hospitalisation	10 000,00	10 000,00	9 000,00	10 000,00
		574 - Frais d'intervention des travailleuses familiales - A.S.E.	600 000,00	600 000,00	600 000,00	600 000,00
		3739 - Parrainage de proximité (mesure nouvelle)	30 000,00	30 000,00	13 000,00	60 000,00
		2275 - secours exceptionnels ASE	15 000,00	15 000,00	15 000,00	15 000,00
		Total LA PREVENTION (ASE)	1 055 000,00	1 035 000,00	987 000,00	1 085 000,00
		Total	**1 455 000,00**	**1 435 000,00**	**1 438 000,00**	**1 530 000,00**
	TOTAL LA PREVENTION		**1 655 000,00**	**1 635 000,00**	**1 638 000,00**	**1 870 000,00**

PROJET OB 2020
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT

		TOTAL DES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	**305 410 700,00**	**306 166 580,00**	**299 122 817,00**	**305 191 752,00**

			2019			
INTITULE	**OPERATION**	**NUMERO ET LIBELLE DE LA NATURE ANALYTIQUE**	**Budget primitif**	**Total BP + DM**	**CAA**	**PROJET OB 2020**
PROTECTION DE L'ENFANCE	**ACCUEIL EN ETABLISSEMENTS**	3672 - Accueil de jour en établissement	450 350,00	450 350,00	450 350,00	435 770,00
		85 - Autres frais d'hébergement	95 000,00	95 000,00	90 000,00	137 000,00
		628 - Foyers de l'enfance, centres et hôtels maternels	7 242 953,00	7 242 953,00	7 297 340,00	6 300 000,00
		599 - Frais de scolarité et de stage	10 000,00	10 000,00	11 000,00	11 000,00
		3730 - Frais de séjour des MNA	2 550 000,00	2 570 000,00	2 550 000,00	2 750 218,00
		1307 - Frais d'internat	44 000,00	44 000,00	45 000,00	45 000,00
		936 - Lieux de vie et d'accueil	340 000,00	340 000,00	442 500,00	450 000,00
		629 - Maisons d'enfants à caractère social	12 700 000,00	12 700 000,00	12 700 000,00	13 441 872,00
		Total	**23 432 303,00**	**23 452 303,00**	**23 586 190,00**	**23 570 860,00**
	ACCUEIL FAMILIAL - ASS FAM FRAIS DE DEPLACEMENT	1287 - Frais de transport de personnes extérieures	42 000,00	73 400,00	60 000,00	42 000,00
		Total	**42 000,00**	**73 400,00**	**60 000,00**	**42 000,00**
	ACCUEIL FAMILIAL - INDEMNITES D'ENTRETIEN TIERS	3071 - Indemnités d'entretien - tiers	400 000,00	400 000,00	350 000,00	375 000,00
		Total	**400 000,00**	**400 000,00**	**350 000,00**	**375 000,00**
	ACCUEIL FAMILIAL - PRESTATIONS VERSEES POUR LES ENFANTS	21 - Acquisition de petit matériel	1 400,00	0,00		1 400,00
		49 - Allocations d'habillement	650 000,00	650 000,00	650 000,00	650 000,00
		1931 - Allocations pour activités sportives, culturelles...	15 000,00	15 000,00	15 000,00	15 000,00
		60 - Argent de poche	165 000,00	165 000,00	165 000,00	165 000,00
		106 - Autres produits pharmaceutiques	11 000,00	11 000,00	11 000,00	11 000,00
		530 - Fêtes et cérémonies	4 600,00	4 600,00	4 600,00	4 600,00
		552 - Fournitures scolaires	55 000,00	55 000,00	55 000,00	55 000,00
		3348 - frais de colloques et de séminaires	7 800,00	7 800,00	6 500,00	7 800,00
		2313 - Frais périscolaires	225 000,00	225 000,00	220 000,00	225 000,00
		633 - Honoraires et frais paramédicaux	16 000,00	16 000,00	16 000,00	16 000,00
		698 - Médicaments	3 000,00	3 000,00	3 000,00	3 000,00
		3056 - Remboursement de frais à des tiers (fonctionnement)	1 000,00	1 000,00	1 000,00	1 000,00
		Total	**1 154 800,00**	**1 153 400,00**	**1 147 100,00**	**1 154 800,00**
	ACTION EDUCATIVE EN MILIEU OUVERT	3590 - Mesures alternatives au placement	1 850 000,00	1 850 000,00	1 850 000,00	2 137 726,00
		700 - Mesures d'observation et d'action éducative en milieu ouvert	2 000 000,00	2 000 000,00	1 900 000,00	1 900 000,00
		Total	**3 850 000,00**	**3 850 000,00**	**3 750 000,00**	**4 037 726,00**
	DIVERS FONCTIONNEMENT ASE	553 - Frais d'actes et de contentieux	42 000,00	42 000,00	36 000,00	40 000,00
		2274 - Remboursements aux départements - ASE	150 000,00	103 000,00	120 000,00	125 000,00
		Total	**192 000,00**	**145 000,00**	**156 000,00**	**165 000,00**
	TOTAL LA PROTECTION DE L'ENFANCE		**29 071 103,00**	**29 074 103,00**	**29 049 290,00**	**29 345 386,00**
	SERVICE SOCIAL dep	1042 - acquisition de petit matériel Service Social	500,00	500,00	100,00	
		42 - Alimentation service social	1 000,00	1 000,00	800,00	
		80 - Autres fournitures - service social	700,00	700,00	600,00	
		1068 - Autres Prestations diverses	1 000,00	1 000,00	1 000,00	
		1185 - Frais de transport - Service Social	1 000,00	1 000,00	1 000,00	
	TOTAL SERVICE SOCIAL DEPARTEMENTAL		**4 200,00**	**4 200,00**	**3 500,00**	**0,00**
	TOTAL PROTECTION DE L'ENFANCE		**30 730 303,00**	**30 713 303,00**	**30 690 790,00**	**31 215 386,00**

PROJET OB 2020
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT

		TOTAL DES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	**305 410 700,00**	**306 166 580,00**	**299 122 817,00**	**305 191 752,00**

INTITULE	OPERATION	NUMERO ET LIBELLE DE LA NATURE ANALYTIQUE	2019 Budget primitif	2019 Total BP + DM	2019 CAA	PROJET OB 2020
AMELIORATION DE L'HABITAT PRIVE DANS LES ARDENNES	Nouveau PIG 2018-2021	3264 - Prestation d'étude et de conseil	730 000,00	729 998,00	730 000,00	730 000,00
		Plan départemental de lutte contre l'habitat indigne - D	**730 000,00**	**729 998,00**	**730 000,00**	**730 000,00**
	PLAN DEPARTEMENTAL DE L'HABITAT	3264 - Prestation d'étude et de conseil	12 734,00	12 736,00	1 427,00	0,00
		Plan départemental de lutte contre l'habitat indigne - D	**12 734,00**	**12 736,00**	**1 427,00**	**0,00**
		Total	**12 734,00**	**12 736,00**	**1 427,00**	**0,00**
	Subventions de fonctionnement Secteur Social	301 - Subventions - A.D.I.L.	30 000,00	30 000,00	30 000,00	30 000,00
		Total	**30 000,00**	**30 000,00**	**30 000,00**	**30 000,00**
	TOTAL AMELIORATION DE L'HABITAT PRIVE DANS LES ARDENNES		**772 734,00**	**772 734,00**	**761 427,00**	**760 000,00**
ACCOMPAGNEMENT ET DEVELOPPEMENT SOCIAL	développement social	1042 - acquisition de petit matériel Service Social	900,00	900,00	350,00	500,00
		42 - Alimentation service social	1 800,00	1 800,00	1 000,00	1 800,00
		80 - Autres fournitures - service social	900,00	900,00	500,00	500,00
		1068 - Autres Prestations diverses	900,00	900,00	500,00	1 000,00
		Total	**4 500,00**	**4 500,00**	**2 350,00**	**3 800,00**
	Fonds Territoires	613 - Fonds Social de Transition	22 500,00	22 500,00	22 500,00	22 500,00
		542 - Fonds d'Aide aux Jeunes en difficulté (F.A.J.D.)	55 000,00	52 406,00	35 000,00	45 000,00
		2647 - Fonds de Solidarité Eau	25 000,00	25 000,00	18 000,00	20 000,00
		2648 - Fonds de Solidarité Energie	250 000,00	250 000,00	185 000,00	200 000,00
		2745 - F.S.L. subventions MAINTIEN	120 000,00	120 000,00	100 000,00	120 000,00
		2744 - F.S.L. subventions ACCES	150 000,00	150 000,00	90 000,00	150 000,00
		xxx - Provision dépôt de garantie				50 000,00
		Total	**622 500,00**	**619 906,00**	**450 500,00**	**607 500,00**
	Aides individuelles	3550 - F.A.A.L.	67 500,00	67 500,00	57 000,00	58 000,00
		542 - Fonds d'Aide aux Jeunes en difficulté (F.A.J.D.)	30 000,00	30 000,00	30 000,00	40 000,00
		2749 - F.S.L. - A.S.L.L.	180 000,00	180 000,00	180 000,00	220 000,00
		Total	**277 500,00**	**277 500,00**	**267 000,00**	**318 000,00**
		Total F.S.L. et F.A.J.D. et F.S.T.	**904 500,00**	**901 906,00**	**719 850,00**	**929 300,00**
	CHARGES DE STRUCTURES	1303 - Contrat de prestations de services	10 000,00	10 000,00	10 000,00	
		2629 - MAJ	10 000,00	19 700,00	19 700,00	10 000,00
		3346 - Protection Juridique des majeurs	162 000,00	162 000,00	150 000,00	162 000,00
		Total	**182 000,00**	**191 700,00**	**179 700,00**	**172 000,00**
	TOTAL ACCOMPAGNEMENT ET ET DEVELOPPEMENT SOCIAL		**1 086 500,00**	**1 093 606,00**	**899 550,00**	**1 101 300,00**
PA PH	frais communs d'aide sociale	3317 - Contrats de prestations de service	3 600,00	3 600,00	1 500,00	2 500,00
		2753 - Cotisations	16 000,00	16 000,00	16 000,00	16 000,00
		2964 - Frais d'actes et de contentieux - FC	5 000,00	5 000,00	1 500,00	5 000,00
		3520 - Frais de formation (personnel extérieur à la collectivité)	16 742,00	16 742,00	10 000,00	12 916,00
		567 - Frais d'impression	1 620,00	1 620,00		1 500,00
		2966 - Transports de personnes extérieurs - FC	18 168,00	18 168,00	5 000,00	10 000,00
		Total	**61 130,00**	**61 130,00**	**34 000,00**	**47 916,00**

PROJET OB 2020
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT

		TOTAL DES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	**305 410 700,00**	**306 166 580,00**	**299 122 817,00**	**305 191 752,00**

INTITULE	OPERATION	NUMERO ET LIBELLE DE LA NATURE ANALYTIQUE	2019 Budget primitif	2019 Total BP + DM	2019 CAA	PROJET OB 2020
PA PH	HEBERGEMENT PA	593 - Accueil familial	52 557,00	77 557,00	77 000,00	106 000,00
		573 - Contrats de prestations de services	12 000,00	19 000,00	19 000,00	20 000,00
		2293 - Frais de séjour en Etablissements pour Personnes Agées	6 800 000,00	6 775 000,00	6 350 000,00	6 400 000,00
		572 - Frais d'inhumation	4 000,00	4 000,00	4 000,00	4 000,00
		Total	**6 868 557,00**	**6 875 557,00**	**6 450 000,00**	**6 530 000,00**
	A.P.A.	1927 - A.P.A. à domicile versée au SAD	21 642 640,00	22 193 521,00	20 000 000,00	21 652 640,00
		3506 - APA à domicile versée versée au bénéficiaire	3 301 560,00	3 301 560,00	3 200 000,00	3 436 837,00
		1929 - A.P.A. versée à l'établissement	10 899 406,00	10 899 406,00	10 850 000,00	10 873 500,00
		1928 - A.P.A. versée au bénéficiaire en établissement	388 636,00	388 636,00	280 000,00	200 000,00
		Total	36 232 242,00	36 783 123,00	34 330 000,00	36 162 977,00
	APA - Conférence des financeurs	3695 - APA - Actions de prévention	620 950,00	595 950,00	595 950,00	620 950,00
		3694 - APA - Forfait autonomie versé aux résidences autonomie	109 768,00	109 768,00	109 768,00	109 768,00
		Total	730 718,00	705 718,00	705 718,00	730 718,00
	Maison pour l'Autonomie et l'Intégration des Malades Alzheimer	4 - Abonnements	3 000,00	3 000,00	500,00	3 000,00
		21 - Acquisition de petit matériel	6 000,00	6 000,00	1 000,00	6 000,00
		40 - Alimentation	1 000,00	1 000,00		1 000,00
		2768 - Autres fournitures	2 000,00	2 000,00	500,00	2 000,00
		106 - Autres produits pharmaceutiques	1 000,00	1 000,00		1 000,00
		137 - Carburant -	12 000,00	12 000,00	5 000,00	12 000,00
		3317 - Contrats de prestations de service	13 000,00	13 000,00		13 000,00
		530 - Fêtes et cérémonies	10 000,00	10 000,00		10 000,00
		1804 - Formation Professionnelle - Aide sociale	34 000,00	34 000,00	7 500,00	34 000,00
		2772 - Fournitures administratives	2 000,00	2 000,00		2 000,00
		3348 - frais de colloques et de séminaires	3 000,00	3 000,00		3 000,00
		928 - Frais de péage	1 000,00	1 000,00	100,00	1 000,00
		571 - Frais d'impression divers	6 000,00	6 000,00		6 000,00
		1141 - Locations mobilières	50 000,00	50 000,00	20 000,00	50 000,00
		Total	144 000,00	144 000,00	34 600,00	144 000,00
		Total Personnes dépendantes	**37 106 960,00**	**37 632 841,00**	**35 070 318,00**	**37 037 695,00**
	ALLOCATIONS ACTP ET PCH	593 - Accueil familial	365 181,00	365 181,00	350 000,00	432 532,00
		1257 - Allocation Compensatrice Tierce personne -	3 152 950,00	3 152 950,00	3 239 800,00	3 080 000,00
		573 - Contrats de prestations de services	303 000,00	323 000,00	394 680,00	400 000,00
		3237 - P.C.H. - moins de 20 ans	783 000,00	783 000,00	806 800,00	815 000,00
		3236 - P.C.H. - plus de 20 ans	4 600 000,00	4 600 000,00	5 202 528,00	5 463 000,00
		2975 - Services d'accompagnement des personnes handicapées	1 650 000,00	1 650 000,00	1 650 000,00	1 670 000,00
		Total	**10 854 131,00**	**10 874 131,00**	**11 643 808,00**	**11 860 532,00**
	FOYERS OCCUPATIONNELS. CAT	2315 - Autres établissements médico-sociaux	19 000,00	19 000,00	19 000,00	19 500,00
		2312 - Frais de séjour en établissements et services pour adultes handicapés	28 800 000,00	28 900 000,00	29 597 474,00	28 350 000,00
		Total	**28 819 000,00**	**28 919 000,00**	**29 616 474,00**	**28 369 500,00**
	Transports scolaires handicapés	3200 - Transport des élèves handicapés	1 200 000,00	1 200 000,00	1 100 000,00	1 200 000,00
		Total	**1 200 000,00**	**1 200 000,00**	**1 100 000,00**	**1 200 000,00**
		TOTAL PA PH	**84 909 778,00**	**85 562 659,00**	**83 914 600,00**	**85 045 643,00**

PROJET OB 2020
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT

		TOTAL DES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	**305 410 700,00**	**306 166 580,00**	**299 122 817,00**	**305 191 752,00**

INTITULE	OPERATION	NUMERO ET LIBELLE DE LA NATURE ANALYTIQUE	2019 Budget primitif	2019 Total BP + DM	2019 CAA	PROJET OB 2020
MAISON DU HANDICAP	Maison du Handicap	92 - Participations diverses	370 000,00	304 671,00	305 000,00	245 000,00
	TOTAL MAISON DU HANDICAP		**370 000,00**	**304 671,00**	**305 000,00**	**245 000,00**
SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS	Subventions fct Social	3545 - Bourses- Contrat jeune majeur + 21 ans	8 840,00	8 558,84	8 560,00	
		261 - Centres de Loisirs - Subventions aux associations	5 418,00	5 418,00	5 410,00	5 500,00
		863 - Subventions Association Quartiers sensibles	0,00	9 031,00		
		3102 - Subventions organismes divers	3 900,00	3 900,00	3 900,00	
		Total	**18 158,00**	**26 907,84**	**17 870,00**	**5 500,00**
	Subventions de fonctionnement Secteur Social	1838 - Aides aux orphelins de gendarmes	29 537,00	29 537,00	29 500,00	31 710,00
		3545 - Bourses- Contrat jeune majeur + 21 ans	4 160,00	19 542,16	18 350,00	29 000,00
		261 - Centres de Loisirs - Subventions aux associations	44 582,00	44 582,00	35 000,00	45 000,00
		1115 - NOEL des Chômeurs	32 000,00	32 000,00	32 000,00	32 000,00
		2039 - Participation au Conseil Départemental de l'Accès au Droit	8 280,00	8 280,00		8 280,00
		725 - Participations et concours financiers (Famille)	31 500,00	31 500,00	30 000,00	37 500,00
		3738 - Stages d'été - enfants confiés	600,00	600,00		600,00
		2864 - Subvention - Familles Rurales	77 500,00	77 500,00	52 000,00	77 500,00
		1283 - Subventions - Centres de loisirs sans hébergement - communes	25 000,00	25 000,00	20 000,00	25 000,00
		863 - Subventions Association Quartiers sensibles	600 000,00	578 462,00	580 000,00	580 000,00
		3102 - Subventions organismes divers	79 980,00	79 980,00	79 980,00	79 980,00
		3584 - Subventions PMI	16 300,00	16 300,00	5 000,00	11 300,00
		Total	**949 439,00**	**943 283,16**	**881 830,00**	**957 870,00**
	TOTAL SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS		**967 597,00**	**970 191,00**	**899 700,00**	**963 370,00**
INSERTION ET RETOUR A L'EMPLOI	VERSEMENT DU RSA (RMI)	3380 - Versement du RSA - Socle (ex-RMI)	55 000 000,00	54 990 300,00	54 800 000,00	55 000 000,00
		3431 - Versement du RSA - Socle majoré (ex-API)	8 000 000,00	8 000 000,00	7 800 000,00	8 000 000,00
		2519 - Versement du RMI (contrats RMI RMA)	3 621,00	3 621,00	3 620,00	
		Total	**63 003 621,00**	**62 993 921,00**	**62 603 620,00**	**63 000 000,00**
	ACTIONS COLLECTIVES OU INDIVIDUELLES PDI	3549 - Mobilité	5 308,00	5 308,00	5 308,00	0,00
		Total PDI 2017	5 308,00	5 308,00	5 308,00	0,00
		3549 - Mobilité	15 040,00	15 040,00	1 850,00	0,00
		3396 - RSA - Insertion sociale	87 397,00	87 397,00	79 681,00	0,00
		3387 - RSA - Insertion professionnelle	649 139,00	649 139,00	490 246,00	0,00
		3397 - RSA - Santé	9 200,00	9 200,00	7 248,00	0,00
		Total PDI 2018	760 776,00	760 776,00	579 025,00	0,00
		3549 - Mobilité	48 500,00	61 415,00	61 415,00	41 915,00
		3396 - RSA - Insertion sociale	87 400,00	123 305,00	109 952,00	109 953,00
		3387 - RSA - Insertion professionnelle	1 300 640,00	1 273 935,00	1 204 835,00	536 899,00
		3397 - RSA - Santé	9 200,00	0,00		0,00
		Total PDI 2019	1 445 740,00	1 458 655,00	1 376 202,00	688 767,00

PROJET OB 2020
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT

		TOTAL DES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	**305 410 700,00**	**306 166 580,00**	**299 122 817,00**	**305 191 752,00**

INTITULE	OPERATION	NUMERO ET LIBELLE DE LA NATURE ANALYTIQUE	2019			PROJET OB 2020
			Budget primitif	Total BP + DM	CAA	
INSERTION ET RETOUR A L'EMPLOI	ACTIONS COLLECTIVES OU INDIVIDUELLES PDI	3549 - Mobilité				75 000,00
		3396 - RSA - Insertion sociale				74 500,00
		3387 - RSA - Insertion professionnelle				1 298 040,00
		Total PDI 2020	0,00	0,00	0,00	1 447 540,00
		Total	**2 211 824,00**	**2 224 739,00**	**1 960 535,00**	**2 136 307,00**
	DEVELOPPEMENT - MISE EN ŒUVRE	3399 - RSA - Accompagnement vers l'insertion	22 900,00	22 900,00	6 651,00	0,00
		Total PDI 2017	22 900,00	22 900,00	6 651,00	0,00
		3399 - RSA - Accompagnement vers l'insertion	669 612,00	669 612,00	567 968,00	0,00
		Total PDI 2018	669 612,00	669 612,00	567 968,00	0,00
		3399 - RSA - Accompagnement vers l'insertion	998 848,00	985 933,00	675 005,00	698 138,00
		Total PDI 2019	998 848,00	985 933,00	675 005,00	698 138,00
		3399 - RSA - Accompagnement vers l'insertion				845 000,00
		Total PDI 2020	0,00	0,00	0,00	845 000,00
		Total	**1 691 360,00**	**1 678 445,00**	**1 249 624,00**	**1 543 138,00**
	PDI - Etension des PLIE (s) avances fonds européens	3598 - PDI - Extension des PLIE (s)	172 207,00	172 207,00	172 206,00	0,00
		Total PDI 2017	172 207,00	172 207,00	172 206,00	0,00
		3598 - PDI - Extension des PLIE (s)	1 500 000,00	1 500 000,00	1 100 000,00	100 000,00
		Total PDI 2018	1 500 000,00	1 500 000,00	1 100 000,00	100 000,00
		3598 - PDI - Extension des PLIE (s)	750 000,00	750 000,00	750 000,00	750 000,00
		Total PDI 2019	750 000,00	750 000,00	750 000,00	750 000,00
		3598 - PDI - Extension des PLIE (s)				750 000,00
		Total PDI 2020	0,00	0,00	0,00	750 000,00
		Total	**2 422 207,00**	**2 422 207,00**	**2 022 206,00**	**1 600 000,00**
	Economie sociale et solidaire	3396 - RSA Insertion sociale				100 000,00
		Total	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**100 000,00**
	RSA - CONTRATS	3381 - Contrats d'accompagnement dans l'emploi	1 057 230,00	1 057 230,00	920 937,00	2 253 176,00
		Total	**1 057 230,00**	**1 057 230,00**	**920 937,00**	**2 253 176,00**
		TOTAL INSERTION ET RETOUR A L'EMPLOI	**70 386 242,00**	**70 376 542,00**	**68 756 922,00**	**70 632 621,00**

		TOTAL 2EME COMMISSION	**189 757 534,00**	**190 328 086,00**	**186 752 789,00**	**190 488 050,00**

PROJET OB 2020
RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT

			TOTAL GENERAL RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	**345 425 320,00**	**347 159 640,00**	**327 989 254,00**	**327 765 861,00**

Intitulé	Programme	Opération	Numéro et Libellé de la nature analytique	2 019			Projet OB 2020
				Budget primitif	Total BP + DM	CAA	
COMMISSION AFFAIRES SOCIALES							
PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE	Petite enfance	PMI - Protection maternelle et infantile	789 - Recouvrements aide sociale-sécurité sociale et organismes mutualistes	105 000,00	105 000,00	86 000,00	86 000,00
		TOTAL PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE		**105 000,00**	**105 000,00**	**86 000,00**	**86 000,00**
PROTECTION DE L'ENFANCE	La protection de l'enfance	Accueil en établissements	789 - Recouvrements aide sociale-sécurité sociale et	381 000,00	381 000,00	400 000,00	401 000,00
		Accueil familial - prestations versées pour les enfants	1082 - Autres recouvrements ASE				
			786 - Recouvrements aide sociale - Autres départements et collectivités publiques	25 000,00	25 000,00	34 000,00	20 000,00
			3715 ex 788 - Recouvrements aide sociale - Bénéficiaires, tiers payants et successions	245 000,00	245 000,00	175 000,00	175 000,00
		TOTAL PROTECTION DE L'ENFANCE		**651 000,00**	**651 000,00**	**609 000,00**	**596 000,00**
INSERTION ET DEVELOPPEMENT SOCIAL	F.S.L. et F.A.J.D. et F.S.T.	F.S.L., F.A.J.D. et F.A.I. et F.A.A.L.	3076 - Fonct du FSL Participations volontaires	300 000,00	300 000,00	210 000,00	250 000,00
			115- Autres recouvrements				
			783 - Recouvrements de traitement FSL				
	Revenu de Solidarité Active (RSA)	Développement - Mise en œuvre	3713 - Fonds d'Appui aux Politiques d'Insertion (FAPI)	350 000,00	350 000,00	374 000,00	800 000,00
			3746 -Fonds d'appui à la lutte contre la pauvreté			471 101,00	
		Versement du RSA (RMI)	3378 - Indus RSA - allocations forfaitaires	200 000,00	200 000,00	200 000,00	200 000,00
			3475- Indus RSA - allocations forfaitaires majorées	20 000,00	20 000,00	45 000,00	50 000,00
			2572 - Indus RMI				
		TOTAL INSERTION ET DEVELOPPEMENT SOCIAL		**870 000,00**	**870 000,00**	**1 300 101,00**	**1 300 000,00**
IDS LOGEMENT	Action volontaire en faveur du logement	Nouveau Programme d'Amélioration de l'Habitat Privé des Ardennes 2018-2021	3373 - Autres participations	677 077,00	677 077,00	220 392,00	164 000,00
			3032 - Participations Etat Répartition non prévue au BP 2019			337 169,00	442 000,00
		Plan départemental de l'habitat	**Plan départemental de lutte contre l'habitat indigne - R** 3373 - Autres participations				
			3032 - Participations Etat	278 903,00	278 903,00	265 978,00	
			3551 - Certificat d'économie d'énergie (CEE)				
			PLAN DEPARTEMENTAL DE L'HABITAT 3032 - Participations Etat (observatoire de l'habitat)				
		TOTAL IDS LOGEMENT		**955 980,00**	**955 980,00**	**823 539,00**	**606 000,00**

PROJET OB 2020
RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT

			TOTAL GENERAL RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	**345 425 320,00**	**347 159 640,00**	**327 989 254,00**	**327 765 861,00**

Intitulé	Programme	Opération	Numéro et Libellé de la nature analytique	2 019			Projet OB 2020
				Budget primitif	Total BP + DM	CAA	
PERSONNES AGEES / HANDICAPEES	Personnes âgées hébergement	Hébergement PA	899- Produits exceptionnels	2 000,00	2 000,00		2 000,00
			3715 ex 788 - Recouvrements aides sociales - Bénéficiaires, tiers payants et successions	740 000,00	740 000,00	700 000,00	740 000,00
			788 - Recouvrements aide sociale - Bénéficiaires, tiers payants et successions				
			115 - Autres recouvrements				
	Personnes dépendantes	A.P.A.	3063 - Dotation versée au titre de l'APA	15 542 413,00	15 542 413,00	14 427 527,00	15 542 413,00
			3073 - Recouvrements APA	120 000,00	120 000,00	100 000,00	120 000,00
			899 - Produits exceptionnels (Financement SAAD)		560 881,00	560 000,00	
			115 - Autres recouvrements				
		A.P.A. Conférence des financeurs	3699 - Actions de prévention	620 950,00	620 950,00	500 000,00	620 950,00
			3698 - Forfait autonomie versé aux résidences autonomie	109 768,00	109 768,00	100 000,00	109 768,00
			3744 - Conférence des F - Mandats annulés sur EA - Forfait autonomie		9 000,00		
			3745 - Conférence des F - Mandats annulés sur EA - Action de prévention		9 000,00	18 000,00	
		Maison pour l'Autonomie et l'intégration des Malades Alzheimer	3583 - Participation ARS pour MAIA	400 000,00	400 000,00	400 000,00	400 000,00
	Personnes handicapées aide à domicile	Allocations ACTP et PCH	3062 - Dotation versée au titre de la P.C.H.	2 748 208,00	2 748 208,00	2 700 000,00	2 748 208,00
			3715 ex 788 - Recouvrements aide sociale - Bénéficiaires, tiers payants et successions	85 000,00	85 000,00	30 000,00	85 000,00
	Personnes handicapées hébergement	Foyers occupationnels CAT	3715 ex 788 - Recouvrements aide sociale - Bénéficiaires, tiers payants et successions	70 000,00	70 000,00	70 000,00	70 000,00
			115 - Autres recouvrements				
		TOTAL PERSONNES AGEES/HANDICAPEES		**20 438 339,00**	**21 017 220,00**	**19 605 527,00**	**20 438 339,00**
INSERTION ET RETOUR A L'EMPLOI	Revenu de Solidarité Active (RSA)	PDI - Extension des PLIE (s) avances fonds européens	1094 - Autres recouvrements Avances FSE	2 856 831,00	2 856 831,00	2 000 000,00	1 499 691,00
	Secrétariat général	Programme Récipro'Cités	3032 - Participation Etat - Programme franco-canadien Récipro'Cités	0,00	0,00		0,00
		TOTAL INSERTION ET RETOUR A L'EMPLOI		**2 856 831,00**	**2 856 831,00**	**2 000 000,00**	**1 499 691,00**
		TOTAL DE LA 2EME COMMISSION		**25 877 150,00**	**26 456 031,00**	**24 424 167,00**	**24 526 030,00**

PROJET OB 2020
DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT

TOTAL DES DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT	96 531 120,00	97 664 410,00	69 384 343,54	85 877 735,00

POLITIQUE	LIBELLE	2019 BUDGET PRIMITIF	2019 TOTAL BP + DM	2019 CAA	Projet OB 2020

COMMISSION AFFAIRES SOCIALES

PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE		2911 - Acquisition matériel technique	5 000,00	5 000,00	4 000,00	7 000,00
		1135 - Acquisition matériel et mobilier- P.M.I.	500,00	500,00		500,00
		18 - Autres matériels divers	1 500,00	1 500,00	1 500,00	500,00
		TOTAL PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE	**7 000,00**	**7 000,00**	**5 500,00**	**8 000,00**
IDS LOGEMENT	AIDE AUX COLLECTIVITES	1677 - Logement - subventions aux communes	91 000,00	20 000,00	20 000,00	
		1265 - Logement organismes privés - subvention		71 000,00	71 000,00	
		1677 - Logement - subventions aux communes	25 000,00	25 000,00	25 000,00	
		TOTAL AIDE AUX COLLECTIVITES	**116 000,00**	**116 000,00**	**116 000,00**	**0,00**
	AIDE AUX PARTICULIERS	1843 - contrat local d'engagement - aide de solidarité écologique	45 500,00	45 500,00	35 000,00	40 000,00
		TOTAL AIDE AUX PARTICULIERS	**45 500,00**	**45 500,00**	**35 000,00**	**40 000,00**
		TOTAL IDS LOGEMENT	**161 500,00**	**161 500,00**	**151 000,00**	**40 000,00**
PS PERSONNES AGEES / HANDICAPEES	FONDS D'AIDE A L'INVESTISSEMENT SOCIAL- FAIS	3412 - FAIS - Autres organismes publics (PROG 2012)	60 750,00			
		520 - FAIS - Autres tiers PA (PROG 2016)				492 000,00
		3640 - FAISA - Communes		60 750,00	60 750,00	0,00
		TOTAL FONDS D'AIDE A L'INVESTISSEMENT SOCIAL- FAIS	**60 750,00**	**60 750,00**	**60 750,00**	**492 000,00**
	MISE AUX NORMES HANDICAP	3611 - Mise aux normes Collectivités Publiques - Subventions	**19 954,00**	**19 954,00**	**19 000,00**	**19 954,00**
	APA - Conférence des financeurs	18 - Autres matériels divers		25 000,00		
		TOTAL APA - Conférence des financeurs	**0,00**	**25 000,00**	**0,00**	**0,00**
	MAIA	18 - Autres matériels divers	2 000,00	2 000,00	2 000,00	2 000,00
		502- Matériels informatiques	1 000,00	1 000,00		1 000,00
		1135 - Acquisition Matériel et Mobilier	2 000,00	2 000,00	2 000,00	2 000,00
		2929 - Matériel de Téléphonie	1 000,00	1 000,00		1 000,00
		2599-Logiciels	10 000,00	10 000,00	5 000,00	10 000,00
		TOTAL MAIA	**16 000,00**	**16 000,00**	**9 000,00**	**16 000,00**
		TOTAL PS PERSONNES AGEES/HANDICAPEES	**96 704,00**	**121 704,00**	**88 750,00**	**527 954,00**

TOTAL 2EME COMMISSION	265 204,00	290 204,00	245 250,00	575 954,00

République Française

**DIRECTION GÉNÉRALE
DES SERVICES DÉPARTEMENTAUX**

SOLIDARITE TERRITORIALE

I – ROUTES ET INFRASTRUCTURES

Le Département assure l'entretien, la maintenance, l'exploitation et la sécurité du réseau routier ardennais et des infrastructures de transports composés de plus de 3 400 km de routes départementales et de voies vertes, d'environ 800 ouvrages d'art, de 2 500 murs de soutènement et de plusieurs milliers d'aqueducs.

En 2019, suite à la mise en service de l'A304, les ex RN 43 et 51 entre le carrefour à feux de l'entrée de la rocade avenue de Gaulle à Charleville-Mézières et Rocroi ont été intégrées en voirie départementale et font actuellement l'objet d'une opération lourde de remise à niveau.

A contrario, la RD986 assurant la liaison France/Belgique est à rétrocéder à l'Etat avec proposition de versement d'une soulte par le Département pour remise en état de cette section de voirie. Des négociations sont à conduire en 2020 pour arrêter conjointement la nature et le coût des travaux.

A - Projets structurants

- A304 : un échéancier de règlement a été arrêté avec l'Etat pour la période 2018-2021 actant de quatre versements identiques.

- Barreau de raccordement A304 – RN43 : des crédits sont à prévoir pour le paiement des dépenses engagées *(fouilles archéologiques, convention SNCF, intervenants SPS/contrôle/environnement, indemnisation BERTHOLD),* sans démarrage de travaux en 2020.

- Liaison France-Belgique - prolongement de la RD 986 à Gué d'Hossus : la liaison France/Belgique avec continuité d'itinéraire jusqu'à Couvin est en service depuis septembre dernier. En 2020, le Département soldera sa participation aux travaux de prolongement de la RD986.

- Voie verte Trans Ardennes : achèvement des travaux d'aménagement de la Boucle de Chooz et des tronçons Amblimont/Mouzon et Mairy/Rémilly-Aillicourt ;

aménagement de la Voie Verte Sud Ardennes entre Dom-Le-Ménil et Brienne-sur-Aisne le long du canal des Ardennes. (109 km).

- Lac des Vieilles-Forges : aménagement d'un chemin de détente de 1 km sur la berge nord et remise en état du sentier existant jusqu'au pont des Aulnes.

- Pont des Américains franchissant la Meuse à Givet : études de faisabilité pour la restauration de l'ouvrage.

B - Projets sur voirie départementale

La préservation de notre patrimoine routier reste un axe majeur pour le développement des Ardennes. Il s'agit également de garantir aux usagers des conditions optimales de sécurité et de confort. Aussi, il vous sera proposé un budget d'entretien et d'investissement en hausse par rapport à 2019 privilégiant :

- Les enduits réalisés en régie avec pour objectif de rénover 80 km de route contre 45 en 2019,

- L'engagement d'un plan pluriannuel de remise en état du patrimoine ouvrages d'art pour reconstruire ou fortement consolider les ponts en état de dégradation très avancée.

En 2020, un schéma départemental de circulation des poids lourds sera par ailleurs mis en place pour orienter leur trafic sur les grands axes du département et préserver ainsi notre réseau secondaire. A titre indicatif, en terme de fatigue pour les structures de chaussée, un poids lourd équivaut à 100 000 véhicules légers.

1. Les opérations sur ouvrages d'art :

Le patrimoine ardennais d'ouvrages d'art se compose pour l'essentiel de ponts d'après-guerre globalement en fin de durée de vie « théorique ». Dès 2020, un plan pluriannuel de remise en état sera donc engagé et décliné en deux axes d'intervention :

- Les ouvrages stratégiques, correspondant aux OA fortement dégradés pour lesquels des travaux d'entretien classiques ne sont plus envisageables,
- Les ouvrages sensibles, regroupant les OA présentant un indice de gravité de dégradation maximale et dégradations irréversibles.

Ce plan viendra en supplément des opérations réglementaires de surveillance, d'entretien et de maintenance des ouvrages d'art.

2. Les autres investissements sur voirie départementale :

Classiquement, les principaux postes de dépenses porteront sur :

- **Les études et contrôles** pour poursuivre la campagne d'auscultation des chaussées engagée fin 2017 et la réalisation d'études courantes ;

- **Les opérations de sécurité et de renforcement par changement de la qualité des couches** avec comme axes prioritaires les opérations de :
  - sécurité de type aménagements de carrefours et giratoires et autres points singuliers,
  - remise en état des routes départementales les plus dégradées par des travaux de renforcement des accotements et des chaussées,

- préservation du patrimoine routier par amélioration des couches de roulement *(enrobés, MBCF et mise à niveau des giratoires)*,

- **La signalisation horizontale et verticale** dont le renouvellement de la signalisation directionnelle selon le programme validé l'an dernier *(150 000 € par exercice budgétaire sur la période 2019/2022)*,

- **Les travaux de réfection de chaussées en traverses d'agglomération** en concomitance avec les travaux d'aménagement réalisés par les communes,

- **Les reprises d'aléas géotechniques** considérant la géographie du département caractérisée par un relief accidenté et excavé particulièrement en vallée de la Meuse avec risques non négligeables d'éboulements ou glissements de terrain sur routes départementales.

S'agissant de la rétrocession de la RD986, sa remise en état sera réalisée par l'Etat en contrepartie du versement d'une soulte par le Département.

3. La maintenance et l'entretien courant du réseau départemental

La maintenance et l'entretien du réseau routier départemental restent un enjeu fort pour garantir aux usagers des conditions optimales de sécurité et de confort. En 2020, les actions seront donc centrées sur la préservation des chaussées et des équipements avec comme axe prioritaire d'intervention le renouvellement des couches de roulement par enduit superficiel d'usure.

L'objectif est de doubler le linéaire de route rénové en régie *(PTS)* pour revenir au niveau de travaux antérieur à 2019.

La politique d'optimisation des moyens et techniques en interne sera par ailleurs poursuivie avec constitution progressive d'équipes dédiées dans chaque TRA *(point à temps, dérasement-curage, accotements, déflachage ponctuel…)* sur le modèle des équipes « ouvrages d'art » en place depuis 2018.

Cette évolution d'organisation de nos territoires routiers vise à privilégier les travaux réalisés par les agents départementaux pour minimiser le recours aux entreprises, notamment pour ce qui concerne :

- La réparation des chaussées par purge et traitement des fissures en surface,
- Le marquage au sol et la pose de glissière de sécurité,
- Le curage des fossés, dérasement des accotements, abattage et élagage d'arbre en bords de route,
- L'entretien des aires de repos,
- L'entretien des propriétés départementales.

S'agissant de la Voie Verte, un effort tout particulier sera réservé à son entretien - réalisé par les équipes TRA et une structure d'insertion - afin de valoriser au mieux cet itinéraire touristique particulièrement fréquenté.

4. La viabilité hivernale

Les hivers des dernières années ont été relativement cléments avec toutefois des épisodes de neige et de verglas nécessitant la mobilisation de moyens techniques et humains non

négligeables. Le travail pour réduire au plus juste les stocks de fondant et les moyens mobilisés pour les interventions en régie doit donc être poursuivi.

Le matériel d'intervention a également fait l'objet de réparations plus importantes début 2019. Une hausse significative des crédits affectés à ce poste de dépenses est donc à prévoir pour ne pas bloquer le travail des équipes de patrouillage et d'interventions.

C - Pôle Technique

En 2020, la priorité sera donnée aux matériels d'exploitation de la route avec toutefois, un niveau d'investissement nettement inférieur à celui du présent exercice.

Le budget de fonctionnement du Pôle Technique, en charge de la maintenance des engins et véhicules d'exploitation routière, mais aussi de l'ensemble du parc automobile de la collectivité, sera augmenté compte tenu d'une part du vieillissement du parc de véhicules et matériels et d'autre part de l'évolution des normes. L'enjeu est de préserver la mobilité et la sécurité des services dans un contexte de demande d'interventions plus importantes et fréquentes.

D - Subventions

L'Agence Technique Départementale et le Comité Départemental de la Prévention Routière bénéficient de longue date du soutien financier du Département à reconduire pour 2020.

II - Transports

A – Transports ferroviaires

1) Lignes Grande Vitesse Est et Charleville/Givet

Un protocole d'accord a été signé avec SNCF Réseau pour l'étalement sur trois ans, de 2019 à 2021, des sommes dues par le Département au titre des financements de la LGV et de la modernisation de la ligne Charleville-Givet. A cela, s'ajouteront les contributions à devoir dans le cadre des conventions de financement n° 4 et 5 de rénovation de la ligne Charleville-Givet.

2) Fret capillaire

Considérant l'avancement des opérations, des appels de fonds sont attendus en 2020 au titre des conventions de financement conclues pour les études et travaux de remise à niveau des lignes de :

- Pont-Maugis à Mouzon *(derniers travaux en 2020)*,
- Amagne à Alland'huy *(travaux prévus en 2020)*.

B – Aérodrome

L'ouverture de liaisons par navettes vers l'aéroport de Charleroi-Bruxelles Sud est, à ce stade, en étude par l'opérateur privé, renouvelé dans cette mission pour 12 ans (Compagnie Flibco). Un accompagnement de ce projet sera nécessaire pour dimensionner le service de parking sécurisé à développer en fonction.

Le développement de l'Aérodrome des Ardennes Etienne Riché sera poursuivi, de façon connexe aux accueils de nouvelles activités associatives et privées. La création d'un second club ULM, l'accueil d'un centre de parachutisme et le développement des stages d'écoles de pilotage, notamment de Charleroi (convention de partenariat conclue en 2018), font augmenter l'activité et le cadre d'emploi de la plateforme (vente carburant doublée en un an).

L'ouverture de nouveaux services (balisage automatique de nuit et carburant aviation) sera à encadrer en 2020.

Le suivi de la gestion humaine et financière de l'infrastructure sera poursuivi avec rigueur, dans une optique de développement maitrisé et progressif.

III - BATIMENTS DEPARTEMENTAUX

A - Opérations de construction et de réhabilitation

2020 sera essentiellement consacré à l'achèvement et la poursuite des travaux de construction et de réhabilitation en cours et notamment :

- La réorganisation des centres d'exploitation de Charleville-Mézières et Fumay,
- L'aménagement des bureaux à l'Hôtel du Département et à la Direction de l'Insertion et du Retour à l'Emploi située à Villers-Semeuse,
- Le Foyer Départemental de l'Enfance : quelques travaux pour le dispositif de contrôle et de sécurité des accès et le confort des occupants restent à finaliser ; une étude sera réalisée sur l'adaptation de locaux de stockage, d'espaces de jeux et de stationnement,
- Les études pour la construction d'une nouvelle maison des solidarités à Bogny-sur-Meuse et la faisabilité du transfert de celle de Vouziers dans l'ancienne école Dodeman,
- La réhabilitation de l'IFTS du Moulin Le Blanc, opération mandatée par le Syndicat Mixte,
- L'Agenda d'Accessibilité dont le calendrier de réalisation voté en 2015 est à revoir considérant le plan collège et l'évolution de notre patrimoine. Quelques opérations seront toutefois programmées dans les collèges et autres propriétés.

Dans l'attente de l'adoption du plan collège à la suite duquel vous sera proposé un programme spécifique de construction/réhabilitation pour offrir à nos jeunes et aux établissements des conditions optimales d'enseignement, les opérations poursuivies en 2020 porteront sur trois sites :

- Vouziers *(travaux extérieurs liés à la demi-pension)*,
- Vrigne-aux-Bois *(désaffection du château Evain)*,
- Rimbaud *(réfection demi-pension)*.

De nouvelles opérations seront également engagées en 2020 pour d'importants travaux à réaliser sur notre patrimoine ancien (c*ouvent des Cordeliers à La Cassine et Ecuries Augeard à Buzancy)* et des études à engager pour :

- Hôtel du Département *(vétusté de la toiture de la cour d'honneur)*,
- Maison du Tourisme Place Ducale *(vétusté des menuiseries extérieures, contrôle de la toiture et nettoyage de la façade)*,
- Maison des Sports de Bazeilles et Maison des Solidarités de Sedan *(diagnostics de recherche de fuites en toiture)*,
- Archives Départementales *(études de faisabilité pour l'extension de l'équipement)*.

B - Entretien du patrimoine bâti

En 2020, le programme d'investissements pour la maintenance des propriétés départementales concernera :

- Les opérations engagées, à finaliser en 2020,
- Les opérations validées par notre assemblée mais dont la réalisation a été reportée faute de moyens humains suffisants,
- Les actions liées aux obligations de maintenance et de mise aux normes,
- Les états critiques du patrimoine *(opérations de préservation)*,
- Les objectifs fixés pour l'entretien des collèges.

Seules, les interventions impactant la sécurité des lieux et des personnes sont reportées en 2021.

Le budget de fonctionnement proposé sera quant à lui en hausse considérant :

- Le vieillissement et la dégradation générale de notre patrimoine,
- L'évolution constante des normes et obligations réglementaires,
- L'attribution de tous les marchés permettant de répondre au mieux aux obligations de maintenance, d'entretien et de contrôle, à l'exploitation des installations de chauffage, aux besoins en fournitures notamment de fluides, ainsi qu'aux nombreuses demandes d'intervention ;

avec une volonté toute particulière de renforcer l'entretien des espaces extérieurs des sites accueillants du public.

IV – DEVELOPPEMENT LOCAL

A – POLITIQUES DE SOUTIEN AUX COLLECTIVITES

Pour 2020, je vous propose de continuer à honorer les demandes de versements expertisées dans le cadre du Fonds Départemental de Solidarité Territoriale (FDSL), du Fonds Départemental de Soutien aux Territoires (FSDT/Contrats de territoire) et du Fonds de réserve.

B – PROGRAMME DE RENOVATION URBAINE

Pour 2020, la collectivité poursuivra son action dans le cadre de son partenariat avec l'Etat et l'ANRU pour mener à leur terme les dernières opérations, et pour honorer une partie des engagements.

C – SCHEMA DEPARTEMENTAL D'AMELIORATION DE L'ACCESSIBILITE DES SERVICES AU PUBLIC

Au terme d'une démarche partenariale élargie pilotée conjointement par l'Etat et le Département et d'une phase de consultation obligatoire, le Schéma Départemental d'Amélioration de l'Accessibilité des Services au Public des Ardennes (SDAASP) a été approuvé en février 2018 par la Commission permanente. Il a été adopté définitivement par arrêté du Préfet des Ardennes le 21 mars 2018.

Je vous propose en 2020 de poursuivre, aux côtés de l'Etat, la mise en œuvre du programme d'actions et en particulier de suivre le déploiement des Maisons France Services.

V – DÉVELOPPEMENT RURAL ET AGRICULTURE

Pilotées en interne, ces missions visent à contribuer au développement et à l'attractivité du territoire et s'inscrivent notamment dans le cadre des axes 3 et 5 du Plan Stratégique.

A – CIRCUITS COURTS EN RESTAURATION COLLECTIVE

Trois établissements pilotes ont été sollicités afin de développer les circuits courts et valoriser l'intégration de produits locaux dans les menus des collégiens. L'analyse de la situation démontre une grande hétérogénéité entre établissements, avec un pourcentage de produits locaux variant de 8 à plus de 50 % et intégrant une gamme de produits très différents.

Le travail auprès des professionnels de l'alimentation, notamment des primeurs, a permis d'identifier et de valoriser les approvisionnements en fruits et légumes locaux.

Un premier catalogue de produits fermiers ardennais, établi par la Chambre d'agriculture, permet aux établissements de proposer aux élèves une alimentation de proximité.

Je vous propose de poursuivre cette démarche, d'organiser des animations thématiques en lien avec les producteurs ardennais et de sensibiliser l'ensemble des collèges du territoire aux circuits courts.

B – LEGUMERIE DEPARTEMENTALE

Inaugurée le 19 septembre 2019, la légumerie contribue à favoriser l'éducation au goût des collégiens, à réduire le gaspillage alimentaire, à maintenir et développer l'agriculture locale. Cette activité permet également de favoriser le retour à l'emploi par l'accompagnement et la formation professionnelle.

L'évaluation de cette première légumerie expérimentale vise à identifier les leviers d'actions et les freins à lever qui viendront nourrir une réflexion plus globale sur l'opportunité d'étendre ce projet et de créer une ou plusieurs légumeries collectives sur le département.

C – AMENAGEMENTS FONCIERS

Compétence obligatoire des Départements, les aménagements fonciers contribuent au développement des territoires ruraux.

1 – AMENAGEMENTS FONCIERS AGRICOLES ET FORESTIERS (AFAF)

Suite à la clôture des opérations d'aménagements fonciers liés à l'autoroute A304, les marchés correspondants seront soldés et l'Etat sera sollicité sur les recettes restant à percevoir.

A la demande des communes de Sapogne-sur-Marche et Ecordal, 2 350 ha ont été étudiés afin de définir les périmètres d'aménagement foncier qui sont actuellement soumis à enquête publique. Plus de 550 propriétaires sont concernés. L'année 2020 sera consacrée au classement des parcelles, après recrutement des géomètres-experts.

En 2019, une troisième opération sur la commune d'Aubigny-Les-Pothées est engagée. Une première réunion de la Commission Communale d'Aménagement Foncier, fin 2019, permettra le lancement de l'étude d'aménagement dès 2020.

2 – ÉCHANGES ET CESSIONS AMIABLES D'IMMEUBLES RURAUX (ECIR)

En l'absence de périmètre d'aménagement foncier, le Code rural prévoit la possibilité de réaliser des échanges et cessions amiables d'immeubles ruraux. Le Département peut participer aux frais occasionnés en prenant en charge tout ou partie des frais d'acte administratif ou notarié.

Je vous propose de continuer à soutenir financièrement ce dispositif pour permettre la concrétisation des projets portés par les exploitants agricoles et des opérations initiées par le Centre Régional de la Propriété Forestière et la Chambre d'agriculture.

3 – TRAVAUX CONNEXES DES OPERATIONS D'AFAF LIEES A L'A304

Afin de permettre l'exploitation du nouveau parcellaire, les communes ou les associations foncières mettent en œuvre le programme des travaux connexes (chemins, travaux hydrauliques et plantation de haies) et les exploitants agricoles réalisent les clôtures délimitant les nouvelles parcelles.

Le Conseil départemental intervient pour les accompagner financièrement dans la réalisation de ces travaux qui se poursuivront en 2020 et 2021.

D – PARTENARIAT AVEC LES ACTEURS DU MONDE AGRICOLE

Le partenariat avec les acteurs du monde agricole vise à faciliter l'atteinte d'objectifs communs, en lien avec les compétences du Département.

Je vous propose de poursuivre notre accompagnement aux actions menées par ces acteurs, notamment la Chambre d'agriculture, le Groupement de Défense Sanitaire, l'Union Départementale des Associations Syndicales Autorisées.

E – INVESTISSEMENT DANS LES EXPLOITATIONS AGRICOLES ARDENNAISES

Je vous propose d'inscrire un crédit permettant de solder nos engagements antérieurs.

VI – TOURISME

Compétence partagée, le tourisme est vecteur de développement économique, porteur de croissance et moteur pour l'attractivité du territoire. L'axe 3 du plan stratégique place le renversement de l'image du département et le renforcement de son attractivité comme une priorité.

Le Conseil départemental intervient dans le cadre d'une démarche partenariale et contribue aux projets d'équipements touristiques, à l'animation et à la valorisation du territoire.

A – PROJET D'AMENAGEMENT DE LA VOIE VERTE SUD ARDENNES

L'année 2019 a permis de poursuivre les études préalables du projet permettant le dépôt du dossier d'autorisation unique qui sera instruit par les services de l'Etat.

L'objectif pour 2020 sera de finaliser les études techniques et d'élaborer les dossiers de consultation des entreprises afin de permettre un démarrage des travaux fin 2020.

B – ANIMATION TERRITORIALE

1 – AIDE AU DEVELOPPEMENT DE L'OFFRE TOURISTIQUE

Compte tenu de l'état d'avancement des projets, je vous propose de continuer à honorer nos engagements pris antérieurement, auprès des collectivités, en faveur du développement de l'offre touristique sur le département.

2 – SCHEMA DEPARTEMENTAL DE VALORISATION TOURISTIQUE DES ITINERAIRES CYCLABLES

Elaboré en régie, ce schéma vise à :

- définir un maillage du territoire permettant la hiérarchisation des aménagements cyclables à l'échelle de notre département,
- accompagner les territoires traversés par les différents itinéraires dans leur mise en valeur par :

    - l'amélioration des services associés et de la signalisation,
    - le développement des animations culturelles et touristiques,
    - la création d'outils d'information et de communication innovants et connectés.

Ce schéma fera l'objet d'une validation par la commission permanente en 2020.

Le Club Voies Vertes, constitué à l'échelle départementale, rassemble et fédère l'ensemble des acteurs concernés avec notamment pour objectif de définir un programme concerté d'actions qui sera établi à partir des diagnostics transmis par les EPCI. Les premières actions pourront être lancées dès la saison touristique 2020.

3 – VALORISATION DES ITINERAIRES DE PROMENADE ET DE RANDONNEE

Compétence départementale au titre du Code de l'environnement, le Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR) constitue un outil de protection juridique des chemins ruraux empruntés par les sentiers de randonnée pédestre, cycliste ou équestre afin de préserver leur continuité.

La mise à jour du PDIPR est réalisée progressivement en fonction des dynamiques territoriales avec l'appui des EPCI, offices de tourisme et associations de randonneurs. Elle s'appuie sur le réseau des sentiers existants ou en projet, entretenus et balisés localement.

Les communes concernées seront consultées en 2020 pour aboutir à un PDIPR modifié en fin d'année.

4 – TOURISME DE MEMOIRE, DEVELOPPEMENT D'INNOVATION NUMERIQUE

En 2019, la seconde version l'application mobile « Ardennes terre de mémoire » a été publiée avec de nouveaux contenus et fonctionnalités, intégrant la mise en avant du Musée Guerre et Paix par l'élaboration d'un mini-jeu appelé « les cinq erreurs », ainsi qu'un jeu de rôle sur le territoire de Charleville.

L'année 2020 sera consacrée à l'enrichissement de cette application en termes de multimédias et de nouveaux sites en fonction des sollicitations des territoires.

Pour le bon fonctionnement de l'outil, des crédits de maintenance devront être réservés.

5 – PROMOTION DE LA MARQUE ARDENNAISE « WOINIC »

La marque WOINIC contribue à développer l'attractivité du territoire et à renforcer son identité. Cette marque partagée et fédératrice est un facteur de développement de l'économie locale et permet de valoriser des produits ardennais, comme les pommes de terre et la bière. Elle compte aujourd'hui huit bénéficiaires de contrats d'exploitation soumis à reversement de royalties.

C – DEMARCHE PARTENARIALE

1 – PARTENARIAT AVEC LES ACTEURS DU DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE

Le partenariat avec les acteurs du développement touristique vise à faciliter l'atteinte d'objectifs communs, en lien avec les compétences du Département.

Je vous propose de soutenir les programmes d'actions menées par ces acteurs et, en particulier, l'Agence de Développement Touristique (ADT) pour un montant équivalent à celui de 2019.

2 – PARTENARIAT AVEC LE PARC NATUREL DES ARDENNES (PNRA)

Le Parc Naturel Régional des Ardennes a engagé une réflexion sur le montant des participations statutaires de ses membres. Dans l'attente d'une position du PNRA, je vous propose de reconduire notre participation statutaire.

3 – LA MEUSE A VELO, PARTENARIAT EN FAVEUR DES ITINERAIRES CYCLABLES

Le Conseil départemental est partenaire du projet transnational « La Meuse à Vélo » visant à développer un itinéraire cyclable de qualité le long du fleuve Meuse d'environ 1 150 km.

L'objectif de ce projet est de mettre en valeur cet itinéraire, nouvellement labellisé « Eurovélo 19 » grâce à une signalisation unique et une promotion élargie aux trois pays partenaires (Belgique, France et Pays-Bas).

Le fruit de cette collaboration a fait l'objet d'un nouvel accord de partenariat pour la période 2019-2021. Je vous propose de poursuivre notre participation et d'assurer la continuité des mesures de fréquentation des itinéraires cyclables.

VII - DEVELOPPEMENT DURABLE, EAU, ENERGIE

A – ASSISTANCE TECHNIQUE

Dans le cadre de ses missions d'ingénierie, le Conseil départemental apporte depuis de nombreuses années une assistance technique aux collectivités dans les domaines de l'eau. Cette assistance sera étendue au domaine de l'énergie avant fin 2019.

Ces assistances constitueront un élément essentiel du réseau d'expertise publique à créer dans le cadre de la démarche de développement et d'organisation de l'ingénierie départementale.

1 – ASSISTANCE TECHNIQUE DANS LES DOMAINES DE L'EAU

Depuis 5 ans, cette assistance a permis d'accompagner près de 125 collectivités du simple conseil à l'accompagnement sur le long terme des projets structurants. Pour 2020, les nouveaux projets structurants accompagnés concerneront notamment :

- la réhabilitation de la station d'épuration des lacs des Vieilles Forges et de Bairon,
- l'assainissement des eaux usées de Coucy-Lucquy, Launois/Vence, Aubrives, …
- la sécurisation de l'alimentation en eau potable des communes ayant connu des ruptures d'approvisionnement en 2019 (Signy-Montlibert, La Besace, …),
- l'alimentation en eau potable et l'assainissement de l'EHPAD des Hauts-Buttés.

Les recettes attendues en 2020 des agences de l'eau représentent près de 50 % du budget global des missions (rémunérations des agents et prestations externalisées).

Je vous propose de poursuivre ces missions en les adaptant aux nouveaux besoins des collectivités dans un contexte réglementaire évolutif (gestion patrimoniale, transferts de compétence, nouveau programme des Agences de l'Eau, …).

2 – CONSEIL EN ENERGIE PARTAGE

Le Conseil départemental a décidé, en 2018, de mettre en place un « Conseil en Energie Partagé » (CEP). Ce nouveau service, intégré aux missions d'assistance technique, consiste en la réalisation de bilans énergétiques des installations communales, le suivi sur le long terme des consommations d'énergies et l'accompagnement de la mise en œuvre d'un programme d'actions d'économies d'énergies et de développement des énergies renouvelables.

Le CEP pourra répondre aux besoins des communes ou groupements de communes rurales sur l'ensemble du département. La priorité sera donnée aux territoires non couverts actuellement par ce type de mission.

La mission CEP sera opérationnelle avant la fin de l'année 2019.

Les recettes attendues de l'ADEME et de la Région (programme Climaxion) représentent plus de 90 % du budget global du CEP sur les trois premières années (rémunérations et acquisition de matériels spécialisés).

En 2020, je vous propose de poursuivre la phase de mise en œuvre opérationnelle dans le cadre du développement des missions d'ingénierie départementale.

B – DEVELOPPEMENT DURABLE ET ENVIRONNEMENT

1 – DEVELOPPEMENT DURABLE

Dans le cadre de l'axe 5 du Plan stratégique « Le développement durable du territoire, composante de la responsabilité sociétale du Département », je vous propose, en 2020, de poursuivre l'animation d'une démarche développement durable participative et opérationnelle au sein des services.

Un premier questionnaire mis en ligne sur intranet à compter du mois de juin a permis d'identifier deux types d'attentes des services :

- sensibiliser et valoriser les actions, en particulier les éco-gestes, au sein de la collectivité (déplacements, achats, déchets, économies d'énergie, …),
- favoriser la prise en compte des critères du Développement Durable dans la prise de décision et l'évaluation des actions menées.

L'objectif de la démarche est d'inscrire la collectivité dans une démarche éco-citoyenne et à promouvoir les principes du développement durable. Cette démarche permettra de sensibiliser les agents et de définir les bases d'une culture commune du développement durable.

2 – VALORISATION ENERGETIQUE DES FRICHES DU DEPARTEMENT

Dans le cadre du Pacte Ardennes 2022, une réflexion a été menée dans l'optique de connaître le potentiel solaire du territoire, de développer la production d'énergie photovoltaïque et ainsi d'obtenir le label « Département solaire ».

Dans le cadre de cette réflexion, un appel à projet pour l'implantation et l'exploitation d'une centrale photovoltaïque au sol sur le site de l'ancien aérodrome de Regniowez a été lancé courant de cet été. La remise des offres est prévue en décembre 2019.

L'année 2020 sera consacrée aux études de conception par le porteur de projet.

3 – PARTICIPATION AU PROJET DE SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE POUR LE DEVELOPPEMENT DES ENERGIES RENOUVELABLES (SEM EnR)

Dans le cadre du Pacte Ardennes 2022, une action consiste en la création d'une société d'économie mixte pour accompagner le développement des projets d'énergies renouvelables sur le département.

De nombreux projets sont actuellement bloqués par le manque de fonds propres des porteurs de projets notamment sur le vaste programme de développement de la méthanisation dans les Ardennes.

La SEM sera en mesure d'apporter une partie du capital des sociétés de projets. Elle pourra également développer ses propres installations et ainsi valoriser la production d'énergies au-delà des simples retombées fiscales. L'objectif essentiel est de développer les projets valorisant le potentiel énergétique des Ardennes par les Ardennais.

Les acteurs publics sont sollicités à hauteur de 70 % d'un capital cible de 5 M€.

Compte tenu de l'enjeu pour le Département comme acteur de la transition écologique, je vous propose d'étudier une éventuelle participation au capital de cette SEM.

4 – AIDES A L'INVESTISSEMENT DANS LES DOMAINES DE L'EAU

Pour 2020, je vous propose de continuer à honorer en partie les demandes de versement reçues au titre des engagements antérieurs à l'année 2017 dans les domaines de l'eau.

5 – GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES ET PREVENTION DES INONDATIONS (GEMAPI)

Depuis le 1er janvier 2018, les missions relevant de la GEMAPI sont prises en charge par les EPCI à fiscalité propre. Ces établissements ont transféré ou délégué tout ou partie de ces missions soit à l'Etablissement Public pour l'Aménagement de la Meuse et de ses Affluents (EPAMA) sur le bassin de la Meuse, soit à l'Entente Oise-Aisne sur le bassin de l'Aisne.

A compter du 1er janvier 2020, au terme d'une période transitoire de deux ans, la place des Départements au sein de ces organismes ne relèvera que des missions hors GEMAPI.

5.1 – Sur le bassin Oise-Aisne

En 2018 et 2019, le Département des Ardennes a décidé de rester membre de l'Entente Oise- Aisne au titre de l'exercice de compétences dites hors GEMAPI et du solde de ses engagements antérieurs à la création de cette compétence.

Les statuts actuels de l'Entente prévoient la possibilité pour les Départements de se retirer unilatéralement à l'issue de la période transitoire soit au 31 décembre 2019. Pour 2020, le Département des Ardennes doit se prononcer sur le maintien de sa participation à l'Entente et, le cas échéant, sur la nature des compétences pouvant encore être transférées et qui viendront définir le montant de la participation annuelle.

Les compétences pouvant être encore transférées en 2020 sont les suivantes :

- l'animation et concertation (missions de base),
- la maîtrise des eaux pluviales et de ruissellement.

Cette dernière compétence comprend l'ensemble des actions à l'échelle d'un bassin versant permettant de limiter le ruissellement (plantations de haies, aménagement sur les cours d'eau, …). C'est une compétence qui reste partagée entre toutes les collectivités. En lien avec les missions GEMAPI, chaque EPCI, s'il le souhaite, peut transférer cette compétence à l'Entente.

Seuls les Départements de la Meuse et du Val d'Oise ont transféré la compétence « ruissellement » à l'Entente pour poursuivre l'accompagnement les projets programmés antérieurement à la création de la compétence GEMAPI.

Pour les missions de base, les cinq autres Départements ont exprimé leur souhait de poursuivre leurs participations à l'Entente.

Pour 2020, je vous propose de poursuivre notre participation à l'Entente uniquement pour la compétence « animation concertation ».

5.2 – Sur le bassin de la Meuse

Comme en 2019, je vous propose de poursuivre en 2020 notre participation à l'EPAMA uniquement pour les missions de base ne relevant pas des compétences GEMAPI.

Dans le cadre de la période transitoire 2018-2019, le Département a décidé de poursuivre son aide à l'entretien de la ZRDC de Mouzon. Ces frais relevant exclusivement des compétences GEMAPI, la législation ne permet plus un tel soutien.

6 – ACTIONS DANS LE DOMAINE DE L'ENVIRONNEMENT

Je vous propose de poursuivre notre participation aux programmes d'actions 2020, notamment des acteurs suivants :

- ALE08 – Espace Info-Energie sur le volet lutte contre la précarité énergétique,
- CLI de Chooz – Programme d'activité en lien avec la Centrale Nucléaire de Chooz,
- Fédération de Pêche des Ardennes – Actions de communication.

VIII - LABORATOIRE DEPARTEMENTAL D'ANALYSES DES ARDENNES

Le rôle des Laboratoires départementaux d'analyses a été réaffirmé par la loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt (LAAAF) de 2014 et par la loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) de 2015. Ils participent à la politique publique de sécurité sanitaire de la France.

Par ailleurs, le Laboratoire Départemental d'Analyses des Ardennes, outil renforçant l'offre de service dans le domaine agricole en matière de santé animale et accompagnant les collectivités et organismes privés dans la surveillance de la qualité des eaux de consommation et la prévention du risque légionnelles, concourt au renforcement de l'attractivité du territoire.

Aussi, l'intérêt du service public délivré par cette structure est en lien avec les objectifs stratégiques de la collectivité en matière de développement durable, d'ingénierie territoriale et de soutien à l'économie locale.

A – ACTIONS RECONDUITES POUR 2020

1 – SANTE ANIMALE

- Surveillance des pathologies de la faune sauvage, notamment en lien avec les mesures de contrôle de la Peste Porcine Africaine sur le territoire ardennais.
- Analyses au titre de la prophylaxie permettant un impact économique positif direct pour les éleveurs concernés et indirect, au niveau départemental, en matière de préservation de l'image du territoire et de liberté de circulation des animaux.
- Analyses d'aide au diagnostic à l'adresse des éleveurs et des particuliers détenteurs d'animaux ; en 2019, une progression de la demande des éleveurs en matière d'éradication du BVD (Diarrhée Virale Bovine - maladie des Muqueuses) a été

connue. A la fin septembre 2019, une prévision de 70 000 analyses annuelles peut être avancée. Pour 2020, le nombre d'analyses BVD devrait être équivalent à celui de 2019.

2 – QUALITE DE L'EAU

- Analyses de l'eau de consommation et des eaux de loisirs, au service des acteurs économiques privés et publics du territoire (gestionnaires de restauration collective et de campings, sociétés de BTP, particuliers, éleveurs ardennais).
- Actions de prévention du risque légionnelles, à destination des collectivités et industriels du département dans le cadre respectif des réglementations de février 2010 et de décembre 2013.

B – ACCREDITATION ET AGREMENTS

Chaque année, la structure est auditée par le COFRAC (audit de surveillance ou de renouvellement) qui atteste de la compétence du Laboratoire, de la fiabilité des résultats et de l'impartialité dont il est obligé de faire preuve.

Le prochain audit prévu en juillet 2020 devra confirmer le respect des exigences normatives et la volonté d'amélioration continue dont le Laboratoire doit faire preuve et ainsi lui permettre de maintenir les agréments nécessaires à l'exercice de ses activités. Il est à noter que l'arrêté relatif au dépistage systématique de la Diarrhée Virale Bovine (BVD) paru en juillet 2019 imposera au Laboratoire d'obtenir de nouvelles accréditations auprès du COFRAC.

C – PROPOSITIONS DE NOUVELLES ORIENTATIONS POUR 2020 EN MATIERE D'ACCOMPAGNEMENT DES COLLECTIVITES

Les obligations réglementaires en matière de surveillance de la qualité de l'air dans les ERP ont été renforcées.

Depuis janvier 2018, les gestionnaires ou propriétaires des établissements d'accueil collectif d'enfants de moins de six ans et d'enseignement du premier degré doivent réaliser ou faire réaliser une évaluation des moyens de ventilation puis mettre en place une surveillance des polluants réglementés.

A partir de janvier 2020, les gestionnaires ou propriétaires des établissements d'enseignement ou de formation professionnelle du second degré et des accueils de loisirs seront concernés.

Le champ concurrentiel existant en matière de surveillance de la qualité de l'air démontre que l'opportunité financière de positionner le laboratoire comme prestataire d'analyse n'est pas avérée.

Pour autant, les collectivités soumises à cette réglementation éprouvent le besoin d'être orientées.

Je vous propose d'élargir les compétences internes du laboratoire afin de permettre un accompagnement en conseil et formation des collectivités gestionnaires ou propriétaires d'ERP.

Plus largement, en lien avec le développement de l'ingénierie départementale au service des collectivités, cet accompagnement en conseil et formation pourra également être délivré en matière de respect de la qualité de l'eau.

En amont et en aval des prestations d'analyses réalisées ou non par le Laboratoire Départemental d'Analyses, cet accompagnement aurait pour finalité de faciliter :

- la lecture de la réglementation en matière de lutte contre les risques sanitaires,
- l'interprétation des résultats,
- la définition, la mise en place et l'évaluation d'actions de remédiation.

Cet accompagnement pourra permettre de faire émerger de nouveaux besoins des acteurs économiques du territoire et d'y apporter une réponse adaptée.

IX – AMENAGEMENT NUMERIQUE DU TERRITOIRE

Les travaux de déploiement du Très Haut Débit se poursuivent dans le département dans la zone d'initiative publique (hors agglomération de Charleville-Mézières et Sedan). La Délégation de Service Public attribuée à la société Losange poursuit le déploiement du réseau fibre optique avec une vingtaine de communes ouvertes commercialement et environ 70 communes dont les travaux sont bien avancés.

Le Conseil départemental assure une mission de suivi de la mise en œuvre du projet ayant en charge l'aménagement numérique sur son territoire et étant co-financeur. Pour ce qui est de la zone AMII, l'intervention d'Orange en fonds propres, accuse un léger retard.

Le nouveau dispositif de couverture en Téléphonie Mobile mis en place par l'Etat début 2018 a permis de lancer la construction de pylônes dans les dernières communes zones blanches des Ardennes ainsi que sur les communes d'un autre dispositif de couverture. Ce qui représente 7 communes dont les travaux sont en cours et vont se terminer entre la fin de l'année 2019 et le début d'année prochaine. Le Conseil départemental co-anime avec la Préfecture l'équipe projet des Ardennes de ce nouveau dispositif.

I – La Couverture en Téléphonie Mobile et en Haut Débit

Le nouveau dispositif de couverture en Téléphonie Mobile a permis de lancer la construction de 7 nouveaux pylônes dans les Ardennes en 2018 en cours de finalisation. Le dispositif prévoit la construction de 7 pylônes supplémentaires en 2019-2020. Les investissements sont intégralement supportés par les Opérateurs, il n'est donc pas nécessaire d'inscrire de crédits dans le cadre de notre participation au dispositif.

Le Conseil départemental des Ardennes a construit et est propriétaire de plusieurs équipements et réseaux numériques :

- 19 pylônes de téléphonie mobile,
- 9 shelters (bâtiments multi-opérateurs),
- Le Réseau Départemental Haut Débit en technologie Wifimax.

La supervision et la maintenance du Réseau Départemental Haut Débit sont assurées grâce à un marché de service avec l'entreprise Nomotech. Le réseau s'appuie également sur des infrastructures appartenant à d'autres opérateurs. Il est donc nécessaire de faire face à

certains coûts d'exploitation et de maintenance concernant ce réseau dont le Conseil départemental est propriétaire.

Bien que des recettes soient perçues auprès des différents fournisseurs de services qui utilisent ces réseaux, il n'en reste pas moins que cela n'est pas suffisant pour couvrir l'ensemble des dépenses. Il est nécessaire que le Conseil départemental des Ardennes intervienne pour couvrir ce déficit. Pour rappel, ce réseau a permis d'apporter un accès Internet à près de 1000 foyers ardennais depuis plus de 10 ans.

Pour la suite, lorsque des communes couvertes par ce réseau seront raccordées au réseau fibre optique de Losange, le service sera arrêté progressivement ainsi que les contrats qui étaient nécessaires pour couvrir ces communes. Il en est de même pour les communes dans lesquelles Orange effectuent des opérations d'amélioration du réseau ADSL (réseau cuivre).

Par mesure d'économie, il arrive cependant que l'on soit amené à fermer certains sites pour lesquels il reste moins de 5 foyers qui n'ont pas pu bénéficier d'une amélioration de leur connexion. En attendant l'arrivée de la fibre optique, un dispositif de subvention a été mis en place en septembre 2019 afin d'aider les abonnés concernés à s'équiper en accès internet par satellite. Je vous propose de prolonger ce dispositif.

II - Le Très Haut Débit (T.H.D.)

Le Conseil départemental des Ardennes a fait le choix de confier la maîtrise d'ouvrage du projet de déploiement du T.H.D sur son territoire à la Région Grand Est en accord avec les EPCI. Une Délégation de Service Public de type Concessive pour une durée 35 ans a été attribuée le 13 juillet 2017 par la Région Grand Est au groupement NGE - Altitude qui a créé la société Losange pour porter ce projet.

L'ouverture commerciale du réseau T.H.D. des Ardennes a eu lieu le 25 mars 2019 avec les 2 premières communes raccordées : Douzy et Rubécourt-et-Lamécourt. Le raccordement d'une plaque composée de Gernelle, Issancourt-et-Rumel, Vrigne-aux-Bois et Vivier-au-court a eu lieu cet été. Plus récemment, le raccordement d'une autre plaque composée d'une quinzaine de communes autour de Buzancy a eu lieu en Septembre 2019. L'ouverture d'une vingtaine d'autres communes est prévue d'ici la fin de l'année 2019.

Les 4 « grands opérateurs » français ont désormais tous signé un accord avec Losange. Le Président Directeur Général d'Orange, Stéphane Richard, a récemment annoncé leur arrivée sur le réseau Losange lors de la Foire de Châlons-en-Champagne. Ils ne commenceront cependant à commercialiser leurs offres qu'après avoir raccordé les Nœuds de Raccordement Optique de Losange à leurs propres réseaux. En attendant, de plus « petits » opérateurs utilisant les infrastructures Losange de collecte sont présents dès que les communes déployées sont ouvertes commercialement.

En complément, un tableau qui reprend l'ensemble des communes et leur année de déploiement prévue est maintenu à jour au quotidien selon des informations que nous recueillons tout au long de l'année comme « la date d'envoi du courrier de démarrage des travaux » envoyé au maire. A partir de cette date, il faut compter entre 12 à 14 mois pour avoir une idée de la date d'ouverture commerciale du réseau fibre optique si tout se passe sans difficulté. Ce tableau vous sera remis régulièrement en cours d'année pour les Conseillers départementaux qui le souhaitent.

Je vous serais obligé de bien vouloir en débattre.

PROJET OB 2020
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT

TOTAL DES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT		**305 410 700,00**	**306 166 580,00**	**299 122 817,00**	**305 191 752,00**

INTITULE	OPERATION	NUMERO ET LIBELLE DE LA NATURE ANALYTIQUE	2019			PROJET OB 2020
			Budget primitif	Total BP + DM	CAA	
COMMISSION SOLIDARITE TERRITORIALE						
VOIRIE	ENTRETIEN VOIE VERTE	1303 - Contrat de prestations de services	4 000,00	0,00		
		2154 - Entretien des pistes cyclables	105 000,00	101 024,50	70 000,00	150 000,00
		550 - Fournitures de voirie	1 000,00	8 975,50	1 000,00	30 000,00
		Total	**110 000,00**	**110 000,00**	**71 000,00**	**180 000,00**
	DOMMAGES DE VOIRIE A CPT DE 2014	476 - Entretien de la voirie par l'Entreprise	20 000,00	18 000,00	15 000,00	25 000,00
		550 - Fournitures de voirie	0,00	2 000,00	1 500,00	2 000,00
		Total	**20 000,00**	**20 000,00**	**16 500,00**	**27 000,00**
	DOTATION AGENCE TECHNIQUE DEPARTEMENTALE	467 - Participations syndicats mixtes et ententes	100 000,00	100 000,00	100 000,00	100 000,00
		467 - Participations syndicats mixtes et ententes - Subvention exceptionnelle - déficit	30 000,00	30 000,00	30 000,00	30 000,00
		Total	**130 000,00**	**130 000,00**	**130 000,00**	**130 000,00**
	G.P.R.	2957 - études et diagnostics	1 000,00	1 711,20	1 711,20	
		1719 - Formation Professionnelle - DRI	1 145,00	1 145,00	1 145,00	2 000,00
		3634 - SH - Publicités, publications, relations publiques	27 100,00	27 100,00	27 100,00	30 000,00
		485 - S.H.-Entretien de matériel - service hivernal	20 870,00	20 158,80	20 158,80	8 000,00
		477 - S.H.-Salage et déneigement par l'Entreprise - Service hivernal	868 685,00	868 685,00	868 685,00	870 000,00
		Total Aléas Climatiques	918 800,00	918 800,00	918 800,00	910 000,00
		4 - Abonnements	1 600,00	1 700,00	1 700,00	0,00
		75 - Autres achats non stockés	25,00	1 737,00	1 737,00	1 500,00
		1303 - Contrat de prestations de services	5 000,00	3 460,00	4 460,00	0,00
		459 - Energie - Electricité	17 315,00	17 215,00	17 215,00	15 000,00
		480 - Entretien de matériel	800,00	3 902,40	2 902,40	2 500,00
		2736 - Etudes et diagnostics	2 600,00	2 600,00	2 600,00	0,00
		550 - Fournitures de voirie	2 570,00	29,06	29,06	0,00
		609 - Frets et transports sur petites acquisitions	240,00	230,43	230,43	0,00
		660 - Location de matériel, outillage et mobilier	1 000,00	726,11	726,11	1 000,00
		2913 - Maintenance des signalisations dynamiques	450,00	0,00	0,00	0,00
		Total Fonctionnement courant a/cpt 2015	31 600,00	31 600,00	31 600,00	20 000,00
		Total	**950 400,00**	**950 400,00**	**950 400,00**	**930 000,00**
	PÔLE ATELIER	480 - Entretien de matériel	16 286,00	8 993,83	9 000,00	0,00
		488 - Entretien de matériel de transport -	52 281,00	36 372,33	36 300,00	0,00
		1882 - Taxes sur véhicules Parc	3 500,00	0,00		0,00
		Total	**72 067,00**	**45 366,16**	**45 300,00**	**0,00**

PROJET OB 2020
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT

TOTAL DES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT		**305 410 700,00**	**306 166 580,00**	**299 122 817,00**	**305 191 752,00**

			2019			
INTITULE	**OPERATION**	**NUMERO ET LIBELLE DE LA NATURE ANALYTIQUE**	**Budget primitif**	**Total BP + DM**	**CAA**	**PROJET OB 2020**
VOIRIE	**PÔLE EXPLOITATION**	551 - S.H.-Fournitures de voirie - service hivernal	309 730,00	309 730,00	309 730,00	300 000,00
		662 - S.H.-Location de matériel	10 000,00	10 000,00	10 000,00	10 000,00
		Total Aléas Climatiques	319 730,00	319 730,00	319 730,00	310 000,00
		21 - Acquisition de petit matériel	2 000,00	2 000,00		0,00
		1303 - Contrat de prestations de services	38 000,00	38 000,00	38 000,00	50 000,00
		476 - Entretien de la voirie par l'Entreprise	80 000,00	80 000,00	80 000,00	110 000,00
		2736 - Etudes et diagnostics	200,00	200,00		0,00
		550 - Fournitures de voirie	711 477,00	700 901,00	706 477,00	850 000,00
		660 - Location de matériel, outillage et mobilier	2 800,00	9 476,00	10 000,00	10 000,00
		Fonctionnement courant a/cpt 2015	834 477,00	830 577,00	834 477,00	1 020 000,00
		Total	**1 154 207,00**	**1 150 307,00**	**1 154 207,00**	**1 330 000,00**
	POLE MAGASIN	21 - Acquisition de petit matériel	18 634,00	11 235,87	11 200,00	0,00
		2776 - Autres fournitures non stockées	2 330,00	716,12	700,00	0,00
		147 - Combustible	1 526,00	528,73	500,00	0,00
		550 - Fournitures de voirie	1 000,00	650,59	600,00	0,00
		660 - Location de matériel, outillage et mobilier	615,00	615,00	600,00	0,00
		25 - S.H.-Acquisition de petit matériel - Service Hivernal	2 310,70	2 310,70	2 300,00	0,00
		Total	**26 415,70**	**16 057,01**	**15 900,00**	**0,00**
	Pôle technique Atelier Magasin	21 - Acquisition de petit matériel	191 955,00	260 813,12	210 000,00	258 000,00
		2776 - Autres fournitures non stockées	23 670,00	29 994,60	25 000,00	31 000,00
		147 - Combustible	2 974,00	4 974,00	2 500,00	3 000,00
		1303 - Contrat de prestations de services	2 500,00	1 011,29	1 500,00	2 000,00
		480 - Entretien de matériel	47 214,00	29 214,00	30 000,00	45 000,00
		488 - Entretien de matériel de transport -	109 719,00	109 577,52	100 000,00	150 000,00
		550 - Fournitures de voirie	15 000,00	5 438,98	15 000,00	10 000,00
		609 - Frets et transports sur petites acquisitions	1 000,00	357,83	500,00	1 000,00
		660 - Location de matériel, outillage et mobilier	11 385,00	8 605,63	10 000,00	5 000,00
		1882 - Taxes sur véhicules Parc	6 500,00	12 389,56	13 500,00	15 000,00
		Total EC - Atelier et magasin a/cpt 2016	411 917,00	462 376,53	408 000,00	520 000,00
		25 - S.H.-Acquisition de petit matériel - Service Hivernal	12 100,30	12 100,30	12 100,00	30 000,00
		3018 - S.H. - Entretien véhicules Service hivernal				9 000,00
		485 - S.H. - Entretien de matériel - Service hivernal				1 000,00
		Total VH - Atelier et magasin à/cpt 2016	12 100,30	12 100,30	12 100,00	40 000,00
		Total	**424 017,30**	**474 476,83**	**420 100,00**	**560 000,00**

PROJET OB 2020
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT

TOTAL DES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT		**305 410 700,00**	**306 166 580,00**	**299 122 817,00**	**305 191 752,00**

INTITULE	OPERATION	NUMERO ET LIBELLE DE LA NATURE ANALYTIQUE	2019			PROJET OB 2020
			Budget primitif	Total BP + DM	CAA	
VOIRIE	TRA EST	25 - S.H.-Acquisition de petit matériel - Service Hivernal	250,00	250,00		250,00
		477 - S.H. Salage et déneigement par l'Entreprise - Service Hivernal	130 500,00	130 500,00	130 000,00	130 500,00
		Total Aléas Climatiques	130 750,00	130 750,00	130 000,00	130 750,00
		21 - Acquisition de petit matériel	1 500,00	900,00	500,00	1 000,00
		3444 - Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	332,00	332,00	300,00	350,00
		2776 - Autres fournitures non stockées	600,00	2 300,00	1 500,00	2 300,00
		1303 - Contrat de prestations de services		2 500,00	2 000,00	2 500,00
		1196 - Déchets	7 500,00	7 500,00	7 500,00	7 500,00
		476 - Entretien de la voirie par l'Entreprise	132 168,00	115 168,00	128 000,00	129 000,00
		550 - Fournitures de voirie	79 400,00	87 800,00	77 000,00	78 000,00
		660 - Location de matériel, outillage et mobilier	50 000,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00
		Total Fonctionnement courant a/cpt 2015	271 500,00	266 500,00	266 800,00	270 650,00
		Total	**402 250,00**	**397 250,00**	**396 800,00**	**401 400,00**
	TRA NORD	477 - S.H. Salage et déneigement par l'Entreprise - Service Hivernal	86 498,00	86 498,00	70 000,00	87 000,00
		Total Aléas Climatiques	86 498,00	86 498,00	70 000,00	87 000,00
		21 - Acquisition de petit matériel	1 500,00	1 500,00	1 000,00	1 500,00
		1068 - Autres prestations de services	0,00	128,00	130,00	150,00
		1303 - Contrat de prestations de services	0,00	1 840,00	1 800,00	1 850,00
		1196 - Déchets	7 500,00	5 300,00	7 000,00	7 500,00
		476 - Entretien de la voirie par l'Entreprise	112 500,00	171 832,00	110 000,00	110 500,00
		550 - Fournitures de voirie	80 000,00	42 900,00	60 000,00	77 000,00
		660 - Location de matériel, outillage et mobilier	50 000,00	25 000,00	35 000,00	50 000,00
		Total Fonctionnement courant a/cpt 2015	251 500,00	248 500,00	214 930,00	248 500,00
		Total	**337 998,00**	**334 998,00**	**284 930,00**	**335 500,00**
	TRA SUD	477 - S.H. Salage et déneigement par l'Entreprise - Service Hivernal	102 702,00	102 702,00	102 702,00	120 000,00
		Total Aléas Climatiques	102 702,00	102 702,00	102 702,00	120 000,00
		21 - Acquisition de petit matériel	1 500,00	1 500,00	500,00	1 500,00
		1196 - Déchets	7 500,00	7 500,00	5 000,00	7 500,00
		476 - Entretien de la voirie par l'Entreprise	152 700,00	149 972,00	150 000,00	152 000,00
		550 - Fournitures de voirie	131 000,00	165 428,00	160 000,00	165 000,00
		660 - Location de matériel, outillage et mobilier	60 000,00	25 000,00	25 000,00	50 000,00
		1303 - Contrat de prestations de services		1 800,00		0,00
		Total Fonctionnement courant a/cpt 2015	352 700,00	351 200,00	340 500,00	376 000,00
		Total	**455 402,00**	**453 902,00**	**443 202,00**	**496 000,00**
	Total Voirie - entretien courant		**4 082 757,00**	**4 082 757,00**	**3 928 339,00**	**4 389 900,00**

PROJET OB 2020
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT

TOTAL DES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT			**305 410 700,00**	**306 166 580,00**	**299 122 817,00**	**305 191 752,00**

INTITULE	OPERATION	NUMERO ET LIBELLE DE LA NATURE ANALYTIQUE	2019 Budget primitif	2019 Total BP + DM	2019 CAA	PROJET OB 2020
VOIRIE	Subventions de fonctionnement Route	150 - Comité Départemental de la Prévention Routière	4 000,00	4 000,00	4 000,00	4 000,00
		Total	**4 000,00**	**4 000,00**	**4 000,00**	**4 000,00**
	Dessertes routières liées activité économique	3444 - Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	93 000,00	80 600,00	90 000,00	0,00
		Total	**93 000,00**	**80 600,00**	**90 000,00**	**0,00**
	Aérodrome des Ardennes	3280 - subvention d'équilibre budget annexe aéroport - report 2018	207 524,00	207 524,00	207 500,00	207 795,00
		3280 - subvention d'équilibre budget annexe aéroport - équilibre 2019	222 915,00	222 915,00		
		Total	**430 439,00**	**430 439,00**	**207 500,00**	**207 795,00**
	TOTAL VOIRIE		**4 610 196,00**	**4 597 796,00**	**4 229 839,00**	**4 601 695,00**
PROPRIETES DEPARTEMENTALES	Entretien bâtiment subdivision / C.E. AP	26 - Acquisition de petit matériel - Divers	4 000,00	4 000,00	2 000,00	
		2736 - Etudes et diagnostics	5 000,00	5 000,00		
		1060 - T.R.A. - Entretien de Bâtiments PUBLICS	28 330,00	28 330,00	25 000,00	80 000,00
		Total	**37 330,00**	**37 330,00**	**27 000,00**	**80 000,00**
	Entretien Bâtiments administratifs	26 - Acquisition de petit matériel - Divers	17 000,00	17 000,00	17 000,00	
		3444 - Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	12 000,00	12 000,00	12 000,00	30 000,00
		1303 - Contrat de prestations de services	0,00	10 980,00	10 900,00	15 000,00
		3682 - Entretien de bâtiments NON PUBLICS	0,00	896,00	800,00	10 000,00
		469 - Entretien de bâtiments PUBLICS	107 085,00	89 959,00	85 000,00	250 000,00
		487 - Entretien de matériel - Divers	400,00	2 890,00	2 500,00	3 000,00
		912 - Entretien de réseaux divers	1 000,00	1 000,00	1 000,00	5 000,00
		933 - Entretien de terrains, parcs et jardins - propriétés dpt	1 000,00	3 760,00	3 700,00	
		3683 - Entretien des logements de fonction NON PUBLICS	1 000,00	1 000,00	1 000,00	1 000,00
		2736 - Etudes et diagnostics	7 500,00	7 500,00		
		660 - Location de matériel, outillage et mobilier	1 000,00	1 000,00		
		Total	**147 985,00**	**147 985,00**	**133 900,00**	**314 000,00**
	Entretien de bâtiments occupés par tiers	26 - Acquisition de petit matériel - Divers	4 000,00	4 000,00		
		3444 - Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1 000,00	1 000,00	500,00	
		1303 - Contrat de prestations de services	7 000,00	0,00	7 000,00	
		3682 - Entretien de bâtiments NON PUBLICS	21 100,00	19 600,00	20 000,00	38 000,00
		469 - Entretien de bâtiments PUBLICS	60 000,00	55 063,00	55 000,00	100 000,00
		487 - Entretien de matériel - Divers	0,00	2 937,00	2 900,00	3 000,00
		3683 - Entretien des logements de fonction NON PUBLICS	5 000,00	13 500,00	5 000,00	5 000,00
		661 - Location de matériel, outillage et mobilier - Propriétés dépt diverses	2 000,00	4 000,00	4 000,00	
		Total	**100 100,00**	**100 100,00**	**94 400,00**	**146 000,00**

PROJET OB 2020
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT

TOTAL DES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT		**305 410 700,00**	**306 166 580,00**	**299 122 817,00**	**305 191 752,00**

			2019			PROJET OB 2020
INTITULE	**OPERATION**	**NUMERO ET LIBELLE DE LA NATURE ANALYTIQUE**	**Budget primitif**	**Total BP + DM**	**CAA**	
PROPRIETES DEPARTEMENTALES	**Entretien des bâtiments locatifs AP**	3682 - Entretien de bâtiments NON PUBLICS	500,00	500,00	500,00	840,00
		Total	**500,00**	**500,00**	**500,00**	**840,00**
	Entretien des bâtiments sociaux AP	26 - Acquisition de petit matériel - Divers	3 900,00	5 900,00	3 500,00	
		3444 - Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	2 500,00	2 500,00	1 500,00	
		473 - Entretien de bâtiments - C.M.S. PUBLICS	47 350,00	45 350,00	40 000,00	150 000,00
		912 - Entretien de réseaux divers	2 000,00	2 000,00	2 000,00	5 000,00
		933 - Entretien de terrains, parcs et jardins - propriétés dpt	4 000,00	4 000,00	4 000,00	
		3318 - Frais de gardiennage	5 000,00	5 000,00		
		660 - Location de matériel, outillage et mobilier	1 000,00	1 000,00		
		Total	**65 750,00**	**65 750,00**	**51 000,00**	**155 000,00**
	Entretien des collèges	26 - Acquisition de petit matériel - Divers	1 000,00	1 000,00	500,00	2 000,00
		3444 - Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1 000,00	13 400,00	500,00	
		1432 - Entretien de bâtiments éducatifs PUBLICS	206 800,00	206 800,00	200 000,00	350 000,00
		912 - Entretien de réseaux divers	2 000,00	2 000,00	1 500,00	4 000,00
		933 - Entretien de terrains, parcs et jardins - propriétés dpt	2 000,00	2 000,00	2 000,00	4 000,00
		3683 - Entretien des logements de fonction NON PUBLICS	15 000,00	15 000,00	15 000,00	15 000,00
		2736 - Etudes et diagnostics	8 000,00	8 000,00		
		1329 - Frais de nettoyage des locaux	0,00	3 024,00		
		395 - Honoraires divers et vacations	20 000,00	16 976,00		20 000,00
		660 - Location de matériel, outillage et mobilier	5 000,00	5 000,00	4 000,00	5 000,00
		Total	**260 800,00**	**273 200,00**	**223 500,00**	**400 000,00**
	Entretien des espaces verts AP	933 - Entretien de terrains, parcs et jardins - propriétés dpt	80 000,00	80 000,00	70 000,00	85 000,00
		Total	**80 000,00**	**80 000,00**	**70 000,00**	**85 000,00**
	Equipe mobile+ BL - Travaux réalisés en interne	26 - Acquisition de petit matériel - Divers	50 000,00	50 000,00	35 000,00	73 000,00
		Total	**50 000,00**	**50 000,00**	**35 000,00**	**73 000,00**
	Nettoyage des locaux	26 - Acquisition de petit matériel - Divers	500,00	500,00		
		1303 - Contrat de prestations de services	500,00	500,00	500,00	3 300,00
		1329 - Frais de nettoyage des locaux	250 000,00	269 000,00	250 000,00	251 100,00
		753 - Produits d'entretien ménager	50 000,00	31 000,00	50 000,00	40 000,00
		Total	**301 000,00**	**301 000,00**	**300 500,00**	**294 400,00**

PROJET OB 2020
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT

TOTAL DES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT		**305 410 700,00**	**306 166 580,00**	**299 122 817,00**	**305 191 752,00**

INTITULE	OPERATION	NUMERO ET LIBELLE DE LA NATURE ANALYTIQUE	2019 Budget primitif	2019 Total BP + DM	2019 CAA	PROJET OB 2020
PROPRIETES DEPARTEMENTALES	Prestations Externes & transversales	1068 - Autres Prestations diverses	1 000,00	220,00		
		879 - Contrat maintenance	225 500,00	322 849,00	250 000,00	215 610,00
		2736 - Etudes et diagnostics	180 000,00	36 371,00	50 000,00	251 620,00
		395 - Honoraires divers et vacations	13 000,00	19 080,00	15 000,00	
		Total	**419 500,00**	**378 520,00**	**315 000,00**	**467 230,00**
	Achat d'énergies, chauffage, et prestations supports	453 - Eau et assainissement				56 000,00
		461 - Electricité				500 040,00
		615 - Gaz				360 325,00
		879 - Contrat maintenance				119 815,00
		395 - Honoraires divers et vacations				27 985,00
		Total	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 064 165,00**
	Bâtiment modulaire	3444 - Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	**1 035,00**	**1 035,00**	**1 035,00**	
		Total	**1 035,00**	**1 035,00**	**1 035,00**	**0,00**
	TOTAL PROPRIETES DEPARTEMENTALES		**1 464 000,00**	**1 435 420,00**	**1 251 835,00**	**3 079 635,00**
ENVIRONNEMENT, EAU, ENERGIE	Subv. fct Environnement- Prog 2018	3470 - Meuse - subventions aux organismes publics divers	10 000,00	10 000,00	4 941,00	0,00
		3604 - Subventions diverses environnement	24 000,00	24 000,00	14 359,00	0,00
		Total	**34 000,00**	**34 000,00**	**19 300,00**	**0,00**
	Subventions fct Développement durable - Prog 2015	3604 - Subventions diverses environnement	4 000,00	4 000,00	0,00	4 000,00
		Total	**4 000,00**	**4 000,00**	**0,00**	**4 000,00**
		Total subventions de fonctionnement a/c 2011	**38 000,00**	**38 000,00**	**19 300,00**	**4 000,00**
	Conseil en Energie Partagée	2161- Promotion - communication	5 000,00	5 000,00	5 000,00	5 000,00
	Bilan Gaz à effets de serre	2736 - Etudes et diagnostics	15 000,00	15 000,00	5 000,00	15 000,00
	Participations statutaires Eau Energie	931 - Participations diverses - Inondations	188 606,00	188 606,00	180 000,00	
	Participations statutaires Eau Energie (Millésime 2020)	931 - Participations diverses - Inondations				92 170,00
		Total développement durable, eau, énergie hors subventions	**208 606,00**	**208 606,00**	**190 000,00**	**112 170,00**
	Subventions de fonctionnement Eau Energie 2019	3470 - Meuse - subventions aux organismes publics divers	15 000,00	15 000,00	15 000,00	15 000,00
		3604 - Subventions diverses environnement	24 000,00	24 000,00	24 000,00	24 000,00
	Subventions de fonctionnement Eau Energie 2020	3604 - Subventions diverses environnement				24 000,00
		Total subventions Eau Energie	**39 000,00**	**39 000,00**	**39 000,00**	**63 000,00**
	TOTAL ENVIRONNEMENT, EAU, ENERGIE		**285 606,00**	**285 606,00**	**248 300,00**	**179 170,00**

PROJET OB 2020
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT

TOTAL DES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT			**305 410 700,00**	**306 166 580,00**	**299 122 817,00**	**305 191 752,00**

INTITULE	OPERATION	NUMERO ET LIBELLE DE LA NATURE ANALYTIQUE	2019			PROJET OB 2020
			Budget primitif	Total BP + DM	CAA	
ANT	Dotations au budget annexe "réseaux informatiques"	1744 - dotation d'équilibre budget annexe - Report 2018	129 891,00	129 891,00	129 900,00	123 600,00
		1744 - dotation d'équilibre budget annexe - Equilibre 2019	98 351,00	98 351,00		
		Total	**228 242,00**	**228 242,00**	**129 900,00**	**123 600,00**
	Maintenance système radio de la DRI	1757 - Location et Installation	7 400,00	7 400,00	7 400,00	3 800,00
	TOTAL ANT		**235 642,00**	**235 642,00**	**137 300,00**	**127 400,00**
CONTRATS DE TERRITOIRE	Fonds de soutien au développement des territoires ardennais	2875 - Subvention aux Communes et groupements	22 800,00	22 800,00	22 800,00	12 000,00
	TOTAL CONTRATS DE TERRITOIRE		**22 800,00**	**22 800,00**	**22 800,00**	**12 000,00**
AMENAGEMENT RURAL	Aménagements fonciers	2157 - Acquisition de petit matériel	500,00	500,00	0,00	500,00
		553 - Frais d'actes et de contentieux	65 000,00	60 300,00	22 000,00	20 000,00
		395 - Honoraires divers et vacations	0,00	0,00		
		Total	**65 500,00**	**60 800,00**	**22 000,00**	**20 500,00**
	Subventions de fonctionnement Agiculture et Aménag Fonciers	1209 - ECIR - actes notariés	15 000,00	15 000,00	7 298,00	7 702,00
		1837 - Soutien à la chambre d'agriculture	252 000,00	252 000,00	252 000,00	
		2233 - Subventions diverses agriculture	100 000,00	100 000,00	100 000,00	
		Total	**367 000,00**	**367 000,00**	**359 298,00**	**7 702,00**
	Subventions de fonctionnement Agiculture et Aménag Fonciers (millésime 2020)	1837 - Soutien à la chambre d'agriculture				252 000,00
		2233 - Subventions diverses agriculture				100 000,00
		Total				**352 000,00**
	TOTAL AMENAGEMENT RURAL		**432 500,00**	**427 800,00**	**381 298,00**	**380 202,00**

PROJET OB 2020
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT

		TOTAL DES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	**305 410 700,00**	**306 166 580,00**	**299 122 817,00**	**305 191 752,00**

			2019			
INTITULE	**OPERATION**	**NUMERO ET LIBELLE DE LA NATURE ANALYTIQUE**	**Budget primitif**	**Total BP + DM**	**CAA**	**PROJET OB 2020**
LABORATOIRE	**Laboratoire d'Analyses**	2468 - Dotation au Budget annexe du laboratoire - report 2018	90 945,00	90 945,00	90 945,00	144 615,00
		2468 - Dotation au Budget annexe du laboratoire - équilibre 2019	140 878,00	140 878,00		
	TOTAL LABORATOIRE		**231 823,00**	**231 823,00**	**90 945,00**	**144 615,00**
DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE	**Agri Tourisme Fct divers hors subventions et participations**	2157 - Acquisition de petit matériel	600,00	600,00		400,00
		879 - Contrat maintenance	2 000,00	2 000,00	0,00	2 000,00
		103 - Contrats de prestations de service - Divers	1 400,00	1 400,00	1 820,00	3 000,00
		487 - Entretien de matériel - Divers		4 700,00	0,00	
		3181 - Redevances pour concessions, droits et valeurs	10 000,00	10 000,00	9 983,00	10 000,00
		Total	**14 000,00**	**18 700,00**	**11 803,00**	**15 400,00**
	Participations statutaires Agric Tourisme	3649 - participation - partenariat la Meuse à vélo	7 000,00	7 000,00	3 183,00	
		3649 - participation - partenariat la Meuse à vélo (millésime 2020)				4 000,00
		729 - Participations - Environnement	171 000,00	171 000,00	171 000,00	
		729 - Participations - Environnement (millésime 2020)				171 000,00
		Total	**178 000,00**	**178 000,00**	**174 183,00**	**175 000,00**
	Total Agriculture, tourisme hors subventions		**192 000,00**	**196 700,00**	**185 986,00**	**190 400,00**
	Boucle de Chooz	3444 - Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	3 780,00	3 780,00		
		Total	**3 780,00**	**3 780,00**	**0,00**	**0,00**
	Subventions de fonctionnement tourisme	278 - Aides aux organismes et Animations touristiques	1 112 700,00	1 112 700,00	1 112 697,00	
		278 - Aides aux organismes et Animations touristiques (millésime 2020)				1 112 700,00
		NA 278 ? (pour Subventions diverses Tourisme (associations - millésime 2020)				5 000,00
		Total	**1 112 700,00**	**1 112 700,00**	**1 112 697,00**	**1 117 700,00**
	TOTAL DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE		**1 308 480,00**	**1 313 180,00**	**1 298 683,00**	**1 308 100,00**
SCHEMA DIRECTEUR DES MOBILITES ALTERNATIVES						**50 000,00**
ECONOMIE	**Subventions fct Economie**	2614 - Subventions de fct ECONOMIE aux personnes privés … CRITT	227 591,00	227 591,00	200 000,00	60 000,00
	Subventions fct Economie	2614 - Subventions de fct ECONOMIE aux personnes privés … Platinium 3 D	60 000,00	60 000,00	60 000,00	17 500,00
	TOTAL ECONOMIE		**287 591,00**	**287 591,00**	**260 000,00**	**77 500,00**
		TOTAL 3EME COMMISSION	**8 878 638,00**	**8 837 658,00**	**7 921 000,00**	**9 960 317,00**

PROJET OB 2020
RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT

TOTAL GENERAL RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	**345 425 320,00**	**347 159 640,00**	**327 989 254,00**	**327 765 861,00**

Intitulé	Programme	Opération	Numéro et Libellé de la nature analytique	2 019			Projet OB 2020
				Budget primitif	Total BP + DM	CAA	
COMMISSION SOLIDARITE TERRITORIALE							
RESEAUX ET INFRASTRUCTURES	Voirie - Entretien Courant Voirie Départementale 2004-2011	Cessions - ventes des domaines	2063 - Produit de cessions des immobilisations			15 000,00	
		Facturation de travaux	1102 - Autres produits exceptionnels	11 477,00	11 477,00		
			526 - Facturation de travaux			50 000,00	
			921 - Indemnité de sinistres	20 000,00	20 000,00		27 000,00
		G.P.R.	757 - Produits des coupes de bois				
	TOTAL RESEAUX ET INFRASTRUCTURES			**31 477,00**	**31 477,00**	**65 000,00**	**27 000,00**
DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE	Agriculture Tourisme Hors Subventions	Agri Tourisme Fct divers hors subventions et participations	3097 - Redevances pour concessions (recettes marque Woinic)	19 000,00	19 000,00	15 000,00	20 000,00
			2197 - topoguide - recettes	2 000,00	2 000,00		2 000,00
	TOTAL DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE			**21 000,00**	**21 000,00**	**15 000,00**	**22 000,00**
DEVELOPPEMENT DURABLE, EAU et ENERGIE	Développement Durable, Eau, Energie Hors Subventions	Conseil en Energie Partagée	737 - Participation de fonctionnment des Régions	8 000,00	8 000,00		13 000,00
			3032 - Participation Etat	29 000,00	29 000,00		29 000,00
			2757 - Subventions de fonctionnement (communes)	5 000,00	5 000,00		5 000,00
	TOTAL DEVELOPPEMENT DURABLE, EAU et ENERGIE			**42 000,00**	**42 000,00**	**0,00**	**47 000,00**
SCHEMA DIRECTEUR DES MOBILITES ALTERNATIVES							**40 000,00**
TOTAL DE LA 3EME COMMISSION				**94 477,00**	**94 477,00**	**80 000,00**	**136 000,00**

PROJET OB 2020
DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT

TOTAL DES DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT	96 531 120,00	97 664 410,00	69 384 343,54	85 877 735,00

POLITIQUE	LIBELLE	2019 BUDGET PRIMITIF	2019 TOTAL BP + DM	2019 CAA	Projet OB 2020
COMMISSION SOLIDARITE TERRITORIALE					
ANRU	subventions à Espace Habitat et Adoma	1995-ANRU-Particuliers et associations		155 417,01	155 417,01	0,00
	subventions à Habitat 08 et Epareca	2983-ANRU-Etablissements locaux		335 826,99	335 826,99	1 000 000,00
	subventions aux communes et EPCI	3248-Subventions aux communes dans le cadre de l'ANRU		279 223,00	279 223,00	1 000 000,00
		TOTAL ANRU	**770 467,00**	**770 467,00**	**770 467,00**	**2 000 000,00**
ENVIRONNEMENT, EAU ET ENERGIE	Service d'Assistance Technique dans le domaine de l'Eau (Marché)	2786 - Assistance technique - communes et groupements		39 876,00	39 876,00	70 000,00
		2786 - Assistance technique - communes et groupements	70 000,00	30 124,00	30 081,00	
		TOTAL Service d'Assistance Technique	**70 000,00**	**70 000,00**	**69 957,00**	**70 000,00**
	ACTIONS EN FAVEUR DE L'EAU POTABLE	415 - Eau - subventions communes et groupements	36 771,00	36 771,00	36 771,00	
		415 - Eau - subventions communes et groupements	37 790,00	3 790,00	3 580,00	15 850,00
		415 - Eau - subventions communes et groupements				10 498,00
		TOTAL ACTIONS EN FAVEUR DE L'EAU POTABLE	**74 561,00**	**40 561,00**	**40 351,00**	**26 348,00**
	AMENAGEMENTS DE RIVIERES	2646 - Aides aux communes et groupements		34 000,00		40 916,00
		TOTAL AMENAGEMENTS DE RIVIERES	**0,00**	**34 000,00**	**0,00**	**40 916,00**
	Conseil en énergie partagée	13 - Acquisition de matériel - Divers	15 000,00	15 000,00	7 500,00	7 500,00
		TOTAL Conseil en énergie partagée	**15 000,00**	**15 000,00**	**7 500,00**	**7 500,00**
	Contrat de plan CCI VNF	3179- Subventions d'inv. Organismes publics divers	41 000,00	41 000,00	30 000,00	
		TOTAL Contrat de plan CCI VNF	**41 000,00**	**41 000,00**	**30 000,00**	**0,00**
		TOTAL ENVIRONNEMENT, EAU ET ENERGIE	**200 561,00**	**200 561,00**	**147 808,00**	**144 764,00**
VOIE VERTE	Voie verte Montcy-Notre-Dame / Département de la Meuse	*516 - Etudes chemin de halage*	3 695,00	3 695,00		2 000,00
		720 - Pistes cyclables	1 030 000,00	924 250,00	800 000,00	1 289 850,00
		Total Voie verte Montcy-notre-Dame/Départ. Meuse	**1 033 695,00**	**927 945,00**	**800 000,00**	**1 291 850,00**
	Boucle De Chooz	*XXX - Remboursement d'avance*				1 000 000,00
		720 - Pistes cyclables	815 000,00	920 750,00	850 000,00	1 092 300,00
		TOTAL Voie Verte Boucle De Chooz	**815 000,00**	**920 750,00**	**850 000,00**	**2 092 300,00**
	Voie verte Sud Ardennes	*720 - Pistes cyclables*				570 000,00
		516- Etude chemin de halage	150 088,00	150 088,00	33 344,00	40 000,00
		Total Voie Verte Sud Ardennes	**150 088,00**	**150 088,00**	**33 344,00**	**610 000,00**
	Lac des Vieilles-Forges	*720 - Pistes cyclables*		200 000,00	200 000,00	200 000,00
		Total Tour du Lac des Vieilles-Forges	**0,00**	**200 000,00**	**200 000,00**	**200 000,00**
		TOTAL VOIE VERTE	**1 998 783,00**	**2 198 783,00**	**1 883 344,00**	**4 194 150,00**

PROJET OB 2020
DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT

TOTAL DES DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT	96 531 120,00	97 664 410,00	69 384 343,54	85 877 735,00

POLITIQUE	LIBELLE	2019 BUDGET PRIMITIF	2019 TOTAL BP + DM	2019 CAA	Projet OB 2020
VOIRIE NATIONALE	**Achèvement A 304**	**3116 - CDEA**	**2 767 175,00**	**2 767 175,00**	**2 767 100,00**	**2 767 175,00**
	Barreau de Raccordement A304-RN 43	563 - études	37 000,00	37 000,00	10 000,00	42 000,00
		3011 - travaux	174 554,00	174 554,00	75 000,00	252 110,00
		TOTAL Barreau de Raccordement A304-RN 43	**211 554,00**	**211 554,00**	**85 000,00**	**294 110,00**
	Prolongement RD 986 vers la Belgique	3011 - participation aux travaux	850 000,00	850 000,00	850 000,00	540 000,00
		618 - Installations de voirie	50 000,00	50 000,00	25 000,00	0,00
		Soulte à verser à Etat pour remise en état RD986 avant rétrocession				695 000,00
		TOTAL Prolongement RD 986 VERS LA Belgique	**900 000,00**	**900 000,00**	**875 000,00**	**1 235 000,00**
	TOTAL VOIRIE NATIONALE		**3 878 729,00**	**3 878 729,00**	**3 727 100,00**	**4 296 285,00**
RESTRUCTURATION VOIRIE	Dessertes routières des sites départementaux (site de Regnowiez)	*563 Frais d'études*	15 000,00	15 000,00		15 000,00
		1259 autres batiments publics	35 000,00	25 500,00		35 000,00
		1833 - Réseaux divers		6 000,00	6 000,00	
		354 - Travaux d'aménagement des bâtiments publics		3 500,00	3 500,00	
		TOTAL Dessertes routières des sites départementaux	**50 000,00**	**50 000,00**	**9 500,00**	**50 000,00**
	Aménagements de sécurité	*3503 Réseau routier*	30 000,00	30 000,00	20 000,00	30 000,00
	Projets Routiers sur les Axes structurants (Pont des Américains - Givet)	*563 Frais d'études*	60 000,00	60 000,00	35 000,00	64 500,00
		TOTAL Projets Routiers sur les Axes structurants	**60 000,00**	**60 000,00**	**35 000,00**	**64 500,00**
	Aménagement de Woinic	*379 - aménagement des terrains*	4 398,00	4 398,00	4 000,00	0,00
		TOTAL Aménagement de Woinic	**4 398,00**	**4 398,00**	**4 000,00**	**0,00**
	TOTAL RESTRUCTURATION VOIRIE		**144 398,00**	**144 398,00**	**68 500,00**	**144 500,00**
INVESTISSEMENT SUR LA VOIRIE DEPARTEMENTALE	Etudes, insertions et publicités	563 - Frais d'études	200 000,00	70 000,00	35 000,00	200 000,00
		TOTAL Etudes, insertions et publicités	**200 000,00**	**70 000,00**	**35 000,00**	**200 000,00**
	Travaux avant retrocession RD d'intérêt Local	3503 - Maintenance du réseau routier	162 000,00	262 000,00	262 000,00	
		TOTAL Travaux avant retrocession RD d'intérêt Local	**162 000,00**	**262 000,00**	**262 000,00**	**0,00**
	Rétrocession RN51 - 43 - Travaux de remise en état	3503 - Maintenance du réseau routier	4 502 615,00	4 502 615,00	4 502 615,00	50 000,00
		TOTAL Rétrocession RN51 - 43 - Travaux de remise en état	**4 502 615,00**	**4 502 615,00**	**4 502 615,00**	**50 000,00**
	Opérations de sécurité	3503 - ~~Aménagements spécifiques~~ Opérations de sécurité	570 000,00	565 000,00	515 000,00	255 000,00
		3503 - Mise en sécurité sécurité points réguliers	173 000,00	177 680,00	177 680,00	0,00
		3503 - Renforcement des accotements	722 579,00	756 579,00	756 579,00	765 000,00
		TOTAL Opérations de sécurité	**1 465 579,00**	**1 499 259,00**	**1 449 259,00**	**1 020 000,00**
	Traverses	3503 - traverses en régie	787 400,00	591 600,00	591 600,00	1 008 000,00
		TOTAL Traverses	**787 400,00**	**591 600,00**	**591 600,00**	**1 008 000,00**
	Structuration des chaussées	3503 - Reprofilage et renforcement chaussées	650 050,00	650 050,00	625 050,00	800 000,00
		3503 - Amélioration qualité des couches ECF	560 000,00	648 438,00	620 000,00	650 000,00
		3503 - Structuration chaussées enrobés	145 000,00	190 000,00	190 000,00	912 000,00
		3503 - Reprise de faiblesses de structures	1 200 000,00	1 470 000,00	1 420 000,00	1 200 000,00
		3503 - Remise à niveau des giratoires	166 100,00	266 100,00	266 100,00	301 000,00
		3503 - Recalibrage des chaussées	234 000,00	234 000,00	234 000,00	471 000,00
		TOTAL Structuration des chaussées	**2 955 150,00**	**3 458 588,00**	**3 355 150,00**	**4 334 000,00**

PROJET OB 2020
DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT

TOTAL DES DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT	96 531 120,00	97 664 410,00	69 384 343,54	85 877 735,00

POLITIQUE	LIBELLE	2019 BUDGET PRIMITIF	2019 TOTAL BP + DM	2019 CAA	Projet OB 2020
INVESTISSEMENT SUR LA VOIRIE DEPARTEMENTALE	maintenance des OA – 563 - études	140 000,00	140 000,00	105 500,00	137 000,00
	maintenance des OA – 3503 - Maintenance du réseau routier	950 000,00	245 000,00	245 000,00	510 000,00
	TOTAL maintenance des OA	**1 090 000,00**	**385 000,00**	**350 500,00**	**647 000,00**
	Signalisation horizontale – 3503 - Maintenance du réseau routier	250 000,00	250 000,00	250 000,00	250 000,00
	Signalisation Verticale – 618 - Signalisation horizontale et verticale / installations de voirie	300 000,00	300 000,00	300 000,00	300 000,00
	Ecoulement des eaux – 3503 - Maintenance du réseau routier	100 000,00	100 000,00	100 000,00	100 000,00
	Coordination de sécurité – 3503 - Maintenance du réseau routier	5 000,00	3 682,00	3 000,00	5 000,00
	Stabilisation de talus en bordure de RD – 3503 - Maintenance du réseau routier	210 000,00	130 000,00	130 000,00	210 000,00
	Stabilisation de talus en bordure de RD – 563 - études	60 000,00	60 000,00	30 180,00	60 000,00
	TOTAL Stabilisation de talus en bordure de RD	**270 000,00**	**190 000,00**	**160 180,00**	**270 000,00**
	Matériel – 2244 - Matériel du parc équipement	603 576,00	603 576,00	550 000,00	800 000,00
	Matériel – 396 - matériel de transport	397 800,00	397 800,00	350 000,00	
	Matériel – 909- Acquisition diverse	35 000,00	35 000,00	15 000,00	
	Matériel – 2244 - Matériel exploitation route	42 238,00	42 238,00	35 000,00	
	Matériel – 2244 - Matériel exploitation route	252 000,00	146 016,00	140 000,00	
	Matériel – 396 - matériel de transport		64 824,00	64 000,00	
	Matériel – 909- Acquisition diverse		41 160,00	20 000,00	
	TOTAL Matériel	**1 330 614,00**	**1 330 614,00**	**1 174 000,00**	**800 000,00**
	TOTAL INVESTISSEMENT SUR LA VOIRIE DEPARTEMENTALE	**13 418 358,00**	**12 943 358,00**	**12 533 304,00**	**8 984 000,00**
Plan D^{al} de remise à niveau du patrimoine OA affaibli ou en fin	OA Stratégiques – 3503 - Maintenance du réseau routier				680 000,00
	OA Sensibles – 3503 - Maintenance du réseau routier				420 000,00
	TOTAL PLAN REMISE A NIVEAU PATRIMOINE OA	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 100 000,00**
AIDES A LA VOIRIE COMMUNALE	2808 - Aides à la voirie communales (AP 2014)	33 575,00	33 575,00	33 575,00	0,00
	TOTAL AIDES A LA VOIRIE COMMUNALE	**33 575,00**	**33 575,00**	**33 575,00**	**0,00**
MOBILITES	3133 - TGV Est - 2ème phase financement	1 505 196,00	1 609 196,00	1 608 281,17	1 608 282,00
	3159 - Subventions pour travaux ferroviaires (org. Publ.) - CPER CHMEZ GIVET	1 237 356,00	1 957 356,00	1 957 300,00	980 000,00
	3159 - Subventions pour travaux ferroviaires (org. Publ.) - CAPILLAIRE FRET	115 000,00	115 000,00	100 000,00	215 000,00
	TOTAL MOBILITES	**2 857 552,00**	**3 681 552,00**	**3 665 581,17**	**2 803 282,00**
Aérodrome	537 -subvention d'équilibre (Prévisions 2019)	179 092,00	179 092,00		232 200,00
	537 -subvention d'équilibre (Report 2018)				
Total RESEAUX ET INFRASTRUCTURES		22 510 487,00	23 059 487,00	21 911 404,17	21 754 417,00

PROJET OB 2020
DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT

TOTAL DES DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT	96 531 120,00	97 664 410,00	69 384 343,54	85 877 735,00

POLITIQUE	LIBELLE	2019 BUDGET PRIMITIF	2019 TOTAL BP + DM	2019 CAA	Projet OB 2020
Gendarmeries	Construction de 4 gendarmeries en mandat de	376 - Travaux dans les gendarmeries (DO hors DEA)	62 803,00	62 803,00	25 000,00	50 000,00
	GPI INVESTISSEMENT P0 ET P1					115 000,00
TOTAL GENDARMERIES		**62 803,00**	**62 803,00**	**25 000,00**	**165 000,00**
Bâtiments administratifs	Immeuble place du Château (remparts)	361 - Charpente et murs place du Château	10 700,00	219 193,00	200 000,00	
	Rénovation cage d'escalier Hôtel du Département	361 - Cage d'escalier Hôtel du département				
	Hall d'accueil Préfecture Hotel du Département	361 - Hall d'accueil HDD				
	P3 marché de chauffage IDEX	361 - Marché chauffage Idex				
	DIE : siège et esplanade	361 - Aménagement DIE siège +esplanade	96 203,00			
	Hôtel du Dep et annexes -Travaux divers 2016 + engagements en cours	361 - Travaux autres bâtiments administratifs				
	Hôtel du Département - aménagement 2ème étage bureaux DAJE	361 - Aménagement bureaux Hôtel du Département				
	Hôtel du Département - maintenance RCD et 1er étage	361 - Maintenance Hôtel du Département RDC et 1er étage	128,00			
	Immeuble Route de prix : aménagement locaux DIE	361 - aménagement locaux DIE	2 162,00			
	Bâtiments Villers-Semeuse rue Louise Michel	361 - Bâtiments Villers-Semeuse rue Louise Michel	110 000,00			95 000,00
	Réfection toiture Hôtel du département	364 - Réfection toiture Hôtel du département	30 000,00	30 000,00	10 000,00	44 000,00
		361 - Aménagement de bureaux neufs 1er & 3ème étages (ex. Bureau du Bureau et DGSD) et sanitaires 2ème étage	0,00			70 000,00
	Acquisition matériels Equipe Mobile et SSI (extincteurs)	2911 - Acquisition matériels Equipe Mobile et SSI (extincteurs)	5 000,00	4 514,00	1 500,00	
	Opérations de maintenance non programmées multisites					400 500,00
	GPI INVESTISSEMENT P0 ET P1					64 000,00
TOTAL Bâtiments administratifs		**254 193,00**	**253 707,00**	**211 500,00**	**673 500,00**

PROJET OB 2020
DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT

TOTAL DES DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT	96 531 120,00	97 664 410,00	69 384 343,54	85 877 735,00

POLITIQUE	LIBELLE	2019 BUDGET PRIMITIF	2019 TOTAL BP + DM	2019 CAA	Projet OB 2020
Batiments Sociaux	MDS Ferroul - Aménagement de l'accueil	118 844,00	118 844,00		
	MaDEF Warcq : solde réparation suite à incendie et autres travaux engagés	30 230,00	30 230,00	450 000,00	
	FDE : travaux logements MNA	30 998,00	30 998,00		9 000,00
	MDS Sedan : réfection toiture	20 000,00	20 000,00		20 000,00
	MDS Revin : étanchéité toiture terrasse	4 960,00	4 960,00		
	MDS Vouziers : remplacement tuyau	37 986,00	37 986,00		
	361 - Travaux dans les MDS	522 170,00	522 170,00		
	xxx - DSR Place Churchill - Bâtiment annexe				20 000,00
	FDE Grande Terre : solde opération	389 328,00	409 872,00	350 000,00	170 000,00
	FDE Grande Terre : création tranchée drainante				
	FDE Grande Terre : PFAC (Assainissement)				
	FDE Grande Terre : installation/aménagement modulaire Regniowiez				
	MaDEF Warcq : solde intervenants bâtiment modulaire				
	Centre accueil parents/enfants 43 avenue de Gaulle	400,00			
	MDS Nouzonville : aménagement nouveaux locaux	195,00			
	Construction d'une nouvelle MDS à BOGNY/MEUSE	20 000,00			20 000,00
	MDS Vouziers (école Dodeman)	10 000,00	10 060,00	5 000,00	8 315,00
	362- Travaux d'aménagement dans les CMS		51,00	50,39	
	Maintenance SSI (extincteurs)	2 187,00	2 187,00		
	Report DANT Madef Gde Terre	60,00	0,00		
	GPI INVESTISSEMENT P0 ET P1				244 480,00
	TOTAL BATIMENTS SOCIAUX	**1 187 358,00**	**1 187 358,00**	**805 050,39**	**491 795,00**

PROJET OB 2020
DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT

TOTAL DES DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT	96 531 120,00	97 664 410,00	69 384 343,54	85 877 735,00

POLITIQUE	LIBELLE	2019 BUDGET PRIMITIF	2019 TOTAL BP + DM	2019 CAA	Projet OB 2020
Bâtiments Pédagogiques et Culturels	368 - Travaux d'aménagement autres propriétés		622 650,00		
	368 - Travaux d'aménagement autres propriétés				
Musée Guerre et Paix : mise en conformité électrique et travaux d'étanchéité toiture	368 - Travaux d'aménagement autres propriétés départementales 368 - Travaux d'aménagement autres propriétés départementales	20 225,00		600 000,00	
Bairon - salle polyvalente : remise en état et PMR	368 - Travaux d'aménagement autres propriétés départementales	593 225,00			1 500,00
	563 -Etude STEP Bairon Vieilles Forges	50 000,00	50 000,00	20 000,00	
	143 - Batiments culturels et sportif	7 200,00	0,00		
	13 - Acquisition de matériel - Divers		55 627,00	50 000,00	
Musée Guerre et Paix : épuration/évacuation	361 - Musée Guerre et Paix : épuration/évacuation	8 160,00			
Musée Guerre et Paix : sécurisation salle	361 - Musée Guerre et Paix : sécurisation salle	21 600,00			
Musée Guerre et Paix : sécurisation des entrées, installation d'une pompe de relevage dans les vide sanitaires, plan d'évacuation et d'intervention, remise en état réseaux EU	361 - Musée Guerre et Paix : sécurisation des entrées, installation d'une pompe de relevage dans les vide-sanitaires, plan d'évacuation et d'intervention, remise en état réseaux EU	173 000,00			
BDP : réfection partielles des clôtures et menuiseries, remplacement volets roulants de la BDA et du lgt fonction	361 - BDP : réfection partielles des clôtures et menuiseries, remplacement volets roulants de la BDA et du lgt fonction	101 400,00			
Archives Départementales : rénovation salle exposition/bureau, toiture terrasse et menuiseries salle de lecture	361 -Archives Départementales : rénovation salle exposition/bureau, toiture terrasse et menuiseries salle de lecture	80 000,00			
Bairon : mises aux normes BA et salle polyvalente (SSI, chaufferie, équipements sportifs…)	361 -Bairon : mises aux normes BA et salle polyvalente (SSI, chaufferie, équipements sportifs…)	40 000,00			
Vieilles Forges : travaux réfectoire et cuisine	361 -Vieilles Forges : travaux réfectoire et cuisine		770 580,00		
Vieilles Forges : mise aux normes ascenseur	361 -Vieilles Forges : mise aux normes ascenseur				
Vieilles Forges - Base d'animation : désamiantage BA, mise aux normes sanitaires et désamiantage faux-plafonds cuisine, remplacement verrière et escalier helicoïdal	361-Vieilles Forges - Base d'animation : désamiantage BA, mise aux normes sanitaires et désamiantage faux-plafonds cuisine, remplacement verrière et escalier helicoïdal	365 000,00		600 000,00	
Vieilles Forges - Centre de congrès : remplacement équipement cuisine, sol salle polyvalente et travaux suite à audit désenfumage	361-Vieilles Forges - Centre de congrès : remplacement équipement cuisine, sol salle polyvalente et travaux suite à audit désenfumage				
Vieilles Forges : mise aux normes électriques BA et CC	361-Vieilles Forges : mise aux normes électriques BA et CC	10 000,00			
Maison des sports : expertise toiture	361-Maison des sports : expertise toiture	10 000,00			10 000,00
Maison des sports : remplacement VMC	361-Maison des sports : remplacement VMC	5 000,00			
Gymnase Fresnois : remplacement VMC	361-Gymnase Fresnois : remplacement VMC	5 000,00			
	361 - Station d'épuration Vieilles Forges	7 200,00			
Equipe mobile et SSI (extincteurs)	2911 - Acquisition de matériel technique	2 812,00	1 765,00		
Extension archives départementales	563 - Frais d'études				40 000,00
GPI INVESTISSEMENT P0 ET P1					895 000,00
TOTAL Bâtiments Pédagogiques et Culturels		**1 499 822,00**	**1 500 622,00**	**1 270 000,00**	**946 500,00**

PROJET OB 2020
DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT

TOTAL DES DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT	96 531 120,00	97 664 410,00	69 384 343,54	85 877 735,00

POLITIQUE		LIBELLE	2019 BUDGET PRIMITIF	2019 TOTAL BP + DM	2019 CAA	Projet OB 2020
Laboratoire Départemental	Laboratoire-Travaux divers 2016 + engagements en cours (SEM)	361 - Travaux Divers				
	Marché chauffage IDEX P3		98 500,00	98 500,00	20 000,00	
	GPI INVESTISSEMENT P0 ET P1					36 000,00
		xxx - Subvention d'équilibre				147 702,00
	TOTAL Laboratoire Départemental		**98 500,00**	**98 500,00**	**20 000,00**	**183 702,00**
Batiments occupés par des tiers	Ecuries Augeard à Buzancy : travaux de sécurisation	368 - Travaux d'aménagement autres propriétés départementales				70 000,00
	La Cassine : travaux de confortement (toitures, charpentes, planchers) MOE - AO 1ère phase	368 - Travaux d'aménagement autres propriétés départementales	30 000,00	30 000,00	10 000,00	400 000,00
	La Cassine : réfection pilier et mur portail entrée (suite à sinitre)	371 - Travaux préservation bâtiments départementaux	7 920,00			
	MDPH : création de 1 escalier d'évacuation en cours arrières	371 - Travaux préservation bâtiments départementaux	1 232,00		450 000,00	
	Immeuble Place Ducale : aménagement des locaux pour accueil ADT/OCT	371 - Travaux préservation bâtiments départementaux	241 796,00	476 056,00		50 000,00
	La cassine : mise en sécurité du bâtiment du couvent des cordeliers (façade Ouest)	371 - Travaux préservation bâtiments départementaux	105 000,00			
	Bâtiments Ex DEVILLE	3491 (IGDA : 371)- Travaux bâtiment privé	8 500,00			
		371 - Autres travaux	95 000,00			
		379 - Aménagements et agencements de terrains		2 732,40	2 732,40	
	Maintenance SSI (extincteur)	2911 - Acquisition de matériel technique	1 500,00	1 407,60	1 000,00	
	GPI INVESTISSEMENT P0 ET P1					65 000,00
	TOTAL Bâtiments occupés par des tiers		**490 948,00**	**510 196,00**	**463 732,40**	**585 000,00**
Etudes	Crédits d'études	563 - Frais d'études	**56 660,00**	**56 660,00**		**51 662,00**
CER & TRA	Organisation territoriale Siège DDP + pole rue caquot (études)	563 - Frais d'études	10 000,00	10 000,00		
	Caquot - PTS : construction de locaux dans le hangar	368 - Travaux d'aménagement autres propriétés départementales	30 000,00	30 000,00		
	Caquot Pôle Logistique-imprimerie : réhabilitation des locaux	368 - Travaux d'aménagement autres propriétés départementales	162,00	162,00		
	Caquot Pôle Technique : remplacement de la station service	368 - Travaux d'aménagement autres propriétés départementales	100 000,00	100 000,00	50 000,00	

PROJET OB 2020
DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT

TOTAL DES DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT	96 531 120,00	97 664 410,00	69 384 343,54	85 877 735,00

POLITIQUE		LIBELLE	2019 BUDGET PRIMITIF	2019 TOTAL BP + DM	2019 CAA	Projet OB 2020
CER & TRA	Réorganisation des centres d'exploitation : Charleville-Mézières, Poix-Terron, Attigny, SLA, Le Piquet	368 - Travaux d'aménagement autres propriétés départementales	540 680,00	540 680,00	150 000,00	300 000,00
	Réorganisation des centres d'exploitation : CE Fumay	361 - Travaux Divers				
	CE organisation territoriale DIE - report	361 - Travaux Divers	348 449,00	347 705,00	320 000,00	
	TRA et CE-Travaux divers 2016 + engagements en cours	361 - Travaux Divers				
	Site Caquot : alimentation électrique portail entrée site, rénovation toiture atelier, évaluation conformité station carburant	361 - Travaux Divers				
	CE Sedan : remplacement clôture suite à sinistre	361 - Travaux Divers				
	CE Buzancy : raccordement réseaux sanitaires du	361 - Travaux Divers				
	CE Signy-Le-Petit : remplacement du portail et	361 - Travaux Divers				
	CE Vouziers : travaux urgents d'aménagements	361 - Travaux Divers				
	Réorganisation des centres d'exploitation : CE	361 - Travaux Divers				
		13 - Acquisition de matériel - Divers		744,00	744,00	
		2911 - Acquisition de matériel technique	1 676,00	1 676,00	500,00	
	GPI INVESTISSEMENT P0 ET P1					131 000,00
TOTAL CER & TRA			**1 030 967,00**	**1 030 967,00**	**521 244,00**	**431 000,00**

Collèges		32 - Autres acquisitions de matériels	5 558 569,00	10 000,00	5 000,00	
		563 - Frais d'études		60 000,00	55 000,00	
		3721- Désamiantage collèges (Mis à disposition)		6 496,00	6 400,00	
		3722 - Désamiantage collèges (CD08)				
		380- travaux collèges propriétés CG (moins d'un an)		259 694,00	200 000,00	
		3485- travaux sur collèges mis à disposition (plus d'un an)		70 000,00	60 000,00	
	- Collège Vouziers : nouvelle demi-pension	3651- agencement aménagements sur collèges mis à disposition (plus d'un an)		647 124,00	400 000,00	10 000,00
	- Collège Vrigne-aux-Bois : locaux Château Evain avant transfert commune					260 000,00
	- Collège Rimbaud : réfection demi-pension					30 000,00
		3186- agencement aménagements sur collèges mis à disposition (moins d'un an)		3 921 569,00	3 000 000,00	
		3004 - Acquisition de matériels DBD				
		3319 - Avances et acomptes versés				
		3484 - Travaux sur les collèges mis à disposition (moins d'1 an)		31 686,00		
	GPI INVESTISSEMENT P0 ET P1					3 185 500,00
TOTAL COLLEGES			**5 558 569,00**	**5 006 569,00**	**3 726 400,00**	**3 485 500,00**

PROJET OB 2020
DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT

TOTAL DES DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT			**96 531 120,00**	**97 664 410,00**	**69 384 343,54**	**85 877 735,00**

			2019			
POLITIQUE		**LIBELLE**	**BUDGET PRIMITIF**	**TOTAL BP + DM**	**CAA**	**Projet OB 2020**
S'Ad AP Collèges	Mise aux normes PMR Collèges	3651- agencement aménagements sur collèges mis à disposition (plus d'un an)	40 000,00	35 000,00	25 000,00	500 000,00
		3485- Travaux sur les collèges mis à disposition (plus d'1 an)	4 859,00	9 859,00	9 500,00	
		TOTAL S'Ad AP Collèges	**44 859,00**	**44 859,00**	**34 500,00**	**500 000,00**
Pole de Haute Technologie	SMMLB Accessibilité et Verrière	3601-SMMLB Dépenses Travaux sous mandat	**300 000,00**	**300 000,00**	**50 000,00**	**300 000,00**
S'Ad AP Hors Collèges	Mise aux normes PMR hors collèges	368 - Travaux d'aménagement autres propriétés départementales	**337 875,00**	**337 875,00**	**200 000,00**	**200 000,00**
Entretien ménager - Investissement		13 - Acquisition de matériel - Divers	1 705,00	939,64	939,64	
		2911 - Acquisition de matériel technique		1 251,36	1 240,79	
		TOTAL Entretien ménager - Investissement		**2 191,00**	**2 180,43**	**0,00**
Collège et pôle scolaire Attigny	Pôle scolaire Attigny - Collège	384 - **Travaux DO** collège - Attigny - Construction Cité Scolaire Collège	45 183,00	118 883,00	70 000,00	16 250,00
	Pôle scolaire Attigny - Ecole Primaire	3409 - Attigny - Primaire Dépense sous mandat	14 690,00	50 990,00	50 900,00	8 750,00
	TOTAL Collège et pôle scolaire Attigny		**59 873,00**	**169 873,00**	**120 900,00**	**25 000,00**
Total PROPRIETES DEPARTEMENTALES			10 984 132,00	10 562 180,00	7 450 507,22	8 038 659,00
ANT	Réseau Départemental Haut Débit (reseau wifimax)	1833-Réseaux divers	3 000,00	1 000,00	1 000,00	3 000,00
	Malveillance	379 - Aménagements et agencements de terrains	2 000,00	2 000,00	1 000,00	2 000,00
	Subv. Inv Paraboles	2805 - Subventions d'investissement aux particuliers et associations		2 000,00		
	TOTAL ANT		**5 000,00**	**5 000,00**	**2 000,00**	**5 000,00**
THD	Participation investissement THD	3647 - Participation inv. Régionaux Très Haut Débit	246 000	228 000	220 000	
	TOTAL THD		**246 000**	**228 000**	**220 000**	**0**
TOTAL DSI			251 000,00	233 000,00	222 000,00	5 000,00
ECONOMIE	FAURECIA	323-subventions aux communes	89 000,00	89 000,00	89 000,00	31 000,00
	Projets ZA (Douzy)	2142-Subventions invt communes	10 160,00	0,00		
		3557 - Immobilier d'entreprises et ZA - Avances aux communes		10 160,00	10 159,12	
	CRITT (Interreg), URCA et CFAI (Platinium 3D)	2051-Recherche subv invts aux tiers	30 300,00	30 300,00	20 000,00	30 300,00
	Commune de Chemery/bar-commerce	2142-Subventions invt communes	3 615,00	3 615,00	3 614,60	
	TOTAL ECONOMIE		**133 075,00**	**133 075,00**	**122 773,72**	**61 300,00**

PROJET OB 2020
DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT

TOTAL DES DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT	96 531 120,00	97 664 410,00	69 384 343,54	85 877 735,00

POLITIQUE	LIBELLE	2019 BUDGET PRIMITIF	2019 TOTAL BP + DM	2019 CAA	Projet OB 2020
AMENAGEMENT RURAL	AMENAGEMENTS FONCIERS AGRICOLES ET FORESTIERS (AFAF) - marchés	374 - AFAF liés à l'A 304	26 680,00	26 680,00	16 637,00	25 000,00
		374 -AFAF classiques	30 000,00			
		374 -ECIR - actes administratifs	30 000,00			
		563 - Frais d'études (AFAF demandés par les communes)		30 000,00	14 685,00	160 000,00
		563 - Frais d'études (ECIR actes administratifs)		30 000,00	0,00	30 000,00
		TOTAL AFAF	**86 680,00**	**86 680,00**	**31 322,00**	**215 000,00**
	AFAF SORMONNE, MURTIN, REMILLILLY	1867-tvx connexes-remembrement-Subventions Invest. aux	65 000,00	65 000,00	0,00	108 000,00
	AFAF de ROCROI et BOURG FIDELE	1121 - Aménagement foncier - subv.communes	57 000,00	57 000,00	0,00	40 000,00
	TC individuels A304	813 - Remembrement - travaux connexes et échanges-				20 000,00
	TC particuliers A304	813 - Remembrement - travaux connexes et échanges-	73 282,00	73 282,00	12 000,00	50 000,00
		TOTAL TRAVAUX CONNEXES	**195 282,00**	**195 282,00**	**12 000,00**	**218 000,00**
	AGRICULTURE	1954-Plan de modernisation des bâtiments d'élevage	765,00	765,00	765,00	2 676,00
		TOTAL AGRICULTURE	**765,00**	**765,00**	**765,00**	**2 676,00**
	TOTAL AMENAGEMENT RURAL		**282 727,00**	**282 727,00**	**44 087,00**	**435 676,00**
CONTRATS DE TERRITOIRE	Fonds de soutien au développement des	3101-Subventions aux Communes et groupements	217 507,00	467 966,00	467 966,00	600 000,00
	Fonds départemental de solidarité locale	3101-Subventions aux Communes et groupements	523 078,00	907 043,00	907 043,00	704 000,00
	Fonds de réserve	3101-Subventions aux Communes et groupements	154 666,00	209 002,00	209 002,00	173 000,00
	TOTAL CONTRATS DE TERRITOIRE		**895 251,00**	**1 584 011,00**	**1 584 011,00**	**1 477 000,00**
TOURISME	aides au développement touristique	546 - Fonds Touristique - Communes	17 000,00	24 000,00	17 000,00	14 500,00
		546 - Fonds Touristique - Communes		31 500,00	18 000,00	13 500,00
		546 - Fonds Touristique - Communes				16 473,00
		TOTAL aides au développement touristique	**17 000,00**	**55 500,00**	**35 000,00**	**44 473,00**
	Tourisme de mémoire (DM1)	2599 - Logiciels	15 405,00	15 405,00		4 740,00
	2018- Lieux symboliques en forêt d'Argonne	547 - Fonds touristiques - ONF		21 535,00		
	TOTAL TOURISME		**32 405,00**	**92 440,00**	**35 000,00**	**49 213,00**

TOTAL 3ème commission	36 060 105,00	36 917 948,00	32 288 058,11	33 966 029,00

PROJET OB 2020
RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT

TOTAL RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT	**56 516 500,00**	**56 671 350,00**	**40 350 827,74**	**63 303 626,00**

Intitulé	Numéro et Libellé de la nature analytique	2019			PROJET OB 2020
		Budget primitif	Total BP + DM	CAA	

COMMISSION SOLIDARITE TERRITORIALE

RESEAUX ET INFRASTRUCTURES	Rétrocession RN51-43 Travaux de remise en état	1317 - Subventions d'équipement non transférables de l'Etat - soulte remise en état RD43-51	3 752 176	3 752 176	3 752 000	
	Rétrocession RN51-43 Travaux de remise en état	- Réfection couche de roulement du carrefour entre l'avenue Charles De Gaulle et la Rocade : remboursement des travaux réalisés pour le compte de la Ville de Charleville-Mézières	0			30 500
	Signalisation verticale neuve (hors renouvellement)	Remboursement Etat - mise en conformité panneaux 80 km/h	19 615	19 615		
	Aménagements spécifiques de sécurité	D988 LES MAZURES - aménagement giratoire : participation commune	138 889	138 889		143 055
		D988 LES MAZURES - aménagement giratoire : participation CC Vallées et plateaux d'Ardenne	138 889	138 889		143 055
	Mise en sécurité des points singuliers	TREA - D16/D9 - Warcq - aménagement giratoire"La Guillotine"	87 100	87 100		89 713
	Matériel exploitation DIE	Vente de véhicules (environ 30)	10 000	10 000		
		Vente de bibliobus	10 000	10 000		
		1960 - Avances et acomptes sur commandes d'immobilisations corporelles			2 800	
TOTAL RESEAUX ET INFRASTRUCTURES			**4 156 669,00**	**4 156 669,00**	**3 754 800,00**	**406 323,00**

PROPRIETES DEPARTEMENTALES	3319 - Avances et acomptes versés (gendarmeries)	0	0		
	241 - Subventions d'équipement transférables de l'Etat - travaux BDA	0	0		
	241 - Subventions d'équipement transférable de l'Etat (Bât.occupés par des tiers)	0	0	13 000	
	245 - Subventions d'Equipement transférables - Région			30 600	
	735 - Participation reçue de communes	60 000	60 000		
	245 - Subventions d'Equipement transférables - Région - mise en accessibilité cité scolaire Vouziers	182 839	182 839	175 000	
	3410 - Recettes Mandataire pour le Pôle scolaire d'Attigny			56 000	
	3602 - SMMLB - Recettes de mandat	300 000	300 000		300 000
TOTAL PROPRIETES DEPARTEMENTALES		**542 839**	**542 839**	**274 600,00**	**300 000**

AMENAGEMENT FONCIER	3221 - Subventions d'équipement reçues - Etat et établissements assimilés	139 651	139 651		139 651
TOTAL AMENAGEMENT FONCIER		**139 651**	**139 651**	**0,00**	**139 651**

PROJET OB 2020
RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT

TOTAL RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT		**56 516 500,00**	**56 671 350,00**	**40 350 827,74**	**63 303 626,00**

Intitulé		Numéro et Libellé de la nature analytique	2019			PROJET OB 2020
			Budget primitif	Total BP + DM	CAA	
Environnement, eau, énergie	Assistance Technique Eau (SATE)	1275 - Subventions d'équipement non transférables - Communes	14 000	14 000		14 000
		247 - Subventions d'équipement Agences de l'Eau	86 000	86 000		145 000
	Conseil en Energie partagée	241 - Subventions d'équipement transférables de l'Etat (ADEME)	15 000	15 000		15 000
	Protection de l'environnement	247 - Subventions d'équipement Agences de l'Eau			38 499	
	TOTAL Environnement, eau, énergie		**115 000,00**	**115 000,00**	**38 499,00**	**174 000,00**
DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE	Aménagement d'un itinéraire cyclable - 3eme tranche	2813 - FNADT	0	0	24 305,20	
	Boucle de chooz	244 - Subvention d'équipement de la Région	71 000	71 000	12 053,90	120 539
		1318 - Subventions d'équipement non transférables de l'Union Européenne (FEDER)	208 000	208 000		415 988
		1275 -Subventions d'équipement non transférables - Communes	255 500	255 500		719 214
		3723 - Dettes envers les communes	1 000 000	1 000 000	1 000 000	
	Voie verte Sud Ardennes	2813 - FNADT	36 183	36 183		27 777
		1275-Subventions d'équipement non transférables - Communes	54 274	54 274		41 666
	TOTAL DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE		**1 624 957**	**1 624 957**	**1 036 359,10**	**1 325 184**

TOTAL DE LA 3EME COMMISSION	**6 579 116**	**6 579 116**	**5 104 258,10**	**2 345 158,00**

République Française

ARDENNES
Conseil Départemental

**DIRECTION GÉNÉRALE
DES SERVICES DÉPARTEMENTAUX**

DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES
ET DE L'EVALUATION

AFFAIRES FINANCIERES ET RESSOURCES

I – RESSOURCES HUMAINES

Le budget frais de personnel de l'année 2020 sera construit sur l'objectif de maintenir les dépenses salariales à l'euro constant par rapport au Budget primitif 2019, soit une dépense estimée de 71,5 millions d'euros pour les dépenses salariales et 1,4 million d'euros pour les autres dépenses.

L'atteinte de cet objectif nécessite une démarche de rationalisation des emplois budgétaires nécessaire à l'exercice des missions prioritaires de la collectivité, telles que définies par le projet stratégique, sachant que les dépenses salariales progressent mécaniquement par l'action de plusieurs facteurs complémentaires :

- La mise en place du parcours professionnel carrières et rémunérations (PPCR) qui induit des reclassements indiciaires au 1er janvier 2020 ;
- Les avancements d'échelons et de grades ;
- La revalorisation du SMIC au 1er janvier 2020 sur laquelle se fonde la rémunération des assistants familiaux.

Il nécessite également une mobilisation de l'administration départementale dans une démarche de performance interne visant à améliorer l'efficacité du service public local. C'est dans cette perspective que la collectivité mettra en place le régime indemnitaire de sujétions et d'expertise (RIFSEEP) au 1er janvier 2020. Ce projet, conduit à l'aide d'un conseil externe, se déclinera sur deux étapes : la mise en place de l'indemnité de sujétion de fonctions et d'expertise dès le 1er janvier 2020, et le versement d'un complément indemnitaire annuel à compter du 1er janvier 2021.

Cet effort substantiel de maîtrise des dépenses salariales doit être accompagné par un renfort des compétences individuelles et collectives des services. La collectivité se dotera à cet effet, d'un plan de formation issu du recensement des besoins des services qui priorisera le développement des formations de perfectionnement.

Au titre de l'amélioration des conditions de travail, la collectivité mettra en œuvre son programme de prévention des risques professionnels. Parmi ces risques, le risque agression est de plus en plus présent notamment dans les services en charge des métiers de l'aide à la personne. La collectivité mobilisera également des campagnes de sensibilisation sur la prévention des conduites addictives et des risques psycho-sociaux, l'accompagnement des agents en difficulté. L'objectif de toutes ces actions est de réduire les risques d'usure professionnelle auxquels sont exposés certains agents, alors que les solutions de reclassement pour inaptitude professionnelle deviennent plus difficiles.

Je vous proposerai également de conserver l'ensemble des dispositifs qui constituent l'action sociale facultative offerte à nos agents, afin qu'ils puissent bénéficier du Comité National d'Action Sociale, des titres restaurant ainsi que d'une solution de prévoyance.

La collectivité est engagée depuis plusieurs années dans le respect de certaines obligations sociétales, qu'il s'agisse du respect des obligations d'emploi de travailleurs handicapés ou de l'aide à l'insertion, de l'accueil d'apprentis et de stagiaires écoles dans les différents services de la collectivité.

Conformément aux dispositions de l'article L 3312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, je vous informe que trois agents recrutés sur emploi fonctionnel bénéficient d'un véhicule de fonction utilisé pour les nécessités de service et pour usage privé (l'évaluation de l'avantage en nature est effectuée sur la base de la méthode forfaitaire). Douze agents sont attributaires d'un logement par nécessité absolue de service (dont dix sont affectés dans des collèges). Un agent est attributaire d'un logement par convention d'occupation précaire et doit s'acquitter d'une redevance égale à 50 % de la valeur locative des locaux occupés. La convention d'occupation précaire est la contrepartie d'un service d'astreinte visant à sécuriser le bâtiment des Archives Départementales, en dehors des horaires d'ouverture au public. L'évaluation de l'avantage en nature logement est effectuée sur la base de la méthode forfaitaire.

Je vous rappelle également que les services de la collectivité effectuent une durée annuelle de 1607 heures. Des cycles de travail annualisés sont définis pour des emplois répondant à des nécessités de service spécifiques.

II – SYSTEMES D'INFORMATION

I - SECTION INVESTISSEMENT

La collectivité poursuit ses efforts de consolidation et de sécurisation des systèmes d'information pour être encore plus efficace et répondre plus rapidement aux attentes des ardennais.

Les autorisations de programme d'investissement augmentent de 5,4 % par rapport au précédent budget en raison des projets nouvellement engagés, pour le schéma directeur de la dématérialisation qui est dans sa phase ascendante (+ 58 % sur l'AP Logiciel contre - 27 % sur l'AP Matériel).

1 - Service Informatique - Développement des systèmes d'information du Conseil départemental des Ardennes

1.1 – Dématérialisation

Le schéma directeur sur la dématérialisation, voté en juillet 2018 sur une durée de cinq ans prévoit la mise en place de nouvelles solutions informatiques dans les services. Sur 44 projets identifiés en 2018 avec les services, 10 sont en cours de réalisation pour générer des gains de temps et d'efficacité au niveau du travail ainsi que des économies d'impression, de stockage de documents et de frais d'affranchissement et une facilité d'accès aux services pour les usagers.

Parmi ceux-ci, on note la dématérialisation de la gestion du courrier et des notes, le traitement de l'ensemble des prestations sociales émises, la signature électronique, le stockage des marchés, la chaîne comptable.

Le déploiement du schéma directeur se poursuit en 2020 avec de nouveaux projets comme :

- la dématérialisation des demandes de subventions,
- l'inscription aux stages d'été et sportifs avec le paiement en ligne,
- la Gestion Electronique des Documents (GED) collaborative,
- la nouvelle version de l'outil de gestion des délibérations,
- la gestion budgétaire.

1.2 – Logiciels

Cette autorisation de programme a pour but de faire évoluer les solutions existantes, d'installer de nouveaux logiciels, de maintenir à jour le parc de licences et d'assurer la maintenance évolutive des logiciels.

Indépendamment des projets du schéma directeur de la dématérialisation, il est proposé d'installer la GED pour les ressources humaines, de faire évoluer les logiciels du social, des archives et de la bibliothèque et de migrer des logiciels vers de nouveaux serveurs.

1.3 – Matériels

Cette autorisation de programme a pour objet de faire évoluer l'infrastructure serveurs et de renouveler le parc informatique. Ainsi, il est prévu de :

- Remplacer une partie des serveurs trop anciens des sites distants qui disparaîtront progressivement avec le déploiement de la fibre,
- Renouveler 1/5ème des ordinateurs fixes et portables et en acquérir de nouveaux pour les besoins de mobilité des services,
- Renouveler le système de sonorisation de la salle des Assemblées,

2 - Service Accueil et Téléphonie

1. Mise en œuvre du système de téléphonie du Conseil départemental des Ardennes

La généralisation du système de téléphonie sur IP dans tous les services a permis le développement de nouveaux usages et réduit le coût des abonnements téléphoniques. Une nouvelle solution qui favorise le télétravail comme « Rainbow » va être installée aux agents de la collectivité qui font du télétravail. Elle va permettre aux agents d'avoir un environnement de travail professionnel chez eux comme s'ils étaient au bureau, d'éviter les trajets et permettre également de mettre en place un système d'audio et de visio-conférence.

L'aménagement de nouveaux locaux entrainera la mise en place de la téléphonie sur IP.

2. Câblage des sites du Conseil départemental des Ardennes

Le câblage des sites du Conseil départemental est entièrement remis aux normes. Néanmoins, il est nécessaire de prévoir le raccordement de nouveaux sites ou le réaménagement de certains bâtiments existants.

Je vous propose l'inscription d'une enveloppe budgétaire à minima pour ces opérations et d'éventuels travaux.

II - SECTION FONCTIONNEMENT

Les dépenses de fonctionnement de la Direction des Systèmes d'Information sont constantes par rapport au précédent budget.

1 - Service Informatique

L'estimation des dépenses de fonctionnement augmente de 2,45 % par rapport à celle de l'année dernière.

Cette augmentation s'explique par l'inscription de crédits supplémentaires pour l'opération de transmission des données.

En effet, le nombre de lignes est constant mais il est prévu d'augmenter le débit de certains sites qui présentent des ralentissements comme le Foyer de l'Enfance, le Laboratoire d'Analyses, l'Aérodrome et la MDS de Rethel. A terme, l'objectif est de raccorder ces sites au réseau fibre optique déployé par les opérateurs Orange (marché en cours) et Losange (DSP fibre optique du Grand Est).

Le passage en fibre optique de la presque totalité des sites de Charleville-Mézières ainsi que l'optimisation du débit des lignes réseau continuent de générer des économies pour la transmission des données.

En complément, je prévois une recette de fonctionnement d'environ 4 240 € pour l'utilisation de la solution logicielle de gestion des bibliothèques (SIGB) par 50 communes du département.

2 - Service Téléphonie

Pour la téléphonie, les dépenses de fonctionnement seront à la baisse d'environ 7 %.

Les nouveaux marchés télécom permettent de réduire la globalité des opérations liées à cette autorisation de programme.

L'économie pourrait être de 20 000 €.

III - AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'EVALUATION

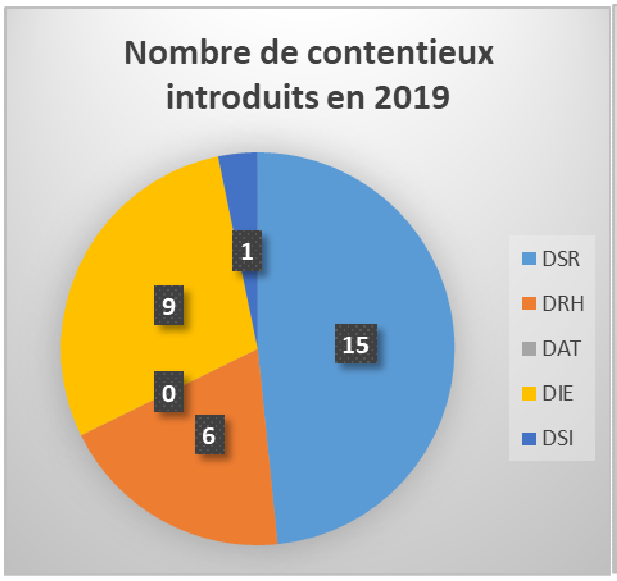
Au titre de l'année 2019**, 191 actions** ont été menées par le service pour garantir la sécurité juridique de la collectivité. Celles-ci se répartissent comme suit :

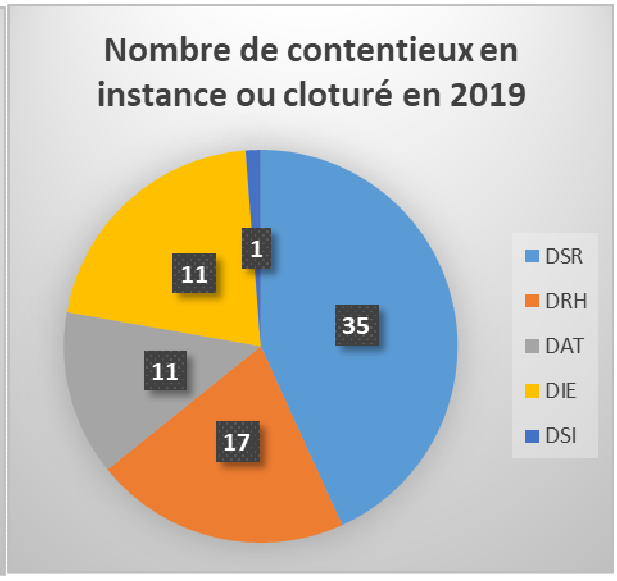
- 31 dossiers de contentieux introduits en 2019, 81 dossiers contentieux en instance ou clôturés au 1er octobre 2019,
- 110 demandes d'accompagnement juridique en interne.

I – AFFAIRES JURIDIQUES ET CONTENTIEUX

➢ **<u>La mission d'accompagnement et d'assistance juridique auprès des services :</u>**

Le SAJC assure cette mission à travers la représentation et la défense du Département, notamment devant les juridictions compétentes. A titre indicatif, 31 nouveaux dossiers de contentieux sont gérés par le service depuis le 1er janvier 2019. 41 dossiers étaient en instance au 1er octobre 2019.





Parmi ces 81 dossiers de contentieux, 25 sont confiés à des cabinets d'avocats lorsque la procédure exige le recours au ministère d'avocat et/ou lorsque le dossier requiert l'expertise d'un avocat spécialisé.

- **La mission de gestion des assurances :**

Le Département s'expose, de par son activité, à différents risques et sinistres pouvant l'affecter. Cette exposition nécessite de poursuivre l'optimisation des contrats d'assurances souscrits par le Département afin de disposer d'une couverture optimale et la plus avantageuse économiquement. Ainsi, il vous est proposé d'inscrire les crédits nécessaires dont les montants seront déterminés à l'issue de la consultation du renouvellement des contrats.

Le montant définitif des contrats d'assurance sera précisé au sein du Budget primitif 2020, suite à l'analyse des offres reçues.

A titre informatif, il peut être indiqué que :

- 56 dossiers d'assurance « Responsabilité Civile » ont été ouverts entre le 1er janvier et le 1er octobre 2019.
- 28 dossiers d'assurance « Dommages aux biens » ont été ouverts entre le 1er janvier et le 1er octobre 2019.
- 5 dossiers d'assurance « Protection fonctionnelle » entre le 1er janvier et le 1er octobre 2019.

II - COMMANDE PUBLIQUE

A titre indicatif, environ 110 consultations sont gérées annuellement. Au 9 octobre 2019, le service a passé 47 marchés dont 30 en procédures adaptées et 17 en procédure dite formalisée. 159 marchés subséquents ont été conclus (dont 84 liés au transport des élèves et étudiants handicapés). 46 avenants ont été notifiés sur la période.

Conformément à la réglementation en vigueur, les avis d'appel public à la concurrence sont publiés sur le profil acheteur du CD08 (xmarchés). Le cas échéant, ils sont également publiés sur le BOAMP et sur le JOUE. 48 avis d'appel public à la concurrence ont été publiés.

Pour assurer la publicité des avis d'appel public à la concurrence, insertions légales et abonnements, il vous est proposé de reconduire les crédits nécessaires en fonctionnement et en investissement pour l'exercice 2020.

III – OPERATIONS FONCIERES ET IMMOBILIERES

Le Service des Opérations Foncières et Immobilières accompagne les Services pour répondre aux différents besoins immobiliers et fonciers du Département. Il procède aux acquisitions, locations et aux cessions de biens. Il assure la gestion du patrimoine départemental par l'encaissement de loyers et le paiement des charges et impôts.

En 2020, aucun projet d'acquisition n'est envisagé. Les priorités d'actions consisteront essentiellement à :

- procéder comme les années précédentes aux cessions de propriétés ne présentant plus d'intérêt pour la collectivité, ainsi qu'à celles des parcs d'activités départementaux,

- optimiser le patrimoine départemental en procédant à des locations et à la valorisation des propriétés forestières,
- gérer le domaine public de la collectivité.

A – Cession de propriétés départementales

En 2020, il est proposé de poursuivre les procédures de cession des anciens centres d'exploitation engagées dans le cadre de la réorganisation des Territoires Routiers Ardennais, en fonction de leur libération. Sont principalement concernés les centres de Rumigny libéré en décembre 2018, Attigny, Givet et Signy-le-Petit.

Il conviendra de finaliser les ventes des sites pour lesquels une décision de cession a été prise sous conditions suspensives en 2019. Sont notamment concernés l'ancienne friche SIETAM à Vouziers, l'immeuble 36 Cours Briand à Charleville-Mézières, etc… Les procédures de mise en vente seront également engagées pour toutes autres propriétés qui ne seront plus utilisées par les services du Département.

Les mises en vente actuelles se poursuivront en 2020 pour les sites de l'ancienne MaDEF à Warcq, le terrain d'Etion, l'ancien TRA de Fumay, les terrains constructibles situés aux Vieilles-Forges,…

Seront également mises en vente les parcelles agricoles qui n'ont plus à être maintenues dans notre patrimoine foncier. Ces ventes se feront par l'intermédiaire de la SAFER.

D'autres biens et sites remarquables seront étudiés en vue d'une cession, en lien avec la mission Grands Projets.

B- Optimisation de notre patrimoine

1. La gestion locative

En 2020, le Département poursuivra la conclusion de baux de droit commun, commerciaux ou ruraux, de conventions de chasse et de pêche, de baux emphytéotiques notamment pour le projet de réalisation d'une centrale photovoltaïque sur le site de Regniowez, de conventions de mise à disposition précaire de locaux au sein des MDS pour des permanences sociales. Le Département prend en location des biens majoritairement dédiés aux activités d'accueil et d'accompagnement social.

2. La valorisation des propriétés boisées du Département

Dans le cadre de l'opération de valorisation des forêts et propriétés boisées, le Département poursuivra les ventes de parcelles boisées et assurera le suivi des dossiers d'application du régime forestier sur les propriétés situées à Les Mazures et à Hagnicourt. Le Service des Opérations Foncières et Immobilières assure une fonction support pour la mission Grands Projets aux fins d'établir un suivi de l'ensemble des dépenses et recettes générées par cette opération.

C – La gestion du Domaine public

En 2020, il conviendra de poursuivre l'encaissement des redevances dues pour occupation du domaine public routier par les occupants de droit (ENEDIS, GRDF et FDEA principalement), ainsi que du domaine public aéronautique (aérodrome des Ardennes Etienne RICHE) et à vocation touristique (bases de loisirs, site de Woinic).

Le pôle domaine public assurera la délivrance des titres d'occupation du domaine public routier (permissions de voirie, arrêtés d'alignement, …). Il établira également les conventionnements avec les communes pour la réalisation de travaux d'aménagements routiers ainsi que les rétrocessions et/ou échanges de propriétés avec les communes et l'Etat avec l'appui des Services techniques.

D – Budget Annexe : Parcs d'Activités Départementaux

Après régularisation en 2019 avec Ardenne Métropole de la rétrocession des parcs d'activités de Bazeilles 2 (35,35 ha), Vivier-au-Court (55 ha), Lumes (31,17 ha) et Villers-Semeuse, le Département poursuivra en 2020 les rétrocessions des parcs d'activités de Douzy, Rocro-Gué d'Hossus et Signy l'Abbaye aux Communautés de Communes concernées.

IV – AUDIT, PREVENTION DES RISQUES ET LUTTE CONTRE LES FRAUDES

EVALUATION ET LUTTE CONTRE LES FRAUDES

En 2019 les contrôles se sont poursuivis avec les catégories de bénéficiaires du RSA ciblés par le plan départemental de contrôle 2019 élaboré en concertation et en complémentarité des actions de contrôle menées par la CAF.

Ainsi depuis la mise en place de la cellule de contrôle du RSA et du démarrage de la première campagne de contrôles en juin 2018 ce sont 1400 contrôles qui ont été réalisés.

Pour 2020, Il vous est proposé d'élargir le plan départemental de lutte contre la fraude au RSA en intégrant de nouveaux objectifs de contrôle (travailleurs indépendants, bénéficiaires non contrôlés depuis plus de 3 ans par la CAF, les personnes hébergées…).

IV - LOGISTIQUE

La politique de maîtrise des dépenses, engagée ces dernières années, doit être poursuivie compte tenu des résultats plus que probants constatés. La gestion centralisée des commandes de fournitures de bureau a ainsi été source d'économies significatives.

A – Section d'investissement

En 2020, les investissements resteront limités au plus juste et pour l'essentiel en direction du secteur social, compétence majeure du Département. La pratique de réaffectation des biens et équipements notamment mobiliers, sera encore privilégiée pour réduire au maximum nos dépenses.

B – Section de fonctionnement

Il s'agit des dépenses relatives au fonctionnement régulier des services et notamment :

- L'achat de carburant pour les véhicules de service,
- La fourniture d'équipements de protection individuelle et de vêtements de travail,
- Les fournitures de bureau et consommables informatiques
- L'entretien et la location de matériel,
- Les prestations de déménagement,
- La documentation et les abonnements.

V – COMMUNICATION ET COOPERATIONS EUROPEENNES ET INTERNATIONALES

Cinq axes stratégiques sont proposés pour 2020 :

- Promotion du territoire (à l'extérieur du département)
- Coopérations européennes (à l'extérieur du département)
- Communication institutionnelle (à destination des Ardennais)
- Promotion des Infrastructures et événements du cd08 (à destination des Ardennais et d'un public de proximité)
- Communication interne (à destination des agents de la collectivité)

- **Axe 1 : Promotion du territoire**

La campagne de promotion du territoire en Belgique initiée lors du raccordement des autoroutes françaises et belges sera poursuivie. Le message de cette campagne est le suivant « Les Ardennes françaises encore plus proches ». Elle sera organisée en partenariat avec l'aéroport de Charleroi qui cherche à valoriser la destination Ardenne, avec l'Agence de développement touristique et l'Agence Régionale Grand Est dans le cadre du Pacte de destination Ardenne.

- **Axe 2 : Coopérations européennes**

Par ses plus de 200 km de frontière avec la Belgique, le territoire ardennais dispose de nombreux atouts pour devenir une plateforme multimodale transfrontalière stratégique pour le Grand Est. Le Conseil départemental a mis en place de nombreux partenariats institutionnels et est désormais :

- Membre du Programme Interreg France-Wallonie-Vlaanderen
- Membre observateur de la Grande Région
- Adhérent à la Mission Opérationnelle Transfrontalière.
- Partenaire de la Task-Force du projet "Essaimage" du Bureau Economique de la Province de Namur
- Membre du Groupement Européen d'Intérêt Economique "Destination Ardenne".

- o Programme Interreg V France-Wallonie-Vlaanderen

Le programme de coopération territoriale européenne Interreg V France-Wallonie-Vlaanderen s'inscrit dans la volonté de favoriser les échanges économiques et sociaux entre cinq régions frontalières : le Nord-Pas de Calais, la Picardie (qui ont fusionnées depuis pour devenir les Hauts-de-France) et la Champagne-Ardenne (qui fait partie dorénavant du Grand est) en France ; la Wallonie et la Flandre en Belgique. Il vise à associer des compétences communes tout en valorisant les richesses de chaque région concernée, et ce, au bénéfice des populations de la zone.

Depuis son démarrage en 2014, le Conseil départemental participe au financement de ce programme au niveau de son Secrétariat conjoint (qui assure la mise en œuvre et la gestion du programme) et de son Equipe technique, (chargée de l'assistance technique aux porteurs de projets).

Au sein de ce programme, la Direction de la Communication et des Coopérations européennes et internationales participe et s'engage à défendre et promouvoir les projets portés par des opérateurs ardennais, de manière à faire bénéficier au maximum notre territoire des atouts de ce programme. Son rôle est également d'aider à identifier, dans une perspective de long terme, les nouvelles actions de coopération transfrontalière, la future programmation commençant en 2021, de manière à pouvoir soutenir et défendre des projets qui seront montés et portés par d'autres Directions et Services du Conseil départemental.

Il vous est proposé d'affecter les crédits de cette opération (actuellement à la Direction des Finances) à la Direction de la Communication et des Coopérations Européennes et Internationales, en charge du suivi relationnel de ce programme, jusqu'à sa conclusion fin 2020.

- o Point information transfrontalier

Au regard de la situation géographique privilégiée du département des Ardennes, de nombreux ardennais franchissent les frontières pour travailler, entreprendre ou encore étudier en Belgique ou au Grand-Duché du Luxembourg. Il est ainsi estimé qu'environ 3 500 ardennais exercent une activité professionnelle dans l'un de ces deux pays limitrophes (3 000 pour la Belgique et 500 pour le Luxembourg).

Afin de répondre aux nombreuses attentes des Ardennais (salariés, demandeurs d'emploi, étudiants ou employeurs frontaliers) sur des questions transfrontalières (notamment liées à la fiscalité, au droit du travail et à la sécurité sociale de l'autre Etat), il est proposé, dans le cadre du Pacte Ardennes, d'ouvrir sur notre territoire un point d'information transfrontalier qui travaillera en réseau avec les autres structures d'information. Animé par un juriste cette structure assurera des missions de veille juridique, d'information, de conseil et assistance aux usagers (habitants, entreprises, associations, administrations…).

Accueilli, à titre gracieux, dans les locaux de la Maison de la Région à Charleville-Mézières, il aura vocation à effectuer des permanences décentralisées sur le périmètre géographique du ressort de la Maison de la Région, avec comme objectif de démarrer l'activité au 1er janvier 2020.

Compte tenu de l'intérêt de ce service pour la population ardennaise, qui permettra d'accentuer les échanges transfrontaliers et de lever les difficultés administratives et fiscales que peuvent rencontrer nos citoyens, je vous propose, pour 2020, de valider cette participation.

o Institutionnalisation des relations avec nos partenaires transfrontaliers

Dans le Plan Stratégique du Conseil départemental des Ardennes 2018-2025 et dans le but de renforcer l'attractivité de la zone frontalière ardennaise, il est proposé d'institutionnaliser les relations avec nos partenaires transfrontaliers en mettant en place une structure de coopération institutionnelle (de type GECT – Groupement Européen de Coopération Territoriale) entre le Conseil départemental des Ardennes et les Provinces belges frontalières au Département, à savoir les Provinces du Hainaut, de Namur et du Luxembourg, ainsi que leur structure dédiée au développement (IGRETEC pour le Hainaut, le BEP pour Namur et IDELUX pour le Luxembourg).

Pour 2020, il vous est proposé d'étudier les démarches de constitution de ce GECT, en partenariat dans un premier temps avec la Province de Namur.

- Axe 3 : Communication institutionnelle

Cet axe consacré à la communication institutionnelle aura comme principal objectif **de valoriser l'institution et ses actions auprès des Ardennais**. Deux thématiques sont proposées : valorisation des missions et valorisation des décisions prises par l'Assemblée départementale. Des campagnes d'information et de communication seront alors programmées, en utilisant principalement les supports de communication dont dispose la collectivité.

o Valorisation des missions

En cette période de restriction budgétaire, il est indispensable de montrer que le Conseil départemental continue d'œuvrer et il est nécessaire de valoriser les missions menées et les services rendus aux usagers. Il s'agit d'expliquer encore davantage le rôle du Conseil départemental à l'échelle du territoire et de démontrer l'intérêt des actions qu'il mène pour les Ardennais à tous les âges de la vie.

Cette campagne sera illustrée de visuels et de messages simples, informant sur les missions du Conseil départemental : SOLIDARITE, INSERTION, AMENAGEMENT… Elle sera déclinée dans l'ensemble des outils de communication du Conseil départemental.

o Valorisation des décisions de Commission permanente

Dans le but de toujours mieux informer les Ardennais du rôle du Conseil départemental, il vous est proposé de valoriser davantage les décisions prises lors des commissions permanentes (magazine, presse, et web). Ces décisions ont des incidences sur les Ardennes et les Ardennais. Il s'agit de le faire savoir, d'autant plus que ces informations intéressent le grand public.

o Les supports de communication

Editions :

- **Ardennes Magazine** : 4 diffusions par an à travers tout le département. Ardennes magazine est le magazine le plus puissant en terme d'audience dans le département : c'est la plus grande diffusion (imprimé à 141 000 exemplaires) et la plus qualitative (distribué dans tous les foyers). Chaque magazine est composé d'un dossier spécial et de rubriques.

- **Editions diverses :** Affiches et plaquettes à destination des usagers présentant les missions et services proposés aux Ardennais par la collectivité. Environ 70 supports sont édités par an.

Multimédia :

- **Site internet :** le site Internet www.cd08.fr offre une multitude de services et d'informations. C'est la vitrine de la collectivité sur le web qui nécessite mises à jour et développements au quotidien. Plusieurs actualités y sont publiées chaque semaine. Il s'accompagne désormais d'autres outils web qui permettent de générer du trafic sur celui-ci : newsletter et réseaux sociaux.
- **Newsletter :** Info@cd08 permet d'informer et de présenter l'actualité publiée sur le site Internet et les réseaux sociaux chaque semaine. Elle permet également de présenter la dernière édition sortie (plaquette) et le dernier communiqué diffusé. Enfin, elle annonce l'agenda de la collectivité de la semaine suivante. En 2020, le but est d'accroître sa diffusion. Une campagne de recrutement sera effectuée.
- **Réseaux sociaux :** Les réseaux sociaux relaient des informations et les actualités publiées sur le site Internet. La collectivité est présente sur Facebook (plus de 28 000 fans), Twitter et Instagram. Désormais plusieurs services de la collectivité ont une page sur Facebook et un compte sur Twitter (BDA, Archives, Sports…). Un comité numérique a été créé et se réunit régulièrement pour échanger sur les bonnes pratiques et s'informer des nouvelles fonctionnalités.
- **Vidéos** : la création de vidéos permet d'illustrer des thématiques et de les relayer simplement (grande viralité) sur le web (site Internet et réseaux sociaux). Des vidéos seront créées pour présenter les services rendus à la population et illustrer les différents projets.

Le matériel d'identification de la collectivité :

- **Matériel événementiel :** chaque année la collectivité investit dans du matériel permettant d'identifier le Conseil départemental sur les événements qu'il organise ou qu'il soutient (Calicots, objets publicitaires, rubalise…).
- **Matériel personnalisé aux couleurs du Conseil départemental :** le matériel personnalisé (présentoirs…) est destiné à être utilisé dans les lieux d'accueil de la collectivité.
- **Signalétique** : panneaux et adhésifs permettant d'identifier la collectivité et les services. La signalétique à Bairon sera revue et les entrées des deux sites touristiques (Vieilles-Forges et Bairon) seront identifiées.
- **Flocage de véhicule :** cette technique permet de communiquer sur un service rendu (véhicules du laboratoire, de la bibliothèque et du courrier sont identifiés désormais). Seront notamment floqués en 2020 les portes arrières de 6 fourgons de la Direction des Routes afin de véhiculer le message « Le Conseil départemental investit pour votre sécurité ».

Relations presse :

- **La gestion des relations presse** à l'intérieur du département est assurée par le service Information de la collectivité. Il sélectionne et collecte les informations, rédige les communiqués et les diffuse. Il gère également les demandes des journalistes et réalise quotidiennement

une revue de presse locale. Afin de communiquer à l'extérieur du département, un attaché de presse sera chargé de porter les actualités et actions du département auprès de la presse nationale, généraliste et spécialisée en fonction du sujet. Ce prestataire bénéficie de bases de données et de réseaux permettant de toucher efficacement les journalistes, souvent basés à Paris.

Evénementiel :

- En 2020, le Conseil départemental participera à la Foire Agricole de Sedan, sur le village ARDENNES.
- La Direction de la communication accompagnera également les services dans l'organisation des événements grand public ou professionnels qu'ils organisent**.**

- **Axe 4 : Promotion des Infrastructures et événements du cd08 (à destination des Ardennais et d'un public de proximité)**

Des campagnes de communication thématiques continueront de promouvoir les sites touristiques du Département :

- Voies vertes
- Musée Guerre et Paix en Ardennes
- Lac des Vieilles Forges
- Lac de Bairon
- La Cassine (actions de mécénat)
- Les Thermes de Warcq (actions de mécénat)
- L'aérodrome

De même, des campagnes de communication annonceront les événements grand public organisés par le service Prévention, Sports et Loisirs :

- Ardenn'Tour
- Ardenn'Orientation
- Ardenn'K-naille
- Ardenn'Play
- Ardenn'Fitness
- Voie verte en fête
- Marcassins sportifs
- Rando des deux châteaux (Sedan – Bouillon)
- Opérations Bien manger, bien bouger dans les collèges
- Opérations de sensibilisation (IME…)

Ces sites et événements bénéficieront d'actions de communication spécifiques (brochures, campagnes d'affichage, spots radio…).

Aussi, dans le cadre du Pacte de Destination Ardenne conduit par la Région Grand Est, il est proposé aux acteurs du territoire (publics et privés) de participer à des actions de communication collectives afin de promouvoir la destination en s'appuyant sur l'offre du territoire. Quatre thématiques sont retenues dont deux concernent directement nos sites : l'itinérance douce pour la Voie verte et le tourisme de mémoire pour le Musée. Ces deux sites pourront alors être inscrits dans le Pacte de destination Ardenne et bénéficier d'un abondement de la Région à hauteur de 50 % pour leurs campagnes d'affichage.

- **Axe 5 : Communication interne**

Afin de mettre en avant les compétences et les réalisations des agents du Conseil départemental des Ardennes, de développer un sentiment d'appartenance à la collectivité et de faire de chaque agent un ambassadeur des actions départementales, la communication interne se déploiera à travers 2 grands axes en 2020 :

o La valorisation des agents, de leurs compétences et de leurs réalisations

Il s'agit de continuer à moderniser et animer les outils de communication interne : charte graphique interne et magazine interne Acteurs nouvellement refondus, site Intranet avec de nouvelles options (Foire Aux Questions) et de nouvelles rubriques, newsletter interne, nouvelle série de guides pratiques notamment pour l'utilisation de logiciels… Ces outils doivent ensuite permettre de partager l'information de façon plus fluide, de mettre en commun des méthodes et des outils, de faire connaître les réalisations des équipes à travers des reportages, des portraits, des descriptions d'actions.

o Le développement de la cohésion au sein des services et de la collectivité

Il s'agit de donner corps à la transversalité et de favoriser un sentiment d'appartenance à la collectivité.

Cela passe par le développement de réseaux internes : mise en place d'un réseau de référents communication au sein de la Direction générale Adjointe Solidarités et Réussite pour favoriser les remontées d'information, développement d'un Comité Numérique et d'un Comité de lecture du magazine interne.

L'année 2020 verra également le renforcement du premier accueil des nouveaux agents avec refonte du livret d'accueil, mise en place d'une feuille de route de l'accueil en lien avec le management de proximité, création des outils adaptés pour faciliter la prise de poste et l'intégration.

Enfin, les événements internes seront confortés : matinée d'intégration des nouveaux arrivants, cérémonie de remise des médailles et de distinction des retraités, cérémonie des vœux repensée mais aussi poursuite de l'opération « Vis mon job » destinée à faire connaître les métiers de la collectivité entre agents, portes ouvertes des services et accompagnement des initiatives des services (séminaires, ateliers…).

La cohésion et la transversalité seront également favorisés par le choix d'un fil rouge commun en matière de communication interne : le développement durable appliqué aux agents de la collectivité. L'idée est d'engager une communication coordonnée autour de l'ensemble des actions réalisées en matière de développement durable au Conseil départemental et de mesurer ensuite les résultats obtenus grâce aux actions menées et à leur valorisation. Charte graphique, campagnes print et numérique, événementiel et outils de sensibilisation spécifiques pourront être mis au service de cette ambition.

Ces deux axes de communication interne font l'objet de fiches actions du Plan Stratégique 2018-2025.

INVESTISSEMENT :

Les crédits d'investissement concernent les actions suivantes :

- Prestations de développement des sites Intranet et Internet de la collectivité, des ajustements et de l'amélioration des services en ligne
- Fabrication et pose de signalétique sur les bâtiments départementaux
- Acquisition de supports d'identification du CD08 et matériel événementiel

Certains équipements nécessitent d'être renouvelés. Deux équipements de type « VITABRI » aux couleurs du Conseil départemental seront achetés. Ces crédits comprennent également l'acquisition de matériel qui permette l'identification de la collectivité sur les événements qu'elle organise ou sur les événements qu'elle soutient (calicots).

Je vous serais obligé de bien vouloir en débattre.

PROJET OB 2020
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT

TOTAL DES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	**305 410 700,00**	**306 166 580,00**	**299 122 817,00**	**305 191 752,00**

			2019			
INTITULE	**OPERATION**	**NUMERO ET LIBELLE DE LA NATURE ANALYTIQUE**	**Budget primitif**	**Total BP + DM**	**CAA**	**PROJET OB 2020**

COMMISSION AFFAIRES FINANCIERES ET RESSOURCES

RESSOURCES HUMAINES	Environnement du travail		175 000,00	205 000,00	150 000,00	71 500 000,00
	G.P.E.C.		407 870,00	407 870,00	250 000,00	
	Personnel - Administration Générale		9 509 569,00	9 535 021,00	9 300 000,00	
	Personnel - Aide sociale		34 682 818,00	34 691 818,00	34 000 000,00	
	Personnel - Aménagement rural		950 030,00	953 230,00	900 000,00	
	Personnel - Archives		692 837,00	707 422,00	700 000,00	
	Personnel - Bases de Loisirs		832 584,00	842 944,00	800 000,00	
	Personnel - B.D.A.		760 276,00	772 056,00	760 000,00	
	Personnel - Culture, sport et loisirs		565 126,00	568 326,00	550 000,00	
	Personnel - D.R.I.		12 205 506,00	12 193 226,00	12 000 000,00	
	Personnel - Enseignement		10 785 981,00	10 562 684,00	10 400 000,00	
	Total rémunérations du personnel		**71 567 597,00**	**71 439 597,00**	**69 810 000,00**	**71 500 000,00**
	Subventions de fonctionnement RH	3 - A.P.C.G.A.	30 000,00	30 000,00	30 000,00	30 000,00
	Total A.P.C.G.A.		**30 000,00**	**30 000,00**	**30 000,00**	**30 000,00**
TOTAL RESSOURCES HUMAINES			**71 597 597,00**	**71 469 597,00**	**69 840 000,00**	**71 530 000,00**

SYSTEMES D'INFORMATION	AMO marché opérateurs	1972 - Prestations	3 100,00	3 100,00	2 500,00	3 100,00
	Cablage (réparation et installation)	469 - Entretien de bâtiments PUBLICS	2 000,00	2 000,00	2 000,00	2 000,00
	Formation	891 - Formation professionnelle	5 000,00	5 000,00	5 000,00	5 000,00
	Hébergement internet	1972 - Prestations	5 020,00	7 270,00	7 000,00	6 024,00
	Maintenance logiciels	879 - Contrat maintenance	300 000,00	296 350,00	280 000,00	300 000,00
	Maintenance matériels	2185 - Contrats de maintenance	17 900,00	17 900,00	15 000,00	18 090,00
	Petits matériels	2695 - Petits matériels informatique	5 000,00	5 000,00	4 000,00	5 000,00
	Photocopieurs	480 - Entretien de matériel	2 000,00	2 000,00	2 000,00	1 500,00
	Photocopieurs	1320 - frais de transport de biens	1 000,00	1 000,00	1 000,00	1 500,00
	Photocopieurs	1757 - Location et Installation	114 000,00	114 000,00	110 000,00	114 000,00
	Prestations de service	1972 - Prestations	20 000,00	20 000,00	20 000,00	20 000,00
	Solutions informatiques hébergées	1972 - Prestations	23 547,00	24 947,00	24 000,00	23 547,00
	Transmission de données	2208 - Consommations (télécommunications)	160 000,00	160 000,00	150 000,00	180 000,00
	Wifi public	1972 - Prestations	5 000,00	5 000,00	5 000,00	5 000,00
	Total Informatique		**663 567,00**	**663 567,00**	**627 500,00**	**684 761,00**

PROJET OB 2020
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT

TOTAL DES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	**305 410 700,00**	**306 166 580,00**	**299 122 817,00**	**305 191 752,00**

INTITULE	OPERATION	NUMERO ET LIBELLE DE LA NATURE ANALYTIQUE	2019			PROJET OB 2020
			Budget primitif	Total BP + DM	CAA	
SYSTEMES D'INFORMATION	Informatique Collèges	NA à créer				**33 060,00**
	Abonnement	3039 - Abonnements téléphoniques	60 000,00	60 000,00	60 000,00	50 000,00
	Achats de matériel téléphonie	2695 - Petits matériels de téléphonie	2 000,00	2 000,00	2 000,00	2 000,00
	Prestation de service - Téléphonie	3326 - Entretien des installations télephoniques	2 000,00	960,00	500,00	2 000,00
	Annuaire téléphonique	1273 - Annonces et insertions	10 878,00	10 878,00	10 000,00	11 000,00
	Communication fixe	3040 - Consommations téléphoniques	38 000,00	38 000,00	35 000,00	30 000,00
	Communication mobile	3040 - Consommations téléphoniques	142 000,00	142 000,00	140 000,00	140 000,00
	Maintenance PABX	3326 - Entretien des installations télephoniques	1 040,00	2 080,00	2 000,00	1 040,00
	Maintenance IPBX	3326 - Entretien des installations télephoniques	35 000,00	35 000,00	35 000,00	35 000,00
		Total Téléphonie	**290 918,00**	**290 918,00**	**284 500,00**	**271 040,00**
	Abonnement	3039 - Abonnements téléphoniques				11 100,00
	Communication fixe	3040 - Consommations téléphoniques				1 300,00
	Maintenance IPBX	3326 - Entretien des installations télephoniques				7 000,00
	Communication mobile	3040 - Consommations téléphoniques				1 500,00
		Total Téléphonie collèges				20 900,00
		TOTAL SYSTÈME D'INFORMATION	**954 485,00**	**954 485,00**	**912 000,00**	**1 009 761,00**
MOYENS DE FONCTIONNER	Bases de Loisirs a/c 2012	30 - Acquisition de petits matériels	8 000,00	14 200,00	8 000,00	7 200,00
		40 - Alimentation	13 500,00	13 200,00	10 000,00	13 500,00
		2776 - Autres fournitures non stockées	2 500,00	2 500,00	1 500,00	2 500,00
		101 - Autres prestations de service	37 000,00	39 200,00	30 000,00	40 000,00
		1303 - Contrat de prestations de services	50 000,00	48 500,00	35 000,00	47 000,00
		453 - Eau et assainissement -	7 500,00	9 500,00	9 500,00	0,00
		461 - Electricité	61 000,00	59 000,00	59 000,00	0,00
		480 - Entretien de matériel	1 500,00	1 500,00		1 500,00
		493 - Entretien de terrains, parcs et jardins - Propriétés départementales diverses	0,00	900,00	600,00	600,00
		549 - Fournitures de bureau	2 000,00	2 000,00	1 500,00	2 000,00
		3176 - Frais d'analyse	6 000,00	6 000,00	5 000,00	6 600,00
		567 - Frais d'impression	600,00	600,00	300,00	300,00
		615 - Gaz	1 000,00	1 000,00	1 000,00	0,00
		623 - Habillement	900,00	900,00	500,00	900,00
		1378 - Produits pharmaceutiques	1 200,00	1 700,00	1 000,00	2 000,00
		Total	**192 700,00**	**200 700,00**	**162 900,00**	**124 100,00**

PROJET OB 2020
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT

TOTAL DES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	**305 410 700,00**	**306 166 580,00**	**299 122 817,00**	**305 191 752,00**

INTITULE	OPERATION	NUMERO ET LIBELLE DE LA NATURE ANALYTIQUE	2019			PROJET OB 2020
			Budget primitif	Total BP + DM	CAA	
MOYENS DE FONCTIONNER	Courrier a/c 2012	549 - Fournitures de bureau	3 500,00	3 500,00	1 500,00	2 900,00
		1227 - Frais Postaux	180 000,00	176 972,00	176 000,00	190 000,00
		3019 - Machines à affranchir	3 000,00	6 028,00	6 000,00	3 600,00
		Total	**186 500,00**	**186 500,00**	**183 500,00**	**196 500,00**
	Documentation / Abonnement a/c 2012	5 - Abonnements (courrier)	43 000,00	40 500,00	40 000,00	40 500,00
		1411 - Documentation générale	1 500,00	1 500,00	700,00	1 500,00
		Total	**44 500,00**	**42 000,00**	**40 700,00**	**42 000,00**
	DRI et TRA a/c 2012	30 - Acquisition de petits matériels	1 800,00	800,00	600,00	800,00
		40 - Alimentation	1 000,00	1 900,00	2 500,00	3 000,00
		137 - Carburant -	310 500,00	324 500,00	300 000,00	310 500,00
		147 - Combustible	5 000,00	3 000,00	3 000,00	3 000,00
		453 - Eau et assainissement -	16 270,00	31 460,00	22 000,00	0,00
		461 - Electricité	114 000,00	114 000,00	110 000,00	0,00
		549 - Fournitures de bureau	4 000,00	5 000,00	5 000,00	5 000,00
		623 - Habillement	68 000,00	67 040,00	55 000,00	68 000,00
		643 - Impôts et taxes sur véhicules	4 800,00	4 800,00	4 000,00	4 800,00
		664 - Location de matériel -	4 000,00	4 000,00	2 500,00	4 000,00
		1378 - Produits pharmaceutiques	400,00	1 500,00	400,00	3 000,00
		Total	**529 770,00**	**558 000,00**	**505 000,00**	**402 100,00**
	DS et MDS a/c 2012	30 - Acquisition de petits matériels	2 500,00	2 500,00	1 500,00	2 500,00
		40 - Alimentation	1 500,00	1 500,00	1 500,00	1 500,00
		147 - Combustible	9 500,00	18 800,00	18 500,00	18 800,00
		1303 - Contrat de prestations de services	1 000,00	1 000,00	1 000,00	1 000,00
		1196 - Déchets	900,00	900,00	900,00	900,00
		453 - Eau et assainissement -	12 350,00	23 308,00	12 000,00	0,00
		461 - Electricité	118 750,00	118 750,00	118 000,00	0,00
		549 - Fournitures de bureau	17 600,00	7 100,00	6 000,00	7 100,00
		3176 - Frais d'analyse	1 000,00	1 000,00	1 000,00	1 000,00
		1302 - Frais de déménagement.	1 500,00	1 500,00	1 400,00	1 500,00
		615 - Gaz	3 500,00	3 500,00	3 000,00	0,00
		623 - Habillement	100,00	100,00		100,00
		1378 - Produits pharmaceutiques	1 000,00	1 000,00	500,00	1 000,00
		3056 - Remboursement de frais à des tiers (fonctionnement)	22 000,00	27 200,00	20 000,00	13 200,00
		Total	**193 200,00**	**208 158,00**	**185 300,00**	**48 600,00**

PROJET OB 2020
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT

TOTAL DES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	305 410 700,00	306 166 580,00	299 122 817,00	305 191 752,00

			2019			
INTITULE	**OPERATION**	**NUMERO ET LIBELLE DE LA NATURE ANALYTIQUE**	**Budget primitif**	**Total BP + DM**	**CAA**	**PROJET OB 2020**
MOYENS DE FONCTIONNER	Hôtel du Département et annexes a/c 2012	30 - Acquisition de petits matériels	3 600,00	8 000,00	6 000,00	5 600,00
		40 - Alimentation	13 000,00	2 200,00	3 000,00	4 200,00
		2776 - Autres fournitures non stockées	9 300,00	3 600,00	2 500,00	8 100,00
		101 - Autres prestations de service	100,00	100,00		100,00
		137 - Carburant -	415 200,00	394 800,00	400 000,00	414 800,00
		147 - Combustible	3 000,00	1 500,00	3 000,00	3 000,00
		3245 - Compositions florales	450,00	450,00	500,00	450,00
		1303 - Contrat de prestations de services	4 500,00	5 600,00	5 000,00	5 500,00
		879 - Contrat maintenance	2 500,00	1 150,00	1 100,00	1 150,00
		237 - Coupes et récompenses	800,00	700,00	500,00	800,00
		1196 - Déchets	4 000,00	3 000,00	3 500,00	4 000,00
		453 - Eau et assainissement -	19 600,00	44 432,00	23 000,00	0,00
		461 - Electricité	190 000,00	177 700,00	170 000,00	0,00
		480 - Entretien de matériel	4 000,00	4 200,00	5 000,00	5 300,00
		530 - Fêtes et cérémonies	3 000,00	3 650,00	3 600,00	3 650,00
		549 - Fournitures de bureau	29 000,00	56 100,00	45 000,00	44 000,00
		3194 - Fournitures ou matières autres	6 950,00	7 350,00	7 350,00	7 350,00
		3176 - Frais d'analyse	300,00	300,00	300,00	300,00
		1302 - Frais de déménagement.	26 700,00	14 700,00	12 000,00	26 700,00
		928 - Frais de péage	5 000,00	5 000,00	4 500,00	5 000,00
		1892 - frais de transport - divers	4 300,00	4 300,00	2 500,00	4 300,00
		567 - Frais d'impression	1 000,00	600,00	500,00	1 000,00
		615 - Gaz	294 000,00	287 000,00	250 000,00	0,00
		623 - Habillement	2 400,00	3 360,00	2 000,00	2 400,00
		664 - Location de matériel -	1 000,00	2 200,00	2 200,00	2 200,00
		1757 - Location et Installation	73 000,00	73 000,00	55 000,00	73 000,00
		1378 - Produits pharmaceutiques	2 500,00	4 000,00	3 000,00	4 000,00
		Total	**1 119 200,00**	**1 108 992,00**	**1 011 050,00**	**626 900,00**

PROJET OB 2020
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT

TOTAL DES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT			**305 410 700,00**	**306 166 580,00**	**299 122 817,00**	**305 191 752,00**

			2019			
INTITULE	**OPERATION**	**NUMERO ET LIBELLE DE LA NATURE ANALYTIQUE**	**Budget primitif**	**Total BP + DM**	**CAA**	**PROJET OB 2020**
MOYENS DE FONCTIONNER	Musée Guerre et Paix	40 - Alimentation	25 000,00	25 000,00	15 000,00	20 000,00
		2776 - Autres fournitures non stockées	2 000,00	2 000,00	1 000,00	1 000,00
		1411 - Documentation générale	1 000,00	1 000,00	500,00	1 000,00
		453 - Eau et assainissement	800,00	800,00	800,00	800,00
		461 - électricité	39 000,00	39 000,00	39 000,00	50 000,00
		480 - Entretien de matériel	2 000,00	1 000,00	1 000,00	2 000,00
		530 - Fêtes et cérémonies	1 000,00	1 000,00	500,00	500,00
		549 - Fournitures de bureau	500,00	1 500,00	1 500,00	1 000,00
		3176 - Frais d'analyse	700,00	700,00		0,00
		615 - gaz	2 000,00	2 000,00	2 000,00	5 000,00
		623 - Habillement	500,00	500,00	300,00	300,00
		1378 - Produits pharmaceutiques	100,00	100,00		100,00
		Total	**74 600,00**	**74 600,00**	**61 600,00**	**81 700,00**
	TOTAL MOYENS DE FONCTIONNER		**2 340 470,00**	**2 378 950,00**	**2 150 050,00**	**1 521 900,00**
ASSEMBLEE	Assemblée départementale (gestion par DF)	236 - Cotisations retraite des Elus (IRCANTEC, CAREL, FONPEL) part patr.	110 000,00	110 000,00	105 000,00	110 000,00
		1473 - Cotisations Sécurité Sociale Elus, forfait soc.-part patronale	320 000,00	320 000,00	315 000,00	320 000,00
		586 - Frais de formation des Conseillers départementaux	20 000,00	20 000,00	5 500,00	20 000,00
		1802 - Frais de mission et déplacement ELUS	30 000,00	30 000,00	30 000,00	30 000,00
		1803 - Indemnités de retraite des anciens élus	190 000,00	190 000,00	170 000,00	190 000,00
		645 - Indemnités des élus	1 050 000,00	1 050 000,00	1 050 000,00	1 050 000,00
		Total	**1 720 000,00**	**1 720 000,00**	**1 675 500,00**	**1 720 000,00**
	Fct Assemblée (gestion par SDAL)	21 - Acquisition de petit matériel	1 500,00	1 500,00	1 500,00	1 500,00
		67 - Assemblée - Alimentation	23 100,00	22 750,00	20 000,00	23 100,00
		68 - Assemblée - Fournitures diverses	350,00	350,00	300,00	350,00
		137 - Carburant -	9 000,00	9 000,00	9 000,00	9 000,00
		1798 - Divers transports de biens et transports collectifs	3 000,00	3 000,00	1 000,00	3 000,00
		480 - Entretien de matériel	1 900,00	3 100,00	3 100,00	3 100,00
		530 - Fêtes et cérémonies	3 800,00	4 150,00	3 800,00	3 800,00
		3348 - frais de colloques et de séminaires	2 400,00	1 200,00	1 200,00	1 200,00
		1875 - Frais de péage - Assemblée	2 600,00	2 600,00	2 000,00	2 600,00
		567 - Frais d'impression	250,00	250,00		250,00
		1227 - Frais Postaux	1 000,00	1 000,00	1 000,00	1 000,00
		1324 - Réceptions	3 000,00	3 000,00	1 500,00	3 000,00
		Total	**51 900,00**	**51 900,00**	**44 400,00**	**51 900,00**
	TOTAL ASSEMBLEE DEPARTEMENTALE		**1 771 900,00**	**1 771 900,00**	**1 719 900,00**	**1 771 900,00**

PROJET OB 2020
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT

TOTAL DES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	305 410 700,00	306 166 580,00	299 122 817,00	305 191 752,00

INTITULE	OPERATION	NUMERO ET LIBELLE DE LA NATURE ANALYTIQUE	2019			PROJET OB 2020
			Budget primitif	Total BP + DM	CAA	
COMMUNICATION	communication autour de l'A304	530 - Fêtes et cérémonies	**32 800,00**	**31 420,00**	**30 000,00**	**0,00**
	Communication institutionnelle	648 - Annonces et Insertions presse	30 474,00	30 474,00	25 000,00	30 000,00
		2185 - Contrats de maintenance	2 500,00	2 500,00	2 500,00	2 500,00
		237 - Coupes et récompenses	30 000,00	30 000,00	30 000,00	30 000,00
		3686 - Distribution - Com	30 000,00	30 000,00	20 000,00	36 000,00
		1178 - Diverses prestations de service	34 700,00	33 700,00	15 000,00	30 000,00
		530 - Fêtes et céremonies	7 200,00	7 200,00	5 000,00	10 000,00
		567 - Frais d'impression	68 095,00	68 095,00	65 000,00	94 000,00
		3643 - Photographies	12 000,00	12 000,00	10 000,00	8 000,00
		1304 - Prestations P.A.O	13 520,00	14 520,00	14 000,00	20 000,00
		3054 - Publicités, publications, relations publiques	23 298,00	23 298,00	18 000,00	20 000,00
		Total	**251 787,00**	**251 787,00**	**204 500,00**	**280 500,00**
	Communication interne	2185 - Contrats de maintenance	2 500,00	2 500,00	2 500,00	2 500,00
		3686 - Distribution - Com	500,00	500,00	500,00	500,00
		1178 - Diverses prestations de service	8 000,00	8 976,00	5 000,00	5 000,00
		3277 - Foires et expositions	400,00	400,00		0,00
		1304 - Prestations P.A.O	5 600,00	4 624,00	4 500,00	6 000,00
		3054 - Publicités, publications, relations publiques	540,00	540,00	540,00	0,00
		Total	**17 540,00**	**17 540,00**	**13 040,00**	**14 000,00**
	Coopérations européennes et internationales	3054 - Publicités, publications, relations publiques	**5 202,00**	**5 202,00**	**5 000,00**	**41 000,00**
	Promotion des infrastructures et événements du CD08	648 - Annonces et Insertions presse	109 730,00	107 730,00	105 000,00	127 000,00
		75 - Autres achats non stockés	12,00	12,00	12,00	0,00
		237 - Coupes et récompenses	14 582,00	16 582,00	16 000,00	15 000,00
		3686 - Distribution - Com	18 200,00	18 200,00	10 000,00	22 000,00
		1178 - Diverses prestations de service	260,00	260,00	200,00	0,00
		530 - Fêtes et cérémonies	800,00	800,00	500,00	0,00
		567 - Frais d'impression	8 000,00	8 000,00	8 000,00	16 000,00
		1304 - Prestations P.A.O	7 070,00	7 070,00	7 000,00	8 000,00
		3054 - Publicités, publications, relations publiques	39 768,00	36 768,00	35 000,00	40 000,00
		21 - Acquisition de petit matériel				1 000,00
		Total	**198 422,00**	**195 422,00**	**181 712,00**	**229 000,00**

PROJET OB 2020
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT

		TOTAL DES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	**305 410 700,00**	**306 166 580,00**	**299 122 817,00**	**305 191 752,00**

			2019			
INTITULE	**OPERATION**	**NUMERO ET LIBELLE DE LA NATURE ANALYTIQUE**	**Budget primitif**	**Total BP + DM**	**CAA**	**PROJET OB 2020**
COMMUNICATION	Promotion du territoire	648 - Annonces et Insertions presse	30 000,00	30 000,00	15 000,00	30 000,00
		567 - Frais d'impression	4 000,00	4 000,00	2 000,00	4 000,00
		1304 - Prestations P.A.O	2 000,00	2 000,00	2 000,00	2 000,00
		3054 - Publicités, publications, relations publiques	2 000,00	2 000,00	2 000,00	2 000,00
		3277 - Foires et expositions				0,00
		Total	**38 000,00**	**38 000,00**	**21 000,00**	**38 000,00**
	Valorisation de l'institution et du CG	75 - Autres achats non stockés	1 573,00	1 573,00	1 575,00	0,00
		2185 - Contrats de maintenance	4 680,00	4 680,00	1 500,00	0,00
		237 - Coupes et récompenses	2 922,00	3 422,00	3 400,00	0,00
		3686 - Distribution - Com	8 676,00	8 676,00	8 600,00	0,00
		3277 - Foires et expositions	0,00	1 380,00	1 380,00	0,00
		567 - Frais d'impression	22 000,00	22 000,00	22 000,00	0,00
		1304 - Prestations P.A.O	5 114,00	5 114,00	5 000,00	0,00
		3054 - Publicités, publications, relations publiques	2 726,00	5 226,00	5 000,00	0,00
		Total	**47 691,00**	**52 071,00**	**48 455,00**	**0,00**
	TOTAL COMMUNICATION		**591 442,00**	**591 442,00**	**503 707,00**	**602 500,00**
INTERREG	Participations financières	1272 - Participations fct organismes divers		49 000,00	49 000,00	0,00
	TOTAL INTERREG		**0,00**	**49 000,00**	**49 000,00**	**0,00**
AFFAIRES JURIDIQUES ET EVALUATION	Assurances A/c 2017	3741 - Assurance obligatoire dommage - construction	7 000,00	7 000,00		7 700,00
		3677 - Assurances AUTRES que dommages aux biens	274 000,00	282 884,00	280 000,00	301 400,00
		3676 - Assurances Dommages aux biens (multirisques)	186 000,00	186 000,00	186 000,00	204 600,00
		Total	**467 000,00**	**475 884,00**	**466 000,00**	**513 700,00**
	Audits	2957 - études et diagnostics	30 000,00	1 200,00		30 000,00
		Total	**30 000,00**	**1 200,00**	**0,00**	**30 000,00**
	Biens mobiliers et immobiliers - vente	2957 - études et diagnostics	15 000,00	15 000,00	10 000,00	50 000,00
		395 - Honoraires divers et vacations	10 000,00	15 000,00	12 000,00	0,00
		Total	**25 000,00**	**30 000,00**	**22 000,00**	**50 000,00**
	Commissaires enquêteurs	553 - Frais d'actes et de contentieux	5 000,00	5 000,00	5 000,00	2 000,00
		395 - Honoraires divers et vacations	25 000,00	52 000,00	50 000,00	25 000,00
		Total	**30 000,00**	**57 000,00**	**55 000,00**	**27 000,00**
	Contentieux	72 - Autres charges exceptionnelles	59 000,00	0,00		0,00
		553 - Frais d'actes et de contentieux	100 000,00	248 916,00	220 000,00	160 000,00
		Total	**159 000,00**	**248 916,00**	**220 000,00**	**160 000,00**

PROJET OB 2020
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT

TOTAL DES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	**305 410 700,00**	**306 166 580,00**	**299 122 817,00**	**305 191 752,00**

INTITULE	OPERATION	NUMERO ET LIBELLE DE LA NATURE ANALYTIQUE	2019			PROJET OB 2020
			Budget primitif	Total BP + DM	CAA	
AFFAIRES JURIDIQUES ET EVALUATION	Frais annexes	1273 - Annonces et insertions	3 000,00	3 000,00	2 500,00	
		553 - Frais d'actes et de contentieux	7 000,00	7 000,00		
		Total	**10 000,00**	**10 000,00**	**2 500,00**	**0,00**
	Frais d'Annonces Légales	4 - Abonnements	10 000,00	10 000,00	3 500,00	10 000,00
		1273 - Annonces et insertions	60 000,00	60 000,00	50 000,00	60 000,00
		Total	**70 000,00**	**70 000,00**	**53 500,00**	**70 000,00**
	Impôts et Charges diverses	86 - Autres frais financiers	2 000,00	2 000,00	1 000,00	1 000,00
		910 - Autres impôts	1 500,00	1 500,00	1 500,00	1 500,00
		101 - Autres prestations de service	1 600,00	1 600,00	500,00	500,00
		3489 - Charges locatives et de copropriété	20 000,00	20 700,00	20 000,00	20 000,00
		3364 - Frais de stockage	2 000,00	2 000,00	1 500,00	2 000,00
		641 - Impôts et taxes fonciers, charges diverses	390 000,00	357 800,00	305 000,00	370 000,00
		3056 - Remboursement de frais à des tiers (fonctionnement)	65 000,00	64 500,00	60 000,00	122 000,00
		369 - Travaux d'entretien dans les forêts et bois	500,00	500,00		0,00
		Total	**482 600,00**	**450 600,00**	**389 500,00**	**517 000,00**
	Loyers et charges locatives - Coupe de bois - Droit de chasse et de pêche	3489 - Charges locatives et de copropriété	15 000,00	13 430,00	13 000,00	15 000,00
		673 - Loyers bâtiments divers	265 000,00	266 570,00	250 000,00	270 000,00
		Total	**280 000,00**	**280 000,00**	**263 000,00**	**285 000,00**
	Exploitation bois bord de RD et autres propriétés	21 - Acquisition de petit matériel	1 000,00	1 000,00		1 000,00
		369 - Travaux d'entretien dans les forêts et bois	80 000,00	80 000,00	65 000,00	50 000,00
		Total	**81 000,00**	**81 000,00**	**65 000,00**	**51 000,00**
	Forêts relevant du régime forestier	2753 - Cotisations	200,00	200,00	200,00	200,00
		933 - Entretien de terrains, parcs et jardins	15 000,00	15 000,00	10 000,00	10 000,00
		3303 - Rémunérations d'intermédiaire	4 000,00	4 000,00	2 000,00	4 000,00
		Total	**19 200,00**	**19 200,00**	**12 200,00**	**14 200,00**
TOTAL AFFAIRES JURIDIQUES ET EVALUATION			**1 653 800,00**	**1 723 800,00**	**1 548 700,00**	**1 717 900,00**

PROJET OB 2020
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT

		TOTAL DES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	**305 410 700,00**	**306 166 580,00**	**299 122 817,00**	**305 191 752,00**

			2019			
INTITULE	**OPERATION**	**NUMERO ET LIBELLE DE LA NATURE ANALYTIQUE**	**Budget primitif**	**Total BP + DM**	**CAA**	**PROJET OB 2020**
EMPRUNTS	Dette et opérations financières	86 - Autres frais financiers	400 000,00	400 000,00	466 860,00	450 000,00
		2935 - Conseil et suivi - Dette et Trésorerie	11 000,00	11 000,00	10 000,00	11 000,00
		425 - Dette départementale - Intérêts	4 550 000,00	4 550 000,00	4 494 481,00	3 825 000,00
		658 - Lignes de trésorerie - Intérêts	50 000,00	50 000,00	61,00	45 000,00
		3315 - services bancaires et assimilés	40 000,00	40 000,00	31 500,00	35 000,00
		Total	**5 051 000,00**	**5 051 000,00**	**5 002 902,00**	**4 366 000,00**
	ICNE	2917 - Rattachement des ICNE	-131 100,00	-291 761,00	-160 661,00	-166 648,00
		Total	**-131 100,00**	**-291 761,00**	**-160 661,00**	**-166 648,00**
	TOTAL EMPRUNTS		**4 919 900,00**	**4 759 239,00**	**4 842 241,00**	**4 199 352,00**
FISCALITE	Fiscalité indirecte	3571 - Autres reversements sur autres impôts locaux ou assimilés	50 000,00	112 414,00	50 000,00	30 000,00
	TOTAL FISCALITE		**50 000,00**	**112 414,00**	**50 000,00**	**30 000,00**
OPERATIONS FINANCIERES DIVERSES	Frais de gestion courante (D et R)	72 - Autres charges exceptionnelles	8 021,00	8 021,00	5 000,00	2 000,00
		34 - Créances admises en non-valeur	60 000,00	112 000,00	112 000,00	100 000,00
		1884 - Créances éteintes	30 000,00	190 000,00	190 000,00	500 000,00
		596 - Frais de commissions ou de rejets	2 000,00	2 000,00	1 500,00	2 000,00
		644 - Indemnité au Payeur Départemental	10 000,00	10 000,00	10 000,00	10 000,00
		1680 - Intérêts moratoires et pénalités sur marchés	25 000,00	25 000,00	10 000,00	15 000,00
		2571 - Régularisation de TVA (dépenses)	10,00	10,00		10,00
		3705 - Remises gracieuses	40 000,00	40 000,00	20 000,00	30 000,00
		351 - Titres annulés	50 000,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00
		Total	**225 031,00**	**437 031,00**	**398 500,00**	**709 010,00**
	Etudes - opérations d'envergure	2957 - études et diagnostics	10 000,00	10 000,00		
		Total	**10 000,00**	**10 000,00**	**0,00**	**0,00**
	Fiscalité indirecte	3633 - frais recouvrement Taxe électricité	45 000,00	45 000,00	45 000,00	45 000,00
		Total	**45 000,00**	**45 000,00**	**45 000,00**	**45 000,00**
	Participations financières	862 - cotisation à l'Assemblée des Départements de France	22 000,00	22 000,00	22 000,00	22 000,00
		2753 - Cotisations	97 550,00	97 550,00	65 000,00	60 000,00
		2730 - Participation au fonctionnement du pôle SMMLB	20 000,00	20 000,00	20 000,00	20 000,00
		Total	**139 550,00**	**139 550,00**	**107 000,00**	**102 000,00**
	Affaires exceptionnelles diverses	3444 - Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	20 000,00	87 832,00		
		Total	**179 550,00**	**87 832,00**	**0,00**	**0,00**
	Remboursement Emprunt PMA	72 - Autres charges exceptionnelles	56 357,00	56 357,00	56 000,00	56 357,00
		Total	**56 357,00**	**56 357,00**	**56 000,00**	**56 357,00**

PROJET OB 2020
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT

		TOTAL DES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	**305 410 700,00**	**306 166 580,00**	**299 122 817,00**	**305 191 752,00**

			2019			
INTITULE	**OPERATION**	**NUMERO ET LIBELLE DE LA NATURE ANALYTIQUE**	**Budget primitif**	**Total BP + DM**	**CAA**	**PROJET OB 2020**
OPERATIONS FINANCIERES DIVERSES	Subventions fct Service Gestion financière	622 - Participations et concours divers - service gestion fi	30 000,00	30 000,00	15 000,00	30 000,00
		Total	**30 000,00**	**30 000,00**	**15 000,00**	**30 000,00**
		TOTAL OPERATIONS FINANCIERES DIVERSES	**505 938,00**	**805 770,00**	**621 500,00**	**942 367,00**
DOTATIONS DE L'ETAT	Dotations de l'Etat	3571 - autres reversements sur autres impôts locaux ou assimilés	425 000,00	426 743,00	426 743,00	430 000,00
		TOTAL DOTATIONS DE L'ETAT	**425 000,00**	**426 743,00**	**426 743,00**	**430 000,00**
FINANCEMENT AIS	Compensations	3637 - Prélèvement fonds solidarité DMTO	1 470 000,00	1 470 000,00	1 470 000,00	1 500 000,00
		TOTAL FINANCEMENT AIS	**1 470 000,00**	**1 470 000,00**	**1 470 000,00**	**1 500 000,00**
PARCS D'ACTIVITES	AVANCES ET SUBV. AU BUDGET ANNEXE ZA	3024 - Subvention d'équilibre du B.A. - prévisions 2019	221 036,00	221 036,00	221 036,00	74 425,00
		TOTAL PARCS D'ACTIVITES	**221 036,00**	**221 036,00**	**221 036,00**	**74 245,00**
SDIS	Participations financières	155 - Contingent pour service d'incendie	5 792 417,00	5 792 417,00	5 792 400,00	5 937 227,00
		TOTAL SDIS	**5 792 417,00**	**5 792 417,00**	**5 792 400,00**	**5 937 227,00**
TRANSFERT COMPETENCES A LA REGION	Compensations versées à la Région	3701 - Compensations versées à la Région - Loi Notre	3 842 804,00	3 842 804,00	3 843 800,00	3 842 804,00
		TOTAL TRANSFERT COMPETENCES A LA REGION	**3 842 804,00**	**3 842 804,00**	**3 843 800,00**	**3 842 804,00**
OPERATIONS RELATIVES AU PATRIMOINE M52	Provisions	3152 - Provisions indus RMI	150 000,00	150 000,00	150 000,00	0,00
		3331- Provisions pour dépréciation des comptes de redevables	0,00	0,00		300 000,00
		1029 - Provisions pour risques	1 500 000,00	1 500 000,00	1 500 000,00	800 000,00
		Total	**1 650 000,00**	**1 650 000,00**	**1 650 000,00**	**1 100 000,00**
	Mvts réels - Régularisations liées M52	3705 - Remises gracieuses	**750 000,00**	**750 000,00**	**740 000,00**	
		TOTAL OPERATIONS RELATIVES AU PATRIMOINE M52	**2 400 000,00**	**2 400 000,00**	**2 390 000,00**	**1 100 000,00**

TOTAL 4EME COMMISSION	**98 536 789,00**	**98 769 597,00**	**96 381 077,00**	**96 209 956,00**

PROJET OB 2020
RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT

TOTAL GENERAL RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	**345 425 320,00**	**347 159 640,00**	**327 989 254,00**	**327 765 861,00**

Intitulé	Programme	Opération	Numéro et Libellé de la nature analytique	2 019			Projet OB 2020
				Budget primitif	Total BP + DM	CAA	
COMMISSION AFFAIRES FINANCIERES ET RESSOURCES							
RESSOURCES HUMAINES	Rémunérations du personnel	Administration Générale	115 - Autres recouvrements				
			3079 - Remb. tickets-repas - Administration Générale	104 050,00	104 050,00	100 000,00	104 050,00
			1641 - Remboursement sur charges - Administration Générale	22 900,00	22 900,00	20 000,00	22 900,00
			1632 - Remboursement sur rémunérations - Administration Générale	303 720,00	303 720,00	300 000,00	303 720,00
			3341 - Subvention du FIPHFP	10 000,00	10 000,00	16 700,00	10 000,00
		Aide sociale	3080 - Remb. tickets-repas - Aide Sociale	219 750,00	219 750,00	204 000,00	219 750,00
			1635 - Remboursement sur rémunérations - Aide sociale	564 830,00	564 830,00	580 000,00	564 830,00
			3606 - Remboursements de frais par des tiers				
		Aménagement rural	3081 - Remb. tickets-repas - Aménagement Rural	8 100,00	8 100,00	9 200,00	8 100,00
		Archives	3082 - Remb. tickets-repas - Archives	10 200,00	10 200,00	10 300,00	10 200,00
		Bases de loisirs	3083 - Remb. tickets-repas - Bases de Loisirs			5 500,00	
		BDA	3084 - Remb. tickets-repas - B.D.P.	8 250,00	8 250,00	7 600,00	8 250,00
		Culture, sport et Loisirs	3085 - Remb. Tickets-repas - Culture, Sport et Loisirs	6 850,00	6 850,00	7 300,00	6 850,00
		DRI	3086 - Remb. tickets-repas - D.R.I.	138 750,00	138 750,00	137 000,00	138 750,00
		Enseignement	3087 - Remb. tickets-repas - Enseignement	27 000,00	27 000,00	29 600,00	27 000,00
			2899 - Remboursement Etat - CNASEA - Enseignement	20 000,00	20 000,00	25 000,00	20 000,00
		Action touristique	3078 - Remb. tickets-repas - Action Touristique				
		TOTAL RESSOURCES HUMAINES		**1 444 400,00**	**1 444 400,00**	**1 452 200,00**	**1 444 400,00**
AFFAIRES JURIDIQUES ET EVALUATION	Affaires Juridiques et Foncières	Assurances A/c 2017	1102 - Autres produits exceptionnels				
			1102 - Autres produits exceptionnels - Dommage ouvrage - désordres gendarmerie Signy-Le -Petit, Rocroi, Rethel	40 790,00	40 790,00	210 000,00	
		Biens mobiliers et immobiliers - vente	1102 - Autres produits exceptionnels (Biens mobiliers et immobiliers - vente)			100 000,00	
			2063 - Produit de cessions des immobilisations			220 000,00	
		Impôts et charges diverses	115 - Autres recouvrements	7 000,00	7 000,00	9 000,00	7 000,00
		Loyers et charges locatives - Coupe de bois - Droit de chasse et de pêche	115 - Autres recouvrements			7 000,00	19 000,00
			666 - Locations bâtiments divers	1 200 000,00	1 200 000,00	1 500 000,00	1 200 000,00
			668 - Locations sur droits de chasse et de pêche	6 600,00	6 600,00	6 000,00	5 000,00
			757 - Produit de coupes de bois	1 000,00	1 000,00		0,00
		Red. Transport et Distribution Electricité	2217 - Redevance pour occupation du domaine public	300 000,00	300 000,00	355 000,00	355 000,00

PROJET OB 2020
RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT

TOTAL GENERAL RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT				**345 425 320,00**	**347 159 640,00**	**327 989 254,00**	**327 765 861,00**

Intitulé	Programme	Opération	Numéro et Libellé de la nature analytique	2 019			Projet OB 2020
				Budget primitif	Total BP + DM	CAA	
AFFAIRES JURIDIQUES ET EVALUATION	Locations assujetties à TVA	Loyers entreprises TVA	2690 - Loyers Ets. soumis à TVA	125 000,00	125 000,00	80 000,00	81 300,00
	Valorisation des Espaces Boisés	Exploitation bois bord de RD et autres propriétés	3737 - Coupe de bois d'Œuvre	10 000,00	10 000,00		5 000,00
			3736 - Coupe de bois Energie	120 000,00	120 000,00		0,00
		Forêts relevant du régime forestier	666 - Locations bâtiments divers	12 100,00	12 100,00		12 300,00
			757 - Produits des coupes de bois	41 400,00	41 400,00		41 000,00
	TOTAL AFFAIRES JURIDIQUES ET EVALUATION			**1 863 890,00**	**1 863 890,00**	**2 487 000,00**	**1 725 600,00**
FISCALITE ET PEREQUATION	Affaires budgétaires et financières	Fiscalité directe	3340 - Allocations compensatrices - Taxe foncière sur le	57 184,00	57 184,00	57 200,00	50 000,00
			3529 - Allocations compensatrices - CVAE	5 475,00	5 475,00	5 500,00	5 000,00
			3457 - CVAE - Cotisation sur la valeur ajoutée des	11 705 659,00	11 705 659,00	11 706 000,00	12 000 000,00
			3528- Dotation pour perte de compensations	2 429 508,00	2 429 508,00	2 429 000,00	2 300 000,00
			3458 - IFER -Imposition forfaitaire sur les entreprises de	7 300 000,00	7 300 000,00	7 282 000,00	7 300 000,00
			640 - Taxe foncière sur les propriétés bâties	67 120 522,00	67 120 522,00	67 170 000,00	67 800 000,00
		Fiscalité indirecte	1337 - Compensation pour perte de taxe additionnelle			700,00	
			449 - Droits de mutation et taxe de publicité foncière	19 000 000,00	19 000 000,00	19 500 000,00	19 500 000,00
			3393 - Taxe additionnelle à la taxe de séjour	20 000,00	30 000,00	20 000,00	30 000,00
			3505 - Taxe d'aménagement	1 100 000,00	1 100 000,00	1 100 000,00	1 100 000,00
			338 - Taxe sur l'électricité	2 700 000,00	2 700 000,00	2 700 000,00	2 700 000,00
	Affaires budgétaires et financières	Compensations	3459 - DCRTP - Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	7 775 442,00	7 775 442,00	7 775 400,00	7 500 000,00
			3460 - FNGIR - Fonds national de garantie individuelle de ressources	6 841 903,00	6 841 903,00	6 842 000,00	6 841 903,00
			3486 - Fonds de péréquation des DMTO	5 600 000,00	5 823 775,00	5 824 000,00	5 600 000,00
			3473- Fonds de péréquation de CVAE	589 000,00	589 000,00	597 000,00	590 000,00
			3496 - TSCA ART.77 - Taxe spéciale sur les contrats d'assurance Art. 77	21 000 000,00	21 000 000,00	21 000 000,00	21 500 000,00
			2706 -TSCA ART. 52/53 et TICPE COMPLEMENTAIRE	28 000 000,00	28 000 000,00	28 000 000,00	28 500 000,00
	TOTAL FISCALITE ET PEREQUATION			**181 244 693,00**	**181 478 468,00**	**182 008 800,00**	**183 316 903,00**
DOTATIONS DE L'ETAT	Affaires budgétaires et financières	DOTATIONS DE L'ETAT	443 - D.G.D.	3 137 114,00	3 137 114,00	3 137 000,00	3 137 114,00
			2705 - DGF - dotation de compensation	27 044 641,00	27 044 641,00	27 044 000,00	27 044 641,00
			444 - DGF- Dotation forfaitaire	21 836 432,00	21 836 432,00	21 836 000,00	21 435 016,00
			2682 - DGF dotation de fonctionnement minimale	9 218 343,00	9 218 343,00	9 218 000,00	9 500 343,00
			3702 - FCTVA Fonctionnement	150 000,00	150 000,00	175 887,00	90 000,00
			872 - Participations de l'Etat				
			872 - Fonds de stabilisation	2 309 933,00	2 309 933,00	2 310 000,00	2 309 933,00
			872 - Fonds de soutien interdépartemental	1 649 000,00	0,00	1 650 000,00	
			1097 - Autres taxes indirectes (Fonds de soutien interdpt)		1 649 000,00		1 600 000,00
	TOTAL DOTATIONS DE L'ETAT			**65 345 463,00**	**65 345 463,00**	**65 370 887,00**	**65 117 047,00**

PROJET OB 2020
RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT

TOTAL GENERAL RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT				**345 425 320,00**	**347 159 640,00**	**327 989 254,00**	**327 765 861,00**

Intitulé	Programme	Opération	Numéro et Libellé de la nature analytique	2 019			Projet OB 2020
				Budget primitif	Total BP + DM	CAA	
FINANCEMENT AIS	Affaires budgétaires et financières	Compensations	3060 - FMDI	3 500 000,00	3 500 000,00	3 500 000,00	**3 500 000,00**
			3675 - Fonds de solidarité départements - DMTO	7 000 000,00	7 000 000,00	6 500 000,00	**7 000 000,00**
			3630 -Frais de gestion de la TFPB	8 000 000,00	8 921 664,00	8 921 000,00	**8 500 000,00**
			2558 - T.I.C.P.E	25 530 554,00	25 530 554,00	25 500 000,00	**25 530 554,00**
			3379 - TICPE part RSA	5 412 656,00	5 412 656,00	5 400 000,00	**5 412 656,00**
TOTAL FINANCEMENT AIS				**49 443 210,00**	**50 364 874,00**	**49 821 000,00**	**49 943 210,00**
OPERATIONS FINANCIERES DIVERSES	Affaires budgétaires et financières	Frais de gestion courante (D et R)	3373 - Autres participations			3 100,00	
			1102 - Autres produits exceptionnels	49 995,98	49 995,98	260 000,00	50 000,00
			115 - Autres recouvrements			6 000,00	
			1814 - Mandats annulés (sur exerc.antérieurs)			9 000,00	
			3045 - Pénalités			25 000,00	
			837 - Revenus des titres et rentes (legs)				
			872 - Participation de l'Etat				
			1809 - Réglements après admissons en non valeur			100,00	
			3246 - Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion				
		Participations financières	837 - Revenus des titres et rentes (legs)	0,00	0,00	100,00	
		Assurances à compter de 2012	921 - Indemnités pour sinistres				
TOTAL OPERATIONS FINANCIERES DIVERSES				**49 995,98**	**49 995,98**	**303 300,00**	**50 000,00**
REPRISE PROVISIONS	Opérations relatives au patrimoine (M52) + Régularisations	Cession des immobilisations	2063 - Produit de cessions des immobilisations			3 800,00	
		Provisions	3332 - Reprise provision La Bohême				212 000,00
			3332 - Reprise partielle provision SYNERGIE	750 000,00	750 000,00	750 000,00	
			3332 - Reprise provision Gascogne Laminates				
			3641 - Ajustement garanties d'emprunts	47 784,00	47 784,00	48 000,00	
TOTAL REPRISE PROVISIONS				**797 784,00**	**797 784,00**	**801 800,00**	**212 000,00**

PROJET OB 2020
RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT

			TOTAL GENERAL RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	**345 425 320,00**	**347 159 640,00**	**327 989 254,00**	**327 765 861,00**

Intitulé	Programme	Opération	Numéro et Libellé de la nature analytique	2 019			Projet OB 2020
				Budget primitif	Total BP + DM	CAA	
MOYENS DE FONCTIONNER	Moyens de fonctionner des services A/C 2012	Hôtel du Département et annexes a/c 2012	1102 - Autres produits exceptionnels	0,00	0,00	600,00	
			115 - Autres recouvrements			16 000,00	
			1814 - Mandats annulés (sur exerc.antérieurs)				
			2063 - Produit de cessions des immobilisations				
			TOTAL MOYENS DE FONCTIONNER	**0,00**	**0,00**	**16 600,00**	**0,00**
RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT	Affaires budgétaires et financières	Opérations relatives au Compte administratif	925 - Résultat reporté de fonctionnement	18 022 237,02	18 022 237,02		
			TOTAL RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT	**18 022 237,02**	**18 022 237,02**	**0,00**	**0,00**
DSI	Téléphonie	Abonnement	1102 - Autres produits exceptionnels				
	Informatique	Solutions informatiques hébergées	2628 - Participation de fonctionnement des Communes	7 520,00	7 520,00	4 000,00	7 520,00
			TOTAL DSI	**7 520,00**	**7 520,00**	**4 000,00**	**7 520,00**
			TOTAL DE LA 4EME COMMISSION	**318 219 193,00**	**319 374 632,00**	**302 265 587,00**	**301 816 680,00**

PROJET OB 2020
DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT

TOTAL DES DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT	96 531 120,00	97 664 410,00	69 384 343,54	85 877 735,00

POLITIQUE	LIBELLE	2019 BUDGET PRIMITIF	2019 TOTAL BP + DM	2019 CAA	Projet OB 2020

COMMISSION AFFAIRES FINANCIERES ET RESSOURCES

COMMUNICATION	Valorisation de l'institution et des actions du Conseil départemental : Communication locale	361 - Travaux - Divers	1 411,00	1 411,04	1 400,00	0,00
		TOTAL Communication locale	**1 411,00**	**1 411,04**	**1 400,00**	**0,00**
	Promotion des infrastructures et événements du Conseil départemental	1952 - Site internet	3 000,00	3 000,00		3 000,00
		TOTAL Promotion des infrastructures et événements	**3 000,00**	**3 000,00**	**0,00**	**3 000,00**
	Communication interne	1952 - Site internet	2 000,00	2 000,00		5 000,00
	Communication institutionnelle	361 - Travaux - Divers	10 589,00	12 328,49	5 000,00	10 000,00
		909 - Acquisition diverses	8 000,00	7 460,47	5 000,00	8 000,00
		1952 - Site internet	5 000,00	5 000,00	2 000,00	10 000,00
		TOTAL Communication institutionnelle	**23 589,00**	**24 788,96**	**12 000,00**	**28 000,00**
	TOTAL COMMUNICATION		**30 000,00**	**31 200,00**	**13 400,00**	**36 000,00**

DSI COLLEGES	Matériel collèges	2114- Matériels informatiques	10 650,00	10 650,00	10 648,81	60 000,00
		3120 - Etudes	6 660,00	6 660,00	6 652,80	0,00
		502- Matériels informatiques	100 000,00			726 000,00
		2144 - Matériel informatique scolaire		100 000,00	100 000,00	233 000,00
		361 - Travaux divers	393 340,00	93 340,00		
						190 000,00
		3186 - Agencements, aménagements de bâtiments reçus au titre d'une mise à disposition		300 000,00	250 000,00	770 000,00
	ENT des collèges	2599 - logiciels	50 000,00	75 000,00	75 000,00	50 000,00
	TOTAL COLLEGES		**560 650,00**	**585 650,00**	**442 301,61**	**2 029 000,00**

DSI LOGICIEL	SPL XDEMAT	2599 - Logiciels	2 938,00	2 938,00	2 500,00	2 969,00
		3362 - Titres de participation	62,00	62,00		31,00
	Viabilité hivernale MCE	2599 - logiciels	7 600,00	4 600,00	7 000,00	6 300,00
	SIG	2599 - Logiciels	21 600,00	21 600,00	20 000,00	
	SOLIS	2599 - logiciels	38 970,00	18 970,00	18 000,00	36 500,00
	Archives	2599 - logiciels	2 400,00	3 520,00	2 000,00	
	ORPHEE	2599 - Licences et logiciels	960,00	960,00	960,00	15 000,00
	Logiciels social	2599 - logiciels				4 000,00
	Grand Angle	2599 - Logiciels		20 000,00	20 000,00	18 500,00
	eCiviRH	2599 - logiciels	5 370,00	4 650,00	4 000,00	17 000,00
	GED	2599 - logiciels		3 000,00		
	licences	2599 - logiciels	36 000,00	49 600,00	40 000,00	22 500,00
	Logiciels MADEF	2599 - Logiciels	14 000,00	14 000,00	10 000,00	2 100,00
	logiciel Musée	2599 - logiciels				4 300,00
	Sauvegarde	2599 - Logiciels				9 300,00
	Maintenance évolutive	2599 - logiciels	132 000,00	118 000,00	110 000,00	130 000,00
	Schéma directeur dématérialisation	2599 - logiciels	91 160,00	91 160,00	70 000,00	212 000,00
	TOTAL LOGICIEL		**353 060,00**	**353 060,00**	**304 460,00**	**480 500,00**

PROJET OB 2020
DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT

TOTAL DES DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT	96 531 120,00	97 664 410,00	69 384 343,54	85 877 735,00

POLITIQUE	LIBELLE	2019 BUDGET PRIMITIF	2019 TOTAL BP + DM	2019 CAA	Projet OB 2020
DSI MATERIEL	Matériel Audio visuel – 909-Acquisitions diverses	30 000,00	29 000,00	25 000,00	46 000,00
	Matériel Audio visuel – 502- Matériels informatiques		1 000,00	500,00	
	Viabilité hivernale MCE – 502- Matériels informatiques	30 000,00	30 000,00	25 000,00	
	Matériels informatiques – 502- Matériels informatiques	228 030,00	228 030,00	200 000,00	223 000,00
	Matériels informatiques – 909-Acquisitions diverses	2 000,00	2 000,00	2 000,00	
	Infrastructure serveurs – 502- Matériels informatiques	82 000,00	82 000,00	80 000,00	20 000,00
	Audit de sécurité – 563 - Frais d'études	10 000,00	10 000,00	10 000,00	
	Fibre optique matériel – 361 - Travaux divers	4 500,00	4 500,00	4 500,00	
	Fibre optique matériel – 563 - Frais d'études	1 920,00	1 920,00	1 920,00	
	TOTAL MATERIEL	**388 450,00**	**388 450,00**	**348 920,00**	**289 000,00**
DSI Téléphonie sur IP	Pré-câblage des sites – 361 - Travaux divers	10 000,00	10 000,00	10 000,00	29 350,00
	intégration de la solution – 2929 - Matériel de téléphonie	27 550,00	24 950,00	25 000,00	23 000,00
	intégration de la solution – 909-Acquisitions diverses		2 600,00		
	TOTALTéléphonie sur IP	**37 550,00**	**37 550,00**	**35 000,00**	**52 350,00**
DSI Matériels de Téléphonie	Achats de téléphones mobiles – 2929 - Matériel de téléphonie	**2 000,00**	**2 000,00**	**1 500,00**	**2 000,00**
TOTAL DSI		1 341 710,00	1 366 710,00	1 132 181,61	2 852 850,00
MOYENS DE FONCTIONNER	Hôtel du Departement et annexes – 18 - Autres matériels divers	20 000,00	20 000,00	10 000,00	20 000,00
	Hôtel du Departement et annexes – 1135 - Acquisition matériel et mobilier	30 000,00	40 000,00	20 000,00	30 000,00
	Hôtel du Departement et annexes – 2911 - Acquisition matériel technique	20 000,00	20 000,00	15 000,00	20 000,00
	Total Hôtel du Departement et annexes	**70 000,00**	**80 000,00**	**45 000,00**	**70 000,00**
	DRI et TRA – 18 - Autres matériels divers		1 367,00	1 364,47	2 000,00
	DRI et TRA – 1135 - Acquisition matériel et mobilier	5 000,00	3 633,00	1 500,00	3 000,00
	Total DRI et TRA	**5 000,00**	**5 000,00**	**2 864,47**	**5 000,00**
	DS et MDS -Aménagement Madef – 18 - Autres matériels divers	86 110,00	84 793,00	50 000,00	85 000,00
	DS et MDS -Aménagement Madef – 1135 - Acquisition matériel et mobilier	98 167,00	99 484,00	50 000,00	100 000,00
	DS et MDS -Aménagement Madef – 3014 - Acquisition véhicules	68 785,00	68 785,00	50 000,00	68 000,00
	Total DS et MDS -Aménagement Madef	**253 062,00**	**253 062,00**	**150 000,00**	**253 000,00**
	TOTAL MOYENS DE FONCTIONNER	**328 062,00**	**338 062,00**	**197 864,47**	**328 000,00**
OPERATIONS FONCIERES ET IMMOBILIERES	Raccordement A304/RN43 – 1328 - Acquisitions de terrains	335 000,00	335 000,00	200 000,00	245 000,00
	Aménagement carrefour Etrepigny + autres aménagements DIE – 1328 - Acquisitions de terrains				
	Acquisition pour projets routiers et autres – 1328 - Acquisitions de terrains				
	Développement des TRA – 1328 - Acquisitions de terrains				
	Cautionnement versé – 3320 - Dépôt de garantie Cautionnement versé	3 000,00	3 000,00	500,00	3 000,00
	TOTAL OPERATIONS FONCIERES ET IMMOBILIERES	**338 000,00**	**338 000,00**	**200 500,00**	**248 000,00**

PROJET OB 2020
DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT

TOTAL DES DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT			**96 531 120,00**	**97 664 410,00**	**69 384 343,54**	**85 877 735,00**

POLITIQUE		LIBELLE	2019 BUDGET PRIMITIF	2019 TOTAL BP + DM	2019 CAA	Projet OB 2020
VALORISATION DES ESPACES BOISES	Forêt Les Mazures - création piste et aire de stockage	379 - Aménagements et agencements de terrains	18 600,00	18 600,00	10 000,00	19 000,00
	Achat par DIE pour RD et autres propriétés (remorque forestière)	396 - matériels de transport	30 000,00	30 000,00	20 000,00	25 000,00
	Achat DIE sur bord de RD et autres propriétés	1823 - Matériel et outillage techniques	1 000,00	1 000,00		1 000,00
	Pour DIE sur bord de RD et autres propriétés	2049 - Plantations d'arbres et d'arbustes	5 000,00	5 000,00		5 000,00
	TOTAL VALORISATION DES ESPACES BOISES		**54 600,00**	**54 600,00**	**30 000,00**	**50 000,00**
COMMANDE PUBLIQUE	Frais d'insertion Publicité	1978- Frais d'insertion Publicité	**60 000,00**	**60 000,00**	**35 000,00**	**60 000,00**
TOTAL DAJE			452 600,00	452 600,00	265 500,00	358 000,00
OPERATIONS FINANCIERES DIVERSES		533 - Avances à d'autres Tiers (annulation titres)	15 004,36	15 004,36	15 000,00	
		423 - Dépenses imprévues d'investissement	2 295 000,00	2 275 752,00		
		TOTAL OPERATIONS FINANCIERES DIVERSES	**2 310 004,36**	**2 290 756,36**	**15 000,00**	**0,00**
PARCS D'ACTIVITES		3294-Créances sur des collectivités publiques	**359 942,00**	**359 942,00**	**359 900,00**	
SUBVENTIONS DIVERSES		Subventions diverses investissement		81 633,00		0,00
		TOTAL SUBVENTIONS DIVERSES	**0,00**	**81 633,00**	**0,00**	**0,00**
GESTION DE LA DETTE		433 - Emprunt sans phase de mobilisation	24 045 000,00	24 045 000,00	24 044 457,59	24 216 000,00
		3038 - Opérations afférentes à l'option tirage ligne de trésorerie	10 000 000,00	10 000 000,00		10 000 000,00
		1229 - Refinancement de l'emprunt	10 000 000,00	10 000 000,00	6 846 109,70	10 000 000,00
		TOTAL GESTION DE LA DETTE	**44 045 000,00**	**44 045 000,00**	**30 890 567,29**	**44 216 000,00**
OPERATIONS LIEES A LA M52		1960 -Régularisation ASCISTE (gendarmeries)	**30 000,00**	**30 000,00**		
OPERATIONS RELATIVES AU COMPTE ADMINISTRATIF		1854 - Solde de la section de financement	7 393 764,64	7 393 764,64		
		TOTAL OPERATIONS RELATIVES AU COMPTE ADMINISTRATIF	**7 393 764,64**	**7 393 764,64**	**0,00**	**0,00**
		TOTAL 4EME COMMISSION	**56 291 083,00**	**56 389 668,00**	**32 874 413,37**	**47 790 850,00**

PROJET OB 2020
RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT

TOTAL RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT	**56 516 500,00**	**56 671 350,00**	**40 350 827,74**	**63 303 626,00**

Intitulé	Numéro et Libellé de la nature analytique	2019			PROJET OB 2020
		Budget primitif	Total BP + DM	CAA	

COMMISSION AFFAIRES FINANCIERES ET RESSOURCES

AFFAIRES JURIDIQUES ET EVALUATION	Biens mobiliers et immobiliers - vente	2824 - Produits de cession	1 900 000,00	1 900 000,00		2 500 000,00
	Avances et Subventions	1868 - Rembours.avance SAFER	0,00	0,00	70 200,00	40 000,00
	Loyers et charges locatives - Coupe de bois - Droit de chasse et de pêche	2632 - Dépôt de garantie - Cautionnement reçu	2 000,00	2 000,00		2 000,00
	Valorisation des Espaces Boisés	2824 - Produits de cession	250 000,00	250 000,00		250 000,00
TOTAL AFFAIRES JURIDIQUES ET EVALUATION			**2 152 000,00**	**2 152 000,00**	**70 200,00**	**2 792 000,00**
FISCALITE		3363 - Produits des radars automatiques	350 000,00	350 000,00	350 000,00	350 000,00
TOTAL FISCALITE			**350 000,00**	**350 000,00**	**350 000,00**	**350 000,00**
DOTATION DE L'ETAT		418 - D.D.E.C.	1 812 544,00	1 812 544,00	1 812 500,00	1 812 544,00
		420 - D.G.E. 2ème part	225 488,00	225 488,00	225 488,00	0,00
		3735 - Dotation de Soutien à l'Investissement des Départements	443 512,00	598 362,00	860 685,00	700 000,00
		522 - F.C.T.V.A.	2 800 000,00	2 800 000,00	3 133 911,00	2 000 000,00
TOTAL DOTATION DE L'ETAT			**5 281 544,00**	**5 436 394,00**	**6 032 584,00**	**4 512 544,00**
OPERATIONS FINANCIERES DIVERSES		65 - Avances aux communes et groupements (assainissement)	168 298,00	168 298,00	160 000,00	134 749,00
		805 - Rembts prêts aux communes - Logts locatifs milieu rural	173 386,00	173 386,00	173 400,00	105 200,00
		532 - Aides économiques - Tiers - Remboursement d'avances	1 729 616,36	1 729 616,36	1 700 000,00	1 653 102,00
		536 - Aides économiques - Remboursement des avances faites aux communes	116 431,00	116 431,00	116 400,00	116 431,00
		533- Avances à d'autres tiers	34 944,00	34 944,00	10 000,00	40 223,00
		2914 - Avances communes - Acquisitions Foncières	82 700,00	82 700,00	82 700,00	106 045,00
TOTAL OPERATIONS FINANCIERES DIVERSES			**2 305 375,36**	**2 305 375,36**	**2 242 500,00**	**2 155 750,00**
DSI		1221 - Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00		
		2599 - Logiciels	0,00	0,00		
		3026 - Aménagement numérique	0,00	0,00		
		Subventions - collège numérique				115 500,00
TOTAL DSI			**0,00**	**0,00**	**0,00**	**115 500,00**

PROJET OB 2020
RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT

	TOTAL RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT	**56 516 500,00**	**56 671 350,00**	**40 350 827,74**	**63 303 626,00**

Intitulé	Numéro et Libellé de la nature analytique	2019			PROJET OB 2020
		Budget primitif	Total BP + DM	CAA	
PARCS D'ACTIVITES	3294 - Créances sur les collectivités publiques - Département	309 700	309 700	309 700	
TOTAL PARCS D'ACTIVITES		**309 700**	**309 700**	**309 700,00**	**0**
GESTION DE LA DETTE	433 - Emprunt sans phase de mobilisation	12 000 000,00	12 000 000,00	12 000 000,30	30 882 674,00
	3099 - Opérations afférentes à l'emprunt - Option de tirage Trésorerie	10 000 000,00	10 000 000,00	0,00	10 000 000,00
	1229 - Refinancement de l'emprunt	10 000 000,00	10 000 000,00	6 846 109,70	10 000 000,00
TOTAL GESTION DE LA DETTE		**32 000 000,00**	**32 000 000,00**	**18 846 110,00**	**50 882 674,00**
Opérations relatives au compte administratif	2035 - Couverture du besoin de financement de la section d'invest.	7 393 764,64	7 393 764,64	7 393 764,64	
TOTAL OPERATIONS RELATIVES AU COMPTE ADMINISTRATIF		**7 393 764,64**	**7 393 764,64**	**7 393 764,64**	**0,00**
TOTAL DE LA 4EME COMMISSION		**49 792 384,00**	**49 947 234,00**	**35 244 858,64**	**60 808 468,00**